



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LVI^e Année

Tome II N^o 2 - Août 1981

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 In memoriam Rik Vloeberghs, Directeur de la Banque Nationale de Belgique.
- 7 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats du mois de juillet 1981.
- 1 Statistiques.
- 161 Législation économique.
- 179 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

IN MEMORIAM

Rik VLOEBERGHES

Directeur de la Banque Nationale de Belgique

Le dimanche 5 juillet 1981, Rik Vloeberghs a été terrassé tout à fait inopinément par une crise cardiaque, qui lui a été fatale.

Né à Louvain le 26 août 1922, il fit ses études moyennes à l'Athénée Royal de sa ville natale. Il obtint le grade de licencié en sciences économiques en 1945 à l'Université Catholique de Louvain.

Dès sa prime jeunesse, il prit conscience des misères du monde des travailleurs, ce qui contribua certainement à déterminer sa conviction politique. De bonne heure aussi, il manifesta un goût pour tout ce qui touche à la mécanique et à la technologie. Est-ce cette prédilection qui explique l'intérêt évident qu'il porta plus tard aux possibilités insoupçonnées de l'ordinateur ?

Par l'éducation qu'il reçut de sa mère et peut-être aussi sous l'influence des années qu'il passa à l'Université Catholique de Louvain, Rik Vloeberghs, socialiste-libre-penseur, ne cessa d'entretenir des contacts étroits avec des hommes qui ne partageaient pas ses opinions. Au nombre de ses amis, il comptait autant de chrétiens engagés que de libres-penseurs convaincus. Son amitié avec Jef Rens, grande figure socialiste, d'une part, et Albert Dondeyne, théologien catholique et promoteur d'un humanisme démocrate-chrétien progressiste de l'autre, deux personnalités connues pour leur largesse de vues et leur tolérance, a, selon ses propres paroles, fortement influencé sa pensée et son action. Il luttait avec passion contre toute étroitesse d'esprit ou mesquinerie. La destruction de toute forme de cloisonnement était l'un de ses soucis primordiaux.

La disposition d'esprit qui, sur le plan professionnel, le caractérisait le mieux était l'« impatience ». Celle-ci apparaissait nettement dans tout ce qu'il entreprenait. Il n'avait en vue que le résultat. Tout y était subordonné. L'information ne l'intéressait que dans la mesure où elle était indispensable à une formulation claire du problème. Il évitait les détails superflus, entre autres parce que son esprit analytique allait rapidement jusqu'au cœur du problème.

Les décisions ne devaient pas être prises à la hâte, mais ne devaient pas non plus être différées sans cesse.

Il commença sa carrière en 1947 en tant que conseiller adjoint auprès du Ministère de la Coordination Economique et du Rééquipement national, qu'il quitta en 1949 parce que la mission de cette administration touchait presque à sa fin et qu'il ne souhaitait pas attendre d'être « reclassé » après un temps vraisemblablement long.

En 1949, il passa à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, qu'il quitta en 1951 pour entrer au service de la Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, à peine fondée. Il travaillait au Département des Etudes, dont la direction lui fut ultérieurement confiée. La proclamation de l'indépendance du Congo en 1960 allait donner une nouvelle orientation à sa carrière. La même année, il partit pour Washington afin d'entrer à la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement, en qualité de « senior economist ». Cette institution le chargea de différentes missions au Moyen-Orient, dans le cadre de l'aide accordée aux pays en voie de développement. Cette période américaine allait avoir une profonde influence sur la suite de sa carrière. C'est avec passion qu'il parlait souvent de l'énorme expérience professionnelle qu'il avait acquise aux Etats-Unis. Il fit connaissance avec les qualités remarquables des Américains sur le plan professionnel, avec leurs conceptions souvent révolutionnaires dans le domaine du « management », leur « professionalism » poussé, leurs dernières découvertes en matière d'informatique. Son admiration pour les réalisations américaines était sincère. Ceci ne signifie toutefois pas qu'il était aveugle aux déficiences de la société américaine et il n'épargnait pas ses critiques à l'égard de certaines mesures des autorités de ce pays.

Cette période marqua sa vie non seulement dans le domaine professionnel, mais aussi sur le plan social. Elle fut en effet à la base de nombreux souvenirs indélébiles : les amis qu'il laissa là-bas, l'habitation de Georgetown où il demeura avec sa famille durant toutes ces années, ses voyages à travers ce pays immense et fantastique. C'est avec nostalgie qu'il repensait souvent à cette époque.

Après son retour des Etats-Unis pour des motifs familiaux, il entra en 1966 au service de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Deux ans plus tard, il devint conseiller auprès de la Banque Nationale, où, à la fin de janvier 1969, il reprit les fonctions de M. Brat, directeur sortant.

Pour Rik Vloeberghs, la nomination au poste de directeur de la Banque Nationale était le couronnement de tous ses efforts en vue de faire carrière dans le secteur financier public. Pour ce directeur de 48 ans, cette nomination signifiait aussi un tournant : 22 ans de vie professionnelle étaient derrière lui, 19 autres lui restaient. C'est avec tout l'enthousiasme qui lui était propre qu'il entama cette seconde période. Cette nomination était pour lui non seulement un honneur mais aussi une tâche lourde et difficile, une mission à laquelle

il allait consacrer, consciencieusement et avec un dévouement total, tout son dynamisme et toute son énergie.

Le Baron Ansiaux, Gouverneur de l'époque, le chargea de « moderniser » la Banque. Pour la Direction de la Banque, il était en effet devenu évident que celle-ci ne pouvait continuer à remplir son éminente mission, tant sur le plan national qu'international, qu'en recourant aux derniers acquis en matière de télé-processing et d'audit par ordinateur.

Le défi était énorme, mais tout le passé de Rik Vloeberghs l'y avait préparé.

Si la Banque Nationale a progressé à pas de géant dans le domaine de l'organisation et de l'informatique, c'est en grande partie grâce à lui et à l'équipe qu'il a su constituer, diriger, stimuler et encourager avec son impatience devenue légendaire.

Jusqu'à sa mort inopinée, Rik Vloeberghs prit une part active aux activités collégiales du Comité de Direction, présidé successivement par Hubert Ansiaux, Robert Vandeputte et Cecil de Strycker. Ces dernières années, en plus de ses fonctions à la Banque même, il était membre du Conseil de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change et du Comité du Fonds des Rentes, administrateur et membre du Comité de Direction de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et président de Creditexport. En cette dernière qualité, il s'est efforcé à plusieurs reprises et avec succès d'obtenir une augmentation des moyens d'action de cet organisme parce qu'il se rendait compte de l'importance pour l'économie belge des exportations de biens d'équipement et d'investissement. Rik Vloeberghs était aussi membre du Conseil d'Administration du Fonds National de la Recherche Scientifique et de la Fondation Roi Baudouin. Il donnait le cours « Program on International Legal Cooperation » à la Vrije Universiteit Brussel.

Il apparaissait parfois comme trop impatient et trop impulsif aux yeux de ses collaborateurs parce que, dans les cas d'urgence, sa préférence fondamentale pour l'argumentation logique et rationnelle devait céder la place à l'intuition rapide. Dès qu'il avait retenu pour lui-même la décision qu'il jugeait opportune, il défendait son point de vue avec une entière conviction. Tant au niveau du Comité de Direction qu'à celui des départements Organisation-Informatique et Crédit, dont il avait la direction, il fit constamment preuve d'une forte personnalité. Etant donné qu'il était en outre aussi exigeant pour les autres que pour lui-même, il apparaissait parfois d'un abord difficile. Sous cette apparence de rudesse se dissimulait toutefois un homme ouvert, sans préjugés et loyal. Son honnêteté intellectuelle ne connaissait pas de compromis. Tous ceux qui ont connu Rik Vloeberghs de près garderont le souvenir d'un homme intègre et d'un dirigeant compétent.

...the

...the

...the

...the

...the

...the

...the

...the

...the

...the

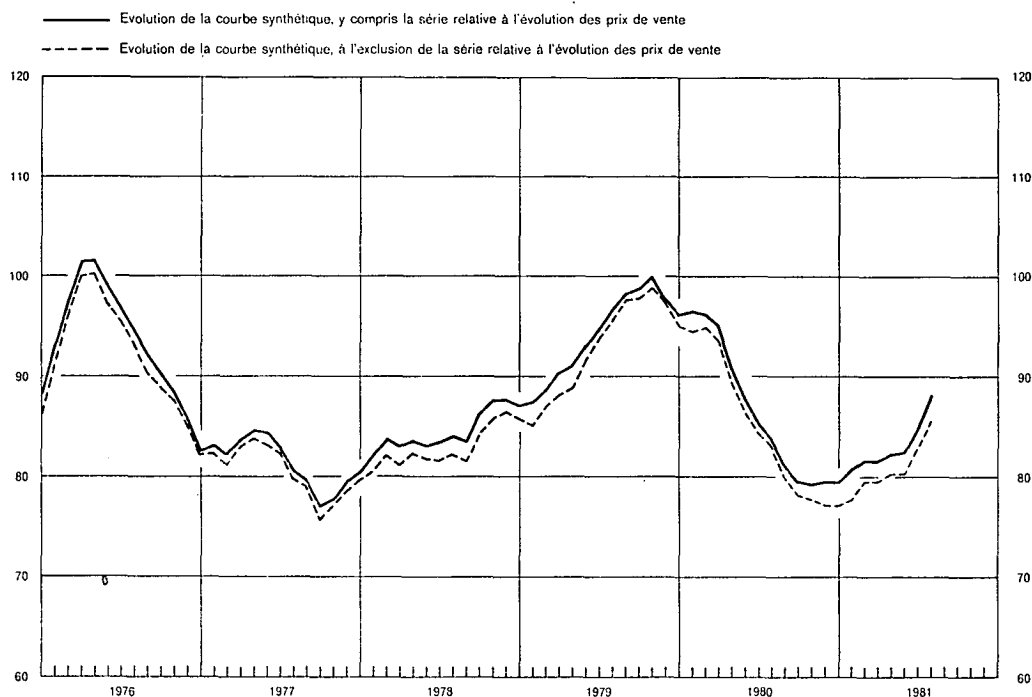
...the

...the

...the

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DU MOIS DE JUILLET 1981



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique, calculée en tenant compte de l'indicateur d'évolution des prix, est passée de 84,86 points en juin à 88,18 points en juillet 1981, soit une augmentation de 3,32 points.

La progression du mois de juillet, comme celle du mois précédent, est attribuable aux trois secteurs économiques repris dans la courbe synthétique : le climat conjoncturel a continué à s'améliorer dans l'industrie manufacturière et le commerce de gros tout en devenant à nouveau un peu moins sombre dans l'industrie de la construction.

La courbe, calculée sans l'indicateur d'évolution des prix (ligne pointillée), s'est relevée aussi : de 82,77 points en juin, elle est passée à 85,56 points en juillet.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
Population	I - 1	2. Soldes trimestriels	IX - 2
Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	3. Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	4. Balance résumée	IX - 4
Affectation du produit national :		5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme ...	IX - 5
a) Estimations à prix courants	I - 4a	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
b) Indices des estimations aux prix de 1975	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.			
Demands et offres d'emploi	II	X. — Marché des changes.	
III. — Agriculture et pêche.			
Agriculture	III - 1	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
Pêche maritime	III - 2	a) Chiffres annuels	X - 1a
		b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
IV. — Industrie.			
Résultats des enquêtes sur la conjoncture	IV - 0	2. Droit de tirage spécial	X - 2
Indices de la production industrielle	IV - 1	3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
Indices de la production manufacturière industrielle par secteur	IV - 2	4. Système Monétaire Européen :	
Energie	IV - 3	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
Métallurgie	IV - 4	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
Construction	IV - 5	5. Cours de change effectifs	X - 5
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	XI. — Finances publiques.	
V. — Services.			
Transports :		1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
b) Navigation maritime	V - 1b	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
c) Navigation intérieure	V - 1c	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
3. Commerce intérieur :		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
a) Indices des ventes	V - 3a	1. Encours :	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	a) au 31 décembre 1978	XII - 1a
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	b) au 31 décembre 1979	XII - 1b
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	2. Mouvements en 1979	XII - 2
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	3. Encours (totaux sectoriels) :	
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	a) au 31 décembre 1978	XII - 3a
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	b) au 31 décembre 1979	XII - 3b
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	4. Mouvements en 1979 (totaux sectoriels)	XII - 4
3. Prix à la consommation en Belgique :		XIII. — Organismes principalement monétaires.	
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	2. Bilans :	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
b) Indices du volume	VIII - 4b	3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
5. Orientation géographique	VIII - 5	4. Stock monétaire :	
IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.			
1. Chiffres annuels	IX - 1	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
		b) Total	XIII - 4b
		5. Avoirs extérieurs nets :	
		a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Epargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b
6. Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays	XV - 6

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient) ...	XVII
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique :	
a) des banques jusqu'au 1 ^{er} novembre 1977	XVIII
b) des banques à partir du 2 novembre 1977	XVIII
c) des institutions publiques de crédit et des caisses d'épargne privées	XVIII

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX
b) Taux spéciaux	XIX
c) Taux moyen pondéré	XIX
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie ...	XIX
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	XIX
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX
2. Banque de France	XX
3. Bank of England	XX
4. Federal Reserve Banks	XX
5. Nederlandsche Bank	XX
6. Banca d'Italia	XX
7. Deutsche Bundesbank	XX
8. Banque Nationale Suisse	XX
9. Banque des Règlements Internationaux	XX

Graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV
Indices de la production industrielle	IV
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI
Prix de gros en Belgique	VII
Prix à la consommation en Belgique	VII-3
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV
Cours des valeurs belges au comptant	XVII

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.N.D.	Office National du Ducroire.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-2 et 4, X-5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3b et c et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
	(à fin d'année)							
Population totale	9.757	9.788	9.813	9.823	9.837	9.842	9.855	9.863
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.183	6.234	6.283	6.327	6.370			
dont : Hommes	3.088	3.119	3.148	3.172	3.195			
Femmes	3.095	3.115	3.135	3.155	3.175			
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹	3.831	3.892	3.913	3.940	3.966	3.987	4.043	4.059
dont : Agriculture	144	139	136	128	122	118	118	112
Industries extractives et manufacturières	1.227	1.233	1.165	1.119	1.078	1.036	1.009	989
Bâtiments et construction	285	292	293	297	298	294	297	288
Transports	260	266	268	265	265	268	272	278
Commerce, banques, assurances et services	1.777	1.819	1.839	1.866	1.906	1.954	2.018	2.045
Chômeurs complets ²	87	94	168	224	257	278	292	311
Ouvriers frontaliers	51	49	44	41	40	39	37	36

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	467,2	541,6	658,1	760,2	847,0	930,6	986,7	1.053,9
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	24,9	29,9	32,2	35,9	38,7	42,4	46,0	49,0
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	115,2	133,4	158,8	189,5	213,0	236,0	246,5	264,5
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	189,6	213,5	255,9	313,3	357,8	393,9	431,5	471,2
5. Corrections et compléments	33,0	36,4	42,8	40,6	58,0	59,8	64,8	70,2
Ajustement statistique	1,3	0,9	4,2	-17,1	2,7	- 6,5	3,6	-11,7
Total ...	831,2	955,7	1.152,0	1.322,4	1.517,2	1.656,2	1.779,1	1.897,1
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	45,9	49,6	41,4	46,9	55,9	44,0	48,2	48,1
2. Professions libérales ¹	39,8	46,0	53,9	63,6	73,2	83,2	92,4	99,7
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	148,1	160,4	172,7	187,7	205,8	218,3	222,8	228,8
4. Revenu des sociétés de personnes ²	11,9	14,1	14,5	12,1	13,7	14,0	15,8	16,9
Ajustement statistique	0,4	0,2	1,0	- 4,0	0,6	- 1,4	0,8	- 2,4
Total ...	246,1	270,3	283,5	306,3	349,2	358,1	380,0	391,1
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	73,7	87,6	116,6	130,9	157,4	181,6	199,0	233,1
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	45,1	46,4	51,7	60,0	60,8	67,2	71,9	73,5
3. Dividendes, tantièmes, dons	43,2	44,5	55,5	58,2	63,4	62,8	69,6	75,7
Total ...	162,0	178,5	223,8	249,1	281,6	311,6	340,5	382,3
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	34,6	47,2	37,1	7,7	14,2	11,1	25,8	29,3
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	41,6	54,6	64,4	70,1	72,7	76,4	81,6	92,0
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4	22,1	24,6
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 3,6	- 6,7	- 4,6	- 6,7	-13,0	- 15,7	- 22,2	- 16,1
Total ...	3,8	1,5	6,0	6,6	2,8	3,7	- 0,1	8,5
G. Intérêts de la dette publique	-51,8	-59,1	-73,2	-82,5	-98,2	-117,8	-138,5	-166,9
Revenu national net au coût des facteurs	1.267,5	1.448,7	1.693,6	1.879,7	2.139,5	2.299,3	2.468,4	2.633,4
H. Amortissements	149,0	161,6	193,2	212,4	231,0	259,9	276,5	287,1
Revenu national brut au coût des facteurs	1.416,5	1.610,3	1.886,8	2.092,1	2.370,5	2.559,2	2.744,9	2.920,5
I. Impôts indirects	185,5	206,5	240,6	261,1	308,3	335,2	365,2	383,1
J. Subventions	-20,4	-25,4	-25,0	-27,5	-36,5	-40,2	-46,5	-50,1
Produit national brut aux prix du marché	1.581,6	1.791,4	2.102,4	2.325,7	2.642,3	2.854,2	3.063,6	3.253,5

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE,
PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

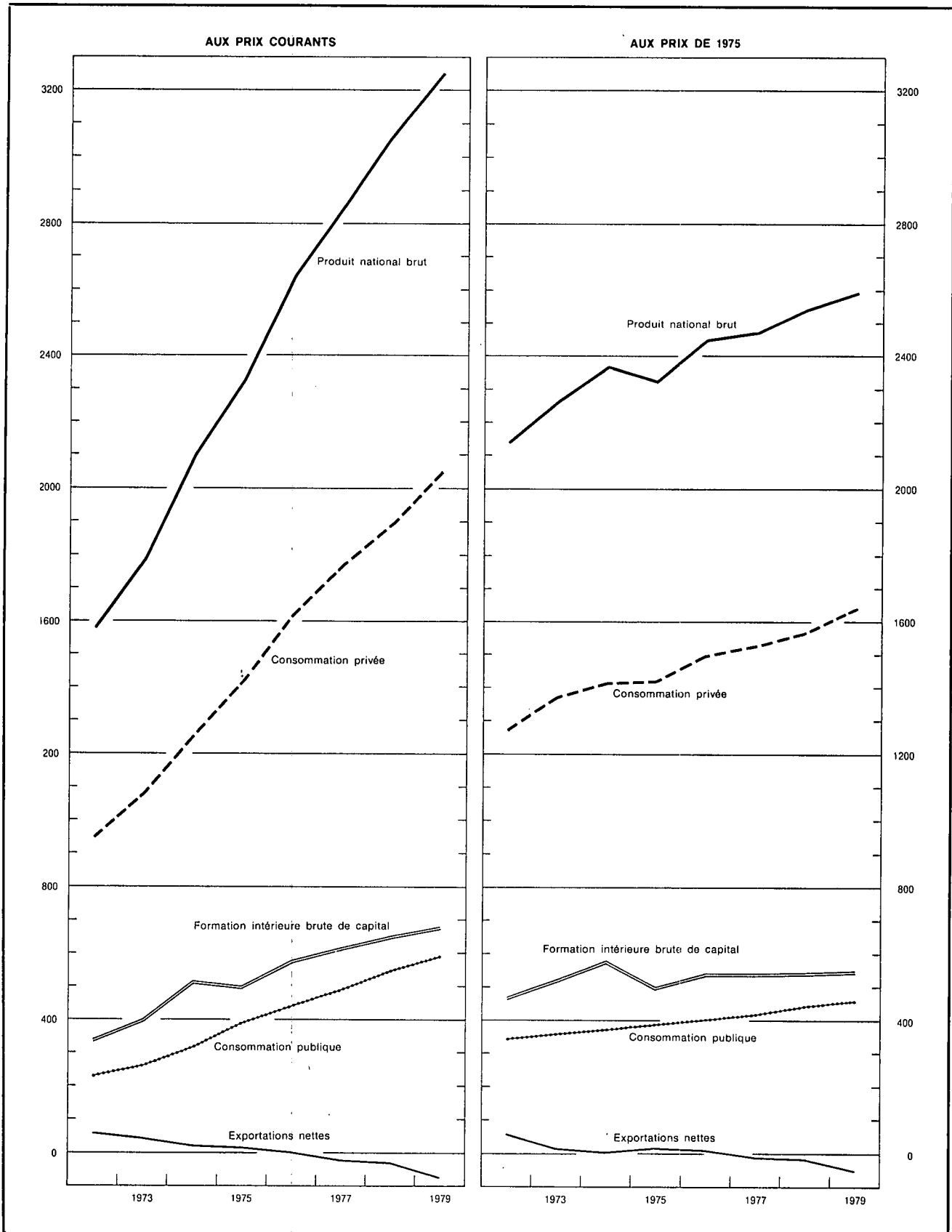
Source : I.N.S.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
1. Agriculture, sylviculture et pêche ...	63,4	69,3	62,2	68,2	76,1	68,3	76,0	77,0
2. Industries extractives	13,3	11,8	15,7	18,8	17,8	17,3	16,0	16,2
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	88,1	95,4	108,9	122,1	131,5	136,8	143,8	151,7
b) Textiles	32,2	34,5	36,5	31,8	38,3	37,5	36,3	38,1
c) Vêtements et chaussures	20,8	20,5	23,9	24,8	25,7	24,1	24,8	25,3
d) Bois et meubles	23,2	26,3	29,3	29,4	34,1	36,6	36,2	38,3
e) Papier, impression, édition	23,8	27,6	34,9	35,6	36,2	39,4	39,0	41,5
f) Industrie chimique et activités connexes	48,5	54,1	67,6	58,2	65,3	71,5	74,2	83,5
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	24,1	27,4	30,2	29,1	33,2	37,7	37,5	37,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux	38,8	56,2	77,7	37,9	49,9	41,4	46,5	53,6
i) Fabrications métalliques et con- structions navales	129,5	147,0	168,6	192,4	218,8	236,4	250,0	263,2
j) Industries non dénommées ailleurs	47,0	55,4	66,6	73,2	87,1	100,4	110,8	119,3
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>476,0</i>	<i>544,4</i>	<i>644,2</i>	<i>634,5</i>	<i>720,1</i>	<i>761,8</i>	<i>799,1</i>	<i>852,2</i>
4. Construction	102,8	119,4	148,1	167,0	195,7	215,5	230,9	240,4
5. Electricité, gaz et eau	40,0	44,7	52,2	71,7	77,7	87,0	94,7	97,3
6. Commerce, banques, assurances, im- meubles d'habitation :								
a) Commerce	290,9	325,7	385,5	417,7	497,4	532,5	565,6	577,9
b) Services financiers et assurances	52,0	63,3	74,6	86,0	108,0	119,5	135,0	148,7
c) Immeubles d'habitation	68,8	73,9	85,7	101,3	108,8	122,8	134,4	145,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>411,7</i>	<i>462,9</i>	<i>545,8</i>	<i>605,0</i>	<i>714,2</i>	<i>774,8</i>	<i>835,0</i>	<i>872,4</i>
7. Transports et communications	119,0	136,8	171,2	183,2	205,0	221,7	241,7	265,3
8. Services	371,4	430,2	500,6	595,1	681,5	764,6	840,3	908,2
9. Correction pour investissements par moyens propres	3,2	3,3	4,3	4,4	4,1	4,1	4,0	4,4
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	-15,3	-18,7	-23,1	-26,2	-35,3	-39,6	-45,1	-48,6
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	-14,7	-21,7	-27,3	-27,8	-29,5	-30,3	-32,0	-32,6
Ajustement statistique	- 1,4	- 0,3	- 3,3	19,1	- 2,4	- 3,2	- 6,8	- 0,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	1.569,4	1.782,1	2.090,6	2.313,0	2.625,0	2.842,0	3.053,8	3.251,9
12. Paiements nets de revenus aux fac- teurs de production dus par le reste du monde	12,2	9,3	11,8	12,7	17,3	12,2	9,8	1,6
Produit national brut aux prix du marché	1.581,6	1.791,4	2.102,4	2.325,7	2.642,3	2.854,2	3.063,6	3.253,5

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	212,7	233,0	266,1	293,0	334,9	349,3	364,5	382,7
2. Boissons	51,0	59,5	62,2	70,1	75,1	79,4	83,9	88,9
3. Tabac	18,3	20,3	22,8	25,3	28,4	31,5	31,4	33,8
4. Vêtements et effets personnels ...	82,7	92,3	108,5	115,1	130,5	137,2	145,0	157,2
5. Loyers, taxes, eau	89,8	98,3	115,6	136,4	148,7	168,4	185,5	200,9
6. Chauffage et éclairage	46,7	52,9	65,3	81,6	89,8	96,3	105,1	127,0
7. Articles ménagers durables	97,9	119,9	147,2	150,6	175,8	185,6	187,8	194,3
8. Entretien de la maison	41,7	48,9	55,3	62,2	70,0	77,9	85,5	90,5
9. Soins personnels et hygiène	79,3	95,3	112,8	138,8	160,6	183,8	202,6	217,5
10. Transports	95,7	108,2	125,8	150,4	177,4	194,0	211,4	230,3
11. Communications : P.T.T.	7,3	8,3	8,9	11,3	12,3	14,5	16,2	17,5
12. Loisirs	84,8	96,2	107,9	119,6	136,2	152,3	163,9	177,2
13. Enseignement et recherches	2,0	2,1	2,5	3,2	3,4	3,7	4,0	4,2
14. Services financiers	26,3	33,0	38,2	42,2	55,5	62,2	71,8	80,7
15. Services divers	7,0	8,3	9,6	10,4	13,0	14,6	16,4	17,9
16. Dépenses personnelles à l'étranger	26,5	34,5	37,8	43,0	46,1	56,0	61,8	70,6
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 21,1	- 26,8	- 29,7	- 34,0	- 35,4	- 44,3	- 43,4	- 49,3
Ajustement statistique	- 0,2	- 0,6	- 1,3	1,5	- 0,7	8,3	1,8	10,8
<i>Total ...</i>	<i>948,4</i>	<i>1.083,6</i>	<i>1.255,5</i>	<i>1.420,7</i>	<i>1.621,6</i>	<i>1.770,7</i>	<i>1.895,2</i>	<i>2.052,7</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	168,0	194,0	232,3	283,3	323,1	357,2	395,7	431,1
2. Achats courants de biens et services	52,0	56,6	64,8	83,7	93,2	104,5	119,2	124,9
3. Intérêt imputé des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	7,4	8,2	10,6	13,3	15,8	19,4	22,1	24,6
4. Loyer payé	1,5	1,6	1,9	2,4	2,5	2,8	3,0	3,3
5. Amortissement des bâtiments admi- nistratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,9	2,1	2,7	3,5	4,1	5,1	5,8	6,4
6. Amortissement mobilier et matériel	1,6	1,8	2,0	2,2	2,3	2,6	2,8	3,1
<i>Total ...</i>	<i>232,4</i>	<i>264,3</i>	<i>314,3</i>	<i>388,4</i>	<i>441,0</i>	<i>491,6</i>	<i>548,6</i>	<i>593,4</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	7,8	10,1	12,0	10,9	13,5	14,7	17,2	15,9
2. Industries extractives	2,8	2,3	2,5	2,1	1,8	2,0	2,5	3,2
3. Industries manufacturières	73,1	80,7	110,1	106,4	93,5	81,2	79,4	83,4
4. Construction	6,4	8,4	8,3	7,9	11,1	12,7	12,5	13,3
5. Electricité, gaz et eau	23,7	19,4	23,4	35,7	33,7	38,4	39,8	45,4
6. Commerce, banques, assurances ...	35,8	42,2	48,7	49,5	56,4	61,8	62,3	69,1
7. Immeubles d'habitation	68,9	94,6	130,5	144,8	184,7	202,7	228,7	211,2
8. Transports et communications ...	35,9	43,5	47,2	56,7	57,6	61,7	71,2	72,7
9. Pouvoirs publics et enseignement .	62,4	59,5	66,1	79,1	92,3	98,1	99,5	117,5
10. Autres services	11,6	13,4	19,1	18,8	23,9	29,9	29,0	36,1
11. Variations de stocks	10,0	25,1	46,3	- 12,6	10,0	7,9	6,8	11,3
Ajustement statistique	- 0,1	- 0,2	- 0,6	0,5	- 0,3	2,9	0,6	3,6
<i>Total ...</i>	<i>338,3</i>	<i>399,0</i>	<i>513,6</i>	<i>499,8</i>	<i>578,2</i>	<i>614,0</i>	<i>649,5</i>	<i>682,7</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	46,6	54,3	89,5	91,3	92,5	92,4	114,1	158,6
2. Exportations de biens et services .	683,0	846,4	1.116,4	1.065,2	1.248,9	1.479,7	1.542,0	1.779,4
Exportations totales ...	729,6	900,7	1.205,9	1.156,5	1.341,4	1.572,1	1.656,1	1.938,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	34,4	45,0	77,7	78,6	75,2	80,2	104,3	157,0
4. Importations de biens et services .	632,7	811,2	1.109,2	1.061,1	1.264,7	1.514,0	1.581,5	1.856,3
Importations totales ...	667,1	856,2	1.186,9	1.139,7	1.339,9	1.594,2	1.685,8	2.013,3
Exportations nettes ...	62,5	44,5	19,0	16,8	1,5	- 22,1	- 29,7	- 75,3
Produit national brut aux prix du marché	1.581,6	1.791,4	2.102,4	2.325,7	2.642,3	2.854,2	3.063,6	3.253,5

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1975)

Source : I.N.S.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	96	98	101	100	102	101	105	109
2. Boissons	90	98	95	100	102	102	103	108
3. Tabac	102	106	105	100	98	95	85	89
4. Vêtements et effets personnels ...	93	97	102	100	106	105	104	108
5. Loyers, taxes, eau	92	95	97	100	103	105	107	110
6. Chauffage et éclairage	86	95	93	100	105	108	117	124
7. Articles ménagers durables	80	94	105	100	112	113	113	116
8. Entretien de la maison	95	99	101	100	104	106	109	109
9. Soins personnels et hygiène	78	87	92	100	106	113	118	122
10. Transports	86	90	94	100	107	111	116	119
11. Communications : P.T.T.	96	99	103	100	109	114	117	127
12. Loisirs	90	96	99	100	106	107	107	112
13. Enseignement et recherches	93	95	98	100	102	105	107	109
14. Services financiers	88	103	104	100	112	117	130	139
15. Services divers	89	100	103	100	116	124	131	138
16. Dépenses personnelles à l'étranger	76	92	95	100	100	107	110	122
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	76	91	94	100	97	107	98	108
<i>Total ...</i>	<i>90</i>	<i>97</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>108</i>	<i>110</i>	<i>116</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	88	94	98	100	104	106	111	115
2. Achats courants de biens et services	87	88	87	100	105	111	124	124
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amor- tissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	81	84	93	100	110	120	126	132
<i>Total ...</i>	<i>87</i>	<i>92</i>	<i>95</i>	<i>100</i>	<i>104</i>	<i>108</i>	<i>115</i>	<i>118</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	96	118	122	100	117	121	139	122
2. Industries extractives	171	137	129	100	85	91	107	135
3. Industries manufacturières	89	94	113	100	84	70	67	68
4. Construction	102	132	115	100	134	146	139	143
5. Electricité, gaz et eau	90	70	73	100	88	95	93	101
6. Commerce, banques, assurances ...	99	110	110	100	106	109	106	113
7. Immeubles d'habitation	73	91	103	100	116	118	125	110
8. Transports et communications ..	82	94	90	100	96	97	111	109
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	126	104	94	100	107	103	95	112
10. Enseignement	84	82	86	100	107	117	119	125
11. Autres services	85	92	114	100	118	138	129	153
<i>Total ...</i>	<i>94</i>	<i>105</i>	<i>115</i>	<i>100</i>	<i>109</i>	<i>113</i>	<i>108</i>	<i>123</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	69	75	110	100	94	88	104	138
2. Exportations de biens et services ..	90	103	110	100	111	127	131	139
Exportations totales ..	88	101	110	100	109	124	129	139
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	59	72	111	100	89	89	110	158
4. Importations de biens et services ..	86	103	111	100	111	129	134	144
Importations totales ..	84	101	111	100	110	126	132	145
Produit national brut aux prix du marché	91,9	97,4	101,9	100,0	105,5	106,2	109,4	111,7

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — Annuaire démographique (O.N.U.). Revue internationale du Travail (B.I.T.) — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.) — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1970 ». — Statistiques de la population active (O.C.D.E.).*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Etudes Statistiques. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Comptes nationaux des pays de l'O.C.D.E. — Annuaire des comptes nationaux (Office statistique des Communautés Européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi 1									Offres d'emploi 2	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues 3	insatisfaites 1
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	9,4	3,7	3,6	2,8	14,9	14,2
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	10,5	3,4	3,2	2,3	13,0	13,5
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	17,0	4,6	5,0	3,8	10,6	4,1
1976	74,5	97,0	57,0	228,5	15,9	21,3	5,4	6,2	5,1	11,5	4,1
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1979	93,4	153,9	47,1	294,4	34,2	27,7	10,8	10,0	8,8	15,0	5,7
1980	102,7	172,6	46,6	321,9	36,6	28,1	12,8	10,3	9,2	14,6	5,9
1979 2 ^e trimestre	86,2	150,4	47,2	283,8	33,8	11,0	10,6	8,4	8,2	16,2	5,9
3 ^e trimestre	86,2	154,9	46,8	287,9	35,6	58,5	10,6	10,7	8,6	13,8	5,8
4 ^e trimestre	101,9	157,8	46,8	306,5	36,2	29,3	11,6	11,5	10,1	15,0	5,6
1980 1 ^{er} trimestre	98,5	162,2	46,6	307,3	36,2	12,5	12,0	10,2	9,5	17,0	6,4
2 ^e trimestre	88,2	163,0	46,1	297,3	36,8	10,9	12,6	8,6	8,1	16,5	6,8
3 ^e trimestre	96,2	176,0	46,6	318,8	37,3	62,0	12,8	10,7	9,0	11,9	5,6
4 ^e trimestre	128,2	189,2	46,8	364,2	36,0	26,8	14,1	11,8	10,3	12,9	4,9
1981 1 ^{er} trimestre	127,9	201,2	47,4	376,5	35,5	14,4	15,0	11,0	10,3	13,4	5,2
2 ^e trimestre	119,9	211,3	46,9	378,1	36,3	14,8	16,3	10,3	9,9	12,9	5,0
1980 Juillet	93,1	173,1	47,1	313,3	37,4	53,7	12,5	9,8	8,2	10,5	6,2
Août	94,4	175,6	46,5	316,5	37,4	68,3	12,4	10,6	8,9	10,0	5,5
Septembre	101,0	179,4	46,3	326,7	37,2	63,9	13,5	11,8	9,9	15,3	5,1
Octobre	120,5	183,2	46,5	350,2	36,6	39,4	14,0	11,9	10,1	16,6	5,1
Novembre	129,4	188,9	46,9	365,2	36,0	23,8	14,1	11,9	10,3	12,2	5,5
Décembre	134,5	195,4	47,2	377,1	35,5	17,3	14,1	11,6	10,4	9,8	4,3
1981 Janvier	131,9	198,9	47,4	378,2	34,4	15,3	14,6	11,1	10,3	11,9	4,8
Février	128,4	201,0	47,5	376,9	35,3	14,2	15,0	11,0	10,2	12,9	5,3
Mars	123,6	203,6	47,3	374,5	37,0	13,7	15,5	11,0	10,3	15,3	5,4
Avril	122,5	207,3	47,1	376,9	36,6	13,5	15,9	10,5	10,0	13,7	4,9
Mai	119,6	211,8	46,9	378,3	36,4	13,6	16,4	10,3	9,9	12,1	5,3
Juin	117,6	214,8	46,7	379,1	36,0	17,1	16,7	10,2	9,8	12,8	4,8
Juillet	124,2	225,2	47,5	396,9	35,0	60,7	16,6	11,2	10,1	8,2	4,0

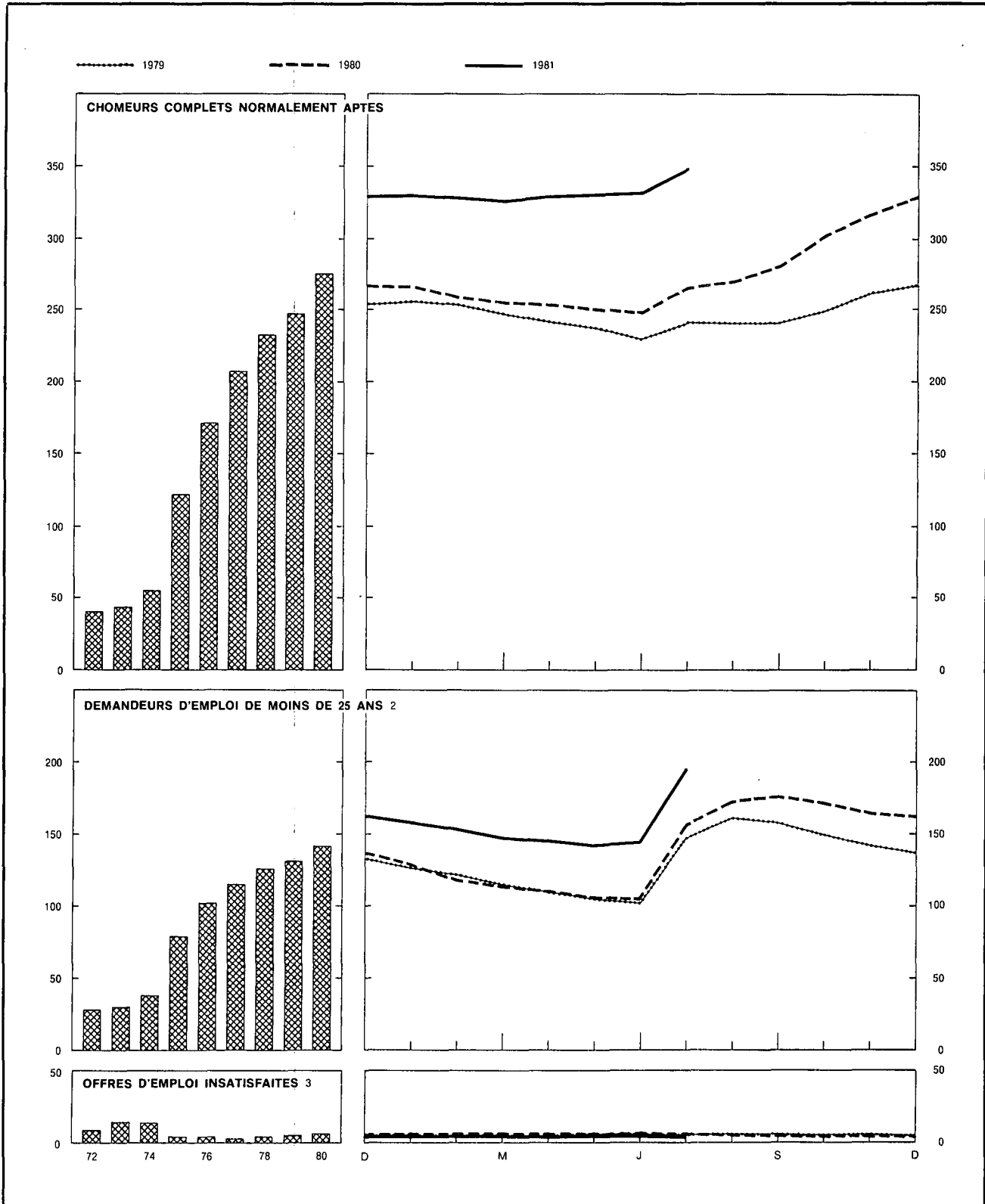
1 Pour les données annuelles ou trimestrielles : Moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.
2 A partir de mai 1978, sont également compris les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire.

3 Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

³ A partir de mai 1978, sont également compris, les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service de Conjonc-

ture (IRES). — Statistiques de la population active (O.C.D.E.). — Eurostatistiques (Office Statistique des Communautés Européennes).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	193	190	176	195	177	178	182	179
Autres céréales panifiables	25	22	15	24	26	24	21	19
Céréales non panifiables	230	224	210	202	204	197	195	193
Betteraves sucrières	104	105	120	96	94	110	116	117
Autres plantes industrielles	11	12	13	13	13	12	10	10
Pommes de terre	43	40	36	38	41	35	36	38
Autres plantes et racines tuberculifères ..	27	27	27	25	23	21	19	18
Prés et prairies	761	752	742	735	728	721	710	702
Cultures maraîchères	27	29	30	27	29	25	19	18
Cultures fruitières	17	16	16	15	13	13	12	12
Divers	72	80	95	99	111	111	112	112
Total ...	1.510	1.497	1.480	1.469	1.459	1.447	1.432	1.418
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	976	1.004	677	891	742	956	953	853
Avoine	246	222	228	129	115	136	119	109
Orge	716	699	426	610	676	765	767	807
Autres céréales	156	142	123	128	144	155	140	124
Betteraves sucrières	5.136	4.465	4.913	4.600	4.343	5.740	6.462	^p 5.926
Pommes de terre	1.201	1.460	1.049	714	1.370	1.262	1.179	1.181
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	1.000	1.005	994	989	983	971	981	976
Autres bovidés	1.963	2.043	2.005	1.990	2.007	2.029	2.077	2.078
Porcs	4.634	5.034	4.647	4.890	4.893	5.076	5.125	5.173
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.480	2.580	2.579	2.611	2.663	2.818	2.888	2.904
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	798	884	848	837	842	879	919	952

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	22,8	24,0	23,9	24,0	21,0	.....	.....	.....
Quantité du poisson débarqué dans les ports belges :								
— Poissons de fond	37,0	34,5	30,4	29,4	31,3	35,3	29,8	25,7
— Poissons pélagiques	2,3	0,7	2,3	1,5	0,1	...	...	2,5
— Crustacés et mollusques	2,9	2,9	3,4	3,6	2,7	2,5	2,3	2,4
Total ...	42,2	38,1	36,1	34,5	34,1	37,8	32,1	30,6

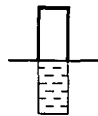
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*.

IV. — INDUSTRIE

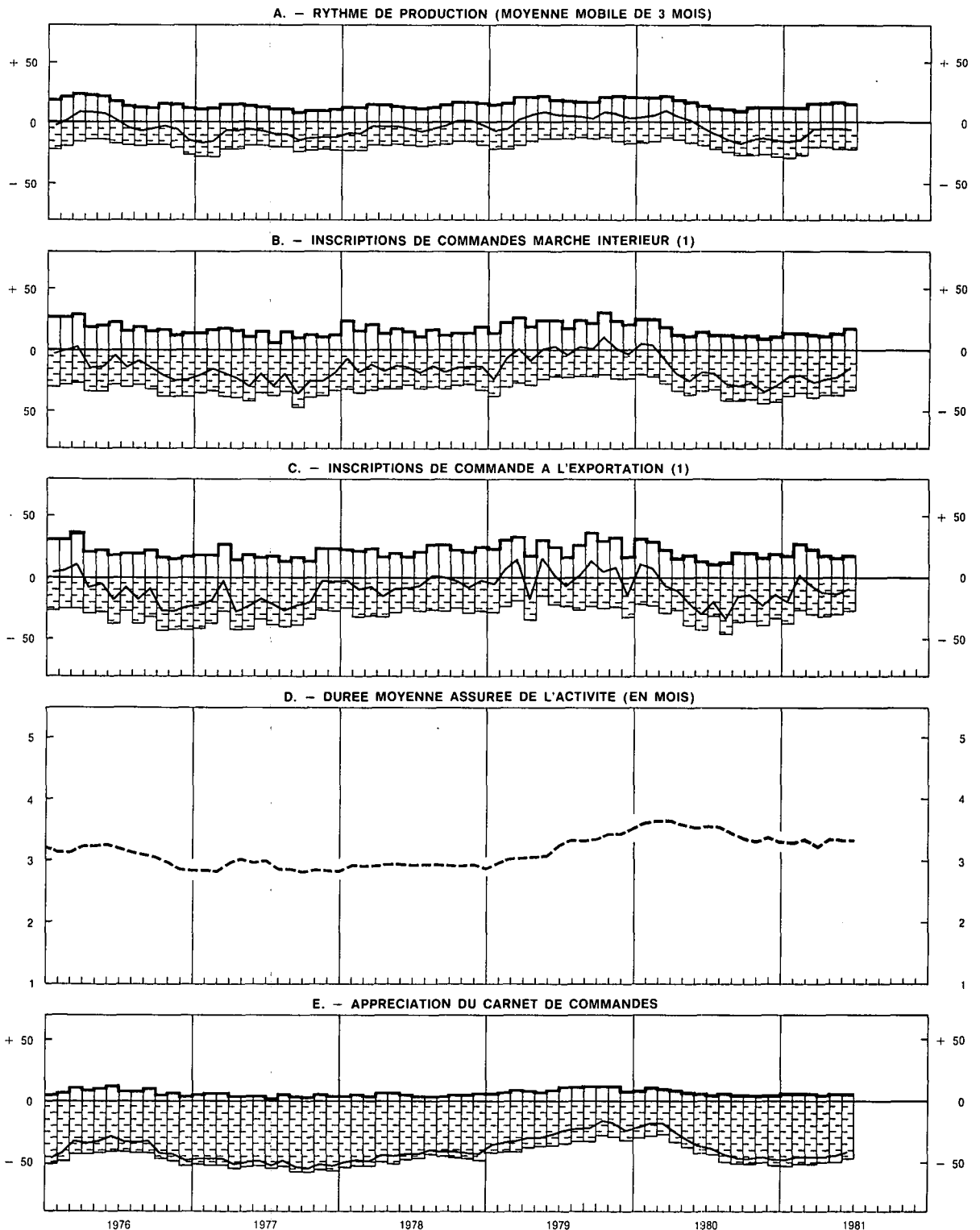
IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour la question E
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour la question E

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour la question E



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B, C et E la variation par rapport au mois précédent.

¹ Mouvements saisonniers éliminés.

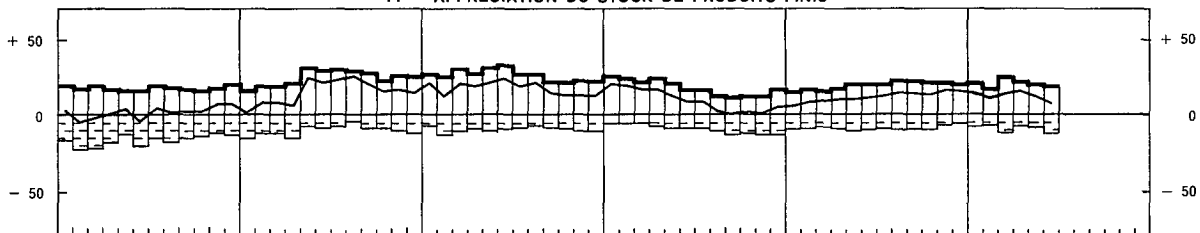
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

- Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et K
- Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions F, I et J
- Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et K
- Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions F, I et J

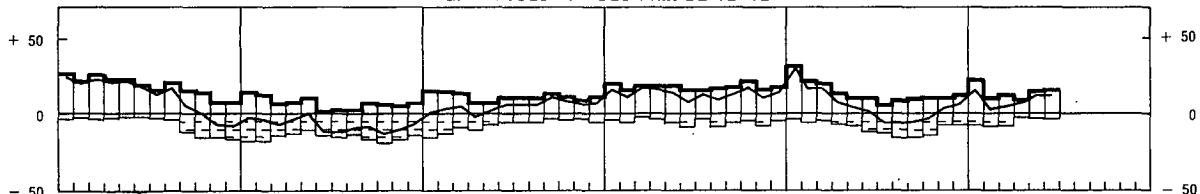
Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et K

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions F, I et J

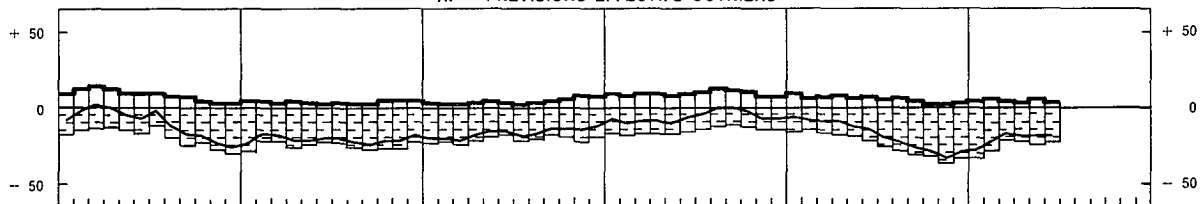
F. — APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



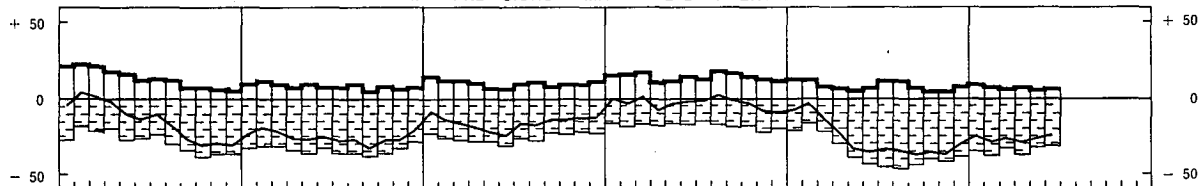
G. — EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



H. — PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS

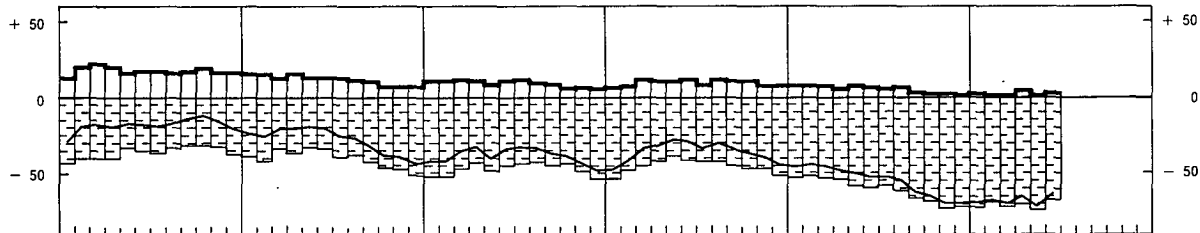


I. — PREVISIONS DEMANDE DE LA CLIENTELE

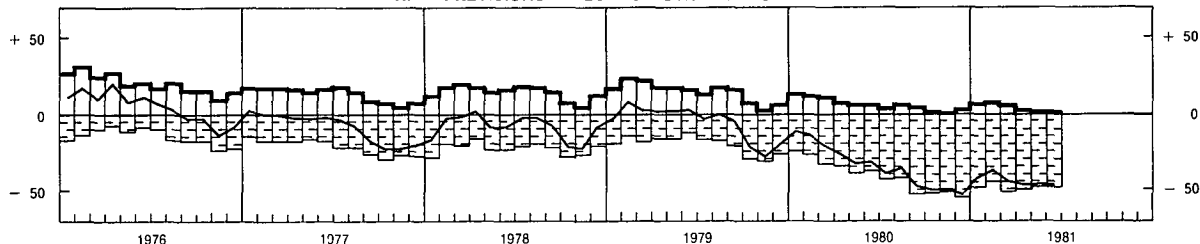


RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION
Travaux de gros œuvre de bâtiments

J. — APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



K. — PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rgurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent la variation par rapport au mois précédent.

IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total 1					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères 1					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis 1				
	1981					1981					1981				
	1er trim.	2e trim.	avril	mai	juin	1er trim.	2e trim.	avril	mai	juin	1er trim.	2e trim.	avril	mai	juin
Ensemble des industries	- 46	- 43	- 45	- 44	- 41	- 49	- 48	- 49	- 49	- 45	+ 14	+ 12	+ 16	+ 13	+ 8
I. Biens de consommation	- 48	- 44	- 46	- 44	- 42	- 46	- 40	- 44	- 37	- 40	+ 15	+ 23	+ 29	+ 23	+ 18
II. Biens d'investissement	- 48	- 45	- 41	- 50	- 44	- 48	- 51	- 47	- 57	- 50	+ 29	+ 27	+ 29	+ 29	+ 25
III. Biens intermédiaires	- 48	- 48	- 50	- 46	- 46	- 55	- 53	- 55	- 54	- 50	+ 8	...	+ 3	...	- 4
Industrie textile	- 46	- 54	- 55	- 53	- 53	- 50	- 53	- 60	- 47	- 52	+ 14	+ 19	+ 22	+ 18	+ 16
dont : Laine	- 23	- 38	- 39	- 38	- 38	- 28	- 38	- 43	- 36	- 36	- 1	+ 7	- 7	+ 12	+ 17
Coton	- 65	- 69	- 71	- 60	- 76	- 67	- 75	- 79	- 72	- 72	+ 29	+ 29	+ 31	+ 30	+ 24
Bonneterie	- 42	- 34	- 45	- 35	- 20	- 23	- 14	- 50	+ 3	+ 3	+ 10	+ 17	+ 30	+ 13	+ 8
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	- 62	- 50	- 64	- 43	- 44	- 75	- 58	- 71	- 55	- 47	+ 21	+ 26	+ 29	+ 27	+ 23
dont : Chaussures	- 73	- 58	- 61	- 55	- 58	- 79	- 64	- 67	- 57	- 67	- 12	+ 6	- 14	+ 5	+ 26
Habillement	- 60	- 49	- 64	- 40	- 41	- 75	- 58	- 71	- 55	- 46	+ 28	+ 30	+ 38	+ 29	+ 23
Industrie du bois et du meuble en bois	- 10	- 25	- 20	- 28	- 28	- 6	- 26	- 10	- 38	- 29	+ 10	+ 22	+ 22	+ 26	+ 18
dont : Bois	- 16	- 23	- 30	- 16	- 22	- 10	- 38	- 17	- 55	- 42	- 5	- 8	- 6	- 5	- 13
Meubles en bois	- 7	- 26	- 15	- 32	- 30	- 3	- 20	- 7	- 31	- 21	+ 17	+ 35	+ 34	+ 40	+ 31
Papiers et cartons	- 70	- 57	- 61	- 57	- 54	- 72	- 67	- 60	- 67	- 76	- 2	+ 6	- 14	+ 8	+ 23
dont : Production de papier et carton	- 60	- 45	- 62	- 36	- 36	- 81	- 80	- 79	- 77	- 85	+ 6	+ 1	- 4	- 3	+ 9
Transformation de papier et carton	- 79	- 65	- 60	- 71	- 65	- 48	- 33	- 7	- 38	- 53	- 7	+ 9	- 21	+ 16	+ 34
Industrie du cuir	- 84	- 92	- 92	- 92	- 92	- 90	- 92	- 92	- 92	- 92	+ 56	+ 63	+ 64	+ 62	+ 64
Transformation de matières plastiques	- 74	- 69	- 84	- 85	- 38	- 75	- 63	- 85	- 85	- 19	+ 34	- 14	- 21	- 14	- 8
Raffinage de pétrole	- 47	- 37	- 55	- 36	- 20	- 45	- 23	- 56	- 37	+ 23	+ 27	- 32	- 18	- 30	- 48
Production et première transform. des métaux ..	- 63	- 65	- 62	- 64	- 71	- 68	- 69	- 67	- 68	- 71	- 1	- 11	+ 3	- 11	- 25
dont : Métaux ferreux	- 58	- 61	- 58	- 59	- 67	- 66	- 68	- 70	- 64	- 68	- 9	- 15	- 2	- 13	- 31
Métaux non ferreux	- 94	- 89	- 85	- 91	- 90	- 84	- 78	- 58	- 88	- 88	+ 22	...	+ 18	- 7	- 10
Industrie des prod. minéraux non métalliques ..	- 56	- 62	- 67	- 71	- 49	- 35	- 47	- 67	- 40	- 32	+ 34	+ 37	+ 36	+ 38	+ 37
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	- 62	- 65	- 71	- 76	- 48	- 33	- 37	- 44	- 54	- 15	+ 37	+ 34	+ 34	+ 34	+ 34
Verre creux	- 28	- 31	- 28	- 28	- 36	- 37	- 29	- 37	...	- 50	+ 15	+ 38	+ 28	+ 50	+ 36
Industrie chimique .....	...	+ 5	- 1	+ 8	+ 10	...	+ 6	+ 1	+ 8	+ 10	- 1	...	+ 2	- 1	- 1
Production de fibres artific. et synthétiques ..	+ 13	+ 9	- 29	+ 29	+ 29	- 12	+ 14	+ 14	+ 14	+ 14	+ 27	...	...	...	...
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 49	- 42	- 41	- 45	- 40	- 52	- 50	- 53	- 48	- 48	+ 24	+ 45	+ 50	+ 49	+ 36
Construction de machines et de matériel mé- canique	- 47	- 46	- 35	- 46	- 55	- 59	- 57	- 44	- 68	- 61	+ 20	+ 11	+ 8	+ 13	+ 12
dont : Machines et tracteurs agricoles ...	- 34	- 75	- 51	-100	- 73	- 48	- 75	- 54	-100	- 70	+ 36	+ 10	+ 9	+ 9	+ 12
Machines-outils	- 7	+ 41	+ 65	+ 65	- 7	- 8	+ 65	+ 65	+ 65	+ 65	- 14	- 14	- 14	- 14	- 14
Machines textiles	-100	-100	-100	-100	-100	-100	-100	-100	-100	-100	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes ...	- 38	- 28	- 9	- 37	- 37	- 50	- 30	- 19	- 38	- 34	+ 13	+ 14	+ 6	+ 18	+ 19
Construction électrique et électronique	- 59	- 51	- 49	- 53	- 52	- 61	- 69	- 66	- 72	- 70	+ 17	+ 21	+ 22	+ 20	+ 20
dont : Construction électrique d'équipement Appareils électroménagers, radio, té- lévision	- 44	- 33	- 29	- 36	- 34	- 45	- 56	- 54	- 58	- 55	+ 13	+ 16	+ 15	+ 16	+ 17
Appareils électroménagers, radio, té- lévision	- 95	- 97	- 98	- 97	- 97	- 90	- 97	- 90	-100	-100	+ 83	+100	+100	+100	+100
Construction d'automobiles et pièces détachées ..	- 54	- 30	- 30	- 30	- 30	- 32	...	...	...	...	+ 23	...	...	...	...
Construction d'autre matériel de transport ...	- 25	- 36	- 34	- 37	- 37	- 55	- 65	- 65	- 65	- 66	+ 51	+ 47	+ 56	+ 48	+ 36
dont : Construction navale	- 52	- 51	- 44	- 54	- 54	- 95	- 94	- 94	- 94	- 95	...	...	...	...	...
Construction de cycles et motocycles	- 11	- 51	- 56	- 48	- 49	- 12	- 67	- 67	- 67	- 67	+ 51	+ 47	+ 56	+ 48	+ 36

1 Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

* Renseignements insuffisants.

	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1980			1981		1980			1981		1980			1981		1980			1981	
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Ensemble des industries	10	5	6	3	3	73	83	81	85	84	3	3	3	2	2	7	6	4	5	3
I. Biens de consommation	16	6	3	...	...	67	78	78	85	87	2	4	5	1	3	8	9	1	5	2
II. Biens d'investissement	6	4	7	3	6	73	81	80	88	83	7	7	5	6	4	7	6	6	3	3
III. Biens intermédiaires	9	3	4	4	5	77	90	86	85	86	3	1	1	...	...	5	3	5	4	3
Industrie textile	5	2	7	3	2	80	82	76	82	85	3	2	3	1	1	9	6	11	11	9
dont : Laine	9	3	9	1	...	76	76	70	75	77	5	2	2	3	3	7	12	19	20	20
Coton	2	1	5	...	2	80	81	76	82	92	...	1	...	...	...	16	8	19	13	...
Bonneterie	17	5	9	14	...	76	90	71	86	84	7	4	11	...	2	...	1	...	...	13
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	6	1	...	...	...	76	86	86	87	88	4	1	2	4	9	1	...	1	1	...
dont : Chaussures	36	...	...	...	...	56	60	60	80	100	...	...	...	20	...	...	...	...	...	...
Habillement	1	1	1	...	...	80	92	91	88	86	4	1	2	1	11	2	...	1	1	...
Industrie du bois et du meuble en bois	17	13	10	7	3	54	56	64	54	49	1	...	...	...	2	12	21	...	19	8
dont : Bois	25	31	32	20	11	63	59	61	73	54	...	...	...	...	...	...	...	...	...	8
Meubles en bois	15	6	...	...	1	49	54	66	46	47	1	...	...	...	2	17	30	...	28	8
Papiers et cartons	22	3	2	...	...	62	88	88	92	86	1	...	1	...	...	4	8	2	4	3
dont : Production de papier et carton	30	...	...	...	...	40	83	86	83	77	...	...	...	...	...	8	17	4	8	8
Transformation de papier et carton	18	4	3	...	...	78	92	89	99	93	1	...	2	...	1	1	2	...	1	...
Industrie du cuir .....	...	...	...	...	...	100	100	92	95	100	...	...	...	...	...	...	...	8	...	...
Transformation de matières plastiques .....	...	...	...	...	...	88	98	100	100	83	...	...	...	...	...	7	2	...	...	...
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transform. des métaux ..	4	...	...	...	5	82	99	92	92	94	6	...	...	...	...	...	1	1	1	1
dont : Métaux ferreux	6	...	...	...	5	80	99	90	90	94	6	...	...	...	...	...	1	1	1	1
Métaux non ferreux .....	...	...	...	...	1	92	97	97	97	97	1	1	...	1	...	2	2	2	2	2
Industrie des prod. minéraux non métalliques ..	14	3	2	1	2	63	88	86	94	96	3	...	...	...	...	9	8	10	2	2
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	10	4	2	2	2	63	87	88	97	97	4	...	...	...	...	9	9	10	1	1
Verre creux	46	...	...	...	...	54	100	78	78	100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Industrie chimique	28	11	13	...	2	68	86	84	81	84	...	...	...	...	...	4	...	3	3	2
Production de fibres artific. et synthétiques ..	...	...	...	66	71	72	73	100	34	29	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Fabrication d'ouvrages en métaux	1	...	8	4	6	69	74	67	91	89	3	14	13	2	2	18	17	6	3	...
Construction de machines et de matériel mé- canique	13	9	14	8	10	73	77	79	88	86	5	6	6	3	...	6	4	1	...	1
dont : Machines et tracteurs agricoles .....	...	...	...	...	...	100	100	100	100	100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Machines-outils	50	57	72	...	72	50	43	28	100	28	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Machines textiles	22	18	18	18	18	78	82	82	82	82	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Moteurs, compresseurs, pompes ...	17	7	8	15	...	60	63	81	85	92	...	7	11	...	...	13	13	...	...
Construction électrique et électronique	12	17	...	...	2	77	76	91	92	93	5	7	...	8	5	5	2	4	8	5
dont : Construction électrique d'équipement ..	...	9	...	...	...	82	80	93	87	92	8	11	...	13	8	9	4	7	13	8
Appareils électroménagers, radio, té- lévision	32	29	...	...	...	68	71	87	100	100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Construction d'automobiles et pièces détachées ..	26	...	...	...	...	74	100	100	100	100	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Construction d'autre matériel de transport ...	...	5	5	...	...	54	52	41	48	40	19	19	19	23	20	9	8	11	11	5
dont : Construction navale	3	...	...	1	...	61	63	57	55	18	30	37	37	38	38	...	...	6	6	7
Construction de cycles et motocycles .....	...	25	25	*	...	47	31	31	*	100	17	...	...	...	...	49	44	44	*	8

1 En pourcentage du total des entreprises.

* Renseignements insuffisants.

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE PAR SECTEUR

	E. Appréciation de la capacité de production installée 1					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (en p.c.)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1980			1981		1980			1981		1981				
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	1er trim.	2e trim.	avril	mai	Juin
Ensemble des industries	+ 40	+ 51	+ 52	+ 44	+ 53	78,2	73,6	73,2	74,8	74,9	3,31	3,36	3,39	3,36	3,35
I. Biens de consommation	+ 36	+ 38	+ 43	+ 34	+ 58	79,9	77,2	75,3	77,0	78,4	2,23	2,34	2,30	2,36	2,36
II. Biens d'investissement	+ 42	+ 49	+ 49	+ 51	+ 55	76,0	74,0	71,7	71,0	70,7	6,03	5,98	6,05	5,94	5,96
III. Biens intermédiaires	+ 38	+ 57	+ 55	+ 51	+ 51	78,9	71,2	71,1	73,9	72,6	1,83	1,90	1,94	1,89	1,87
Industrie textile	+ 41	+ 47	+ 43	+ 46	+ 58	79,4	75,1	73,4	74,3	72,8	1,86	1,85	1,82	1,88	1,87
dont : Laine	+ 38	+ 22	+ 28	+ 27	+ 23	84,2	79,5	71,4	81,7	80,1	1,96	1,87	1,85	1,92	1,85
Coton	+ 50	+ 60	+ 51	+ 64	+ 71	82,1	78,2	75,3	72,1	68,9	1,88	1,84	1,78	1,88	1,86
Bonneterie	+ 49	+ 53	+ 54	+ 67	+ 73	72,2	70,9	69,6	70,3	74,1	1,70	1,97	1,87	1,91	2,15
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 37	+ 48	+ 45	+ 38	+ 48	75,0	73,1	69,6	69,9	74,3	1,73	2,02	1,90	2,10	2,08
dont : Chaussures	+ 39	+ 42	+ 26	+ 41	+ 84	69,9	67,1	60,3	59,1	56,3	1,01	1,28	1,21	1,30	1,34
Habillement	+ 37	+ 49	+ 49	+ 37	+ 41	76,1	74,3	71,5	72,2	78,1	1,88	2,18	2,05	2,27	2,24
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 16	+ 26	+ 50	+ 12	+ 39	85,0	85,8	84,9	85,9	85,4	1,69	1,59	1,62	1,57	1,59
dont : Bois	+ 29	+ 56	+ 46	+ 48	+ 51	81,1	80,6	79,9	79,5	82,1	1,33	1,23	1,20	1,20	1,29
Meubles en bois	+ 10	+ 13	+ 52	- 6	+ 33	86,8	88,2	87,1	88,8	86,8	1,85	1,75	1,81	1,73	1,72
Papiers et cartons	+ 20	+ 46	+ 80	+ 41	+ 37	86,6	79,6	76,3	80,9	83,2	1,31	1,30	1,34	1,29	1,29
dont : Production de papier et carton	+ 30	+ 36	+ 89	+ 17	+ 22	91,4	84,8	82,6	91,6	91,0	1,73	1,65	1,65	1,70	1,60
Transformation de papier et carton	+ 12	+ 54	+ 73	+ 58	+ 47	83,2	75,7	71,6	73,1	77,2	1,00	1,05	1,12	0,99	1,06
Industrie du cuir	+ 46	+ 46	- 13	+ 44	- 6	70,1	69,8	71,9	72,2	79,7	1,63	1,58	1,61	1,57	1,56
Transformation de matières plastiques	+ 19	+ 34	+ 46	+ 47	+ 53	80,7	75,4	69,9	75,1	68,9	2,11	2,08	2,15	1,86	2,25
Raffinage de pétrole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transform. des métaux	+ 40	+ 58	+ 50	+ 62	+ 65	75,5	66,1	67,1	69,6	68,5	1,67	1,75	1,85	1,75	1,65
dont : Métaux ferreux	+ 41	+ 54	+ 50	+ 56	+ 60	73,8	64,4	66,1	68,1	66,6	1,71	1,76	1,88	1,77	1,64
Métaux non ferreux	+ 32	+ 81	+ 46	+ 88	+ 90	84,1	74,3	72,2	76,7	78,0	1,52	1,68	1,71	1,66	1,69
Industrie des prod. minéraux non métalliques	+ 33	+ 37	+ 58	+ 59	+ 66	82,5	78,4	71,6	72,0	72,7	1,65	1,76	1,76	1,69	1,83
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	+ 35	+ 41	+ 56	+ 64	+ 67	81,8	78,0	70,2	69,8	71,4	1,40	1,62	1,60	1,53	1,74
Verre creux	+ 54	+ 22	+ 50	+ 50	+ 50	90,0	80,9	78,0	87,2	81,3	2,90	2,45	2,58	2,47	2,32
Industrie chimique	+ 64	+ 87	+ 82	+ 31	+ 36	78,7	69,0	72,2	74,7	71,7	-	-	-	-	-
Production de fibres artific. et synthétiques .....	...	+ 73	+ 73	+ 34	...	80,5	74,5	74,5	94,2	100,0	2,30	2,90	2,70	3,00	3,00
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 28	+ 37	+ 41	+ 58	+ 55	74,2	75,2	75,4	69,8	71,6	4,88	4,80	4,90	4,74	4,78
Construction de machines et de matériel mé- canique	+ 35	+ 51	+ 54	+ 54	+ 53	74,8	70,5	70,0	72,0	71,8	5,08	5,42	5,46	5,41	5,40
dont : Machines et tracteurs agricoles ...	+ 81	+100	+100	+100	+100	61,8	56,1	42,8	64,0	65,8	6,86	6,78	6,78	6,78	6,78
Machines-outils	+ 50	+ 43	+ 7	- 14	+ 7	83,9	81,6	88,7	84,4	88,3	6,67	10,16	10,30	10,09	10,09
Machines textiles	+ 28	+ 32	+ 82	+ 82	+ 82	82,6	76,8	76,8	74,5	73,8	4,14	4,45	4,36	4,13	4,86
Moteurs, compresseurs, pompes ...	+ 4	+ 31	+ 36	+ 47	+ 40	74,9	70,7	74,1	69,9	68,2	5,95	5,74	5,89	5,80	5,55
Construction électrique et électronique	+ 65	+ 56	+ 65	+ 71	+ 73	80,0	78,5	77,5	73,4	74,4	6,33	6,57	6,44	6,57	6,71
dont : Construction électrique d'équipement Appareils électroménagers, radio, té- lévision	+ 51	+ 52	+ 58	+ 64	+ 67	78,3	77,6	74,3	69,6	70,6	6,88	7,14	7,01	7,11	7,31
+ 93	+ 65	+ 80	+ 87	+ 89	81,6	78,6	81,5	78,8	80,0	5,30	5,47	5,32	5,55	5,55	
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 33	+ 47	+ 40	...	+ 66	83,6	77,2	72,0	88,0	91,1	2,45	2,53	2,53	2,53	2,53
Construction d'autre matériel de transport ...	+ 34	+ 33	+ 13	+ 7	+ 14	75,5	72,4	70,1	71,3	60,6	15,72	14,02	14,56	14,08	13,44
dont : Construction navale	+ 60	+ 57	+ 51	+ 46	+ 45	80,6	78,0	76,0	79,8	55,3	10,22	8,42	8,92	8,37	7,98
Construction de cycles et motocycles	- 19	- 13	- 13	*	+ 12	83,7	79,3	78,1	80,1	75,9	2,60	2,12	2,12	2,12	2,12

1 Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

RÉSULTATS DES ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE SUR LA INDUSTRIE PAR SECTEUR

	H. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois 1					I. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois 2					J. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois 2				
	1981					1981					1981				
	1er trim.	2e trim.	avril	mai	juin	1er trim.	2e trim.	avril	mai	juin	1er trim.	2e trim.	avril	mai	juin
Ensemble des industries	- 26	- 26	- 29	- 26	- 24	- 22	- 19	- 19	- 19	- 19	+ 19	+ 33	+ 28	+ 33	+ 37
I. Biens de consommation	- 27	- 32	- 32	- 29	- 34	- 16	- 19	- 21	- 17	- 20	+ 26	+ 29	+ 24	+ 31	+ 32
II. Biens d'investissement	- 25	- 31	- 27	- 33	- 31	- 22	- 20	- 14	- 24	- 22	+ 17	+ 18	+ 12	+ 18	+ 26
III. Biens intermédiaires	- 28	- 22	- 33	- 22	- 12	- 31	- 20	- 22	- 18	- 19	+ 16	+ 47	+ 44	+ 46	+ 51
Industrie textile	- 24	- 34	- 35	- 40	- 29	- 20	- 28	- 26	- 33	- 26	+ 32	+ 35	+ 33	+ 31	+ 42
dont : Laine	- 15	- 27	- 28	- 30	- 23	- 5	- 13	- 13	- 13	- 11	+ 32	+ 50	+ 38	+ 52	+ 60
Coton	- 43	- 29	- 36	- 34	- 16	- 45	- 39	- 35	- 48	- 34	+ 24	+ 16	+ 16	+ 9	+ 23
Bonneterie	- 8	- 34	- 44	- 29	- 31	- 9	- 10	- 20	- 14	+ 2	+ 23	+ 22	+ 21	+ 21	+ 23
Industrie des chaussures et de l'habillement ..	- 29	- 26	- 30	- 25	- 23	- 26	- 17	- 22	- 16	- 15	+ 13	+ 22	+ 13	+ 21	+ 33
dont : Chaussures	- 3	- 16	- 32	+ 8	- 25	- 25	- 19	- 8	- 15	- 35	+ 18	+ 5	+ 6	+ 3	+ 6
Habillement	- 34	- 28	- 30	- 32	- 23	- 25	- 17	- 25	- 16	- 10	+ 12	+ 26	+ 14	+ 25	+ 39
Industrie du bois et du meuble en bois	- 22	- 36	- 31	- 29	- 48	+ 4	- 3	- 4	+ 6	- 10	+ 25	+ 25	+ 17	+ 23	+ 34
dont : Bois	- 28	- 45	- 59	- 38	- 39	- 15	- 7	- 7	- 10	- 3	...	+ 3	- 5	- 5	+ 18
Meubles en bois	- 19	- 32	- 18	- 25	- 52	+ 13	- 1	- 3	+ 13	- 14	+ 35	+ 35	+ 27	+ 36	+ 41
Papiers et cartons	- 37	- 34	- 17	- 39	- 46	- 16	- 10	- 11	- 9	- 11	+ 46	+ 78	+ 73	+ 83	+ 77
dont : Production de papier et carton	- 28	- 25	+ 5	- 46	- 34	- 16	- 12	- 12	- 12	- 12	+ 62	+ 89	+ 88	+ 90	+ 89
Transformation de papier et carton	- 43	- 41	- 33	- 34	- 56	- 16	- 9	- 9	- 8	- 11	+ 37	+ 71	+ 63	+ 79	+ 69
Industrie du cuir	+ 24	- 21	- 60	...	- 2	- 62	- 27	- 13	- 13	- 55	+ 10	+ 1	...	...	+ 2
Transformation de matières plastiques	- 33	- 10	- 1	- 19	- 11	- 36	- 13	- 11	- 5	- 23	+ 14	+ 18	+ 9	- 2	+ 47
Raffinage de pétrole	- 88	- 74	- 90	- 90	- 44	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Production et première transform. des métaux ..	- 34	- 26	- 54	- 23	- 1	- 50	- 33	- 38	- 30	- 32	+ 10	+ 72	+ 69	+ 72	+ 74
dont : Métaux ferreux	- 23	- 23	- 50	- 17	- 2	- 54	- 34	- 36	- 33	- 33	+ 15	+ 83	+ 79	+ 84	+ 84
Métaux non ferreux	- 85	- 43	- 72	- 54	- 3	- 30	- 29	- 47	- 15	- 23	- 14	+ 21	+ 25	+ 16	+ 21
Industrie des prod. minéraux non métalliques ..	- 47	- 46	- 39	- 53	- 46	- 30	- 29	- 23	- 33	- 29	+ 9	+ 18	+ 14	+ 16	+ 24
dont : Matériaux de construction, cérami- que pour le bâtiment et l'indus- trie, verre plat	- 53	- 51	- 44	- 58	- 51	- 38	- 28	- 22	- 34	- 27	+ 2	+ 15	+ 8	+ 13	+ 25
Verre creux	- 20	- 45	- 50	- 50	- 36	+ 7	- 31	- 28	- 28	- 36	+ 33	+ 17	+ 50	...	...
Industrie chimique	+ 1	+ 2	+ 2	+ 5	- 2	- 2	- 1	...	...	- 1	+ 7	+ 8	+ 8	+ 6	+ 8
Production de fibres artific. et synthétiques ..	- 33	- 10	- 29	...	...	+ 6	+ 10	...	+ 29	...	- 5	+ 76	+ 29	+ 100	+ 100
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 16	- 27	- 34	- 17	- 30	- 16	- 18	- 22	- 19	- 13	+ 21	+ 24	+ 31	+ 22	+ 18
Construction de machines et de matériel mé- canique	- 21	- 30	- 15	- 38	- 38	- 18	- 10	+ 7	- 21	- 17	+ 13	+ 10	+ 7	+ 9	+ 14
dont : Machines et tracteurs agricoles ...	- 46	- 66	- 55	- 71	- 73	- 22	- 11	+ 58	- 36	- 55	+ 9	+ 4	...	+ 6	+ 6
Machines-outils	+ 55	- 19	...	- 28	- 28	+ 2	+ 2	+ 21	- 7	- 7	...	...	...	...	...
Machines textiles	- 76	- 68	- 91	- 68	- 45	- 76	- 40	- 23	- 73	- 23	- 47	- 24	- 41	- 41	+ 9
Moteurs, compresseurs, pompes ...	- 4	- 9	+ 16	- 19	- 23	- 5	+ 1	+ 1	...	+ 2	+ 26	+ 6	+ 16	+ 4	- 2
Construction électrique et électronique	- 23	- 18	- 16	- 23	- 14	- 39	- 39	- 36	- 42	- 41	+ 23	+ 21	+ 11	+ 16	+ 36
dont : Construction électrique d'équipement Appareils électroménagers, radio, té- lévision	- 14	- 7	- 6	- 14	...	- 26	- 29	- 26	- 29	- 33	+ 34	+ 28	+ 16	+ 22	+ 47
Appareils électroménagers, radio, té- lévision	- 40	- 43	- 40	- 45	- 45	- 69	- 64	- 61	- 72	- 61	...	+ 4	...	...	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées ..	- 54	- 30	- 30	- 30	- 30	- 15	...	...	...	...	+ 42	+ 42	+ 30	+ 66	+ 30
Construction d'autre matériel de transport ...	...	- 18	- 29	...	- 25	- 7	- 7	- 23	+ 5	- 3	+ 39	+ 40	+ 28	+ 45	+ 47
dont : Construction navale	+ 6	- 53	- 78	- 33	- 47	- 12	- 29	- 31	- 21	- 35	+ 31	+ 27	...	+ 43	+ 37
Construction de cycles et motocycles	+ 12	- 7	- 28	+ 8	...	...	- 12	- 36	...	...	+ 36	+ 53	+ 64	+ 31	+ 64

1 Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».
2 Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1975 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agéfi
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1981 .	100,0	96,6	3,4	56,1	16,6	14,4	12,9	—
1973	107	106	116	111	104	103	96	117
1974	111	111	107	115	106	105	103	114
1975	100	100	100	100	100	100	100	100
1976	109	109	97	111	105	107	105	105
1977	109	109	91	111	108	103	105	108
1978	111	112	83	114	108	101	109	109
1979	116	118	77	121	112	104	112	115
1980	<i>p</i> 115	<i>p</i> 116	79	<i>p</i> 120	<i>p</i> 111	<i>p</i> 104	<i>p</i> 109	113
1979 1 ^{er} trimestre	115	116	79	119	111	107	112	111
2 ^e trimestre	119	120	82	125	114	104	108	116
3 ^e trimestre	108	110	65	112	106	96	107	114
4 ^e trimestre	122	124	81	128	114	111	121	117
1980 1 ^{er} trimestre	124	126	86	131	115	117	120	120
2 ^e trimestre	117	119	80	123	114	104	108	116
3 ^e trimestre	<i>p</i> 104	<i>p</i> 105	71	<i>p</i> 106	105	<i>p</i> 94	<i>p</i> 100	106
4 ^e trimestre	<i>p</i> 115	<i>p</i> 116	82	<i>p</i> 119	<i>p</i> 112	<i>p</i> 103	<i>p</i> 110	108
1981 1 ^{er} trimestre <i>p</i>	116	117	79	119	112	109	113	108
1980 Mai	111	113	71	118	109	95	103	116
Juin	118	120	80	123	116	103	108	114
Juillet	<i>p</i> 88	<i>p</i> 89	58	<i>p</i> 91	95	71	<i>p</i> 84	103
Août	<i>p</i> 104	<i>p</i> 105	68	<i>p</i> 106	101	96	<i>p</i> 101	109
Septembre	<i>p</i> 120	<i>p</i> 121	87	<i>p</i> 120	118	<i>p</i> 116	<i>p</i> 114	107
Octobre	<i>p</i> 127	<i>p</i> 128	92	<i>p</i> 128	127	<i>p</i> 116	<i>p</i> 122	110
Novembre	<i>p</i> 110	<i>p</i> 111	88	<i>p</i> 115	109	<i>p</i> 95	<i>p</i> 105	108
Décembre	<i>p</i> 107	<i>p</i> 109	67	<i>p</i> 113	<i>p</i> 101	<i>p</i> 96	<i>p</i> 104	107
1981 Janvier <i>p</i>	114	115	73	118	112	103	113	109
Février <i>p</i>	111	112	76	114	108	105	109	104
Mars <i>p</i>	122	123	87	126	115	120	116	111
Avril <i>p</i>	117	118	85	121	114	109	111	105
Mai <i>p</i>	108	110	72	114	106	95	98	108

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1975 = 100

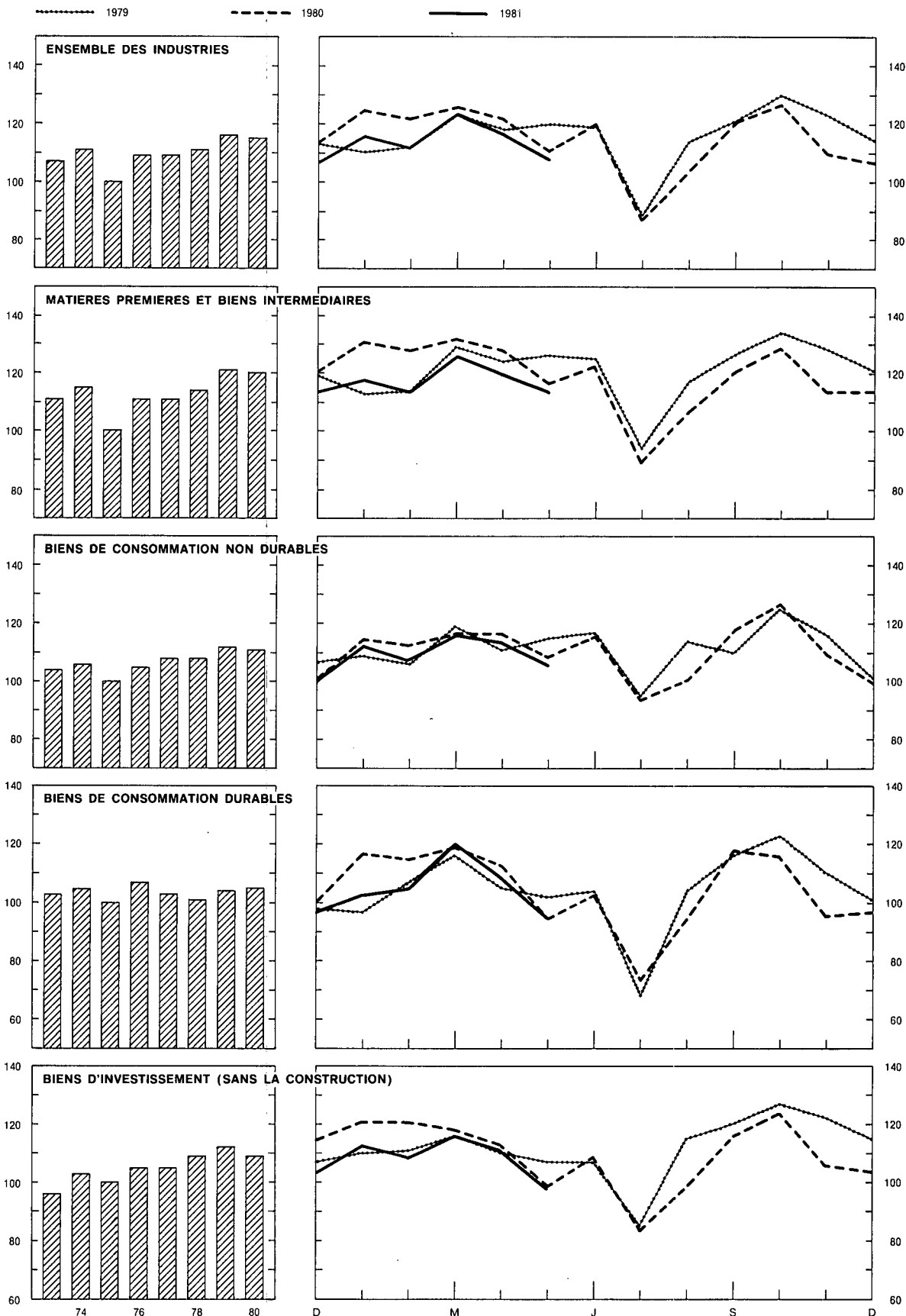
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabri- cations métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries étrirage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1981 ¹	32,9	8,0	1,8	1,4	13,3	9,5	6,1	5,3	7,1	5,1	3,8	2,3	0,4	1,8
1973	97	138	116	106	113	98	123	112	100	98	103	111	131	96
1974	104	144	129	111	117	101	117	114	105	105	104	118	107	98
1975	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1976	108	109	109	123	114	102	113	110	116	114	96	111	101	106
1977	110	101	109	141	120	104	98	118	115	113	88	108	127	107
1978	112	114	106	134	123	106	94	117	124	109	86	111	115	109
1979	118	124	108	148	133	109	102	117	127	107	86	119	117	110
1980	<i>p</i> 116	115	108	146	126	111	105	117	131	115	84	118	113	112
1979 1 ^{er} trimestre	116	124	105	156	136	99	105	92	137	103	95	118	112	109
2 ^e trimestre	114	135	106	159	139	109	103	132	124	113	82	121	117	116
3 ^e trimestre	112	114	105	135	124	107	88	118	109	92	83	114	117	108
4 ^e trimestre	127	121	112	144	135	121	111	127	139	121	86	125	121	107
1980 1 ^{er} trimestre	127	137	115	168	136	105	116	116	145	124	98	132	128	111
2 ^e trimestre	114	134	109	155	132	111	106	132	125	120	78	124	113	116
3 ^e trimestre	<i>p</i> 106	95	95	125	112	107	91	114	114	99	84	105	108	111
4 ^e trimestre	<i>p</i> 119	96	113	137	125	119	107	108	139	118	75	112	102	114
1981 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 117	106		134	134	107	113	90	135	118	95	120	101	112
1980 Mai	107	137	102	140	132	106	94	133	120	107	72	111	122	116
Juin	114	128	107	166	131	115	112	135	124	127	71	132	102	117
Juillet	<i>p</i> 87	94	78	101	98	97	73	93	109	67	59	87	103	107
Août	<i>p</i> 107	101	94	126	107	107	84	121	113	101	84	104	121	110
Septembre	<i>p</i> 123	91	113	148	129	119	116	128	121	127	109	124	99	116
Octobre	<i>p</i> 132	98	113	156	136	136	121	130	136	133	93	125	85	117
Novembre	<i>p</i> 113	94	107	126	123	113	97	107	139	107	68	107	109	117
Décembre	<i>p</i> 112	96	103	130	118	107	101	87	144	114	65	105	112	108
1981 Janvier	<i>p</i> 119	98	108	116	135	106	107	83	145	109	80	115	111	110
Février	<i>p</i> 111	102	101	127	129	102	109	81	132	118	92	116	95	106
Mars	<i>p</i> 122	117		159	137	114	124	104	128	126	112	130	98	121
Avril	<i>p</i> 117	110		136	130	117	107	117	114	129	89	122	74	99
Mai	<i>p</i> 105				119	107	96	114	117	114	68	124	80	124

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 p.c., 0,1 p.c. et 0,3 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1975 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure				Impor- tations de gaz naturel en U.E.B.L.	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion	Consom- mation intérieure	Produc- tion
		Total 1	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
(milliers de tonnes)					(millions de m ³)	(milliers de tonnes)				(millions kWh)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.897
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248
1976	2.370	1.756	240	737	621	1.003	518	533	603	1.105	3.752
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251
1973 2 ^e trimestre	2.755	1.631	278	659	438	934	571	615	516	1.278	4.011
3 ^e trimestre	2.767	1.529	276	597	431	740	528	572	393	1.103	3.555
4 ^e trimestre	2.845	1.962	271	874	564	1.192	517	576	516	1.395	4.523
1980 1 ^{er} trimestre	3.013	2.011	246	934	581	1.293	541	608	605	1.263	4.720
2 ^e trimestre	2.673	1.504	253	557	462	828	552	637	503	1.216	4.052
3 ^e trimestre	2.544	1.567	254	655	450	612	481	477	456	1.333	3.710
4 ^e trimestre	2.421	1.718	244	721	584	1.163	442	456	544	1.375	4.524
1981 1 ^{er} trimestre						1.309	446	495	558	1.193	4.385
2 ^e trimestre								528			3.730
1980 Juin	2.407	1.213	251	401	350	685	539	621	480	1.168	4.034
Juillet	2.437	1.217	220	444	382	626	538	504	416	1.366	3.535
Août	2.866	1.516	262	614	440	561	480	502	408	1.200	3.679
Septembre	2.328	1.967	281	907	528	648	426	426	543	1.434	3.915
Octobre	2.007	1.711	275	619	544	993	438	444	590	1.241	4.408
Novembre	2.563	1.686	217	664	777	1.211	423	447	564	1.095	4.500
Décembre	2.692	1.758	241	880	430	1.285	464	476	478	1.789	4.664
1981 Janvier	2.773	1.944	234	1.005	509	1.383	478	466	544	1.331	4.704
Février						1.372	345	439	548	1.017	4.291
Mars						1.172	515	579	583	1.230	4.160
Avril						1.734	513	p 542	567	p 1.358	3.692
Mai									474		3.805
Juin									542		3.693

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits

lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions totales
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	966	659	13,9	24,3	38,2	37,2
1976	1.012	706	14,5	30,6	45,1	43,6
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,1
1980	1.027	793	p 18,1	p 36,5	p 54,6	p 52,6
1979 2 ^e trimestre	1.222	925	19,1	36,4	55,5	52,0
3 ^e trimestre	1.053	780	15,1	31,4	46,5	42,3
4 ^e trimestre	1.072	883	20,9	41,6	62,5	57,7
1980 1 ^{er} trimestre	1.215	937	p 19,9	p 45,5	p 65,4	p 57,3
2 ^e trimestre	1.208	907	p 19,0	p 37,4	p 56,4	p 54,8
3 ^e trimestre	851	633	p 16,3	p 28,0	p 44,3	p 44,1
4 ^e trimestre	833	708	p 17,2	p 35,0	p 52,2	p 54,3
1981 1 ^{er} trimestre	972	738				
2 ^e trimestre	p 1.073					
1980 Juin	1.149	872	p 17,4	p 39,5	p 56,9	p 58,5
Juillet	866	620	p 11,3	p 23,6	p 34,9	p 35,8
Août	927	569	p 15,7	p 28,1	p 43,8	p 42,7
Septembre	761	709	p 22,0	p 32,3	p 54,3	p 53,7
Octobre	862	726	p 17,1	p 32,9	p 50,0	p 56,6
Novembre	821	698	p 17,5	p 35,8	p 53,3	p 49,6
Décembre	815	700	p 17,0	p 36,1	p 53,1	p 56,8
1981 Janvier	915	663	p 14,9	p 34,3	p 49,2	p 46,2
Février	931	711	p 16,6	p 35,3	p 51,9	p 55,0
Mars	1.072	838				
Avril	1.005	798				
Mai	p 1.132	768				
Juin	p 1.082					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1975=100 1
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)		(11)
1973	3,8 ²	6,7	3.483	5,2	2.702	1,1 ³	0,7	3.031	0,5	2.282	95
1974	7,1	7,4	3.844	5,4	2.889	0,7	0,6	3.459	0,5	2.523	102
1975	5,7	6,3	3.336	6,4	3.425	0,5	0,5	2.362	0,6	2.404	100
1976	7,3	7,9	4.021	6,3	3.334	0,6	0,5	2.084	0,5	2.085	96
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	95
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	89
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	72
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	74
1979 1 ^{er} trimestre	5,2	5,7	3.246	4,0	2.139	0,6	0,5	2.490	0,3	1.398	—
2 ^e trimestre	4,7	5,3	3.003	6,8	3.761	0,8	0,7	2.569	0,6	2.194	—
3 ^e trimestre	4,6	4,9	2.754	6,3	3.558	0,8	0,6	2.125	0,7	2.575	—
4 ^e trimestre	4,2	4,7	2.677	5,7	2.988	0,6	0,6	2.293	0,6	1.853	—
1980 1 ^{er} trimestre	4,9	5,3	2.923	5,2	2.735	0,7	0,5	2.145	0,5	1.917	—
2 ^e trimestre	4,8	4,6	2.672	4,5	2.217	0,7	0,6	1.927	0,5	1.556	—
3 ^e trimestre	3,6	3,9	2.110	3,3	2.387	0,6	0,6	1.627	0,5	1.438	—
4 ^e trimestre	2,8	3,1	1.724	2,6	1.425	0,5	0,5	1.757	0,4	1.672	—
1981 1 ^{er} trimestre	3,4					0,5					—
1980 Mai	4,3	4,0	2.339	5,0	2.730	0,7	0,5	1.483	0,4	1.571	77
Juin	4,6	4,9	2.836	3,5	1.038	0,7	0,7	2.330	0,5	1.154	77
Juillet	5,0	4,4	2.426	2,7	2.634	0,8	0,6	1.647	0,4	870	77
Août	3,0	3,7	1.914	3,2	1.965	0,6	0,5	1.812	0,5	1.528	78
Septembre	2,8	3,7	1.991	4,2	2.562	0,5	0,5	1.423	0,5	1.915	78
Octobre	3,1	2,6	1.589	3,3	1.840	0,6	0,5	1.753	0,5	1.708	77
Novembre	2,8	3,5	1.750	2,6	1.444	0,5	0,4	1.496	0,4	2.123	75
Décembre	2,5	3,3	1.834	1,7	992	0,4	0,5	2.021	0,3	1.179	74
1981 Janvier	3,5	3,0	1.707	2,0	1.168	0,5	0,4	1.391	0,3	2.121	74
Février	3,2	3,3	1.811	1,7	908	0,5	0,4	1.563	0,2	717	71
Mars	3,5					0,6					70
Avril	3,2					0,6					69
Mai	2,5					0,6					68

1 Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non désaisonnalisé, corrigé pour la compo-

sition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

2 Nombre d'avis favorables relatifs aux constructions non résidentielles.
3 Nombre d'avis favorables relatifs aux constructions non résidentielles.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1975 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays 1)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne 2		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	p.c. variat. *	Indices	p.c. variat. *	Indices	p.c. variat. *	Indices	p.c. variat. *	Indices	p.c. variat. *	Indices	p.c. variat. *	Indices	p.c. variat. *	Indices	p.c. variat. *	Indices	p.c. variat. *	Indices	p.c. variat. *
1973	107	+ 8,1	106	+ 6,0	108	+ 6,9	106	+ 7,1	107	+ 8,1	100	+ 7,5	106	+10,4	105	+10,5	124	+11,7	97	+15,5
1974	107	...	111	+ 4,7	106	- 1,9	108	+ 1,9	105	- 1,9	105	+ 5,0	110	+ 3,8	107	+ 1,9	128	+ 3,2	96	- 1,0
1975	100	- 6,5	100	- 9,1	100	- 5,7	100	- 7,4	100	- 4,8	100	- 4,8	100	- 9,1	100	- 6,5	100	-21,9	100	+ 4,2
1976	108	+ 8,0	109	+ 9,0	107	+ 7,0	109	+ 9,0	103	+ 3,0	108	+ 8,0	112	+12,0	109	+ 9,0	106	+ 6,0	111	+11,0
1977	110	+ 1,9	109	...	110	+ 2,8	112	+ 2,8	108	+ 4,9	108	...	112	...	119	+ 9,2	104	- 1,9	113	+ 1,8
1978	113	+ 2,7	111	+ 1,8	112	+ 1,8	114	+ 1,8	111	+ 2,8	109	+ 0,9	114	+ 1,8	128	+ 7,6	108	+ 3,8	121	+ 7,1
1979	118	+ 4,4	116	+ 4,5	117	+ 4,5	119	+ 4,4	115	+ 3,6	112	+ 2,8	121	+ 6,1	136	+ 6,2	111	+ 2,8	129	+ 6,6
1980	118	...	115	- 0,9	117	...	118	- 0,8	107	- 7,0	112	...	128	+ 4,9	134	- 1,5	108	- 2,7	129	...
1979 1 ^{er} trim.	115	+ 3,6	111	+ 1,8	113	+ 2,7	116	+ 5,5	113	+ 3,7	111	+ 2,8	123	+ 7,9	134	+ 5,5	110	+ 3,8	127	+ 7,6
2 ^e trim.	117	+ 5,4	118	+ 8,3	116	+ 5,5	118	+ 4,4	118	+ 6,3	112	+ 4,7	119	+ 4,4	136	+ 5,4	111	+ 5,7	131	+ 9,2
3 ^e trim.	119	+ 5,3	119	+ 6,2	118	+ 4,4	122	+ 8,0	115	+ 2,7	113	+ 3,7	121	+ 6,1	138	+ 8,7	111	+ 0,9	129	+ 6,6
4 ^e trim.	120	+ 4,3	118	+ 1,7	118	+ 3,5	120	+ 3,4	115	+ 3,6	112	+ 0,9	131	+ 8,3	137	+ 5,4	113	+ 3,7	129	+ 2,4
1980 1 ^{er} trim.	121	+ 5,2	120	+ 8,1	119	+ 5,3	120	+ 3,4	112	- 0,9	116	+ 4,5	136	+10,6	140	+ 4,5	114	+ 3,6	127	...
2 ^e trim.	118	+ 0,8	117	- 0,8	117	+ 0,9	118	...	108	- 8,5	113	+ 0,9	133	+11,8	138	+ 1,5	111	...	131	...
3 ^e trim.	115	- 3,4	114	- 4,2	115	- 2,5	118	- 3,3	105	- 8,7	108	- 4,4	123	+ 1,7	131	- 5,1	102	- 8,1	130	+ 0,8
4 ^e trim.	114	- 5,0	110	- 6,8	114	- 3,4	115	- 4,2	103	-10,4	112	...	129	- 1,5	128	- 6,6	102	- 9,7	128	- 0,8
1981 1 ^{er} trim.	115	- 5,0	114	- 5,0	117	- 2,5	110	- 8,3	102	- 8,9	112	- 3,4	130	- 4,4	136	- 2,9	98	-14,0		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente ou du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

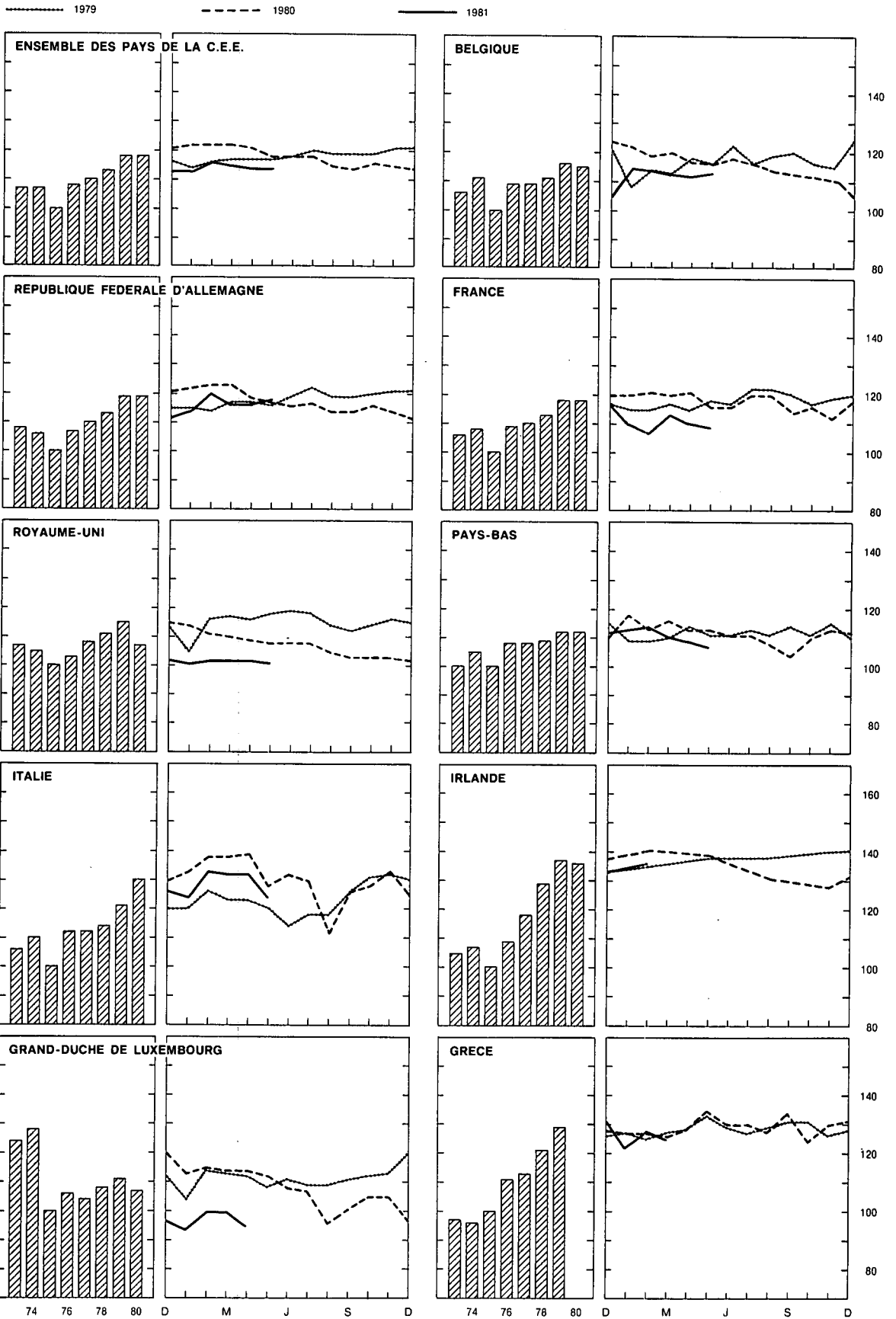
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

**IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1975 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont			
				combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	(millions)		(milliers de tonnes)				
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	303,6	48,0
1974	690	760	6.841	1.697	1.846	331,2	54,4
1975	688	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1976	684	554	4.936	1.318	1.219	324,4	56,3
1977	²	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	401,7	70,0
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404,3	70,0
1979 1 ^{er} trimestre	571	669	5.862	1.586	1.162	336,6	64,5
2 ^e trimestre	600	719	6.347	1.577	1.488	412,6	67,8
3 ^e trimestre	571	682	5.849	1.508	1.270	492,7	77,4
4 ^e trimestre	578	774	6.569	1.719	1.329	364,7	70,3
1980 1 ^{er} trimestre	580	740	6.443	1.729	1.377	340,1	68,0
2 ^e trimestre	590	719	6.424	1.737	1.404	398,6	70,2
3 ^e trimestre	570	600	5.383	1.531	1.065	498,6	74,2
4 ^e trimestre	585	607	5.438	1.433	1.074	380,1	67,7
1981 1 ^{er} trimestre	573	610	5.549	1.550	1.190	338,8	64,4
1980 Mai	584	690	6.299	1.725	1.420	391,0	70,9
Juin	595	712	6.288	1.713	1.246	425,2	69,4
Juillet	563	643	5.734	1.742	1.117	520,1	78,0
Août	555	551	4.987	1.463	1.038	516,9	74,3
Septembre	593	605	5.427	1.388	1.039	458,7	70,3
Octobre	604	629	5.599	1.470	1.068	416,3	72,0
Novembre	574	585	5.163	1.319	1.036	360,0	65,6
Décembre	577	608	5.552	1.510	1.118	364,0	65,6
1981 Janvier	589	584	5.303	1.557	1.102	370,0	64,9
Février	533	575	5.236	1.514	1.151	285,7	58,5
Mars	598	671	6.108	1.579	1.316	360,7	69,8
Avril	^p 592	602	5.742	1.499	1.290	420,4	75,9
Mai	^p 584	664	5.693	1.543	1.165	454,9	79,9

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série, à partir de juillet 1977, par suite du transfert de l'exploitation des services d'autobus à la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux. Les données pour le premier (y compris les services d'autobus) et le second semestre 1977 (non compris les services d'autobus) sont respectivement 689 et 587.

V - 1b. — Navigation maritime

**V - 1c. — Navigation
Intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 2	
	Capacité des navires entrés 1	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés 1	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés 1	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1976	5.529	3.225	2.222	773	807	373	1.944	636	129	8.356	506
1977	5.689	3.054	2.721	737	919	288	2.090	628	126	8.410	480
1978	8.156	2.993	2.655	1.084	992	242	3.500	693	136	8.354	495
1979	8.653	3.126	2.611	1.273	1.161	291	3.764	728	148	8.450	492
1980	8.541			1.310			4.018				p 487
1978 4 ^e trimestre ..	8.183	3.370	3.028	1.237	1.054	199	3.608	783	110	8.467	511
1979 1 ^{er} trimestre ..	7.944	2.925	2.485	1.321	1.044	247	3.489	522	117	7.268	482
2 ^e trimestre ..	8.648	2.834	2.709	1.415	1.240	204	3.889	647	152	9.135	537
3 ^e trimestre ..	9.184	3.198	2.314	1.163	1.072	523	3.928	800	161	8.648	493
4 ^e trimestre ..	8.838	3.545	2.935	1.194	1.287	191	3.749	943	161	8.750	507
1980 1 ^{er} trimestre ..	8.877	3.394	2.732	1.306	1.067	319	3.839	873	185	8.468	499
2 ^e trimestre ..	8.662	3.213	3.406	1.316	1.221	320	3.933	819	149	8.767	514
3 ^e trimestre ..	8.340	3.630	2.801	1.369	1.237	253	4.455	691	133	8.016	456
4 ^e trimestre ..	8.286			1.247			3.844				p 478
1979 Décembre	8.771	3.763	2.784	1.153	1.129	241	3.613	1.238	121	8.043	473
1980 Janvier	9.393	3.557	2.441	1.359	673	386	3.905	1.007	201	7.990	475
Février	7.984	3.321	3.024	1.347	1.452	265	3.499	398	183	8.110	472
Mars	9.255	3.303	2.730	1.212	1.075	305	4.112	1.215	171	9.303	549
Avril	8.433	3.300	3.898	1.410	1.030	362	3.753	555	160	8.853	533
Mai	8.756	2.668	3.343	1.194	1.247	239	4.017	847	112	8.419	502
Juin	8.798	3.672	2.976	1.344	1.385	358	4.028	1.056	176	9.029	508
Juillet	8.742	3.534	2.779	1.546	1.195	286	4.051	708	163	7.299	428
Août	7.847	3.617	2.559	1.231	1.083	287	4.905	637	121	8.181	455
Septembre ...	8.431	3.738	3.065	1.330	1.432	185	4.408	726	114	8.567	486
Octobre	8.498			1.401			3.969			9.796	573
Novembre	7.823			946			3.579			7.765	446
Décembre	8.536			1.395			3.985				p 414

1 Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.

2 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y . 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1973	2.306	1.787	92	145	102	107	43
1974	2.314	1.691	88	151	91	111	48
1975	2.458	1.788	91	173	107	120	42
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1978	2.073	1.536	55	153	79	94	38
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	1.927	1.376	60	151	86	89	38
1978 4 ^e trimestre	664	355	38	53	43	45	32
1979 1 ^{er} trimestre	467	229	32	31	30	32	28
2 ^e trimestre	1.928	1.363	64	124	86	108	49
3 ^e trimestre	5.118	4.046	86	420	108	182	61
4 ^e trimestre	681	374	38	54	44	40	29
1980 1 ^{er} trimestre	482	237	35	33	34	35	24
2 ^e trimestre	1.999	1.402	72	137	102	110	42
3 ^e trimestre	4.548	3.517	88	378	162	169	54
4 ^e trimestre	678	347	45	55	47	43	33
1980 Février	455	214	36	37	36	33	22
Mars	592	300	39	34	42	44	29
Avril	1.401	957	63	62	89	78	31
Mai	2.416	1.712	89	170	130	116	47
Juin	2.180	1.536	63	180	87	135	49
Juillet	6.360	4.992	81	654	154	251	56
Août	5.525	4.436	110	374	198	156	49
Septembre	1.759	1.123	73	107	134	100	57
Octobre	813	364	52	78	72	64	52
Novembre	642	327	53	35	45	39	35
Décembre	579	349	30	52	23	27	11
1981 Janvier	407	195	30	28	25	26	22
Février	437	208	34	27	29	30	22

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1975 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail 1	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 2	Alimen- tation 3	Textiles et habille- ment 4	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 5
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général en 1980	—	—	—	—	—	37,1	15,4	16,5	31,0	100,0	—
1973	78	80	100	71	71	80	80	78	73	78	97
1974	92	92	99	85	85	91	94	96	87	91	102
1975	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1976	115	111	100	117	109	113	113	117	115	115	106
1977	121	121	95	134	117	120	118	125	124	122	107
1978	126	129	87	147	120	125	124	127	133	128	109
1979	136	138	86	163	127	132	135	130	152	138	114
1980	p 146	146	84	176	136	p 140	p 145	p 136	p 167	p 148	p 114
1979 1 ^{er} trimestre	125	121	83	156	117	125	113	113	147	127	107
2 ^e trimestre	142	135	86	164	126	135	147	131	160	143	120
3 ^e trimestre	127	133	84	154	127	129	119	126	139	130	107
4 ^e trimestre	149	162	89	177	138	140	161	152	162	152	122
1980 1 ^{er} trimestre	p 141	131	85	169	124	p 132	p 128	p 127	p 173	p 142	p 111
2 ^e trimestre	p 151	144	86	175	134	p 143	p 155	p 137	p 171	p 152	p 119
3 ^e trimestre	p 136	141	82	165	136	p 138	p 126	p 127	p 152	p 139	p 106
4 ^e trimestre	p 156	169	82	194	149	p 149	p 172	p 153	p 171	p 160	p 120
1981 1 ^{er} trimestre	p 140	131	68	177	127	p 136	p 128	p 121	p 171	p 142	p 104
1980 Avril	p 150	138	87	176	129	p 139	p 165	p 132	p 170	p 151	p 118
Mai	p 151	150	88	179	140	p 147	p 159	p 137	p 168	p 154	p 120
Juin	p 151	144	84	172	133	p 143	p 141	p 142	p 174	p 151	p 118
Juillet	p 130	145	85	170	141	p 136	p 129	p 125	p 143	p 135	p 104
Août	p 130	139	81	166	139	p 140	p 109	p 120	p 148	p 134	p 103
Septembre	p 146	137	79	160	130	p 138	p 140	p 137	p 167	p 146	p 112
Octobre	p 153	153	87	195	144	p 145	p 184	p 141	p 167	p 157	p 118
Novembre	p 137	152	81	173	136	p 136	p 149	p 125	p 152	p 141	p 106
Décembre	p 178	203	77	214	167	p 165	p 184	p 193	p 195	p 182	p 135
1981 Janvier	p 137	133	70	185	133	p 139	p 140	p 116	p 161	p 141	p 104
Février	p 133	126	65	165	121	p 130	p 103	p 120	p 168	p 135	p 98
Mars	p 151	133	70	182	127	p 140	p 140	p 128	p 184	p 150	p 109
Avril	p 156	148	73	198	140	p 147	p 177	p 132	p 181	p 159	p 116

1 Indices calculés sur base des données d'un sondage.

2 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

3 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

4 Y compris les textiles d'ameublement.

5 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1978 1 ^{er} semestre ...	1.488	741	320	427	69,0	14,8	30,7	23,5	24,0	6,0	9,9	8,1
2 ^e semestre ...	1.385	698	307	380	68,9	14,0	31,6	23,3	20,9	4,7	8,5	7,7
1979 1 ^{er} semestre ...	1.428	741	298	389	74,0	13,2	34,3	26,5	26,0	4,7	11,1	10,2
2 ^e semestre ...	1.518	816	301	401	80,9	11,4	35,8	33,7	23,0	3,9	10,5	8,6
1980 1 ^{er} semestre ...	1.522	785	314	423	77,0	10,0	38,6	28,4	26,7	4,4	11,8	10,5
2 ^e semestre ...	1.491	768	310	413	74,7	9,2	36,9	28,6	19,4	3,2	8,5	7,7

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total de toutes les créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1978 1 ^{er} semestre	39	23	4	12	0,8	0,2	0,2	0,4
2 ^e semestre	52	35	4	13	0,8	0,2	0,2	0,4
1979 1 ^{er} semestre	56	37	5	14	0,9	0,1	0,3	0,5
2 ^e semestre	59	41	4	14	1,0	0,2	0,4	0,4
1980 1 ^{er} semestre	62	42	5	15	1,3	0,2	0,5	0,6
2 ^e semestre	66	46	5	15	1,3	0,2	0,5	0,6

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1978 1 ^{er} semestre ...	782	5	1	2	95	15	5	149	55	7	434	14
2 ^e semestre ...	734	4	1	1	72	13	5	131	72	6	413	16
1979 1 ^{er} semestre ...	816	5	1	1	99	15	7	127	109	6	430	16
2 ^e semestre ...	854	4	1	2	77	13	6	163	125	6	440	17
1980 1 ^{er} semestre ...	830	4	1	1	100	14	8	144	109	6	418	25
2 ^e semestre ...	630	3	1	1	65	12	5	97	100	5	322	19
Crédits accordés (milliards de francs)												
1978 1 ^{er} semestre ...	24,0	2,2	0,2	0,4	13,0	1,1	0,2	0,2	0,3	2,1	3,4	0,9
2 ^e semestre ...	20,9	1,8	0,2	0,4	10,5	1,0	0,2	0,2	0,3	2,2	3,2	0,9
1979 1 ^{er} semestre ...	26,0	2,3	0,3	0,3	14,8	1,1	0,2	0,2	0,4	2,0	3,4	1,0
2 ^e semestre ...	23,0	1,7	0,2	0,4	12,4	1,1	0,2	0,3	0,5	1,8	3,4	1,0
1980 1 ^{er} semestre ...	26,7	1,9	0,3	0,3	16,2	1,3	0,2	0,2	0,4	1,7	3,2	1,0
2 ^e semestre ...	19,4	1,3	0,2	0,3	10,5	1,0	0,2	0,2	0,4	1,4	3,2	0,7
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1978 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	0,9	1,5	54,4	4,5	0,7	0,8	1,4	8,8	14,2	3,8
2 ^e semestre ...	100,0	8,6	1,1	2,1	50,3	4,5	0,9	0,9	1,4	10,6	15,5	4,1
1979 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,9	1,0	1,2	56,9	4,3	0,9	0,6	1,6	7,5	13,4	3,7
2 ^e semestre ...	100,0	7,5	1,1	1,6	53,8	4,7	0,8	1,2	2,3	8,0	14,6	4,4
1980 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,0	1,0	1,1	60,6	4,8	0,9	0,9	1,7	6,2	12,0	3,8
2 ^e semestre ...	100,0	6,6	1,1	1,4	54,0	5,4	0,9	1,1	2,3	7,1	16,3	3,8

Y · 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Opérations de débit									
		Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations 1		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1976 ²	32	1	e 254	10.405	2.933	10.406	e 3.187	2.896	398	13.302	e 3.585
1977	30	2	289	12.429	3.859	12.431	4.148	2.625	422	15.056	4.570
1978	26	2	286	14.102	3.939	14.104	4.225	2.361	437	16.465	4.662
1979	26	1	312	16.235	4.550	16.236	4.862	2.118	476	18.354	5.338
1980	26	2	318	18.772	5.319	18.774	5.637	2.035	533	20.809	6.170
1979 2 ^e trimestre	26	1	325	16.267	4.086	16.268	4.411	2.165	473	18.433	4.884
3 ^e trimestre	26	1	296	15.450	4.697	15.451	4.993	1.955	452	17.406	5.445
4 ^e trimestre	26	1	333	17.749	4.722	17.750	5.055	2.155	508	19.905	5.563
1980 1 ^{er} trimestre	26	2	328	18.048	4.316	18.050	4.644	2.083	554	20.133	5.198
2 ^e trimestre	26	2	291	18.399	5.592	18.401	5.883	2.095	558	20.496	6.441
3 ^e trimestre	26	1	313	17.780	5.740	17.781	6.053	1.890	509	19.671	6.562
4 ^e trimestre	26	2	340	20.863	5.628	20.865	5.968	2.071	510	22.936	6.478
1981 1 ^{er} trimestre	26	2	357	19.969	5.403	19.971	5.760	1.993	517	21.964	6.277
2 ^e trimestre	26	2	336	21.319	6.180	21.321	6.516	2.074	515	23.395	7.031
1980 Juin	26	2	312	18.796	6.084	18.798	6.396	2.193	598	20.991	6.994
Juillet	26	1	281	18.376	6.201	18.377	6.482	2.051	525	20.428	7.007
Août	26	1	312	16.109	5.386	16.110	5.698	1.670	465	17.780	6.163
Septembre	26	2	347	18.853	5.630	18.855	5.977	1.951	537	20.806	6.514
Octobre	26	2	344	21.388	5.828	21.390	6.172	2.134	551	23.524	6.723
Novembre	26	2	272	18.720	4.799	18.722	5.071	1.721	432	20.443	5.503
Décembre	26	2	404	22.482	6.257	22.484	6.661	2.356	548	24.840	7.209
1981 Janvier	26	2	321	20.080	6.019	20.082	6.340	2.005	503	22.087	6.843
Février	26	2	353	18.523	4.990	18.525	5.343	1.842	496	20.367	5.839
Mars	26	2	398	21.305	5.199	21.307	5.597	2.132	552	23.439	6.149
Avril	26	2	331	21.291	5.421	21.293	5.752	2.168	508	23.461	6.260
Mai	26	2	294	20.141	5.937	20.143	6.231	1.843	474	21.986	6.705
Juin	26	2	384	22.524	7.182	22.526	7.566	2.211	562	24.737	8.128

1 Titres, effets publics, coupons, virements, chèque, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.
2 Nouvelle série. Les remboursements de l'argent au jour le jour ne sont plus renseignés.

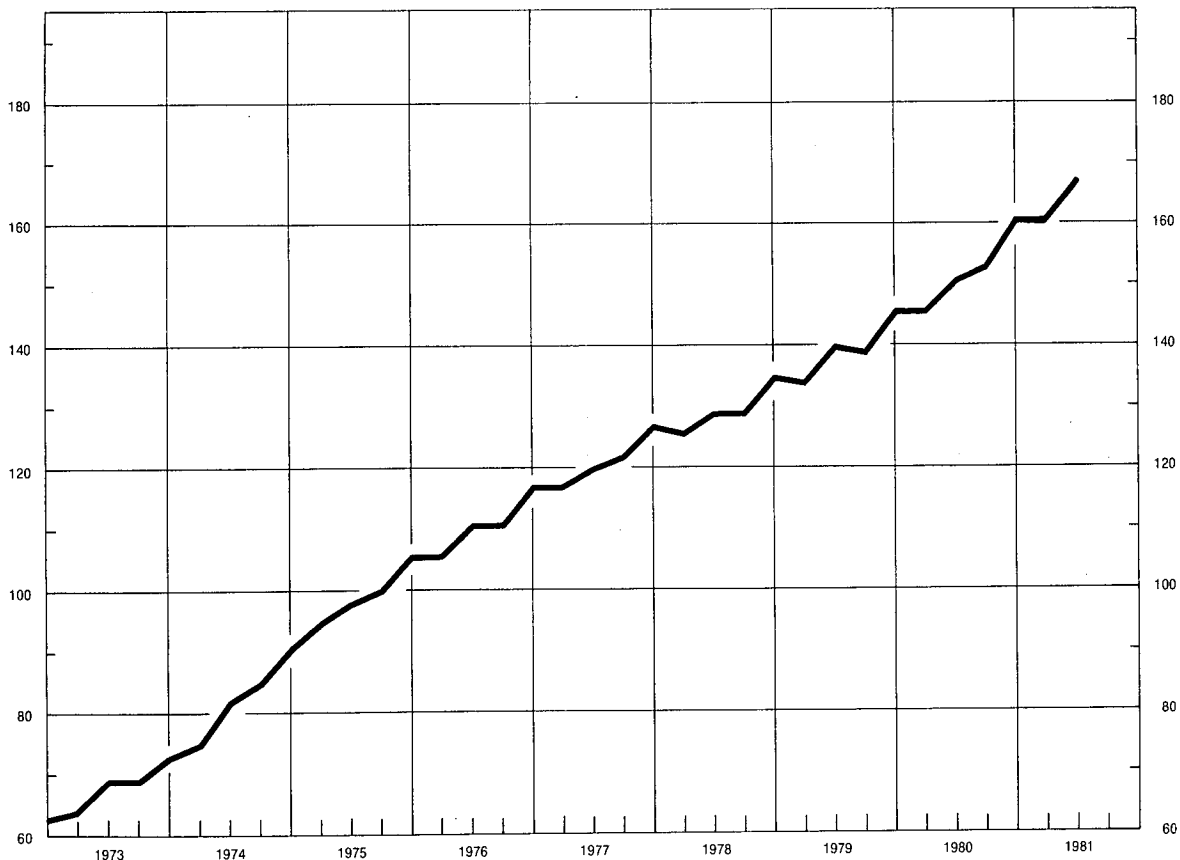
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.)*. — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)

Indice du gain moyen brut par heure prestée

Base 1975 = 100



Indices base 1975 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufac- turières	Indice général	dont : Industries manufac- turières
	B.N.B.		I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail				
1973	69	70	68	68	69,1	69,8	70,9	70,8
1974	83	84	83	82	83,7	84,5	84,8	84,2
1975	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1976	111	112	112	110	113,5	112,6	112,1	110,7
1977	121	122	122	121	124,7	123,1	121,5	119,5
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1979 Juin	140	138	139	140	140,2	136,7	135,7	132,3
Septembre	139	140	141	139	142,7	139,7	138,1	133,7
Décembre	146	143	144	146	145,7	142,5	139,0	135,1
1980 Mars	146	147	148	146	148,7	145,4	143,0	138,9
Juin	151	151	152	151	152,6	149,2	145,3	141,4
Septembre	153	153	154	153	155,2	152,2	148,1	144,1
Décembre	161	157	158	161	158,7	155,7	151,1	146,9
1981 Mars	p 161	p 160	p 164	p 161	163,1	159,6	154,4	149,9
Juin	p 167	p 162	p 166		165,0	161,0	155,1	150,3

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

3 Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de

tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

* Pour convertir les indices base 1975 = 100 en indices base 1970 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 2,161; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 2,048 - ouvrier non qualifié : 2,144; salaire-coût horaire : 2,230.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupes et branche d'industrie	1978 avril	1978 octobre	1979 avril	1979 octobre	1980 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	246,13	251,12	261,35	269,83	282,59
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	195,21	201,81	207,19	214,43	227,67
Total des industries extractives	223,43	230,47	236,38	244,03	258,99
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	216,68	219,92	233,88	235,23	257,07
Raffinage de pétrole	287,58	288,33	329,46	333,22	345,50
Production et première transformation des métaux	221,63	228,82	242,27	254,48	265,86
Industrie des produits minéraux non métalliques	195,68	199,47	205,48	212,99	225,21
Industrie chimique	210,66	216,97	226,56	228,98	244,51
Production de fibres artificielles et synthétiques	197,55	198,72	211,87	220,38	237,42
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	182,02	186,12	193,85	203,32	213,48
Construction de machines et de matériel mécanique	188,98	193,37	199,68	209,89	218,78
Construction électrique et électronique	179,78	183,15	193,74	200,79	215,17
Construction d'automobiles et pièces détachées	208,93	216,70	230,96	236,45	245,04
Construction d'autre matériel de transport	199,64	200,05	203,33	213,87	225,85
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	169,63	173,86	180,59	185,49	194,41
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	175,27	180,61	184,52	191,51	201,70
Industrie textile	148,21	150,91	157,03	164,15	172,43
Industrie du cuir	146,90	149,80	157,27	161,33	168,32
Industrie des chaussures et de l'habillement	127,32	129,11	134,87	137,69	145,50
Industrie du bois et du meuble en bois	170,25	177,75	181,71	184,13	194,61
Industrie du papier, imprimerie et édition	187,86	190,45	199,15	207,12	220,52
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	178,03	181,56	188,80	194,67	205,26
Total des industries manufacturières	180,09	184,44	192,35	199,61	210,47
dont : hommes	194,58	199,46	207,94	216,07	227,68
femmes	138,09	140,92	147,04	151,68	160,42
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	195,86	202,21	212,43	217,66	226,60
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	184,45	189,23	197,33	204,27	214,97

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1978 avril	1978 octobre	1979 avril	1979 octobre	1980 avril
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	54.615	58.392	58.877	59.441	66.206
Total des industries extractives	53.530	56.538	57.239	58.270	64.144
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	55.077	57.446	59.134	59.986	65.121
Raffinage de pétrole	67.551	70.136	77.329	77.835	81.117
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude (total du personnel)	53.288	53.781	56.266	58.768	62.306
Production et première transformation des métaux	55.537	56.816	59.527	61.823	64.094
Industrie des produits minéraux non métalliques	47.869	48.815	50.785	52.653	55.030
Industrie chimique	51.912	53.268	55.755	56.772	60.389
Production de fibres artificielles et synthétiques	61.088	59.986	63.378	66.019	69.661
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	45.265	46.502	47.983	50.575	52.262
Construction de machines et de matériel mécanique	46.610	47.980	49.293	52.146	53.913
Construction électrique et électronique	47.563	48.837	50.046	53.145	55.121
Construction d'automobiles et pièces détachées	50.886	52.574	54.315	56.833	58.426
Construction d'autre matériel de transport	48.859	50.205	51.181	53.255	55.277
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	43.717	45.187	46.397	48.672	50.743
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	44.178	45.505	46.461	48.340	50.117
Industrie textile	41.037	41.756	42.480	44.567	47.984
Industrie du cuir	43.673	42.720	46.390	48.988	52.068
Industrie des chaussures et de l'habillement	33.683	34.633	35.819	36.651	38.026
Industrie du bois et du meuble en bois	39.579	41.187	41.955	43.427	45.766
Industrie du papier, imprimerie et édition	44.789	45.944	47.854	49.180	52.235
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	46.568	47.530	49.244	50.639	52.648
Total des industries manufacturières	47.079	48.280	49.930	51.988	54.288
dont : hommes	52.048	53.359	55.135	57.424	59.925
femmes	31.271	32.123	33.374	34.693	36.357
Bâtiment et génie civil	46.013	47.071	48.814	50.477	53.822
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	47.166	48.406	50.037	52.028	54.529

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Service de Conjoncture (I.R.E.S.) — Rapport annuel de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. — Statistiques

économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation, XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « Indices des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. -- INDICES DE PRIX

1. -- MATIERES PREMIERES ¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1973	52,2	89,6	82,3	82,3	117,6	69,7	95,2	91,6	115,9	76,1	30,3	50,9	28,3
1974	104,3	117,0	121,9	117,9	137,9	118,5	113,3	103,7	145,1	92,4	96,9	83,3	98,2
1975	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1976	107,4	109,5	108,3	90,5	103,1	120,0	110,5	115,2	113,1	97,0	106,2	97,8	107,0
1977	117,3	120,3	134,0	75,3	127,1	169,2	109,8	113,8	116,5	92,4	115,6	103,4	116,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1979 2 ^e trimestre	141,3	136,8	126,3	94,7	144,4	137,5	144,8	143,5	171,3	113,0	144,0	116,1	146,6
3 ^e trimestre	163,7	142,7	137,5	104,8	140,4	154,6	146,7	144,8	170,2	120,0	176,0	121,8	181,1
4 ^e trimestre	180,5	147,1	139,4	103,7	128,1	163,4	152,9	150,2	182,2	120,4	200,0	127,4	206,9
1980 1 ^{er} trimestre	210,9	157,8	141,6	101,6	125,4	169,7	170,2	162,1	208,4	137,4	241,9	131,8	252,4
2 ^e trimestre	224,2	155,1	147,3	100,4	114,8	185,0	161,1	162,7	179,5	133,9	264,5	138,1	276,6
3 ^e trimestre	231,5	158,7	153,9	117,2	134,6	181,2	162,3	166,3	181,8	128,5	274,0	142,9	286,5
4 ^e trimestre	237,2	158,5	158,9	127,4	146,7	180,9	158,1	166,2	172,5	121,8	283,1	145,0	296,2
1981 1 ^{er} trimestre	244,6	148,8	145,5	123,7	137,5	160,5	151,2	159,1	161,2	120,9	300,7	146,2	315,4
2 ^e trimestre	240,0	136,5	126,5	117,0	134,9	128,9	144,1	150,3	156,2	115,2	300,4	143,1	315,3
1980 Juillet	230,3	156,8	149,6	112,0	131,0	177,1	162,2	163,3	183,5	132,1	273,2	142,8	285,6
Août	230,8	158,2	153,1	118,3	132,8	179,8	162,1	166,4	181,5	127,6	273,1	140,8	285,7
Septembre	233,5	161,1	158,9	121,3	140,1	186,6	162,7	169,1	180,3	125,8	275,7	145,1	288,1
Octobre	237,8	162,5	164,1	125,5	144,4	192,6	161,3	167,4	179,0	124,8	281,7	146,2	294,6
Novembre	236,8	160,2	162,6	130,3	153,8	183,8	158,3	166,3	173,9	120,9	281,5	144,2	294,6
Décembre	236,9	152,7	150,1	126,3	141,8	166,2	154,7	164,8	164,7	119,8	286,0	144,6	299,5
1981 Janvier	246,2	152,6	150,6	128,6	139,7	166,8	154,0	163,1	163,8	121,6	300,9	147,5	315,5
Février	244,1	148,0	144,9	123,2	137,2	159,8	150,3	158,2	159,2	121,6	300,3	142,3	315,3
Mars	243,6	145,7	141,0	119,3	135,7	155,0	149,2	156,0	160,7	119,6	300,8	148,7	315,3
Avril	242,6	143,1	137,5	120,9	137,6	146,8	147,4	152,6	160,8	118,8	300,7	146,7	315,3
Mai	239,4	135,1	123,5	116,4	133,4	124,0	143,9	149,8	155,2	116,5	300,3	142,6	315,3
Juin	237,9	131,4	118,6	113,7	133,8	116,0	141,1	148,6	152,5	110,4	300,1	139,9	315,3
Juillet	238,1	131,5	121,3	113,5	134,2	121,0	139,3	143,5	152,5	113,0	300,4	142,3	315,4

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des États-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		indice général	animaux	végétaux	indice général	matières premières	demi-produits	produits finis	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction
Coefficient de pondération	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	14,8	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1973	84,6	92,4	87,2	97,4	82,7	87,2	83,3	79,7	79,8	85,4	63,9	83,4	96,5	80,4	82,8
1974	98,8	96,8	86,8	107,1	99,3	103,1	104,8	93,5	95,9	106,9	90,1	104,1	108,0	91,9	92,1
1975	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1976	107,1	113,8	106,9	120,6	105,5	107,2	106,3	103,8	104,8	106,0	102,0	102,5	108,8	104,5	109,8
1977	109,7	119,0	110,6	127,6	107,5	107,8	107,7	107,1	107,7	104,8	102,5	103,3	112,5	104,6	117,2
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1979 2 ^e trimestre ..	113,8	116,8	109,6	123,9	113,1	115,6	112,1	112,2	111,9	115,8	111,4	110,7	113,7	106,3	124,6
3 ^e trimestre ..	115,2	120,4	110,6	130,3	113,9	116,9	111,8	113,5	112,8	116,6	114,3	110,6	114,4	106,5	124,9
4 ^e trimestre ..	116,9	121,8	115,0	128,4	115,7	118,1	114,7	114,9	114,5	118,4	118,8	111,8	114,7	108,9	125,0
1980 1 ^{er} trimestre ..	120,8	124,0	117,1	130,8	120,0	122,4	122,1	117,1	117,7	127,0	125,5	113,9	117,3	118,7	125,9
2 ^e trimestre ..	120,2	119,2	113,8	124,6	120,4	122,2	121,4	118,5	119,3	125,2	127,0	112,2	118,3	119,6	130,0
3 ^e trimestre ..	120,0	116,5	111,2	121,7	120,9	123,3	122,2	118,6	120,5	123,5	127,1	112,2	119,6	122,0	131,1
4 ^e trimestre ..	123,0	123,2	112,8	133,5	122,9	126,3	122,9	120,9	122,3	127,4	134,6	112,3	121,8	124,0	131,2
1981 1 ^{er} trimestre ..	126,2	128,3	117,6	139,0	125,6	129,4	125,1	123,6	124,9	131,8	140,8	113,2	126,3	128,1	133,3
2 ^e trimestre ..	129,9	133,9	123,5	144,3	128,9	134,8	128,7	125,4	127,4	138,0	148,7	115,8	129,0	130,4	135,6
1980 Juin	119,7	117,9	112,5	123,2	120,1	121,7	120,9	118,7	119,4	123,9	126,0	111,8	118,6	120,0	130,0
Juillet	120,0	117,3	111,2	123,1	120,6	122,3	122,0	118,7	120,4	123,0	126,9	112,1	119,0	121,7	131,1
Août	119,2	112,7	110,1	115,0	120,8	123,4	122,1	118,4	120,4	123,3	126,3	112,2	119,5	121,9	131,1
Septembre ...	121,0	119,6	112,2	126,9	121,3	124,2	122,6	118,6	120,7	124,1	128,2	112,4	120,2	122,4	131,1
Octobre	121,8	120,1	109,7	130,6	122,2	125,0	122,8	120,1	121,7	125,5	132,7	112,3	120,9	122,7	130,9
Novembre	123,4	123,9	114,1	133,6	123,2	126,7	122,9	121,2	122,3	128,3	134,9	112,4	122,0	124,2	130,9
Décembre	123,8	125,5	114,7	136,4	123,4	127,1	123,0	121,3	123,0	128,3	136,3	112,1	122,5	125,2	131,9
1981 Janvier	125,1	127,5	116,0	139,2	124,5	127,7	123,7	123,0	124,2	129,7	137,6	112,3	125,4	127,6	132,0
Février	126,2	128,3	116,9	139,8	125,6	129,1	125,6	123,6	124,8	132,2	141,6	113,2	126,8	128,1	132,0
Mars	127,2	129,0	119,8	138,1	126,7	131,3	126,1	124,3	125,8	133,5	143,1	114,0	126,7	128,5	135,8
Avril	128,7	132,2	122,2	142,1	127,8	132,7	127,8	124,8	126,6	135,1	146,9	114,9	127,4	129,1	135,8
Mai	130,1	134,4	123,7	145,2	129,0	135,4	128,5	125,5	127,6	138,5	148,7	115,7	129,5	130,1	135,5
Juin	130,9	135,1	124,6	145,5	129,8	136,4	129,8	125,8	128,0	140,4	150,5	116,7	130,1	131,9	135,5

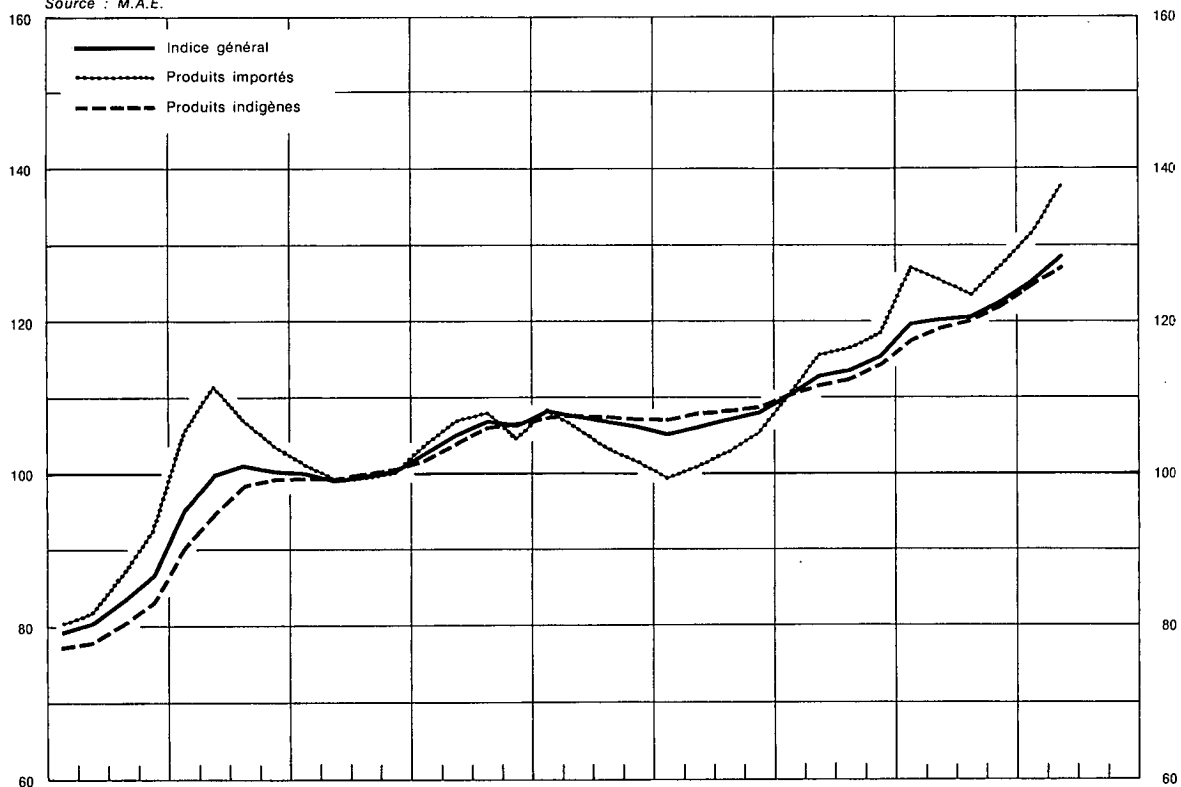
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

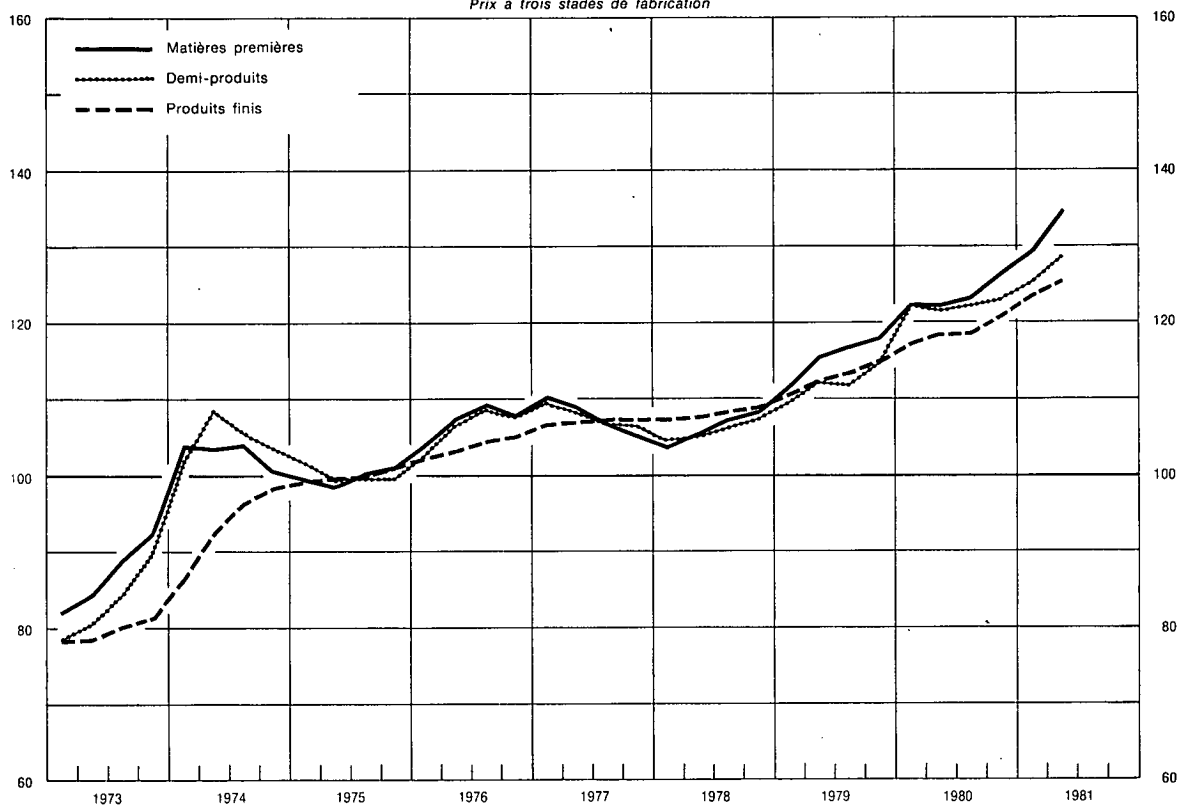
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Prix à trois stades de fabrication

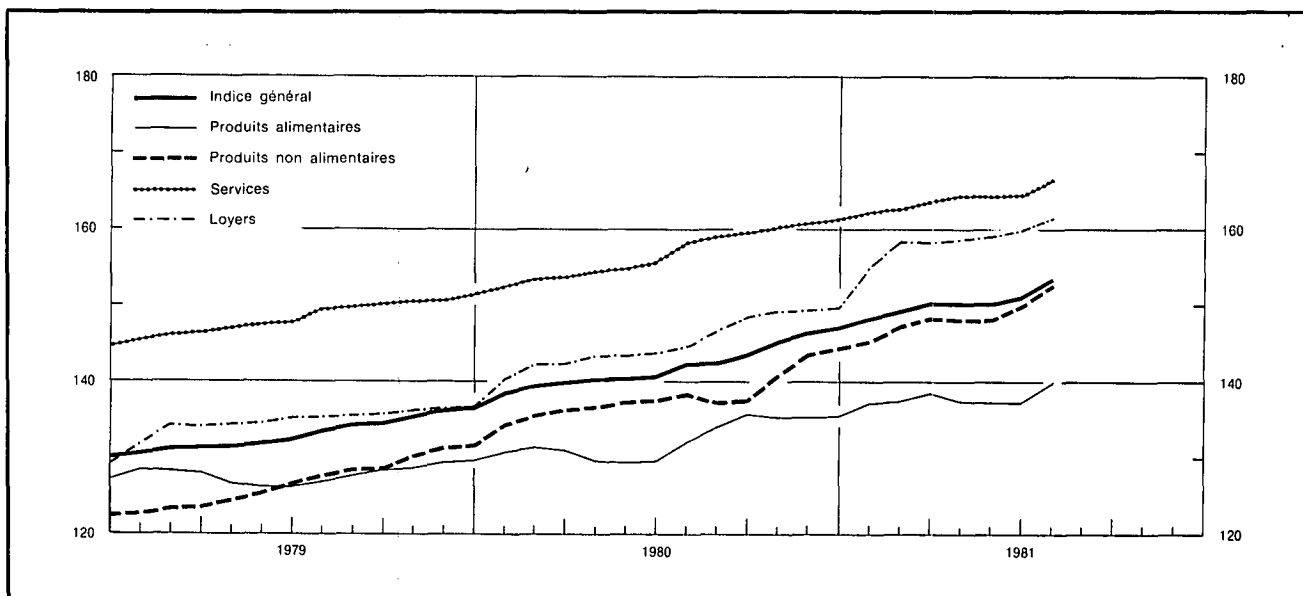


VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		Loyers		
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général :										
Jusque mai 1976	100,00	30,00		40,00		30,00		—		
Depuis juin 1976	100,00	25,15		42,79		27,06		5,00		
Indices 1971 = 100 ¹										
1973	112,78	115,15		107,58		117,28		—		
1974	127,08	125,94		122,69		134,02		—		
1975	143,31	140,08		136,55		154,07		—		
1976 5 premiers mois	153,16	154,25		142,46		164,41		—		
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100										
1976 7 derniers mois	115,89	119,58		112,15		119,69		108,89		
1977	122,30	125,46		116,00		129,94		118,92		
1978	127,77	127,28		119,87		140,75		127,52		
1979	133,48	127,90		127,04		148,52		135,14		
1980	142,35	132,53		138,51		157,01		145,36		
	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981	1980	1981
1 ^{er} trimestre	139,47	149,54	131,09	137,72	135,42	147,07	153,25	163,00	141,66	157,17
2 ^e trimestre	140,55	150,74	129,71	137,37	137,45	148,89	154,98	164,53	143,46	159,26
3 ^e trimestre	143,11		133,97		138,00		159,00		146,74	
4 ^e trimestre	146,30		135,36		143,17		160,82		149,56	
Janvier	138,68	148,34	130,87	137,11	134,32	145,27	152,50	162,39	140,37	155,02
Février	139,73	149,66	131,37	137,64	135,69	147,39	153,43	162,80	142,32	158,29
Mars	139,99	150,62	131,03	138,42	136,24	148,55	153,83	163,81	142,29	158,20
Avril	140,16	150,54	129,84	137,50	136,90	148,33	154,35	164,63	143,18	158,78
Mai	140,57	150,43	129,57	137,39	137,64	148,29	154,93	164,35	143,33	159,00
Juin	140,91	151,26	129,71	137,21	137,82	150,05	155,67	164,60	143,88	159,99
Juillet	142,56	153,72	131,99	139,98	138,65	152,84	158,17	166,46	144,75	161,38
Août	142,94		134,03		137,55		159,03		146,81	
Septembre	143,82		135,89		137,81		159,80		148,66	
Octobre	145,16		135,29		141,00		160,16		149,35	
Novembre	146,64		135,33		143,94		160,89		149,57	
Décembre	147,09		135,45		144,57		161,41		149,76	



¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme

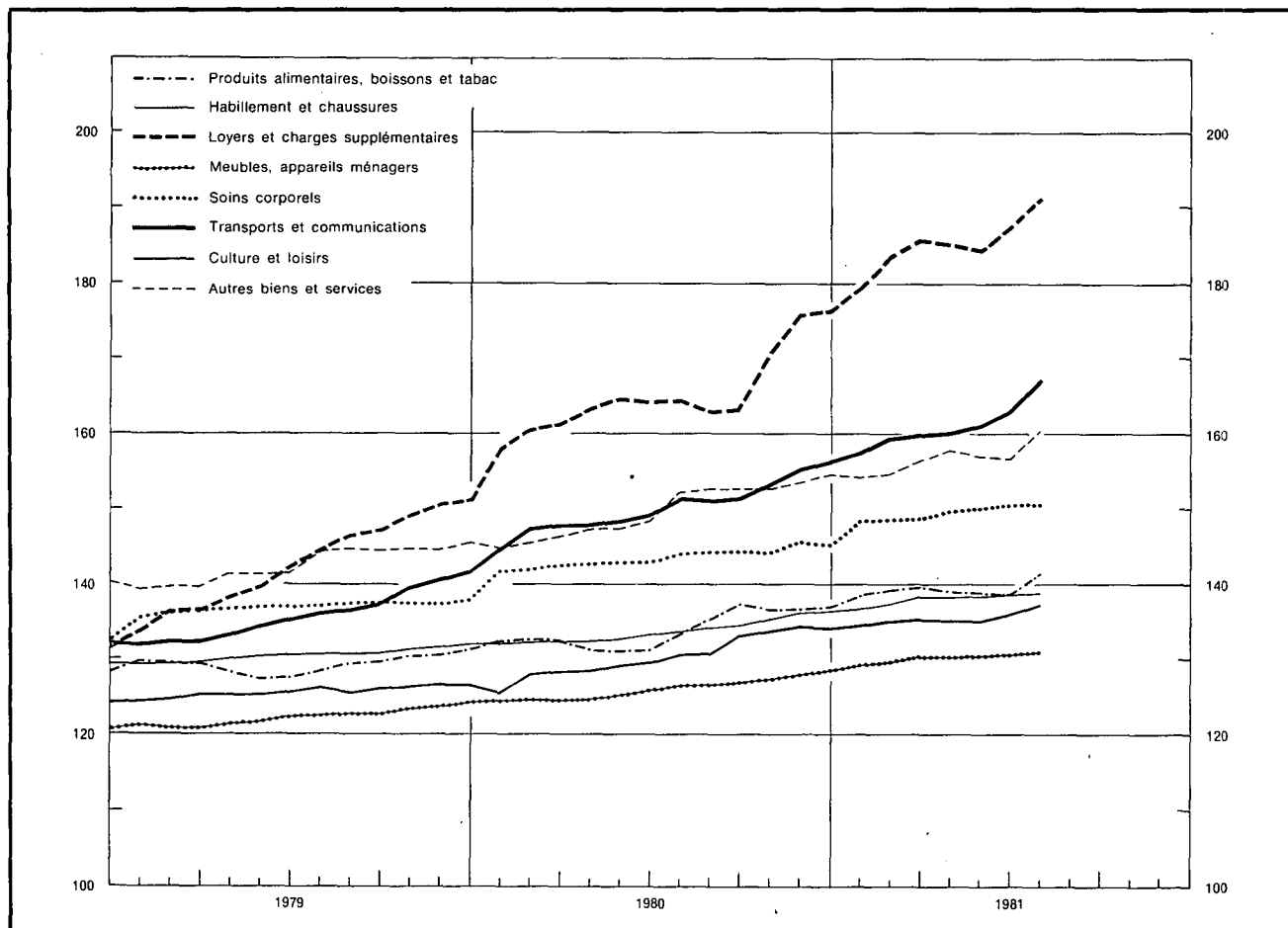
suit : l'indice général à 1,870; les produits alimentaires à 1,348; les produits non alimentaires à 1,804; les services à 1,458.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1977	122,30	126,05	118,09	121,70	115,08	124,10	122,43	117,56	126,51
1978	127,77	128,54	125,61	128,37	118,71	131,54	128,37	122,56	135,87
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1979 2 ^e trimestre	132,15	127,88	130,35	140,21	121,79	136,99	134,42	125,48	141,34
3 ^e trimestre	134,34	129,20	130,75	146,14	122,66	137,41	136,79	126,08	144,66
4 ^e trimestre	136,24	130,71	131,69	150,36	123,68	137,71	140,72	126,63	145,04
1980 1 ^{er} trimestre	139,47	132,49	132,15	159,98	124,44	142,21	146,71	127,96	145,45
2 ^e trimestre	140,55	131,19	132,79	164,21	125,18	142,96	148,57	129,17	147,51
3 ^e trimestre	143,11	135,32	134,08	163,73	126,64	144,15	151,47	131,53	152,47
4 ^e trimestre	146,30	136,88	135,96	174,24	127,92	145,15	154,96	134,16	153,57
1981 1 ^{er} trimestre	149,54	139,21	137,46	182,94	129,67	148,70	159,10	135,11	154,98
2 ^e trimestre	150,74	138,93	138,49	185,55	130,49	150,12	161,44	135,46	157,24
1980 Juillet	142,56	133,37	133,60	164,70	126,40	144,09	151,51	130,71	152,09
Août	142,94	135,35	134,13	163,00	126,58	144,17	151,24	130,76	152,68
Septembre	143,82	137,24	134,50	163,48	126,95	144,20	151,66	133,11	152,63
Octobre	145,16	136,80	135,22	170,50	127,25	144,39	153,21	133,86	152,73
Novembre	146,64	136,85	136,09	175,91	127,96	145,82	155,31	134,42	153,45
Décembre	147,09	136,99	136,57	176,31	128,54	145,23	156,37	134,19	154,54
1981 Janvier	148,34	138,60	136,88	179,22	129,07	148,48	157,58	134,80	154,13
Février	149,66	139,13	137,34	183,69	129,71	148,74	159,74	135,09	154,51
Mars	150,62	139,90	138,15	185,90	130,22	148,87	159,98	135,43	156,29
Avril	150,54	139,04	138,19	185,25	130,26	149,92	160,12	135,16	157,91
Mai	150,43	138,95	138,43	184,25	130,41	150,00	161,10	135,16	156,99
Juin	151,26	138,79	138,84	187,15	130,80	150,44	163,11	136,05	156,81
Juillet	153,72	141,53	138,89	191,27	130,99	150,44	167,14	137,32	160,17

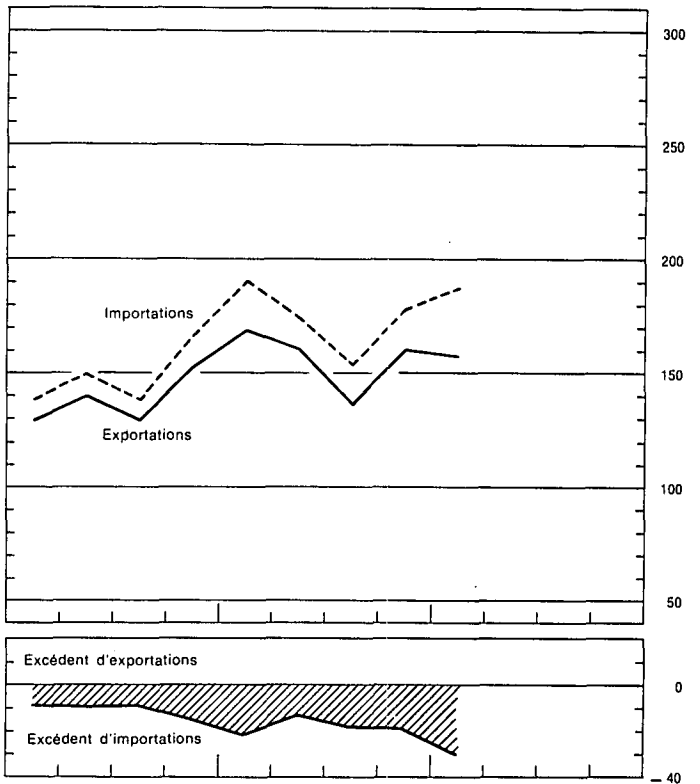
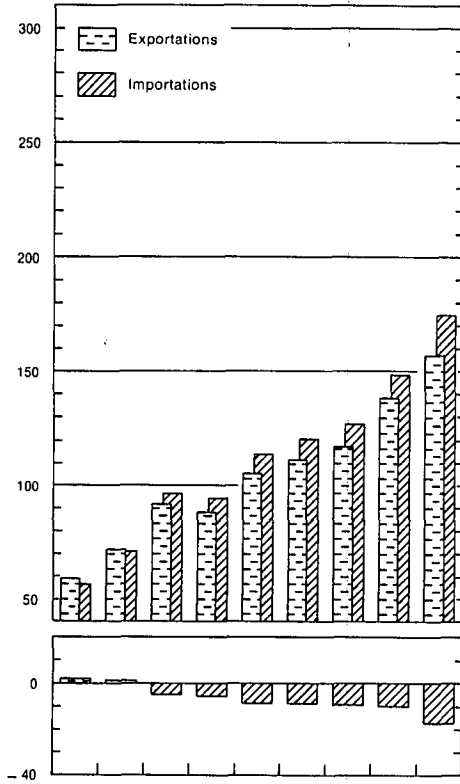
Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

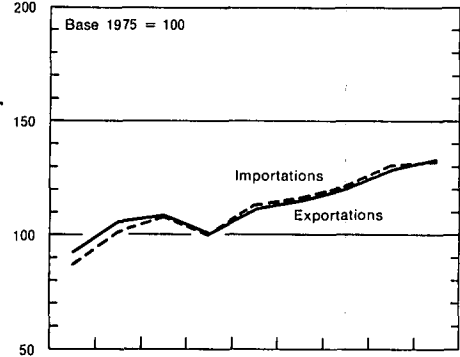
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

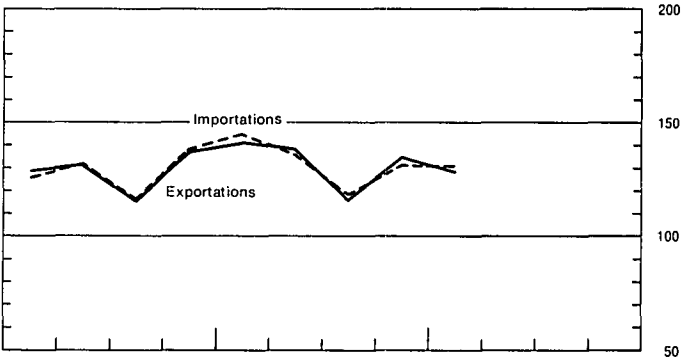
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

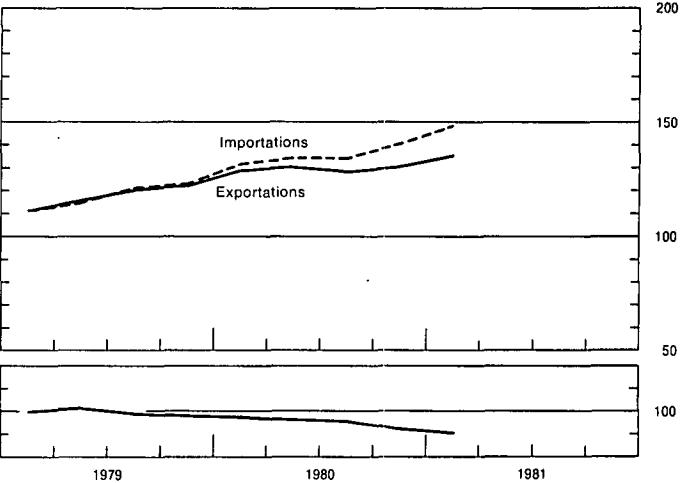
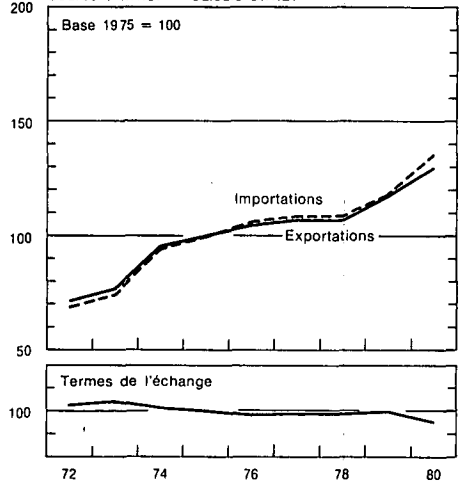


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1975 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange 1
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	101,7	106,1	74,2	77,4	104,3
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	107,9	108,3	94,8	96,3	101,6
1975	94,2	88,1	- 6,1	94	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	113,5	112,5	106,6	105,7	99,2
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	116,7	116,4	108,2	107,6	99,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	174,7	157,2	- 17,5	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1979 1 ^{er} trimestre	138,7	130,0	- 8,7	94	126,1	128,5	111,5	111,3	99,8
2 ^e trimestre	149,7	140,5	- 9,2	94	132,5	132,1	114,5	116,0	101,3
3 ^e trimestre	138,9	130,1	- 8,8	94	116,6	116,0	120,9	120,5	99,7
4 ^e trimestre	167,4	153,2	- 14,2	92	137,9	137,7	123,1	121,9	99,0
1980 1 ^{er} trimestre	190,7	169,5	- 21,2	89	144,7	141,4	131,5	129,1	98,2
2 ^e trimestre	174,9	161,5	- 13,4	92	136,5	137,9	134,3	129,9	96,7
3 ^e trimestre	154,5	136,9	- 17,6	89	118,4	116,3	134,3	129,1	96,1
4 ^e trimestre	178,7	160,8	- 17,9	90	131,6	135,2	140,5	130,2	92,7
1981 1 ^{er} trimestre	189,9	158,4	- 31,5	83	131,5	128,6	149,4	135,9	91,0
1980 4 premiers mois	189,1	171,6	- 17,5	91					
5 premiers mois	184,4	167,8	- 16,6	91					
6 premiers mois	182,8	165,5	- 17,3	91	140,6	139,7	132,9	129,5	97,5
7 premiers mois	177,9	162,3	- 15,6	91					
8 premiers mois	172,9	156,1	- 16,8	90					
9 premiers mois	173,3	156,0	- 17,3	90	133,2	131,9	133,4	129,4	97,0
10 premiers mois	174,8	157,3	- 17,5	90					
11 premiers mois	174,1	156,7	- 17,4	90					
12 mois	174,7	157,2	- 17,5	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981 1 ^{er} mois	175,5	143,7	- 31,8	82					
2 premiers mois	181,9	150,4	- 31,5	83					
3 premiers mois	189,9	158,4	- 31,5	83	131,5	128,6	149,4	135,9	91,0
4 premiers mois	191,1	161,9	- 29,2	85					

$$1 \text{ Termes de l'échange} = \frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100.$$

N.B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 (ancienne série)	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 (nouvelle série)	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1979 1 ^{er} trimestre	38,53	12,75	10,69	19,25	6,24	6,85	7,83	5,15	4,45	2,78	2,08	1,42	0,70	1,45	0,35	0,33	0,44	0,31	0,37	0,16	6,42	128,55
2 ^e trimestre	38,19	13,97	10,70	21,27	6,34	7,58	8,13	7,42	5,01	2,88	2,44	1,62	0,81	1,58	0,51	0,55	0,48	0,43	0,43	0,31	7,00	137,65
3 ^e trimestre	30,95	12,06	10,01	20,58	5,60	7,60	7,94	9,95	4,79	2,78	2,10	1,44	0,65	1,46	0,49	0,48	0,39	0,47	0,39	0,31	6,07	126,51
4 ^e trimestre	42,77	14,03	12,01	22,49	7,67	7,88	9,01	10,04	5,32	3,28	2,80	1,75	0,73	1,71	0,54	0,52	0,51	0,45	0,44	0,29	7,25	151,49
1980 1 ^{er} trimestre	43,62	13,89	12,64	26,05	12,58	8,00	11,73	11,38	5,37	3,40	2,77	1,92	0,75	1,85	0,54	0,52	0,52	0,62	0,46	0,26	7,83	166,70
2 ^e trimestre	42,17	15,37	11,94	24,66	10,07	8,55	8,27	13,66	5,46	3,47	2,91	1,86	0,72	1,77	0,64	0,61	0,46	0,59	0,49	0,32	6,43	160,42
3 ^e trimestre	34,71	11,19	10,51	20,27	7,78	7,78	8,04	12,17	5,46	3,19	2,45	1,65	0,60	1,60	0,56	0,47	0,48	0,44	0,46	0,34	6,00	136,15
4 ^e trimestre	43,12	12,04	13,28	23,71	9,95	10,27	9,37	11,74	6,22	3,55	3,04	1,89	0,70	1,94	0,60	0,49	0,53	0,61	0,53	0,31	6,93	160,82
1981 1 ^{er} trimestre	41,57	12,22	12,70	24,86	7,42	8,73	10,02	11,56	7,71	3,58	2,89	1,78	0,65	1,96	0,54	0,42	0,58	0,77	0,44	0,28	7,47	158,15
1980 4 premiers mois	44,57	15,63	12,84	26,33	12,19	8,36	11,18	12,07	5,65	3,49	2,85	1,94	0,76	1,87	0,57	0,56	0,53	0,62	0,48	0,28	7,70	170,47
5 premiers mois	43,48	15,43	12,46	25,68	11,65	8,29	10,43	12,91	5,51	3,42	2,83	1,89	0,74	1,81	0,58	0,56	0,52	0,59	0,47	0,29	7,43	166,97
6 premiers mois	43,10	15,31	12,31	25,26	11,44	8,28	10,00	12,53	5,42	3,43	2,84	1,89	0,74	1,82	0,59	0,57	0,49	0,61	0,47	0,29	7,27	164,66
7 premiers mois	42,11	14,87	12,23	24,79	11,05	8,22	9,72	12,45	5,45	3,42	2,76	1,85	0,72	1,79	0,59	0,54	0,50	0,59	0,47	0,29	7,13	161,54
8 premiers mois	40,47	14,10	11,59	23,85	10,55	7,95	9,21	12,66	5,28	3,30	2,67	1,82	0,69	1,73	0,58	0,52	0,47	0,57	0,46	0,30	6,78	155,55
9 premiers mois	40,43	14,01	11,72	23,69	10,26	8,12	9,35	12,45	5,44	3,35	2,71	1,81	0,69	1,75	0,58	0,53	0,49	0,55	0,47	0,31	6,86	155,57
10 premiers mois	40,97	13,95	12,03	23,78	10,13	8,36	9,44	12,32	5,59	3,42	2,78	1,85	0,71	1,78	0,59	0,54	0,47	0,55	0,48	0,32	6,99	157,05
11 premiers mois	40,79	13,68	12,05	23,65	10,17	8,51	9,57	12,13	5,60	3,39	2,78	1,84	0,70	1,79	0,59	0,53	0,50	0,55	0,49	0,31	6,96	156,58
12 mois	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981 1 ^{er} mois	37,48	11,29	11,00	22,48	5,36	8,79	8,51	11,70	6,73	3,19	2,44	1,62	0,55	1,77	0,48	0,33	0,63	0,50	0,36	0,28	7,09	142,58
2 premiers mois	38,07	11,65	11,95	23,84	7,20	9,03	9,53	11,49	7,06	3,47	2,69	1,72	0,62	1,89	0,52	0,42	0,57	0,67	0,40	0,28	6,93	150,00
3 premiers mois	41,57	12,22	12,70	24,86	7,42	8,73	10,02	11,56	7,71	3,58	2,89	1,78	0,65	1,96	0,54	0,42	0,58	0,77	0,44	0,28	7,47	158,15
4 premiers mois	43,12	12,58	12,88	25,59	7,28	8,88	10,03	11,33	7,87	3,64	2,92	1,82	0,69	2,05	0,56	0,48	0,58	0,82	0,47	0,31	7,55	161,87

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation							Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,81	1,46	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,21	1,89	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1979 1 ^{er} trimestre ..	84,67	23,64	3,10	7,40	8,77	1,49	0,57	1,21	0,32	2,38	0,62	8,25	4,30	5,31	9,36	2,63	5,32	32,33	4,18	5,61	2,80	19,74	16,00	2,64	135,64
2 ^e trimestre ..	92,29	26,48	3,30	7,87	8,41	1,68	0,61	1,35	0,35	3,18	0,66	8,93	4,30	4,87	11,27	2,82	6,21	34,17	4,78	6,27	3,03	20,09	16,88	2,03	145,37
3 ^e trimestre ..	84,41	22,70	2,71	6,48	7,38	1,54	0,43	1,33	0,28	2,83	0,52	10,66	4,00	4,49	10,76	2,53	5,77	32,01	4,75	5,51	2,78	18,97	15,06	2,51	133,99
4 ^e trimestre ..	106,21	30,40	3,47	7,43	9,67	1,97	0,49	1,49	0,31	3,35	0,71	13,20	6,14	6,61	11,52	2,95	6,50	36,82	5,02	6,52	2,89	22,39	18,39	2,33	163,75
1980 1 ^{er} trimestre ..	124,09	35,76	3,92	8,05	12,67	1,95	0,68	1,65	0,37	3,31	0,79	16,97	6,49	6,84	13,85	3,36	7,43	39,59	5,10	6,29	3,17	25,03	19,11	5,81	188,60
2 ^e trimestre ..	112,97	30,80	3,52	7,76	8,84	1,86	0,57	1,66	0,49	3,62	0,82	17,03	6,20	6,04	12,53	3,75	7,48	36,70	5,05	6,86	3,18	21,61	19,75	3,72	173,14
3 ^e trimestre ..	96,48	26,07	2,73	7,13	7,64	1,48	0,39	1,43	0,29	3,16	0,67	14,13	6,85	5,35	9,64	2,82	6,70	35,25	4,96	6,19	2,98	21,12	18,30	3,42	153,45
4 ^e trimestre ..	113,54	28,67	3,48	9,45	8,90	1,43	0,45	1,48	0,29	3,12	0,79	16,16	9,21	8,10	10,48	3,16	8,37	37,56	5,55	7,00	3,48	21,53	20,32	7,27	178,69
1981 1 ^{er} trimestre ..	121,87	29,11	3,79	9,45	9,17	1,62	0,53	1,68	0,33	2,84	0,88	20,77	8,93	7,91	13,03	3,07	8,76	40,45	5,37	6,82	3,36	24,90	18,90	6,58	187,80

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N.B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1979				1980				1981
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	69,6	97,5	100,0	106,8	106,9	105,7	118,4	142,7	108,7	114,7	122,7	126,4	137,1	141,3	141,3	146,8	159,0
Biens de consommation ...	83,5	92,3	100,0	107,1	113,2	113,3	117,0	123,6	114,7	114,4	118,7	119,8	122,9	121,6	124,3	125,9	131,9
Biens d'équipement	84,7	90,5	100,0	104,4	104,8	105,7	109,4	117,2	108,2	108,1	110,5	110,7	112,2	116,5	118,2	120,9	126,3
Ensemble ...	74,2	94,8	100,0	106,6	108,2	108,0	117,9	135,7	111,5	114,5	120,9	123,1	131,5	134,3	134,3	140,5	149,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidéurgie	75,9	104,2	100,0	102,3	95,7	98,6	108,0	115,2	103,5	108,2	109,3	111,1	114,2	116,1	116,6	114,0	115,8
Fabrications métalliques ...	78,7	89,2	100,0	106,5	109,7	111,9	117,6	124,4	116,5	115,9	117,7	120,2	121,0	124,3	125,1	129,5	128,6
Métaux non ferreux	98,9	136,8	100,0	109,4	106,6	98,3	123,8	171,5	107,5	122,7	126,0	130,6	193,5	161,4	155,7	152,9	160,2
Textiles	85,7	100,0	100,0	103,2	107,5	106,5	108,8	115,9	106,8	107,5	110,2	111,1	114,2	114,6	116,2	118,3	121,2
Produits chimiques	69,9	97,0	100,0	103,9	101,9	99,8	111,9	126,3	102,3	109,7	117,0	117,9	125,9	130,5	126,6	122,6	131,7
Industrie houillère	54,5	81,2	100,0	116,9	123,1	122,6	127,3	153,7	129,7	134,0	117,2	132,3	141,7	156,6	155,9	161,2	180,3
Industrie pétrolière	45,5	84,0	100,0	118,0	116,6	111,0	183,3	229,7	126,2	168,4	213,0	215,5	234,0	233,0	220,1	236,1	262,1
Verres et glaces	85,7	92,6	100,0	99,9	104,2	103,4	102,7	109,5	102,3	102,7	102,2	103,2	104,2	107,0	112,7	114,0	118,9
Produits agricoles	90,2	94,2	100,0	108,7	112,6	109,2	107,6	113,6	103,8	106,7	108,2	112,8	114,4	113,4	110,1	116,9	123,7
Ciments	79,2	98,8	100,0	104,3	108,4	111,2	118,4	128,5	119,0	118,5	117,0	119,4	122,5	124,7	127,5	138,8	147,6
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	78,9	88,0	100,0	109,8	116,8	122,8	131,9	145,6	134,1	133,1	128,1	130,8	140,6	143,1	145,5	155,6	157,1
Carrières	81,7	91,7	100,0	104,3	107,5	115,8	123,4	136,5	122,3	121,8	121,2	126,9	133,3	136,2	135,5	142,9	147,1
Céramiques	72,3	85,0	100,0	107,8	111,9	118,4	127,4	143,1	131,2	127,9	126,5	124,4	138,6	136,7	149,6	147,7	152,0
Bois et meubles	81,5	94,2	100,0	103,9	116,0	113,4	117,1	128,9	116,6	116,0	117,3	122,6	123,1	130,2	128,8	130,7	132,4
Peaux, cuirs et chaussures .	100,9	98,3	100,0	116,9	125,4	125,0	147,6	138,9	137,6	148,6	156,0	145,1	148,8	143,5	136,5	132,2	141,5
Papier et livres	70,4	92,5	100,0	99,8	99,6	96,3	101,8	114,4	99,8	100,7	101,3	104,5	110,1	114,5	114,8	118,3	120,8
Tabacs manufacturés	96,0	93,8	100,0	95,6	101,9	108,1	111,9	123,3	110,5	112,2	110,0	113,5	113,8	121,3	130,0	129,8	130,2
Caoutchouc	78,4	93,1	100,0	102,5	105,0	106,6	113,1	126,7	107,0	112,2	115,8	117,0	119,3	125,2	129,3	133,9	138,6
Industries alimentaires	78,6	93,5	100,0	98,3	100,8	94,9	95,6	104,3	93,3	94,9	95,4	98,6	99,6	102,6	105,6	108,6	118,8
Divers	73,5	95,9	100,0	112,4	137,5	146,2	166,5	155,3	161,8	169,9	155,4	155,4	163,7	153,8	159,5	142,7	163,2
Ensemble ...	77,4	96,3	100,0	105,7	107,6	107,3	117,7	129,7	111,3	116,0	120,5	121,9	129,1	129,9	129,1	130,2	135,9
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	104,3	101,6	100,0	99,2	99,4	99,4	99,8	95,6	99,8	101,3	99,7	99,0	98,2	96,7	96,1	92,7	91,0

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1979				1980				1981
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	107,8	111,2	100,0	114,9	116,4	118,7	127,7	127,4	124,3	129,7	112,3	134,7	142,0	134,0	111,5	126,4	126,6
Biens de consommation ...	91,6	97,8	100,0	116,6	121,6	129,5	139,6	143,5	135,3	142,6	129,0	146,9	154,5	143,4	135,3	142,7	147,1
Biens d'équipement	91,7	108,7	100,0	100,9	108,5	115,3	125,1	135,1	118,0	128,0	111,8	136,2	142,0	138,7	120,2	134,7	122,3
Ensemble ...	101,7	107,9	100,0	113,5	116,7	121,0	130,4	132,4	126,1	132,5	116,6	137,9	144,7	136,5	118,4	131,6	131,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	127,1	132,8	100,0	101,6	100,3	109,1	119,9	114,3	120,2	126,2	107,2	122,8	118,6	129,0	93,5	102,8	102,4
Fabrications métalliques ...	97,5	99,7	100,0	116,0	118,6	121,6	126,5	127,3	130,2	129,5	101,5	139,0	140,7	130,5	106,3	129,3	126,4
Métaux non ferreux	117,1	114,2	100,0	116,4	128,9	128,9	134,3	150,7	147,6	131,7	113,4	138,6	164,9	160,8	127,9	140,5	118,1
Textiles	110,2	106,8	100,0	112,8	110,5	110,4	116,3	121,5	116,0	115,4	105,5	125,6	128,4	121,4	105,3	130,5	122,0
Produits chimiques	105,5	114,3	100,0	117,4	128,0	142,1	158,2	157,9	157,7	162,7	147,8	162,4	174,2	158,7	134,6	162,5	158,8
Industrie houillère	125,5	115,1	100,0	75,5	55,2	59,2	109,6	121,0	77,3	104,1	153,1	128,0	153,1	125,9	100,5	123,1	141,2
Industrie pétrolière	105,8	83,7	100,0	102,8	127,0	109,5	114,3	135,0	102,6	111,4	117,6	117,7	124,9	148,2	138,5	125,7	111,6
Verres et glaces	136,1	130,7	100,0	127,8	130,6	136,2	145,1	163,2	133,3	150,8	136,3	161,1	178,8	169,0	143,2	165,1	147,7
Produits agricoles	91,1	92,3	100,0	103,5	106,4	114,0	133,4	145,3	130,5	136,7	137,5	136,9	137,1	146,1	136,7	171,6	139,9
Ciments	152,6	151,7	100,0	148,0	216,1	244,2	250,1	259,9	144,8	287,4	287,2	267,2	234,3	276,1	287,9	243,3	207,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	124,2	118,2	100,0	106,8	106,8	111,7	109,1	109,6	76,1	125,9	113,5	122,0	113,5	131,7	98,4	96,0	80,7
Carrières	101,7	109,8	100,0	107,2	105,7	96,4	101,4	111,6	77,1	110,6	104,4	111,3	106,3	123,9	108,1	108,2	95,5
Céramiques	117,8	111,9	100,0	112,1	130,8	144,5	146,2	152,2	123,5	152,9	140,5	161,5	152,8	162,4	138,3	157,3	128,8
Bois et meubles	114,0	107,4	100,0	116,6	106,7	114,5	119,3	127,4	105,5	124,3	105,8	133,3	133,4	132,1	112,3	136,7	128,3
Peaux, cuirs et chaussures .	109,4	118,9	100,0	103,9	96,4	90,2	90,7	90,3	93,8	102,7	77,1	91,3	91,4	92,1	82,9	96,3	84,5
Papier et livres	117,6	119,5	100,0	122,4	125,3	132,8	145,2	150,3	139,4	143,8	139,2	158,7	154,3	151,7	141,0	152,2	150,3
Tabacs manufacturés	78,7	100,8	100,0	96,6	100,6	108,4	113,9	112,6	110,9	117,7	98,3	124,3	127,6	105,6	103,8	112,9	123,2
Caoutchouc	80,4	92,7	100,0	99,7	107,1	110,3	115,9	119,3	113,8	118,4	106,1	123,2	130,9	119,4	104,4	122,3	119,4
Industries alimentaires	95,0	102,8	100,0	117,2	126,8	138,5	151,2	159,2	141,4	154,3	148,1	160,0	160,3	158,0	153,8	169,8	192,2
Divers	92,1	104,3	100,0	115,6	108,1	104,5	107,6	109,8	107,4	112,5	105,2	123,5	120,3	111,9	94,9	116,1	118,4
Ensemble ...	106,1	108,3	100,0	112,5	116,4	120,5	129,1	133,1	128,5	132,1	116,0	137,7	141,4	137,9	116,3	135,2	128,6

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	+ 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	16,03	15,08	- 0,95
1976	25,53	24,51	- 1,02	18,55	22,18	+ 3,63	20,07	17,88	- 2,19
1977	26,81	25,13	- 1,68	19,18	21,39	+ 2,21	20,44	18,83	- 1,61
1978	29,23	26,83	- 2,40	20,81	22,37	+ 1,56	20,83	19,32	- 1,51
1979	32,85	31,10	- 1,75	23,28	26,47	+ 3,19	24,78	22,35	- 2,43
1980	34,35	33,43	- 0,92	25,24	30,52	+ 5,28	28,60	23,88	- 4,72
1980 1 ^{er} trimestre	37,82	35,50	- 2,32	27,34	32,60	+ 5,26	31,81	25,00	- 6,81
2 ^e trimestre	35,21	35,78	+ 1,57	26,58	29,84	+ 3,26	27,64	25,51	- 2,13
3 ^e trimestre	30,65	29,96	- 0,69	21,93	25,79	+ 3,86	24,65	21,12	- 3,53
4 ^e trimestre	33,71	32,49	- 1,22	25,10	33,83	+ 8,73	30,31	23,91	- 6,40
1981 1 ^{er} trimestre	34,50	32,39	- 2,11	26,64	31,88	+ 5,24	32,52	23,58	- 8,94
1980 4 premiers mois	37,67	36,24	- 1,43	27,49	32,46	+ 4,97	31,50	25,69	- 5,81
5 premiers mois	36,78	35,97	- 0,81	26,85	31,52	+ 4,67	30,25	25,32	- 4,93
6 premiers mois	36,51	35,64	- 0,87	26,96	31,22	+ 4,26	29,73	25,25	- 4,48
7 premiers mois	35,41	34,97	- 0,44	26,36	31,01	+ 4,65	28,50	24,34	- 4,16
8 premiers mois	34,43	33,88	- 0,55	25,36	29,35	+ 3,99	27,81	23,81	- 4,00
9 premiers mois	34,56	33,74	- 0,82	25,28	29,41	+ 4,13	28,03	23,88	- 4,15
10 premiers mois	34,84	33,89	- 0,95	25,53	30,05	+ 4,52	28,21	24,09	- 4,12
11 premiers mois	34,50	33,57	- 0,93	25,23	30,17	+ 4,94	28,42	23,88	- 4,54
12 mois	34,35	33,43	- 0,92	25,24	30,52	+ 5,28	28,60	23,88	- 4,72
1981 1 ^{er} mois	30,42	29,34	- 1,08	22,92	30,00	+ 7,08	30,02	20,53	- 9,49
2 premiers mois	32,14	30,44	- 1,70	25,21	30,76	+ 5,55	32,44	22,83	- 9,61
3 premiers mois	34,50	32,39	- 2,11	26,64	31,88	+ 5,24	32,52	23,58	- 8,94
4 premiers mois	35,41	33,30	- 2,11	26,83	31,99	+ 5,16	33,56	24,33	- 9,23
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,42	53,02	+ 2,60
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,38	62,13	- 1,25
1976	4,36	5,00	+ 0,64	7,68	6,36	- 1,32	77,15	77,73	+ 0,58
1977	4,79	4,91	+ 0,12	9,40	7,67	- 1,73	81,63	79,81	- 1,82
1978	5,10	5,38	+ 0,28	10,65	8,48	- 2,17	87,82	84,08	- 3,74
1979	6,04	7,31	+ 1,27	11,79	11,21	- 0,58	99,16	100,54	+ 1,38
1980	6,27	8,68	+ 2,41	14,10	13,33	- 0,77	110,02	112,19	+ 2,17
1980 1 ^{er} trimestre	6,92	9,33	+ 2,41	16,47	17,37	+ 0,90	121,67	122,17	+ 0,50
2 ^e trimestre	6,46	9,31	+ 2,85	14,00	14,28	+ 0,28	111,52	117,27	+ 5,75
3 ^e trimestre	5,99	7,26	+ 1,27	11,89	10,03	- 1,86	96,43	96,16	- 0,27
4 ^e trimestre	5,70	8,83	+ 3,13	14,06	11,66	- 2,40	110,45	113,17	+ 2,72
1981 1 ^{er} trimestre	6,33	9,36	+ 3,03	15,98	12,12	- 3,86	117,71	112,51	- 5,20
1980 4 premiers mois	6,83	9,61	+ 2,78	16,00	17,17	+ 1,17	120,87	123,66	+ 2,79
5 premiers mois	6,71	9,42	+ 2,71	15,70	16,44	+ 0,74	117,67	121,09	+ 3,42
6 premiers mois	6,69	9,32	+ 2,63	15,23	15,82	+ 0,59	116,59	119,72	+ 3,13
7 premiers mois	6,65	9,16	+ 2,51	14,59	15,19	+ 0,60	112,93	117,04	+ 4,11
8 premiers mois	6,54	8,64	+ 2,10	14,12	14,38	+ 0,26	109,67	112,38	+ 2,71
9 premiers mois	6,45	8,63	+ 2,18	14,12	13,89	- 0,23	109,87	111,87	+ 2,00
10 premiers mois	6,47	8,81	+ 2,34	14,15	13,69	- 0,46	110,64	112,90	+ 2,26
11 premiers mois	6,35	8,74	+ 2,39	14,15	13,51	- 0,64	110,09	112,18	+ 2,09
12 mois	6,27	8,68	+ 2,41	14,10	13,33	- 0,77	110,02	112,19	+ 2,17
1981 1 ^{er} mois	5,22	8,23	+ 3,01	13,91	10,07	- 3,84	104,00	101,30	- 2,70
2 premiers mois	5,81	8,92	+ 3,11	15,34	11,05	- 4,29	112,54	107,07	- 5,47
3 premiers mois	6,33	9,36	+ 3,03	15,98	12,12	- 3,86	117,71	112,51	- 5,20
4 premiers mois	6,37	9,14	+ 2,77	15,42	12,33	- 3,09	119,31	114,44	- 4,87

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1973	4,03	4,07	+ 0,04	0,87	0,65	- 0,22	3,23	1,49	- 1,74
1974	6,29	5,13	- 1,16	1,11	0,71	- 0,40	7,84	2,21	- 5,63
1975	5,97	3,60	- 2,37	1,29	0,47	- 0,82	7,11	3,40	- 3,71
1976	6,98	3,75	- 3,23	1,79	0,57	- 1,22	8,51	4,16	- 4,35
1977	7,27	4,72	- 2,55	1,92	0,50	- 1,42	10,14	5,51	- 4,63
1978	7,34	4,85	- 2,49	2,11	0,74	- 1,37	8,85	5,76	- 3,09
1979	9,92	5,15	- 4,77	2,49	0,84	- 1,65	10,95	5,65	- 5,30
1980	13,39	5,26	- 8,13	3,49	0,77	- 2,72	16,05	7,28	- 8,77
1980 1 ^{er} trimestre	16,05	6,59	- 9,46	3,12	0,88	- 2,24	18,27	7,44	-10,83
2 ^e trimestre	12,86	4,93	- 7,93	3,39	0,86	- 2,53	16,66	6,94	- 9,72
3 ^e trimestre	11,72	4,25	- 7,47	3,52	0,68	- 2,84	14,05	7,15	- 6,90
4 ^e trimestre	12,92	5,29	- 7,63	3,94	0,66	- 3,28	15,23	7,58	- 7,65
1981 1 ^{er} trimestre	13,08	5,66	- 7,42	5,32	0,85	- 4,47	16,93	8,31	- 8,62
1980 4 premiers mois	15,50	6,28	- 9,22	3,32	0,89	- 2,43	17,67	7,78	- 9,89
5 premiers mois	14,78	5,99	- 8,79	3,20	0,86	- 2,34	17,52	7,53	- 9,99
6 premiers mois	14,45	5,76	- 8,69	3,25	0,87	- 2,38	17,47	7,19	-10,28
7 premiers mois	14,16	5,56	- 8,60	3,36	0,85	- 2,51	16,73	7,27	- 9,46
8 premiers mois	13,63	5,28	- 8,35	3,29	0,82	- 2,47	16,22	7,04	- 9,18
9 premiers mois	13,54	5,26	- 8,28	3,34	0,81	- 2,53	16,33	7,18	- 9,15
10 premiers mois	13,66	5,31	- 8,35	3,40	0,80	- 2,60	16,05	7,26	- 8,79
11 premiers mois	13,40	5,32	- 8,08	3,43	0,78	- 2,65	15,83	7,27	- 8,56
12 mois	13,39	5,26	- 8,13	3,49	0,77	- 2,72	16,05	7,28	- 8,77
1981 1 ^{er} mois	12,62	5,55	- 7,07	4,76	0,65	- 4,11	18,94	8,43	-10,51
2 premiers mois	12,98	5,46	- 7,52	4,68	0,77	- 3,91	16,05	7,68	- 8,37
3 premiers mois	13,08	5,66	- 7,42	5,32	0,85	- 4,47	16,93	8,31	- 8,62
4 premiers mois	13,73	6,10	- 7,63	5,32	0,87	- 4,45	17,14	8,51	- 8,63

Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1973	61,33	64,79	+ 3,46	8,58	5,66	- 2,92	1,42	1,73	+ 0,31
1974	79,61	79,57	- 0,04	15,03	8,63	- 6,40	2,03	2,86	+ 0,83
1975	79,45	75,62	- 3,83	12,71	8,89	- 3,82	2,04	2,78	+ 0,74
1976	95,65	92,48	- 3,17	16,29	9,54	- 6,75	2,09	2,73	+ 0,64
1977	100,54	96,68	- 3,86	17,77	12,03	- 5,74	2,28	2,44	+ 0,16
1978	107,98	100,54	- 7,44	16,82	13,22	- 3,60	2,29	2,85	+ 0,56
1979	125,65	120,52	- 5,13	20,14	13,94	- 6,20	2,80	3,13	+ 0,33
1980	143,22	135,83	- 7,39	26,83	16,62	-10,21	4,50	3,55	- 0,95
1980 1 ^{er} trimestre	156,85	148,06	- 8,79	29,41	16,79	-12,62	4,29	3,58	- 0,71
2 ^e trimestre	143,37	140,35	- 3,02	27,48	16,22	-11,26	3,92	3,72	- 0,20
3 ^e trimestre	126,28	116,86	- 9,42	23,93	15,72	- 8,21	4,20	3,01	- 1,19
4 ^e trimestre	146,40	138,05	- 8,35	26,50	17,73	- 8,77	5,60	3,88	- 1,72
1981 1 ^{er} trimestre	154,50	135,71	-18,79	28,93	17,41	-11,52	4,28	3,69	- 0,59
1980 4 premiers mois	155,95	149,47	- 6,48	28,67	17,21	-11,46	4,37	3,70	- 0,67
5 premiers mois	151,59	145,94	- 5,65	28,57	17,10	-11,47	4,14	3,64	- 0,50
6 premiers mois	150,11	144,20	- 5,91	28,44	16,50	-11,94	4,10	3,65	- 0,45
7 premiers mois	146,16	141,06	- 5,10	27,53	16,45	-11,08	4,14	3,65	- 0,49
8 premiers mois	141,91	135,57	- 6,34	26,81	15,87	-10,94	4,04	3,49	- 0,55
9 premiers mois	142,17	135,09	- 7,08	26,94	16,24	-10,70	4,14	3,44	- 0,70
10 premiers mois	143,54	136,26	- 7,28	26,81	16,33	-10,48	4,28	3,48	- 0,80
11 premiers mois	142,94	135,68	- 7,26	26,64	16,33	-10,31	4,41	3,51	- 0,90
12 mois	143,22	135,83	- 7,39	26,83	16,62	-10,21	4,50	3,55	- 0,95
1981 1 ^{er} mois	138,36	121,38	-16,98	29,94	17,04	-12,90	4,88	3,07	- 1,81
2 premiers mois	147,45	128,55	-18,90	28,31	16,36	-11,95	4,66	3,75	- 0,91
3 premiers mois	154,50	135,71	-18,79	28,93	17,41	-11,52	4,28	3,69	- 0,59
4 premiers mois	157,30	138,33	-18,97	29,11	18,03	-11,08	4,57	4,04	- 0,53

1 Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Vénézuéla, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.) Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1970.

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 p		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 6,6	- 30,0	- 68,6	- 115,5	- 93,9	- 145,2	1.657,1	1.839,8	- 182,7
1.12 Travail à façon	+ 16,9	+ 15,8	+ 21,4	+ 40,9	+ 44,8	+ 47,4	70,7	33,0	+ 37,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 13,9	+ 16,8	+ 21,5	+ 25,7	+ 8,7	+ 18,5	13,4	—	+ 13,4
1.2 Frets ²	+ 3,7	+ 6,7	+ 7,9	+ 8,0	+ 9,7	+ 11,4	96,4	78,8	+ 17,6
1.3 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	- 0,5	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 0,9	- 0,6	2,0	2,6	- 0,6
1.4 Autres frais de transport	- 0,5	+ 0,7	+ 0,1	+ 2,5	- 0,4	- 0,2	54,4	55,4	- 1,0
1.5 Déplacements à l'étranger	- 17,9	- 20,1	- 22,7	- 26,1	- 34,2	- 39,2	52,9	95,6	- 42,7
1.6 Revenus d'investissements	+ 12,1	+ 16,4	+ 23,3	+ 19,2	+ 19,6	+ 10,4	521,6	523,8	- 2,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 13,2	+ 15,1	+ 17,0	+ 22,7	+ 25,2	+ 24,5	42,1	13,0	+ 29,1
1.8 Autres :									
1.81 Travailleurs frontaliers	+ 5,1	+ 5,5	+ 5,9	+ 5,8	+ 5,4	+ 5,0	17,7	14,0	+ 3,7
1.82 Autres	+ 0,4	+ 4,3	+ 12,0	+ 14,4	+ 5,6	- 1,1	147,9	152,9	- 5,0
Total 1 ...	+ 39,8	+ 30,7	+ 17,4	- 3,1	- 10,4	- 69,1	2.676,2	2.808,9	- 132,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,6	- 3,0	- 6,4	- 6,5	- 5,7	- 9,8	20,6	31,8	- 11,2
2.2 Transferts publics	- 15,2	- 18,5	- 12,6	- 16,4	- 14,7	- 16,0	27,2	55,1	- 27,9
Total 2 ...	- 14,6	- 21,5	- 19,0	- 22,9	- 20,4	- 25,8	47,8	86,9	- 39,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,5	- 1,5	- 1,2	- 0,6	- 0,6	- 1,3	—	3,6	- 3,6
3.112 Autres opérations	- 0,9	+ 0,6	+ 0,2	+ 2,1	+ 17,4	+ 10,0	72,8	40,6	+ 32,2
3.12 Avoirs	- 1,5	- 3,3	- 2,1	- 1,7	- 4,2	- 4,4	...	3,1	- 3,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	2,0	...	+ 2,0
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 3,9	- 4,2	- 3,1	- 0,2	+ 12,6	+ 4,3	74,8	47,3	+ 27,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ⁵	+ 10,8	+ 15,3	- 10,1	+ 11,8	- 10,5	+ 0,7	14,2	—	+ 14,2
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 1,1	+ 1,5	+ 0,2	- 0,6	...	+ 7,2	6,2	0,7	+ 5,5
4.22 Intermédiaires financiers du sect. public	- 2,1	- 1,7	+ 8,9	+ 3,7	- 4,3	+ 24,3	50,2	2,9	+ 47,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 15,4	- 36,1	- 12,9	- 18,1	- 24,7	- 13,7	—	23,4	- 23,4
4.2312 Investissements directs ...	- 14,5	- 5,5	- 11,3	- 12,7	- 11,4	- 32,8	25,8	27,6	- 1,8
4.2313 Immeubles	- 3,8	- 3,0	- 2,2	- 3,9	- 6,1	- 6,1	2,8	7,6	- 4,8
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 12,6	- 3,2	- 17,8	- 17,1	- 12,1	- 33,4	—	56,1	- 56,1
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 2,9	+ 1,6	+ 0,6	+ 5,0	+ 2,1	+ 1,8	—	0,9	- 0,9
4.2322 Investissements directs ...	+ 41,8	+ 33,9	+ 30,6	+ 40,0	+ 40,8	+ 29,5	48,6	6,1	+ 42,5
4.2323 Immeubles	+ 2,1	+ 1,4	+ 2,5	+ 5,7	+ 4,1	+ 3,5	4,8	1,9	+ 2,9
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 1,0	+ 4,7	+ 9,0	+ 2,5	- 1,8	+ 1,8	29,2	—	+ 29,2
Total 4 ...	+ 5,5	+ 8,9	- 2,5	+ 16,3	- 23,9	- 17,2	181,8	127,2	+ 54,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 3,7	+ 11,2	+ 4,4	+ 11,2	+ 10,9	- 10,0	15,7	—	+ 15,7
Total 1 à 5 ...	+ 30,5	+ 25,1	- 2,8	+ 1,3	- 31,2	- 117,8	2.996,3	3.070,3	- 74,0
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	+ 5,9	+ 0,7	+ 2,6	+ 9,2	- 1,4	+ 7,8	—	—	+ 13,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	+ 2,6	- 6,2	+ 3,6	- 3,7	- 10,5	- 32,4	—	—	- 62,5
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 13,9	+ 12,0	+ 14,2	- 1,9	- 9,2	- 57,7	—	—	- 39,9
6.22 Organismes divers	+ 0,6	+ 0,4	- 0,5	...	+ 0,1	- 0,4	—	—	+ 2,2
6.23 B.N.B. ⁶	+ 7,5	+ 18,2	- 22,7	- 2,3	- 10,2	- 35,1	—	—	+ 11,2
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	(+ 4,5)	(4,5)	—	(+ 4,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges lesquels sont comptabilisés à la rubrique 0.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1979				1980 p				1981 p
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	-28,2	-34,7	-32,6	-49,7	-40,1	-48,6	-53,0	-41,0	-55,6
1.12 Travail à façon	+13,3	+13,0	+13,4	+7,7	+9,8	+11,1	+10,0	+6,8	+11,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+5,9	+6,3	+2,4	+3,9	+7,6	+5,4	+7,0	+6,6	+11,0
1.2 Frets ²	+3,5	+2,6	+2,6	+2,7	+3,5	+4,3	+5,0	+4,8	+4,1
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	-0,1	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,2
1.4 Autres frais de transport	-0,4	-1,2	-0,5	+1,9	+1,7	...	-1,2	-1,5	-0,7
1.5 Déplacements à l'étranger	-6,8	-10,7	-17,5	-4,2	-9,4	-12,5	-17,6	-3,2	-10,0
1.6 Revenus d'investissements	+4,3	+2,2	+2,5	+1,4	-1,7	-1,8	+3,3	-2,0	+1,8
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+5,8	+6,5	+6,3	+5,9	+6,9	+6,7	+8,5	+7,0	+7,6
1.8 Autres :									
1.81 Travailleurs frontaliers	+1,4	+1,4	+1,5	+0,7	+1,3	+0,5	+1,2	+0,7	+1,2
1.82 Autres	-0,7	+1,6	-1,0	-1,0	-0,5	-0,7	-0,6	-3,2	+2,1
Total 1 ...	-2,0	-13,2	-23,0	-30,9	-21,1	-35,8	-37,5	-38,3	-27,2
Transferts :									
2.1 Transferts privés	-1,8	-3,1	-2,6	-2,3	-3,4	-3,0	-2,3	-2,5	-2,7
2.2 Transferts publics	-3,9	+0,8	-6,8	-6,1	-8,5	-7,7	-6,1	-5,6	-9,7
Total 2 ...	-5,7	-2,3	-9,4	-8,4	-11,9	-10,7	-8,4	-8,1	-12,4
Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	-0,1	-1,1	...	-0,1	-0,3	-3,2	...	-0,1	-1,8
3.112 Autres opérations	+1,4	+2,6	+1,0	+5,0	+2,3	+21,2	+12,4	-3,7	+32,0
3.12 Avoirs	-0,8	-0,7	-0,5	-2,4	-0,5	-0,5	-1,3	-0,8	-0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	+2,0	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	+0,5	+0,8	+0,5	+2,5	+1,5	+17,5	+13,1	-4,6	+30,1
Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ⁵	-1,8	-4,0	-3,7	+10,2	-10,3	+2,5	+7,9	+14,1	-3,2
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation :									
4.211 Intermédiaires financiers du secteur public	+0,1	+0,1	+0,5	+6,5	+0,5	+1,4	+0,2	+3,4	+4,9
4.22 Secteur privé :									
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Val. mobilières	-6,4	-3,6	-4,1	+0,4	-0,5	-9,0	-8,7	-5,2	-8,7
4.2312 Invest. directs	-6,6	-2,0	-4,4	-19,8	+4,7	+5,0	+1,6	-13,1	+1,8
4.2313 Immeubles	-1,5	-1,5	-1,4	-1,7	-1,4	-1,3	-1,1	-1,0	-1,2
4.2314 Autres	-3,1	-6,1	-11,2	-13,0	-22,9	-18,3	-6,2	-8,7	-17,1
4.232 Investis. et placements étrang. en U.E.B.L. :									
4.2321 Val. mobilières .....	...	-0,5	+1,4	+0,9	+0,5	+0,1	-0,3	-1,2	-0,7
4.2322 Invest. directs	+6,6	+5,4	+4,6	+12,9	+7,6	+10,2	+10,3	+14,4	+8,6
4.2323 Immeubles	+1,1	+0,9	+1,1	+0,4	+1,0	+0,6	+0,6	+0,7	+0,2
4.2324 Autres	-0,2	+3,6	-0,1	-1,5	+5,7	+8,5	-3,3	+18,3	+10,4
Total 4 ...	-9,9	+0,7	-7,8	-0,2	+5,8	+16,7	+8,3	+23,8	-4,5
5. Erreurs et omissions	-8,2	+4,6	-3,0	-3,4	+4,0	-4,5	+1,9	+14,3	+17,5
Total 1 à 5 ...	-25,3	-9,4	-42,7	-40,4	-21,7	-16,8	-22,6	-12,9	+3,5
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges :									
6.2 Mouvem. des avoirs extér. nets des organismes principal. monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. .	-32,1	+20,0	+5,4	-25,7	+20,5	-52,5	-22,1	-8,0	+35,4
6.212 Monnaies étrangères ⁶	-5,0	-25,7	-19,1	-7,9	-17,5	-11,2	-5,9	-4,9	+9,0
6.22 Organismes divers	-0,3	-0,1	+0,1	-0,1	+0,2	-0,2	+0,4	+2,0	+1,2
6.23 B.N.B. ⁶	+10,6	-7,5	-29,3	-8,9	-27,8	+43,8	+2,3	-6,5	-39,8
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	(+4,5)	-	-	-	(+4,5)	-	-	-	(+4,4)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau correspondant des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1980			1981		
	4 ^e trimestre p			1 ^{er} trimestre p		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Opérations sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations ¹	429,4	470,4	-41,0	440,9	496,5	-55,6
1.12 Travail à façon	17,0	10,2	+ 6,8	20,8	9,3	+11,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	6,6	- 6,6	11,0	—	+11,0
1.2 Frets ²	25,2	20,4	+ 4,8	26,1	22,0	+ 4,1
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,6	0,7	- 0,1	0,5	0,7	- 0,2
1.4 Autres frais de transport	13,7	15,2	- 1,5	14,4	15,1	- 0,7
1.5 Déplacements à l'étranger	11,3	14,5	- 3,2	12,8	22,8	-10,0
1.6 Revenus d'investissements	144,7	146,7	- 2,0	178,0	176,2	+ 1,8
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	10,2	3,2	+ 7,0	10,8	3,2	+ 7,6
1.8 Autres :						
1.81 Travailleurs frontaliers	4,4	3,7	+ 0,7	4,4	3,2	+ 1,2
1.82 Autres	41,0	44,2	- 3,2	43,9	41,8	+ 2,1
Total 1 ...	697,5	735,8	-38,3	763,6	790,8	-27,2
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	5,4	7,9	- 2,5	5,8	8,5	- 2,7
2.2 Transferts publics	7,8	13,4	- 5,6	5,3	15,0	- 9,7
Total 2 ...	13,2	21,3	- 8,1	11,1	23,5	-12,4
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat ³ :						
3.11 Engagements :						
3.111 Amortissements contractuels	—	0,1	- 0,1	—	1,8	- 1,8
3.112 Autres opérations	7,2	10,9	- 3,7	45,5	13,5	+32,0
3.12 Avoirs .....	...	0,8	- 0,8	...	0,1	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :						
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	7,2	11,8	- 4,6	45,5	15,4	+30,1
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ⁵	14,1	—	+14,1	—	3,2	- 3,2
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	3,6	0,2	+ 3,4	5,3	0,4	+ 4,9
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public	3,5	1,4	+ 2,1	1,0	0,5	+ 0,5
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiffres nets)	—	5,2	- 5,2	—	8,7	- 8,7
4.2312 Investissements directs	1,6	14,7	-13,1	6,1	4,3	+ 1,8
4.2313 Immeubles	0,9	1,9	- 1,0	0,8	2,0	- 1,2
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	8,7	- 8,7	—	17,1	-17,1
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiffres nets)	—	1,2	- 1,2	—	0,7	- 0,7
4.2322 Investissements directs	16,2	1,8	+14,4	9,8	1,2	+ 8,6
4.2323 Immeubles	1,1	0,4	+ 0,7	0,5	0,3	+ 0,2
4.2324 Autres (chiffres nets)	18,3	—	+18,3	10,4	—	+10,4
Total 4 ...	59,3	35,5	+23,8	33,9	38,4	- 4,5
5. Erreurs et omissions (nettes)	14,3	—	+14,3	17,5	—	+17,5
Total 1 à 5 ...	791,5	804,4	-12,9	871,6	868,1	+ 3,5
6. Financement du total :						
6.1 Refinancement, en dehors des organismes principalement monétaires, de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges ...	—	—	+ 4,5	—	—	+ 0,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	- 8,0	—	—	+35,4
6.212 Monnaies étrangères ⁶	—	—	- 4,9	—	—	+ 9,0
6.22 Organismes divers	—	—	+ 2,0	—	—	- 1,2
6.23 B.N.B. ⁶	—	—	- 6,5	—	—	-39,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	(4,4)	—	(+4,4)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁵ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁶ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

Le tableau IX-4 « Balance résumée des paiements » n'est pas publié lorsque les chiffres les plus récents ont trait au dernier mois d'un trimestre civil. Dans ce cas, ceux-ci sont additionnés à ceux des deux mois précédents et repris aux tableaux IX-2 et 3.

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME ***

(milliards de francs)

N.B. : Les chiffres du présent tableau, étant sur base des transactions, ne sont pas comparables à ceux qui figuraient dans le tableau IX-4 des Bulletins antérieurs à janvier 1979.

	1977	1978	1979	1980 p	1980 p				1981
					1er tri- mestre	2e tri- mestre	3e tri- mestre	4e tri- mestre	1er tr mestr
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	- 3,1	-10,4	-69,1	-132,7	-21,1	-35,8	-37,5	-38,3	-27
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	-22,9	-20,4	-25,8	-39,1	-11,9	-10,7	- 8,4	- 8,1	-12
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	- 0,2	+12,6	+ 4,3	+27,5	+ 1,5	+17,5	+13,1	- 4,6	+30
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	- 1,6	...	+36,0	+69,4	+34,4	+17,1	+ 1,3	+16,6	+17
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B. ....	...	-11,9	- 7,7	+17,2	+17,3	- 1,2	+ 1,1	...	+ 2
4. Mouvement des crédits commerciaux :									
4.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des crédits consentis à des non-résidents et mobilisés auprès des banques belges	-19,4	-10,4	-22,1	-16,3	-12,9	+ 2,9	+ 2,3	- 8,6	- 3
4.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus des non-résidents	+11,8	-10,5	+ 0,7	+14,2	-10,3	+ 2,5	+ 7,9	+14,1	- 3
5. Mouvement des autres capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
5.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+ 4,5	-13,4	-17,9	+40,4	+16,1	+14,2	+ 0,4	+ 9,7	- 1
5.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
5.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
5.211 Créances en monnaies étrangères	-19,4	-10,6	-43,9	-57,1	-23,1	-19,0	+ 5,1	-20,1	-49
5.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-82,0	-21,1	- 1,5	-46,6	-43,6	+23,8	- 5,4	-21,4	-34
5.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
5.221 Endettement en monnaies étrangères	+29,6	+12,5	+55,2	+49,6	- 3,4	+26,2	+10,4	+16,4	+39
5.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+87,8	+38,0	+ 4,9	+65,5	+37,1	- 5,4	+ 2,6	+31,2	+14
6. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :									
6.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 6,1	+14,0	+42,6	+66,2	-16,1	+53,3	+18,4	+10,6	-38
6.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 8,5	- 6,2	-14,1	-16,0	+12,2	-21,5	+ 3,7	-10,4	+16
7. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
7.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	- 6,4	+17,7	+11,9	- 6,6	+21,6	-16,6	- 7,3	- 4,3	- 0
7.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	+ 2,7	-10,7	+10,7	- 2,9	- 5,7	+ 3,1	- 0,9	+ 0,6	- 5
8. Erreurs et omissions :									
8.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+11,2	+10,9	-10,0	+15,7	+ 4,0	- 4,5	+ 1,9	+14,3	+17
8.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	+ 1,2	- 7,9	+ 6,6	- 4,2	- 2,1	+ 0,1	+ 1,6	- 3,8	- 4
Total 1 à 8 ...	- 8,6	-27,8	-39,2	+44,2	- 6,0	+46,0	+10,3	- 6,1	-44
9. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
9.1 Encaisse en or	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,2	...	...	...	...	...	...
9.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	- 0,9	- 6,4	- 4,3	- 3,9	- 0,7	- 1,6	- 1,2	- 0,4	- 1
9.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M.	-23,9	- 4,9	- 1,1	+27,8	+27,8	...	...	...	...
9.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
9.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+15,9	- 2,3	-26,0	+ 3,3	-51,2	+49,7	+10,9	- 6,1	-46
9.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme .....	...	-11,9	- 7,7	+16,6	+17,3	- 1,2	+ 1,1	- 0,6	+ 2
9.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
9.51 Avoirs au comptant ⁶	- 0,1	- 2,5	- 0,3	- 0,2	+ 0,8	- 0,9	- 0,5	+ 0,4	+ 1
9.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	...	...	...	+ 0,6	...	...	...	+ 0,6	- 0

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la B.N.B. ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables qui résultent des modifications dans les cours de change entre le franc belge et les monnaies étrangères.

¹ Autres que les organismes principalement monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 5.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocation.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui figurent sous la rubrique 4.1.

**IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS
D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS ¹**

(en pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paievements d'importations										
1973	28,9	19,6	12,2	7,0	7,0	2,5	0,2	77,4	18,8	3,8
1974	27,6	20,0	11,0	7,7	5,8	2,2	0,2	74,5	21,3	4,2
1975	26,9	19,7	11,5	8,0	5,9	2,3	0,3	74,6	20,8	4,6
1976	26,5	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	70,4	25,1	4,5
1977	27,3	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,7	26,2	4,1
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1979 3 premiers mois	28,9	18,5	10,8	8,5	4,7	1,9	0,3	73,6	22,1	4,3
6 premiers mois	28,5	18,4	10,7	8,4	4,8	1,9	0,4	73,1	22,7	4,2
9 premiers mois	28,5	18,2	10,4	8,2	5,0	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980 3 premiers mois	27,7	16,2	10,2	8,4	4,4	1,7	0,3	68,9	27,5	3,6
6 premiers mois	27,7	16,4	10,4	8,2	4,5	1,8	0,3	69,3	27,0	3,7
9 premiers mois	27,8	16,9	10,6	8,2	4,4	1,9	0,3	70,1	26,0	3,9
1981 3 premiers mois	27,1	15,9	10,0	8,5	3,1	1,7	0,3	66,6	28,7	4,7
Recettes d'exportations										
1973	49,9	17,4	11,3	6,6	2,0	1,1	0,1	88,4	9,7	1,9
1974	53,0	16,4	10,6	6,7	2,2	0,9	0,2	90,0	8,2	1,8
1975	50,9	16,3	10,9	6,5	2,5	0,9	0,2	88,2	10,0	1,8
1976	47,8	17,4	11,1	6,6	1,9	1,2	0,2	86,2	12,0	1,8
1977	45,8	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	83,5	14,6	1,9
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1979 3 premiers mois	43,9	17,9	12,6	7,2	2,2	1,8	0,3	85,9	11,6	2,5
6 premiers mois	43,3	17,7	12,6	7,1	2,5	2,1	0,3	85,6	12,1	2,3
9 premiers mois	42,5	17,6	12,9	7,2	2,6	2,1	0,3	85,2	12,5	2,3
1980 3 premiers mois	40,7	17,6	13,8	7,4	2,9	2,4	0,3	85,1	12,7	2,2
6 premiers mois	40,4	17,3	13,5	7,3	2,8	2,4	0,3	84,0	13,8	2,2
9 premiers mois	41,0	17,2	13,8	7,3	2,9	2,4	0,3	84,9	12,9	2,2
1981 3 premiers mois	40,6	16,9	13,1	7,0	2,9	2,2	0,3	83,0	14,2	2,8

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et, depuis le 1^{er} décembre 1977, des transactions sur diamant.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n^o 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n^o 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance

des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIVE année, tome I, n^o 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LIVE année, tome II, n^o 4 octobre 1979 : « La Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur la base des transactions : statistiques rétrospectives de 1970 à 1978 et aperçu méthodologique » ; LVE année, tome II, n^o 6 décembre 1980 : « La Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1979 sur la base des transactions ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres annuels
(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 lires italiennes	1 dollar canadien	1 florin Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1973 ¹	44,05	13,83	—	8,70	104,06	7,54	44,08	13,74	9,31	11,92	69,41	6,42	191,33	6,69	10,57	164,90	88,10	—
1973 ²	40,35	13,85	—	8,76	99,30	7,09	40,63	13,81	9,00	12,29	68,44	6,43	192,10	6,71	10,33	159,90	80,69	—
1973 ³	38,05	14,23 ⁴ 15,17 ⁵	—	8,76	93,72	6,53	38,03	13,75 ⁶ 14,48 ⁷	8,87	12,37	66,36	6,46	194,99 ⁸ 205,99 ⁹	6,74 ¹⁰ 7,11 ¹¹	10,15	160,66	76,10	—
1974	38,95	15,06	13,39	8,68 ¹² 8,07 ¹³	91,09	5,99	39,84	14,49	8,78	13,10	67,62	6,40	208,83	7,05	10,34	154,72	77,91	—
1975	36,80	14,95	12,41	8,58	81,45	5,64	36,19	14,54	8,86	14,24	64,10	6,41	211,50	7,04	10,01	145,24	73,61	—
1976	38,60	15,34 ¹⁴ 15,31 ¹⁵	13,04	8,76 ¹⁶ 7,93 ¹⁷	69,85	4,67	39,17	14,61	8,89 ¹⁴ 8,76 ¹⁵	15,45	65,76 ¹⁸ 56,91 ¹⁹	6,42 ¹⁴ 6,25 ¹⁵	215,39	7,10 ¹⁴ 7,00 ¹⁵	10,01	128,71	78,49 ²⁰ 44,25 ²¹	—
1977	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,71 ²² 8,21 ²³ 7,31 ²⁴	14,95	52,88 ²⁵ 42,00 ²⁶	6,24 ²² 5,93 ²³ 5,76 ²⁴	216,99	6,98 ²² 6,81 ²³ 6,47 ²⁴	9,64 ²⁷ 8,67 ²⁸	114,34 ²⁹ 90,69 ³⁰	41,84	—
1978	31,49	15,65 ³¹ 15,77 ³²	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,72 ³¹ 5,68 ³²	216,97	6,38 ³³ 5,98 ³⁴ 5,89 ³⁵ 5,81 ³⁶	8,19 ³³ 7,58 ³⁷	79,30 ³⁸ 68,45 ³⁹	39,56 ⁴⁰ 31,12 ⁴¹ 29,21 ⁴²	—
1979	29,31	15,92 ⁴³ 16,20 ⁴⁴	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,63 ⁴³ 5,50 ⁴⁵ 5,26 ⁴⁶	217,04 ⁴⁷ 224,86 ⁴⁸	5,79	7,54	60,16	28,57 ⁴⁹ 19,07 ⁵⁰ 14,02 ⁵¹	60,36 ⁵²
1980	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,64 ⁵³ 7,92 ⁵⁴	56,53 ⁵⁵ 58,97 ⁵⁶	13,90 ⁵⁷ 10,03 ⁵⁸	60,09

¹ Moyenne du 1er janvier au 9 février 1973.

² Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 février jusqu'au 1er mars.

³ Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

⁴ Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.

⁵ Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.

⁶ Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.

⁷ Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.

⁸ Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.

⁹ Moyenne du 1er juillet au 31 décembre 1973.

¹⁰ Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.

¹¹ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.

¹² Moyenne du 1er au 1er janvier 1974.

¹³ Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974. La cotation a été suspendue le 21 janvier.

¹⁴ Moyenne du 1er janvier au 15 octobre 1976.

¹⁵ Moyenne du 18 octobre au 31 décembre 1976.

¹⁶ Moyenne du 1er janvier au 14 mars 1976.

¹⁷ Moyenne du 15 mars au 31 décembre 1976.

¹⁸ Moyenne du 1er janvier au 6 février 1976.

¹⁹ Moyenne du 9 février au 31 décembre 1976.

²⁰ Moyenne du 1er janvier au 15 mars 1976.

²¹ Moyenne du 16 mars au 31 décembre 1976.

²² Moyenne du 1er janvier au 1er avril 1977.

²³ Moyenne du 4 avril au 26 août 1977.

²⁴ Moyenne du 29 août au 31 décembre 1977.

²⁵ Moyenne du 1er janvier au 8 juillet 1977.

²⁶ Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1977. La cotation a été suspendue le 11 juillet.

²⁷ Moyenne du 1er janvier au 4 avril 1977.

²⁸ Moyenne du 5 avril au 31 décembre 1977.

²⁹ Moyenne du 1er janvier au 27 février 1977. La cotation a été suspendue le 28 février.

³⁰ Moyenne du 1er mars au 31 décembre 1977.

³¹ Moyenne du 1er janvier au 13 octobre 1978.

³² Moyenne du 16 octobre au 31 décembre 1978.

³³ Moyenne du 1er janvier au 10 février 1978.

³⁴ Moyenne du 13 février au 13 octobre 1978.

³⁵ Moyenne du 16 octobre au 11 décembre 1978.

³⁶ Moyenne du 12 au 31 décembre 1978.

³⁷ Moyenne du 13 février au 31 décembre 1978.

³⁸ Moyenne du 1er janvier au 5 mai 1978.

³⁹ Moyenne du 8 mai au 31 décembre 1978.

⁴⁰ Moyenne du 1er janvier au 31 octobre 1978.

⁴¹ Moyenne du 10 au 27 novembre 1978. La cotation a été suspendue du 1er au 9 novembre.

⁴² Moyenne du 2^e novembre au 31 décembre 1978.

⁴³ Moyenne du 1er janvier au 21 septembre 1979.

⁴⁴ Moyenne du 24 septembre au 31 décembre 1979.

⁴⁵ Moyenne du 24 septembre au 29 novembre 1979.

⁴⁶ Moyenne du 30 novembre au 31 décembre 1979.

⁴⁷ Moyenne du 1er janvier au 6 septembre 1979.

⁴⁸ Moyenne du 7 septembre au 31 décembre 1979.

⁴⁹ Cours du 2 janvier 1979.

⁵⁰ Moyenne du 3 janvier au 27 août 1979.

⁵¹ Moyenne du 28 août au 31 décembre 1979.

⁵² Moyenne du 13 mars au 31 décembre 1979.

⁵³ Moyenne du 1er janvier au 24 mars 1980.

⁵⁴ Moyenne du 25 mars au 31 décembre 1980.

⁵⁵ Moyenne du 1er janvier au 11 février 1980.

⁵⁶ Moyenne du 12 février au 31 décembre 1980.

⁵⁷ Moyenne du 1er janvier au 22 février 1980.

⁵⁸ Moyenne du 26 février au 31 décembre 1980.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais
1979 2 ^e trim.	30,28	15,98	13,92	6,92	63,01	3,58	26,15	14,67	6,92	17,67	45,43	5,64	217,31	5,87	7,59	61,61	19,30	60,66
3 ^e trim.	29,12	16,02 ¹ 16,13 ²	13,32	6,88	65,03	3,57	24,98	14,58	6,92	17,76	44,09	5,56 ¹ 5,53 ²	218,70 ³ 223,33 ⁴	5,80	7,60	59,61	19,03 ⁵ 14,16 ⁶	60,36
4 ^e trim.	28,62	16,21	12,04	6,91	61,80	3,49	24,38	14,60	6,81	17,62	43,19	5,50 ⁷ 5,26 ⁸	225,26	5,74	7,60	57,37	13,96	60,11
1980 1 ^{er} trim.	28,77	16,23	11,83	6,94	64,82	3,49	24,72	14,74	6,82	17,31	42,76	5,20	226,36	5,82	7,64 ¹⁰ 7,96 ⁹	56,53 ¹¹ 60,19 ¹²	13,90 ¹³ 9,99 ¹⁴	60,08
2 ^e trim.	29,05	16,05	12,56	6,90	66,37	3,42	24,84	14,61	6,84	17,27	41,04	5,15	225,12	5,88	7,81	59,06	9,91	59,84
3 ^e trim.	28,44	16,01	12,95	6,90	67,74	3,37	24,56	14,69	6,85	17,42	39,45	5,18	226,03	5,88	7,81	57,85	9,85	60,28
4 ^e trim.	30,64	16,06	14,57	6,94	73,13	3,39	25,92	14,81	7,13	17,80	40,03	5,23	226,84	6,10	8,12	59,33	10,34	60,13
1981 1 ^{er} trim.	33,80	16,20	16,46	6,96	77,99	3,39 ¹⁷ 3,29 ¹⁶	28,32	14,81	7,43	17,83	40,26	5,22	228,96	6,32	8,44	61,06	11,01	59,87
2 ^e trim.	37,21	16,34	16,93	6,87	77,26	3,28	31,06	14,71	7,63	18,28	40,81	5,19	231,10	6,54	8,64	61,66	11,48 ¹⁸ 7,08 ¹⁹	59,69
1980 Juillet	27,98	16,01	12,67	6,90	66,36	3,36	24,30	14,64	6,78	17,40	39,59	5,17	225,56	5,81	7,74	57,64	9,75	60,07
Août ..	28,64	15,99	12,79	6,90	67,86	3,38	24,72	14,69	6,86	17,33	39,58	5,17	225,85	5,89	7,83	57,98	9,86	60,38
Sept. ...	28,70	16,04	13,38	6,90	68,95	3,37	24,67	14,75	6,91	17,51	39,19	5,18	226,65	5,93	7,87	57,91	9,93	60,40
Oct. ...	29,50	16,03	14,11	6,93	71,34	3,38	25,26	14,78	7,04	17,77	39,66	5,21	226,71	6,03	8,00	58,62	10,11	60,28
Nov. ...	30,85	16,06	14,48	6,94	74,02	3,39	26,03	14,82	7,17	17,85	40,32	5,23	226,75	6,15	8,15	59,46	10,39	60,07
Déc. ...	31,72	16,09	15,15	6,95	74,34	3,39	26,54	14,82	7,21	17,79	40,21	5,25	227,05	6,14	8,21	60,01	10,54	60,02
1981 Janv. .	32,28	16,08	15,98	6,96	77,64	3,39	27,12	14,80	7,27	17,75	40,10	5,23	227,14	6,17	8,30	60,26	10,71	59,97
Févr. .	34,56	16,12	16,83	6,96	79,34	3,39	28,85	14,80	7,51	17,77	40,33	5,23	227,89	6,39	8,51	61,62	11,16	59,78
Mars .	34,56	16,39	16,56	6,95	77,10	3,38 ¹⁵ 3,29 ¹⁶	29,00	14,82	7,50	17,96	40,34	5,22	231,66	6,41	8,50	61,31	11,15	59,85
Avril .	35,34	16,36	16,46	6,92	76,96	3,28	29,69	14,74	7,53	17,93	40,37	5,20	231,18	6,46	8,52	61,02	11,22	59,71
Mai ...	37,39	16,31	16,97	6,81	78,16	3,28	31,17	14,68	7,65	18,13	40,97	5,19	230,78	6,60	8,66	61,85	11,55	59,63
Juin ..	38,82	16,35	17,34	6,86	76,74	3,28	32,26	14,70	7,69	18,75	41,08	5,20	231,32	6,57	8,73	62,09	11,76 ²⁰ 7,08 ¹⁹	59,72
Juillet .	39,94	16,38	17,22	6,89	74,93	3,29	33,03	14,72	7,71	19,06	40,96	5,22	232,69	6,55	8,80	62,09	7,14	59,74

1 Moyenne du 1er juillet au 21 septembre 1979.

2 Moyenne du 24 au 30 septembre 1979.

3 Moyenne du 1er juillet au 6 septembre 1979.

4 Moyenne du 7 au 30 septembre 1979.

5 Moyenne du 1er juillet au 27 août 1979.

6 Moyenne du 28 août au 30 septembre 1979.

7 Moyenne du 1er octobre au 29 novembre 1979.

8 Moyenne du 30 novembre au 31 décembre 1979.

9 Moyenne du 25 au 31 mars 1980.

10 Moyenne du 1er janvier au 24 mars 1980.

11 Moyenne du 1er janvier au 11 février 1980.

12 Moyenne du 12 février au 31 mars 1980.

13 Moyenne du 1er janvier au 22 février 1980.

14 Moyenne du 26 février au 31 mars 1980.

15 Moyenne du 2 au 20 mars 1981.

16 Moyenne du 23 au 31 mars 1981.

17 Moyenne du 1er janvier au 20 mars 1981.

18 Moyenne du 1er avril au 19 juin 1981.

19 Moyenne du 23 au 30 juin 1981.

20 Moyenne du 1er au 19 juin 1981.

**X - 2 — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 8 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(cours en francs belges)					Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)	
1973 ²	47,82	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ³	48,67	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁴	45,90	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	46,85	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	44,64	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1976	44,56	38,60	39,48	39,61	+ 6,43	+ 5,12
1977	41,84	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1973 2 ^e trimestre	38,61	30,28	31,18	31,23	- 2,04	- 1,99
3 ^e trimestre	37,92	29,12	30,37	30,42	+ 0,44	+ 0,23
4 ^e trimestre	37,23	28,62	29,33	29,40	- 0,66	- 0,61
1980 1 ^{er} trimestre	37,49	28,77	29,59	29,64	- 0,77	- 0,91
2 ^e trimestre	37,73	29,05	29,59	29,67	+ 2,87	+ 2,94
3 ^e trimestre	37,53	28,44	28,67	28,71	+ 1,78	+ 1,86
4 ^e trimestre	39,41	30,64	30,73	30,73	- 3,98	- 3,82
1981 1 ^{er} trimestre	41,98	33,80	34,29	34,36	- 3,67	- 3,81
2 ^e trimestre	43,93	37,21	38,23	38,25	- 0,04	- 1,38
1980 Juillet	37,13	27,98	28,13	28,19	+ 3,73	+ 3,84
Août	37,60	28,64	28,92	28,96	+ 1,53	+ 1,58
Septembre	37,84	28,70	28,95	29,00	+ 0,15	+ 0,24
Octobre	38,59	29,50	29,61	29,64	- 1,45	- 1,36
Novembre	39,57	30,85	30,91	30,98	- 4,13	- 3,95
Décembre	40,19	31,72	31,80	31,82	- 6,63	- 6,41
1981 Janvier	40,92	32,28	32,35	32,40	- 5,81	- 5,66
Février	42,59	34,56	34,95	35,03	- 4,29	- 4,22
Mars	42,45	34,56	35,55	35,59	- 1,05	- 1,60
Avril	42,79	35,34	36,64	36,68	+ 2,90	+ 0,54
Mai	44,06	37,39	38,41	38,40	- 0,90	- 2,34
Juin	44,90	38,82	39,58	39,55	- 1,83	- 2,34
Juillet	45,37	39,94	41,97	41,91	+ 0,68	- 2,51

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

3 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 18 février.

4 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 30 NOVEMBRE 1979 AU 22 MARS 1981**

(exprimés en unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'Ecu	39,7897	2,74362	7,72336	2,48208	1157,79	5,84700	0,663201
	Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire						
100 francs belges	—	7,0520 6,89531 6,7420	19,852 19,4105 18,9785	6,38 6,2380 6,0990	3089,61 2909,79 2740,44	15,0290 14,6948 14,3680	1,71755 1,67934 1,64198
100 florins Pays-Bas	1483,25 1450,26 1418,—	—	287,90 281,503 275,245	92,5250 90,4673 88,4550	44807,4 42199,5 39743,4	217,960 213,113 208,380	24,9089 24,3548 23,8130
100 couronnes danoises ...	526,90 515,186 503,75	36,330 35,5237 34,735	—	32,870 32,1373 31,420	15917,1 14990,7 14118,2	77,43 75,7054 74,02	8,84854 8,65169 8,45922
100 marks allemands	1639,55 1603,07 1567,40	113,05 110,537 108,0775	318,26 311,165 304,23	—	49528,7 46646,— 43931,2	240,93 235,568 230,33	27,5330 26,9210 26,3230
100 liras italiennes	3,6490 3,43668 3,2365	0,2516 0,23697 0,223175	0,70830 0,667078 0,62825	0,2276 0,214380 0,2019	—	0,5362 0,505013 0,4756	0,0612801 0,0577135 0,0543545
100 francs français	696,— 680,512 665,375	47,99 46,9235 45,88	135,095 132,091 129,15	43,4150 42,4505 41,5050	21025,20 19801,50 18649,—	—	11,6881 11,4281 11,1789
100 punts irlandais	6090,20 5954,71 5822,25	419,950 410,597 401,450	1182,14 1155,84 1130,13	379,90 371,457 363,20	183978,— 173270,— 163185,—	894,95 875,034 855,55	—

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 23 MARS 1981**

(exprimés en unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	40,7985	2,81318	7,91917	2,54502	1262,92	5,99526	0,685145
	Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire						
100 francs belges	—	7,0520 6,89531 6,7420	19,852 19,4105 18,9785	6,38 6,2380 6,0990	3286,80 3095,51 2915,30	15,0290 14,6948 14,3680	1,71755 1,67934 1,64198
100 florins Pays-Bas	1483,25 1450,26 1418,—	—	287,90 281,503 275,245	92,5250 90,4673 88,4550	47667,30 44893,— 42280,20	217,960 213,113 208,380	24,9089 24,3548 23,8130
100 couronnes danoises ...	526,90 515,186 503,75	36,330 35,5237 34,735	—	32,870 32,1373 31,420	16933,20 15947,70 15019,50	77,43 75,7054 74,02	8,84854 8,65169 8,45922
100 marks allemands	1639,55 1603,07 1567,40	113,05 110,537 108,0775	318,26 311,165 304,23	—	52690,10 49623,40 46735,30	240,93 235,568 230,33	27,5330 26,9210 26,3230
100 liras italiennes	3,43 3,23048 3,04250	0,236518 0,222752 0,209787	0,665802 0,627051 0,590556	0,213971 0,201518 0,189789	—	0,504050 0,474713 0,447084	0,0576034 0,0542507 0,0510933
100 francs français	696,— 680,512 665,375	47,99 46,9235 45,88	135,095 132,091 129,15	43,4150 42,4505 41,5050	22367,20 21065,40 19839,30	—	11,6881 11,4281 11,1739
100 punts irlandais	6090,20 5954,71 5822,25	419,950 410,597 401,450	1182,14 1155,84 1130,13	379,90 371,457 363,20	195720,— 184329,— 173601,—	894,95 875,034 855,55	—

**X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE**

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1979 ³	40,35	+ 0,84	+ 0,76	+ 1,67	+ 3,73	+ 1,32	+ 1,52	+ 70	+ 28	+ 30	- 17	- 27	+ 5	- 5
1979 ⁴	40,17	+ 0,29	+ 1,69	+ 0,81	+ 1,60	+ 1,19	+ 0,83	+ 41	+ 27	- 39	+ 1	- 14	+ 19	...
1979 ⁵	40,33	+ 1,48	+ 1,94	+ 1,47	+ 1,17	+ 1,98	+ 0,85	+ 67	- 5	- 26	- 7	+ 4	- 33	+ 23
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1979 2 ^e trimestre	40,34	+ 1,12	+ 1,32	+ 1,67	+ 4,03	+ 1,71	+ 1,83	+ 78	+ 22	+ 11	- 6	- 32	- 8	- 11
3 ^e trimestre ⁶	40,47	+ 0,54	- 0,10	+ 1,92	+ 3,85	+ 1,03	+ 1,34	+ 68	+ 43	+ 68	- 37	- 24	+ 19	+ 1
3 ^e trimestre ⁷	40,17	+ 0,47	+ 2,19	+ 0,61	+ 2,34	+ 0,90	+ 1,10	+ 39	+ 16	- 63	+ 13	- 28	- 5	- 14
4 ^e trimestre ⁸	40,17	+ 0,27	+ 1,63	+ 0,84	+ 1,51	+ 1,23	+ 0,80	+ 41	+ 28	- 36	...	- 12	- 21	+ 2
4 ^e trimestre ⁹	40,33	+ 1,48	+ 1,94	+ 1,47	+ 1,17	+ 1,98	+ 0,85	+ 67	- 5	- 26	- 7	+ 4	- 33	+ 23
1980 1 ^{er} trimestre	40,54	+ 1,58	+ 0,87	+ 1,20	+ 1,53	+ 1,90	+ 0,84	+ 70	- 8	+ 24	+ 14	+ 6	- 26	+ 26
2 ^e trimestre	40,36	+ 0,71	- 0,04	+ 0,08	- 0,64	+ 1,35	+ 0,45	+ 29	- 6	+ 29	+ 34	+ 31	- 41	+ 6
3 ^e trimestre	40,43	+ 1,27	+ 0,44	- 0,13	- 1,93	+ 1,38	+ 1,19	+ 29	- 34	+ 7	+ 48	+ 50	- 43	- 27
4 ^e trimestre	41,06	+ 2,07	+ 1,41	+ 0,17	- 1,50	+ 1,97	+ 0,91	+ 49	- 54	- 20	+ 54	+ 50	- 55	+ 3
1981 1 ^{er} trimestre ¹⁰	41,61	+ 2,04	+ 1,43	+ 0,92	- 1,50	+ 2,20	+ 0,62	+ 63	- 39	- 8	+ 23	+ 55	- 53	+ 29
1 ^{er} trimestre ¹¹	41,63	+ 2,10	+ 1,16	+ 2,26	+ 1,75	+ 2,19	+ 0,40	+ 94	- 8	+ 34	- 22	+ 5	- 15	+ 68
2 ^e trimestre	41,42	+ 1,40	+ 0,82	+ 1,92	+ 1,57	+ 0,89	+ 0,28	+ 69	+ 1	+ 27	- 33	- 1	+ 29	+ 51
1980 Juillet	40,27	+ 0,88	+ 0,30	- 0,17	- 2,18	+ 1,32	+ 0,85	+ 24	- 19	+ 9	+ 45	+ 53	- 44	- 16
Août	40,44	+ 1,26	+ 0,39	- 0,26	- 1,71	+ 1,40	+ 1,34	+ 26	- 37	+ 6	+ 53	+ 46	- 48	- 36
Septembre	40,60	+ 1,70	+ 0,63	+ 0,04	- 1,89	+ 1,41	+ 1,40	+ 37	- 47	+ 5	+ 47	+ 52	- 37	- 30
Octobre	40,85	+ 1,87	+ 1,04	- 0,04	- 1,74	+ 1,87	+ 1,17	+ 42	- 51	- 9	+ 59	+ 51	- 57	- 15
Novembre	41,14	+ 2,18	+ 1,42	+ 0,19	- 1,41	+ 1,96	+ 0,81	+ 50	- 59	- 20	+ 55	+ 49	- 54	+ 9
Décembre	41,22	+ 2,18	+ 1,82	+ 0,40	- 1,30	+ 2,09	+ 0,71	+ 55	- 54	- 33	+ 48	+ 49	- 55	+ 18
1981 Janvier	41,49	+ 2,01	+ 1,44	+ 0,30	- 1,51	+ 2,20	+ 0,71	+ 53	- 48	- 18	+ 52	+ 51	- 64	+ 16
Février	41,68	+ 1,99	+ 1,52	+ 0,59	- 1,41	+ 2,21	+ 0,54	+ 58	- 43	- 18	+ 38	+ 52	- 60	+ 28
Mars ¹²	41,68	+ 2,13	+ 1,30	+ 2,23	- 1,61	+ 2,19	+ 0,59	+ 85	- 22	+ 18	- 36	+ 65	- 28	+ 51
Mars ¹¹	41,63	+ 2,10	+ 1,16	+ 2,26	+ 1,75	+ 2,19	+ 0,40	+ 94	- 8	+ 34	- 22	+ 5	- 15	+ 68
Avril	41,49	+ 1,65	+ 0,84	+ 2,02	+ 1,63	+ 1,71	+ 0,30	+ 82	+ 1	+ 37	- 23	+ 1	- 2	+ 61
Mai	41,41	+ 1,19	+ 0,67	+ 1,77	+ 1,54	- 0,10	+ 0,20	+ 59	0	+ 24	- 37	- 1	+ 59	+ 45
Juin	41,37	+ 1,34	+ 0,94	+ 1,95	+ 1,53	+ 0,80	+ 0,33	+ 67	+ 1	+ 19	- 38	- 2	+ 31	+ 46
Juillet	41,29	+ 1,49	+ 1,38	+ 2,14	+ 1,84	+ 1,25	+ 0,31	+ 64	- 9	- 4	- 54	- 11	+ 3	+ 44

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges} - \text{cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIVe année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1979, pages 37 à 39, « Le Système Monétaire Européen » Annexe I).

³ Moyennes du 13 mars au 21 septembre 1979.

⁴ Moyennes du 24 septembre au 29 novembre 1979.

⁵ Moyennes du 30 novembre au 31 décembre 1979.

⁶ Moyennes du 1^{er} juillet au 21 septembre 1979.

⁷ Moyennes du 24 au 30 septembre 1979.

⁸ Moyennes du 1^{er} octobre au 29 novembre 1979.

⁹ Moyennes du 30 novembre au 31 décembre 1979.

¹⁰ Moyennes du 2 janvier au 20 mars 1981.

¹¹ Moyennes du 23 au 31 mars 1981.

¹² Moyennes du 1^{er} au 20 mars 1981.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Parités 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Franc belge		Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne	
	Indice B.N.B. pondéré par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.												
1973	97,1	97,6	96,6	98,8	92,5	111,0	96,3	111,3	114,7	91,2	95,8	81,9	94,9	90,3
1974	98,4	98,4	98,5	101,1	98,0	103,7	90,5	108,3	104,0	96,8	95,5	89,0	96,0	96,0
1975	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1976	102,2	101,6	101,4	105,2	104,8	104,2	95,6	85,6	82,3	102,3	100,3	108,5	101,3	101,2
1977	108,0	107,7	107,1	104,7	113,0	115,2	91,3	81,2	75,5	109,2	96,8	111,5	101,8	102,8
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,6	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1979 2 ^e trimestre	112,6	114,1	112,3	94,6	125,1	133,3	92,2	86,8	69,3	117,0	90,5	142,0	104,7	96,4
1979 3 ^e trimestre	113,4	115,1	113,6	92,8	127,5	130,3	93,0	91,2	70,1	117,8	92,0	145,7	104,7	96,9
1979 4 ^e trimestre	114,4	116,5	115,0	94,3	131,8	119,0	95,4	88,5	69,7	119,8	92,5	147,6	104,2	98,3
1980 1 ^{er} trimestre	113,5	115,8	114,7	94,5	131,8	116,5	95,6	92,9	69,6	120,7	92,5	145,1	99,5	99,3
1980 2 ^e trimestre	113,9	116,3	114,8	94,4	129,6	123,1	94,8	94,5	67,7	119,5	92,0	143,8	98,1	99,5
1980 3 ^e trimestre	114,1	116,4	115,0	92,0	129,4	128,5	95,1	96,6	66,9	120,7	92,4	145,5	98,8	99,5
1980 4 ^e trimestre	111,2	112,9	111,6	94,5	124,3	137,9	91,9	100,1	64,6	117,6	91,9	142,2	95,3	98,3
1981 1 ^{er} trimestre	108,6	109,3	108,1	98,6	119,9	146,7	88,0	101,8	61,6	113,1	90,9	135,1	90,5	96,3
1981 2 ^e trimestre	107,5	107,1	106,2	105,5	118,2	143,1	84,5	97,8	58,3	109,9	90,3	134,0	87,3	96,4
1980 Juillet	114,8	117,2	115,7	91,3	130,5	127,2	95,9	95,5	67,2	121,0	92,3	146,8	99,7	99,4
1980 Août	114,0	116,2	115,0	92,7	129,2	126,3	95,1	96,8	67,0	120,5	92,4	144,8	98,6	99,6
1980 Septembre	113,6	115,7	114,3	91,9	128,5	131,9	94,4	97,6	66,4	120,4	92,4	145,0	98,1	99,5
1980 Octobre	112,5	114,3	112,9	92,4	126,1	136,7	93,5	99,1	65,4	119,0	92,3	144,5	96,7	99,0
1980 Novembre	111,0	112,5	111,4	95,0	124,1	136,6	91,6	101,0	64,5	117,5	92,1	142,5	95,0	98,8
1980 Décembre	110,4	111,6	110,5	96,2	122,7	140,4	90,6	100,1	63,8	116,2	91,2	139,5	94,1	97,2
1981 Janvier	109,7	110,6	109,5	95,9	121,0	146,5	89,6	103,2	62,9	114,9	90,8	137,5	92,5	96,0
1981 Février	108,1	108,5	107,5	99,8	118,2	147,9	87,3	102,6	61,3	112,3	90,9	133,0	89,5	96,2
1981 Mars	108,0	108,5	107,3	100,0	120,5	145,7	87,2	99,5	60,7	112,3	91,0	134,8	89,6	96,7
1981 Avril	108,0	108,3	107,3	102,1	120,2	143,0	86,7	99,1	59,2	111,8	91,0	134,2	89,0	97,1
1981 Mai	107,4	106,9	106,2	106,0	117,9	143,1	83,7	98,8	58,2	109,6	90,3	132,8	87,0	97,0
1981 Juin	106,8	106,0	105,1	108,5	116,5	143,1	83,1	95,4	57,5	108,3	89,6	135,0	86,0	95,2
1981 Juillet	^p 106,6	^p 106,1	104,4	111,1	115,9	140,1	82,9	92,3	57,2	107,6	89,1	136,0	85,6	94,1

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n° 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X :

« Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.)*, Bulletin du F.M.I.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Opérations courantes ³				Solde (5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	Opérations en capital			Solde budgétaire total (9) = (5) + (8)
	Recettes		Dépenses			Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes					(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1974	512,8	522,6	513,4	523,2	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975	609,5	620,0	652,3	662,8	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	-113,8
1976	696,2	708,4	750,5	762,7	- 54,3	8,2	85,5	- 77,3	-131,6
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	-161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	-178,7
1979 6 premiers mois	424,6	438,1	566,4	579,9	-141,8	6,1	59,7	- 53,6	-195,4
9 premiers mois	670,2	690,8	800,5	821,1	-130,3	9,4	90,8	- 81,4	-211,7
12 mois	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	-113,6	-204,8
1980 3 premiers mois	208,1	215,8	309,4	317,1	-101,3	3,1	40,5	- 37,4	-138,7
6 premiers mois	461,8	477,5	626,2	641,9	-164,4	6,0	75,0	- 69,0	-233,4
7 premiers mois	584,0	602,4	738,1	756,5	-154,1	7,0	86,5	- 79,5	-233,6
8 premiers mois	651,9	672,7	807,0	827,8	-155,1	7,9	101,1	- 93,2	-248,3
9 premiers mois	720,1	743,4	899,3	922,6	-179,2	9,2	113,4	-104,2	-283,4
10 premiers mois	826,4	852,3	979,7	1.005,6	-153,3	10,4	132,5	-122,1	-275,4
11 premiers mois	888,2	916,7	1.052,7	1.081,2	-164,5	11,3	142,4	-131,1	-295,6
12 mois	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	-147,4	12,7	157,3	-144,6	-292,0
1981 1 ^{er} mois	83,8	86,7	111,4	114,3	- 27,6	0,9	15,9	- 15,0	- 42,6
2 premiers mois	151,2	157,0	236,3	242,1	- 85,1	2,0	25,4	- 23,4	-108,5
3 premiers mois	221,5	230,3	357,0	365,8	-135,5	3,1	42,5	- 39,4	-174,9
4 premiers mois	319,8	331,8	488,7	500,7	-168,9	4,1	57,2	- 53,1	-222,0
5 premiers mois	380,7	395,8	587,8	602,9	-207,1	5,0	68,7	- 63,7	-270,8
6 premiers mois	474,3	492,4	717,3	735,4	-243,0	6,2	84,4	- 78,2	-321,2

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, qu'elles, sont reprises dans les chiffres de la co-

lonne (3). Les droits de douane, et à partir de 1979, la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette ²	Résultat de caisse	Placements spéciaux ³	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (13) = (8) à (12)	
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁶		
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)			
1974	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9	
1975	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4	
1976	-131,6	+ 0,5	- 47,5	-178,6	...	-178,6	+126,7	+ 16,4	+ 27,6	+ 7,4	...	+ 0,5	+ 51,9	
1977	-161,7	- 1,5	- 48,6	-211,8	...	-211,8	+178,6	+ 16,4	+ 26,1	+ 3,1	...	- 12,4	+ 33,2	
									Fonds des Rentes	Autres				
1978	-178,7	+ 1,8	- 56,9	-233,8	...	-233,8	+194,0	...	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979 6 premiers mois	-195,4	+ 12,2	- 37,4	-220,6	...	-220,6	+112,6	...	+ 33,1	+ 43,4	+ 3,2	+ 28,7	- 0,4	+108,0
9 premiers mois	-211,7	+ 6,5	- 58,3	-263,5	...	-263,5	+181,1	...	+ 31,7	+ 17,3	- 4,8	+ 38,9	- 0,7	+ 82,4
12 mois	-204,8	- 0,7	- 79,3	-284,8	...	-284,8	+209,0	...	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980 3 premiers mois	-138,7	+ 0,8	- 18,2	-156,1	...	-156,1	+ 78,2	...	+ 20,2	+ 46,0	+ 1,2	+ 10,7	- 0,2	+ 77,9
6 premiers mois	-233,4	- 0,2	- 38,1	-271,7	...	-271,7	+153,3	...	+ 7,5	+ 83,3	+ 7,8	+ 20,1	- 0,3	+118,4
7 premiers mois	-233,6	+ 4,0	- 45,2	-274,8	...	-274,8	+168,7	...	- 11,5	+ 96,6	+ 6,1	+ 15,5	- 0,6	+106,1
8 premiers mois	-248,3	+ 1,4	- 51,8	-298,7	...	-298,7	+168,7	...	+ 5,2	+103,7	+ 6,5	+ 15,2	- 0,6	+130,0
9 premiers mois	-283,4	+ 3,5	- 58,7	-338,6	...	-338,6	+167,9	...	+ 14,7	+139,9	+ 1,8	+ 14,5	- 0,2	+170,7
10 premiers mois	-275,4	+ 2,0	- 67,2	-340,6	...	-340,6	+212,0	...	+ 23,9	+ 90,6	- 0,3	+ 14,7	- 0,3	+128,6
11 premiers mois	-295,6	+ 3,6	- 73,1	-365,1	...	-365,1	+212,0	...	+ 17,2	+111,2	+ 0,4	+ 24,5	- 0,2	+153,1
12 mois	-292,0	+ 1,0	- 80,4	-371,4	...	-371,4	+212,0	...	+ 24,7	+106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+159,4
1981 1 ^{er} mois	- 42,6	+ 1,8	- 6,5	- 47,3	...	- 47,3	+ 16,3	...	+ 3,0	+ 28,7	+ 9,0	- 9,6	- 0,1	+ 31,0
2 premiers mois	-108,5	- 1,7	- 12,6	-122,8	...	-122,8	+ 70,0	...	+ 7,2	+ 60,6	- 2,5	- 12,4	- 0,1	+ 52,8
3 premiers mois	-174,9	+ 4,0	- 19,3	-190,2	...	-190,2	+ 91,8	...	+ 31,4	+ 81,8	- 1,2	- 13,5	- 0,1	+ 98,4
4 premiers mois	-222,0	+ 0,3	- 26,5	-248,2	...	-248,2	+ 90,8	...	+ 26,1	+ 94,8	+ 9,0	+ 27,7	- 0,2	+157,4
5 premiers mois	-270,8	+ 6,3	- 34,9	-299,4	...	-299,4	+ 90,7	...	+ 21,1	+153,6	+ 0,8	+ 33,4	- 0,2	+208,7
6 premiers mois	-321,2	+ 7,0	- 42,6	-356,8	...	-356,8	+ 94,5	...	+ 45,0	+165,6	+ 13,5	+ 38,7	- 0,5	+262,3

¹ Cf. tableau XI.1.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Rentes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra-budgétaires 2	Besoins nets de financement du Trésor 3 4	Couverture 5						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante 6	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères 7	Total
				(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,3	+ 54,2	+ 4,7	...	- 1,5	+ 3,2
1975	-113,8	+ 4,5	-109,3	+ 94,4	+ 14,3	+108,7	- 0,9	+ 2,9	- 1,4	+ 0,6
1976	-131,6	- 1,5	-133,1	+ 82,3	+ 34,9	+117,2	+ 16,3	+ 0,7	- 1,1	+ 15,9
1977	-161,7	- 5,7	-167,4	+134,7	+ 17,6	+152,3	+ 16,4	- 0,8	- 0,5	+ 15,1
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	...	+ 13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979 6 premiers mois	-195,4	+ 8,7	-186,7	+ 79,0	+ 46,1	+125,1	...	+ 33,1	+ 28,5	+ 61,6
9 premiers mois	-211,7	+ 1,8	-209,9	+127,9	+ 11,8	+139,7	...	+ 31,7	+ 38,5	+ 70,2
12 mois	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	...	+ 36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980 3 premiers mois	-138,7	- 0,4	-139,1	+ 36,3	+ 47,0	+ 83,3	...	+ 20,2	+ 35,6	+ 55,8
6 premiers mois	-233,4	- 3,5	-236,9	+ 64,9	+ 90,8	+155,7	...	+ 7,5	+ 73,7	+ 81,2
7 premiers mois	-233,6	+ 0,9	-232,7	+ 60,5	+102,1	+162,6	...	- 11,5	+ 81,6	+ 70,1
8 premiers mois	-248,3	- 2,2	-250,5	+ 54,5	+109,5	+164,0	...	+ 5,2	+ 81,3	+ 86,5
9 premiers mois	-283,4	+ 6,1	-277,3	+ 39,7	+141,5	+181,2	...	+ 14,8	+ 81,3	+ 96,1
10 premiers mois	-275,4	- 1,9	-277,3	+ 81,7	+ 90,1	+171,8	...	+ 23,9	+ 81,6	+105,5
11 premiers mois	-295,6	- 1,4	-297,0	+ 76,6	+111,4	+188,0	...	+ 17,2	+ 91,8	+109,0
12 mois	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	...	+ 24,7	+ 92,3	+117,0
1981 1 ^{er} mois	- 42,6	- 0,7	- 43,3	- 6,4	+ 38,7	+ 32,3	...	+ 1,9	+ 9,1	+ 11,0
2 premiers mois	-108,5	- 7,8	-116,3	+ 21,0	+ 60,0	+ 81,0	...	+ 5,2	+ 30,1	+ 35,3
3 premiers mois	-174,9	- 4,9	-179,8	+ 21,7	+ 81,9	+103,6	...	+ 30,2	+ 46,2	+ 76,2
4 premiers mois	-222,0	- 8,8	-230,8	+ 12,4	+113,5	+125,9	...	+ 16,3	+ 88,6	+104,9
5 premiers mois	-270,8	- 2,7	-273,5	+ 3,7	+162,6	+166,3	...	+ 12,7	+ 94,5	+107,2
6 premiers mois	-321,2	- 1,6	-322,8	- 0,5	+178,6	+178,1	...	+ 45,0	+ 99,7	+144,7

1 Cf. tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en

question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

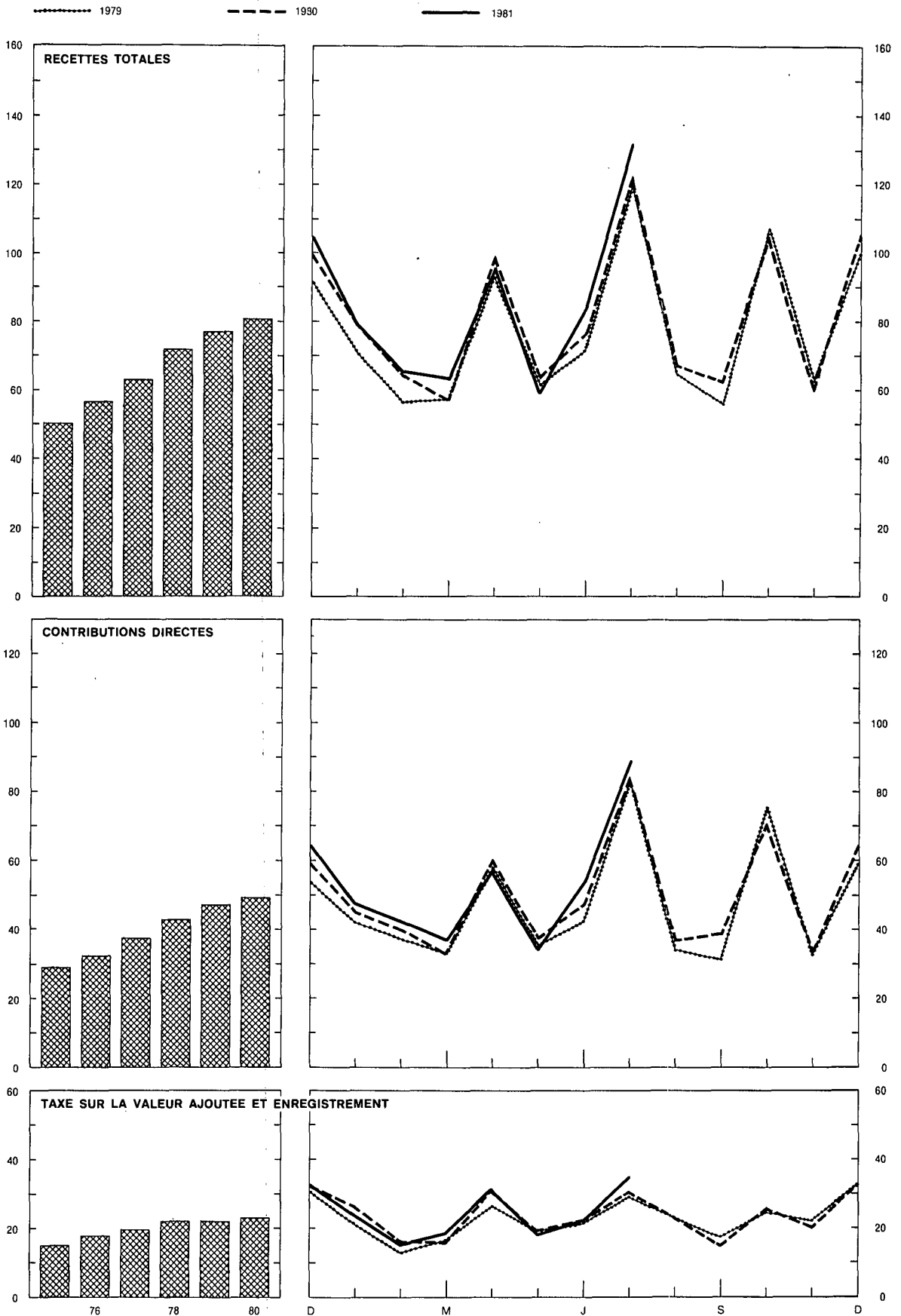
6 Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

7 Etant donné que son produit est cédé à la B.N.B. contre francs belges par le Trésor, cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE ⁽¹⁾

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales ⁵	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes ⁶
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1975	349,4	78,5	62,4	179,5	591,3	6,6	597,9	73,0	179,5	601,9	608,5
1976	388,0	91,7	68,7	215,2	671,9	7,2	679,1	80,8	215,2	684,0	691,2
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1979 2 ^e trimestre	135,8	28,9	20,0	67,1	222,9	3,0	225,9	23,6	70,5	229,9	232,9
3 ^e trimestre	148,8	38,3	19,0	69,8	237,6	3,1	240,7	22,6	73,4	244,8	247,9
4 ^e trimestre	167,4	59,7	20,6	79,1	267,1	3,0	270,1	24,1	82,6	274,1	277,1
1980 1 ^{er} trimestre	118,6	1,7	20,3	59,5	198,4	2,8	201,2	24,2	63,2	206,0	208,8
2 ^e trimestre	145,3	27,0	20,1	72,0	237,4	2,7	240,1	24,4	75,7	245,4	248,1
3 ^e trimestre	160,2	37,6	20,5	69,0	249,7	2,8	252,5	24,3	72,8	257,3	260,1
4 ^e trimestre	168,9	56,7	20,3	79,4	268,6	3,0	271,6	24,4	83,2	276,5	279,5
1981 1 ^{er} trimestre	128,5	1,9	18,5	58,8	205,8	2,9	208,7	22,6	63,5	214,5	217,5
2 ^e trimestre	146,5	23,3	19,3	72,1	237,9	2,7	240,6	23,8	76,8	247,1	249,8
1980 Juillet	83,9	35,0	7,0	30,6	121,5	0,9	122,4	8,3	31,9	124,1	125,0
Août	37,3	0,5	6,1	23,0	66,4	0,9	67,3	7,3	24,2	68,8	69,7
Septembre	39,0	2,1	7,4	15,4	61,8	1,0	62,8	8,7	16,7	64,4	65,4
Octobre	71,1	31,2	7,1	25,9	104,1	1,0	105,1	8,6	27,1	106,8	107,8
Novembre	33,0	0,5	6,6	20,5	60,1	0,9	61,0	7,9	21,8	62,7	63,6
Décembre	64,8	25,0	6,6	33,0	104,4	1,1	105,5	7,9	34,3	107,0	108,1
1981 Janvier	48,1	1,3	6,0	24,3	78,4	0,9	79,3	7,3	25,9	81,3	82,2
Février	43,2	...	6,0	15,6	64,8	0,9	65,7	7,4	17,1	67,7	68,6
Mars	37,2	0,6	6,5	18,9	62,6	1,1	63,7	7,9	20,5	65,5	66,7
Avril	57,3	21,9	6,2	31,7	95,2	0,9	96,1	7,8	33,2	98,3	99,2
Mai	34,8	0,6	5,7	18,4	58,9	0,8	59,7	7,2	20,0	62,0	62,8
Juin	54,4	0,8	7,4	22,0	83,8	1,0	84,8	8,8	23,6	86,8	87,8
Juillet	88,9	31,6	6,8	35,1	130,8	1,2	132,0	8,3	36,7	133,9	135,1

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.
² Y compris le produit des versements anticipés.
³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget; non compris les droits de douane et à partir de 1979 une partie de la taxe sur la valeur

ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).
⁴ Droits de succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1980		1980 : juillet		1981 : juillet	
	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations	Recettes effectuées	Evaluations
A. Recettes courantes ² :						
I. Contributions directes	593,0	621,3	83,9	90,2	88,9	94,6
précompte immobilier	1,4	1,6	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier	58,7	55,5	6,8	6,7	8,9	9,3
versements anticipés	123,0	143,7	35,0	39,0	31,6	36,4
impôts de sociétés (rôles)	2,6	6,2	- 1,6	- 1,1	- 0,2	...
impôts de personnes physiques (rôles)	26,8	32,5	1,9	1,8	1,1	1,5
précompte professionnel	364,7	365,9	40,7	42,8	46,0	45,9
divers	15,8	15,9	1,0	0,9	1,4	1,4
II. Douanes et accises	81,2	82,6	7,0	7,7	6,8	7,8
III. T.V.A. et enregistrement	279,9	291,9	30,6	31,0	35,1	34,9
B. Recettes en capital	11,3	12,6	0,9	1,1	1,2	1,1
Total ² ...	965,4	1.008,4	122,4	130,0	132,0	138,4
Différence par rapport aux évaluations ...	- 43,0		- 7,6		- 6,4	
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	996,5	1.035,4	125,0	.....	135,1	.....
Différence par rapport aux évaluations ...	- 38,9					

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.
² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.
N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur Belge*.

tique de l'I.N.S. — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome I, no 5, mai 1974. Le année, tome I, no 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, no 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statis-*

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

(13) = (1) à (12)	DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Organismes principalement monétaires (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	...	—	9,2	5,4	...	2,5	—	...	...	17,1
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	1.305,6	—	—	—	—	—	—	1.305,6
	Autres dépôts en devises à un an au plus	29,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,7
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	337,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	337,4
	Autres dépôts à un an au plus	244,1	0,1	—	...	3,9	—	—	—	6,2	0,1	2,8	...	257,2
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	187,1	...	...	—	...	...	187,1
	Dépôts à plus d'un an	28,9	—	—	—	—	—	1,3	—	0,1	...	...	...	30,3
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	123,9	—	—	—	—	—	0,4	—	1,0	0,7	...	...	126,0
	Divers	0,3	—	—	—	—	—	0,1	...	0,3	...	0,6	121,4	123,0
	(Actions et parts)	(34,6)	—	(0,2)	—	—	—	(3,2)	(...)	(1,2)	(0,8)	—	—	(40,0)
Total ...	1.482,0	8,9	1,9	37,8	7,8	1.314,8	194,3	...	22,1	2,7	4,6	121,4	3.198,3	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	29,9	—	—	—	—	29,9
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	0,9	—	0,9	—	2,0	—	1,3	5,2
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	3,1
	Total ...	—	—	2,8	0,1	—	0,9	30,8	—	2,0	—	1,3	0,3	38,2
Intermédiaires financiers (9)	Monnaie	43,6	0,2	...	0,5	5,3	0,2	2,3	—	...	2,5	2,5	0,4	57,5
	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	8,8	—	0,1	—	...	...	8,9
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	545,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	545,5
	Autres dépôts à un an au plus	38,2	2,7	0,3	1,8	9,2	5,6	—	—	...	24,4	1,1	...	83,3
	Dépôts à plus d'un an	68,8	...	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	69,1
	Bons de caisse à un an au plus	34,1	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	34,1
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	176,2	...	—	...	...	...	6,1	—	0,6	0,6	0,6	...	184,1
	Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
	Divers	13,7	...	0,5	14,7	...	...	...	...	0,1	...	...	36,6	65,6
(Actions et parts)	(3,6)	—	—	—	—	—	—	—	(—)	(2,0)	(1,1)	—	(6,7)	
Total ...	921,2	2,9	0,8	17,0	14,5	6,1	17,2	...	0,8	27,5	4,2	37,0	1.049,2	
Organ. d'assur. vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	92,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	92,1
	Réserves mathématiques	367,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	367,1
	Divers	5,8	...	0,4	...	0,2	...	...	...	...	...	...	1,3	7,7
	(Actions et parts)	(3,3)	—	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(3,4)
Total ...	465,0	...	0,4	...	0,2	...	...	...	...	...	...	1,3	466,9	
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	8,7	...	—	...	0,2	—	0,1	—	...	0,4	...	...	9,4
	Argent à très court terme (francs belges)	0,1	—	—	...	—	0,1	0,7	...	0,4	—	0,4	...	1,7
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	0,7	—	—	...	6,6	...	7,3
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	101,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	101,3
	Autres dépôts à un an au plus	20,5	6,4	—	23,0	7,5	0,7	3,3	—	0,6	3,4	0,6	...	66,0
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	59,7	...	...	0,1	...	—	—	—	...	0,4	...	...	60,2
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	1,2	5,0	—	...	...	...	...	6,2
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	380,0	0,5	...	1,1	4,2	6,4	65,4	1,9	65,6	26,6	13,5	...	565,2
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	...	...	...	1,9	8,4	13,8	—	57,8	17,1	3,2	9,5	111,7
	Divers	2,2	0,1	31,0	...	...	...	...	...	0,4	...	1,1	67,2	102,0
	(Actions et parts)	(0,2)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,3)	(—)	(0,1)	(...)	(...)	(...)	(2,9)
Total ...	572,5	7,0	31,0	24,2	13,8	16,8	89,0	1,9	124,8	47,9	25,4	76,7	1.031,0	
Secteurs indétermi- nés et ajustements (12)		—	11,4	...	...	9,1	—	87,3	2,6	26,5	20,0	17,8	—	174,7
Total des créances	4.165,8	81,1	122,2	97,0	192,9	1.441,9	3.245,3	40,9	1.079,7	418,1	1.036,9	298,2	12.220,0	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)
Organismes principalement monétaires	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Autres dépôts en devises à un an au plus	37,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Autres dépôts à un an au plus	279,5	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Dépôts à plus d'un an	27,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	151,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	(Actions et parts)	(37,9)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total ...	1.581,9	11,7	2,2	41,3	8,1	1.678,1	227,4	...	26,7	5,1	6,1	229,7	3.818,3	
Fonds des Rentes	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total ...	—	—	2,8	0,1	—	5,0	77,1	—	0,5	—	...	0,4	85,9	
Intermédiaires financiers	Monnaie	52,2	0,2	...	0,5	7,8	0,2	...	—	...	5,5	2,6	0,2	69,2
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,6
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	585,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	585,7
	Autres dépôts à un an au plus	44,7	2,1	0,3	1,9	9,3	8,6	3,0	—	0,4	20,0	0,1	...	90,4
	Dépôts à plus d'un an	71,3	...	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	71,6
	Bons de caisse à un an au plus	32,6	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,6
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	216,9	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	225,0
	Réserves mathématiques	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2
Divers	14,1	...	0,6	17,6	...	0,3	...	...	0,1	...	...	43,5	76,2	
(Actions et parts)	(3,6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7,0)	
Total ...	1.018,7	2,3	0,9	20,0	17,1	9,4	18,3	...	1,1	27,7	3,4	43,7	1.162,6	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	83,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	83,2
	Réserves mathématiques	402,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	402,0
	Divers	6,4	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	1,6	8,1
	(Actions et parts)	(3,0)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(3,3)
Total ...	491,6	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	1,6	493,3	
Intermédiaires financiers publics de crédit	Monnaie	9,2	...	—	0,2	0,1	...	0,1	—	...	0,5	...	...	10,1
	Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	...	—	0,6	...	—	1,2	—	1,3	...	3,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	0,1	1,5	—	—	—	8,9	...	10,5
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	109,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	109,2
	Autres dépôts à un an au plus	23,0	5,1	—	29,4	8,1	0,5	1,3	—	0,6	3,3	0,1	...	71,4
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	57,1	...	—	—	0,1	—	0,1	—	...	0,3	...	...	57,6
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	...	—	—	—	1,6	4,2	—	...	...	...	...	5,8
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	434,6	0,5	...	0,8	4,0	5,3	61,2	2,6	67,3	27,1	12,7	...	616,1
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	...	—	—	1,7	30,2	17,0	—	62,8	17,9	3,1	9,6	142,3
	Divers	4,0	0,1	37,9	...	...	2,3	...	—	0,3	...	1,3	75,8	121,7
(Actions et parts)	(0,2)	(...)	(1,6)	(0,7)	(...)	(...)	(0,3)	(—)	(0,1)	(...)	(...)	(...)	(2,9)	
Total ...	637,3	5,7	37,9	30,4	14,0	40,6	85,4	2,6	132,2	49,1	27,4	85,4	1.148,0	
Secteurs indéterminés et ajustements	.....	.....	11,5	...	...	4,7	.....	152,3	3,1	29,0	21,6	23,0	—	245,2
(13) = (1) à (12)	Total des créances	4.538,8	88,3	148,5	109,3	191,7	1.864,4	3.868,5	88,7	1.191,1	441,8	1.152,8	423,9	14.107,8

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (18) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises privées et particuliers (1)	Organismes publics d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes principalement monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Intermédiaires financiers publics de crédit (11)		
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses		+ 0,1	—	.....	— 1,1	+ 13,5	—	+ 9,7	.....	+ 0,2	— 0,6	+ 21,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 5,8	.....	.....	.....	.....	+ 122,2	—	+ 2,6	.....	+ 2,7	.....	+ 133,3
	Obligations	— 0,4	.....	.....	.....	— 0,1	+ 0,7	—	+ 1,0	+ 1,6	.....	.....	+ 2,8
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	— 0,5	.....	.....	+ 59,3	+ 13,1	+ 64,6	.....	+ 136,5
	Divers .....	.....	+ 1,0	+ 1,0	.....	+ 12,7	+ 30,2	.....	+ 0,1	+ 1,0	.....	.....	+ 46,0
(Actions et parts)	(+ 25,5)	(+ 0,6)	(+ 3,7)	.....	(...)	(+ 1,8)	(+ 0,3)	(—)	(+ 0,3)	(+ 1,6)	(...)	(...)	(+ 33,8)
	Total ...	+ 5,4	+ 1,1	+ 1,0	+ 12,2	+ 29,0	+ 136,4	—	+ 72,7	+ 15,7	+ 67,5	— 0,6	+ 340,4
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	.....	—	.....	.....	+ 2,7	—	— 0,4	.....	— 0,4	.....	+ 1,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	+ 1,4	+ 1,8	—	.....	.....	— 1,8	.....	+ 1,4
	Certificats à un an au plus .....	.....	.....	.....	.....	.....	— 0,5	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,5
	Obligations accessibles à tout placeur	— 3,6	+ 0,3	— 0,1	— 3,2	+ 0,6	— 1,0	+ 0,6	— 6,4
	Obligations non accessibles à tout placeur	+ 6,3	— 0,4	— 0,5	+ 5,6	+ 11,0
Autres emprunts à plus d'un an	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	— 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,0
Divers	+ 4,5	+ 0,1	+ 2,6	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,5	.....	.....	— 0,1	+ 0,1	+ 1,1	.....	+ 7,5
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 4,9)	(+ 2,0)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 6,9)	
	Total ...	+ 1,1	+ 0,4	+ 2,6	+ 0,1	+ 0,3	+ 7,7	+ 0,4	+ 0,6	— 2,0	+ 0,7	+ 4,5	— 0,6	+ 15,8
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	— 0,8	.....	.....	+ 0,5	.....	+ 1,0	— 2,9	.....	.....	.....	+ 10,0	+ 7,8
	Certificats à un an au plus .....	.....	— 2,1	.....	— 1,9	— 0,5	+ 11,6	+ 38,6	— 3,3	.....	.....	— 0,2	+ 78,7
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 64,7	+ 2,0	.....	+ 1,0	+ 2,4	— 0,2	+ 25,0	+ 7,4	+ 16,3	+ 3,2	+ 5,0	+ 126,8
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 7,1	+ 2,1	.....	+ 0,1	— 0,1	.....	+ 9,1
	Divers	+ 1,7	— 14,1	— 0,1	+ 1,6	— 1,1	+ 1,3	— 10,7
	Total ...	+ 63,9	+ 1,6	— 0,4	— 12,2	+ 19,4	+ 62,8	+ 43,9	+ 14,7	+ 2,0	+ 6,2	+ 9,8	+ 211,7
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 12,1	.....	— 0,1	.....	+ 1,6	+ 13,6
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 1,9	— 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 4,0	+ 2,1	— 0,4	+ 2,3	+ 2,0	+ 11,8
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,7	+ 1,4	.....	— 0,5	.....	— 1,0	+ 0,6
Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	+ 1,9	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,1	.....	+ 26,4	+ 31,4	
Divers	+ 0,5	+ 0,2	+ 3,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	.....	+ 4,6
	Total ...	+ 2,4	+ 2,0	+ 3,7	.....	.....	+ 0,7	+ 17,6	+ 2,1	+ 2,1	+ 2,3	+ 29,2	+ 62,1
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,6	.....	.....	.....	.....	+ 2,6
	Certificats à un an au plus .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,4	.....	— 1,4
	Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 8,1	.....	+ 2,0	+ 1,6	.....	+ 11,9
Réserves de sécurité sociale	— 2,8	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3 ¹	.....	.....	.....	.....	.....	— 2,5
Divers	+ 9,7	.....	+ 5,5	.....	.....	.....	— 0,2	.....	.....	+ 4,8	— 2,9	— 7,3	+ 8,9
	Total ...	+ 7,1	+ 5,5	+ 0,1	+ 10,0	+ 6,8	— 1,3	— 1,4	— 7,3	+ 19,5
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	— 0,4	.....	.....	.....	+ 0,9	— 0,8	.....	.....	.....	.....	— 0,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 12,2	.....	+ 3,4	.....	+ 3,3	+ 0,3
	Autres engagements à un an au plus envers des organismes principalement monétaires ²	+ 41,3	+ 41,3
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 149,5	+ 149,5
	Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 12,3	+ 12,3
	Obligations	+ 46,9	+ 46,9
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	+ 18,8 ³	+ 3,0	— 1,2 ³	+ 20,6
	Divers	+ 2,9	+ 1,9
(Actions et parts)	+ 55,8	+ 1,6	+ 3,4	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 65,6
	(— 3,9) ³	(...) ³	(...)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,4	.....	.....	.....

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers														
	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation														
Organismes principalement monétaires (7)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 366,7
	Autres engagements bruts envers l'étranger	+ 8,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,0
	Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 23,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 23,8
	Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 35,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 39,0
	Autres dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 24,0
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,5
	Dépôts à plus d'un an	— 1,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 27,3
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 27,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 12,1
	Divers	(+ 3,3)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 3,1)
	(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total ...	+ 99,9	+ 2,8	+ 0,3	+ 3,6	+ 0,3	+ 369,1	+ 33,0	...	+ 4,6	+ 2,4	+ 1,5	+ 11,7	+ 529,2		
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total ...	—	—	...	+ 0,1	—	+ 4,1	+ 46,3	—	— 1,5	—	— 1,3	+ 0,1	+ 47,8		
Intermédiaires financiers (9)	Monnaie	+ 8,7	— 0,1	...	— 0,1	+ 2,5	...	— 2,3	—	...	+ 3,0	+ 0,1	— 0,2	+ 11,6	
	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	...	+ 0,1	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 40,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 40,2	
	Autres dépôts à un an au plus	+ 6,5	— 0,5	— 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 3,0	+ 3,0	—	+ 0,3	— 4,3	— 0,9	...	+ 7,2	
	Dépôts à plus d'un an	+ 2,6	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,6	
	Bons de caisse à un an au plus	— 1,5	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 1,5	
	Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 40,7	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 40,8	
	Réserves mathématiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	+ 0,3	...	+ 0,2	+ 2,9	...	+ 0,3	...	—	—	—	—	+ 6,9	+ 10,6	
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(+ 0,4)	(— 0,1)	(...)	(...)	(+ 0,3)	
Total ...	+ 97,5	— 0,6	+ 0,1	+ 2,9	+ 2,6	+ 3,3	+ 1,1	...	+ 0,2	+ 0,3	— 0,7	+ 6,7	+ 113,4		
Organ. d'assur.-vie et accid. au travail, fonds de pension (10)	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Réserves de sécurité sociale	— 8,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 8,9	
	Réserves mathématiques	+ 34,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 34,8	
	Divers	+ 0,7	...	— 0,3	...	— 0,2	...	...	—	—	—	—	+ 0,3	+ 0,5
	(Actions et parts)	(— 0,3)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(— 0,2)	
Total ...	+ 26,6	...	— 0,3	...	— 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 26,4	
Intermédiaires financiers publics de crédit (11)	Monnaie	+ 0,5	...	—	+ 0,1	...	...	...	—	...	+ 0,1	...	...	+ 0,7
	Argent à très court terme (francs belges) .....	...	—	—	...	—	+ 0,5	— 0,7	...	+ 0,9	—	+ 0,9	...	+ 1,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	+ 0,8	...	...	...	+ 2,4	...	+ 3,2
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 7,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,9	
	Autres dépôts à un an au plus	+ 2,6	— 1,4	—	+ 6,4	+ 0,6	— 0,2	— 1,9	—	...	— 0,1	— 0,6	...	+ 5,4	
	Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	— 2,6	...	...	— 0,1	+ 0,1	—	+ 0,1	—	...	...	— 0,1	...	— 2,6
	Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	— 0,4
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 54,6	...	...	— 0,3	— 0,2	— 1,0	— 4,1	+ 0,7	+ 1,6	+ 0,5	— 0,9	...	+ 50,9
	Bons de caisse et obl., à plus d'un an, non acces. à tout placeur .....	—	...	...	...	— 0,2	+ 21,9	+ 3,1	—	+ 5,0	+ 0,7	...	+ 0,1	+ 30,6
	Divers	+ 1,8	...	+ 6,9	...	...	+ 2,2	...	—	—	—	+ 0,2	+ 8,6	+ 19,7
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)		
Total ...	+ 64,8	— 1,4	+ 6,9	+ 6,1	+ 0,3	+ 23,8	— 3,5	+ 0,7	+ 7,5	+ 1,2	+ 1,9	+ 8,7	+ 117,0		
Secteurs indéterminés et ajustements (12)		—	+ 0,1	...	...	— 4,4	+ 0,3	+ 19,6	+ 0,5	+ 2,5	+ 1,6	+ 5,2	—	+ 25,4
(13) = (1) à (12)	Total des créances	+ 502,5	+ 7,2	+ 26,1	+ 12,4	— 1,2	+ 458,4	+ 532,2	+ 47,8	+ 111,4	+ 23,7	+ 115,9	+ 29,3	+ 1.865,7	

1 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

2 Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

3 Cf. rubrique 4.2811 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1978

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	87,2	12,5	9,0	...	104,0	212,7	11,7	738,2	—	561,5	157,5	497,2	1.954,4	2,1	2.180,9
2. Organismes publics d'exploitation	61,7	1,8	13,5	1,0	0,1	78,1	11,5	53,3	2,2	33,6	15,5	77,4	182,0	20,3	291,9
3. Etat (Trésor)	379,0	19,0	—	16,1	40,7	454,8	63,9	532,8	30,4	202,5	115,7	102,8	984,2	27,8	1.530,7
4. Secteur public non compris ailleurs	79,8	9,6	13,1	0,7	0,2	103,4	0,2	97,3	3,8	82,5	17,8	288,4	489,8	0,6	594,0
5. Sécurité sociale	95,6	...	3,5	...	0,3	99,4	13,3	14,5	...	8,3	8,9	2,2	33,9	10,7	157,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	703,3	42,9	39,1	17,8	145,3	948,4	100,6	1.436,1	36,4	888,4	315,4	968,0	3.644,3	61,5	4.754,8
7. Etranger	21,8	8,0	46,2	0,1	2,2	78,3	2,7	1.390,6	...	15,1	4,6	15,6	1.425,9	...	1.506,9
8. Organismes principalement monétaires	1.482,0	8,9	1,9	37,8	7,8	1.538,4	1.314,8	194,3	...	22,1	2,7	4,6	223,7	121,4	3.198,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	0,9	30,8	—	2,0	—	1,3	34,1	0,3	38,2
10. Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	921,2	2,9	0,8	17,0	14,5	956,4	6,1	17,2	...	0,8	27,5	4,2	49,7	37,0	1.049,2
11. Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	465,0	...	0,4	...	0,2	465,6	...	...	...	...	...	...	...	1,3	466,9
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	572,5	7,0	31,0	24,2	13,8	648,5	16,8	89,0	1,9	124,8	47,9	25,4	289,0	76,7	1.031,0
13. Total des intermédiaires financiers	3.440,7	18,8	36,9	79,1	36,3	3.611,8	1.338,6	331,3	1,9	149,7	78,1	35,5	596,5	236,7	5.783,6
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.....	11,4	...	...	9,1	20,5	.....	87,3	2,6	26,5	20,0	17,8	154,2	—	174,7
15. Total des créances	4.165,8	81,1	122,2	97,0	192,9	4.659,0	1.441,9	3.245,3	40,9	1.079,7	418,1	1.036,9	5.820,9	298,2	12.220,0
Solde des créances et des dettes ...	1.984,9	210,8	1.408,5	497,0	35,6	95,8	65,0	47,0	2,7	30,5	48,8	5,9	37,3	123,5	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREAÑCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1979

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	92,6	13,5	10,0	...	116,2	232,3	10,5	874,6	—	634,2	173,3	564,7	2.246,8	1,5	2.491,1
2. Organismes publics d'exploitation	62,9	2,2	16,1	1,1	0,4	82,7	19,3	53,7	2,8	31,5	16,2	81,9	186,1	19,7	307,8
3. Etat (Trésor)	442,8	20,6	—	15,6	28,6	507,6	83,6	595,6	74,2	217,2	117,8	109,1	1.113,9	37,6	1.742,7
4. Secteur public non compris ailleurs	82,2	11,6	16,8	0,7	0,2	111,5	0,8	114,9	6,0	84,6	20,1	317,5	543,1	0,6	656,0
5. Sécurité sociale	102,6	...	9,0	...	0,3	111,9	13,4	24,6	...	15,2	7,5	0,8	48,1	3,4	176,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	783,1	47,9	51,9	17,4	145,7	1.046,0	127,6	1.663,4	83,0	982,7	334,9	1.074,0	4.138,0	62,8	5.374,4
7. Etranger	26,2	9,2	52,7	0,1	2,1	90,3	3,7	1.644,6	...	18,9	3,4	18,9	1.685,8	0,3	1.780,1
8. Organismes principalement moné- taires	1.581,9	11,7	2,2	41,3	8,1	1.645,2	1.678,1	227,4	...	26,7	5,1	6,1	265,3	229,7	3.818,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	5,0	77,1	—	0,5	—	...	77,6	0,4	85,9
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	1.018,7	2,3	0,9	20,0	17,1	1.059,0	9,4	18,3	...	1,1	27,7	3,4	50,5	43,7	1.162,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	491,6	...	0,1	...	...	491,7	...	...	...	...	...	...	...	1,6	493,3
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	637,3	5,7	37,9	30,4	14,0	725,3	40,6	85,4	2,6	132,2	49,1	27,4	296,7	85,4	1.148,0
13. Total des intermédiaires financiers	3.729,5	19,7	43,9	91,8	39,2	3.924,1	1.733,1	408,2	2,6	160,5	81,9	36,9	690,1	360,8	6.708,1
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	11,5	...	...	4,7	16,2	.....	152,3	3,1	29,0	21,6	23,0	229,0	—	245,2
15. Total des créances	4.538,8	88,3	148,5	109,3	191,7	5.076,6	1.864,4	3.868,5	88,7	1.191,1	441,8	1.152,8	6.742,9	423,9	14.107,8
Solde des créances et des dettes ...	2.047,7	- 219,5	-1.594,2	- 546,7	14,9	- 297,8	84,3	50,2	2,8	28,5	- 51,5	4,8	34,8	178,7	—

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1979

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principa- lement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 5,4	+ 1,1	+ 1,0	...	+ 12,2	+ 19,7	+ 29,0	+136,4	—	+ 72,7	+ 15,7	+ 67,5	+292,3	- 0,6	+ 340,4
2. Organismes publics d'exploitation	+ 1,1	+ 0,4	+ 2,6	+ 0,1	+ 0,3	+ 4,5	+ 7,7	+ 0,4	+ 0,6	- 2,0	+ 0,7	+ 4,5	+ 4,2	- 0,6	+ 15,8
3. Etat (Trésor)	+ 63,9	+ 1,6	—	- 0,4	- 12,2	+ 52,9	+ 19,4	+ 62,8	+ 43,9	+ 14,7	+ 2,0	+ 6,2	+129,6	+ 9,8	+ 211,7
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,4	+ 2,0	+ 3,7	...	...	+ 8,1	+ 0,7	+ 17,6	+ 2,1	+ 2,1	+ 2,3	+ 29,2	+ 53,3	...	+ 62,1
5. Sécurité sociale	+ 7,1	...	+ 5,5	...	...	+ 12,6	+ 0,1	+ 10,0	...	+ 6,8	- 1,3	- 1,4	+ 14,1	- 7,3	+ 19,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 79,9	+ 5,1	+ 12,8	- 0,3	+ 0,3	+ 97,8	+ 56,9	+227,2	+ 46,6	+ 94,3	+ 19,4	+106,0	+493,5	+ 1,3	+ 649,5
7. Etranger	+133,8	+ 1,2	+ 6,3	...	- 0,1	+141,2	+ 0,9	+208,5	...	+ 3,8	- 1,2	+ 3,3	+214,4	+ 0,5	+ 357,0
8. Organismes principalement monétaires	+ 99,9	+ 2,8	+ 0,3	+ 3,6	+ 0,3	+106,9	+369,1	+ 33,0	...	+ 4,6	+ 2,4	+ 1,5	+ 41,5	+102,6	+ 620,1
9. Fonds des Rentes	—	—	...	+ 0,1	—	+ 0,1	+ 4,1	+ 46,3	—	- 1,5	—	- 1,3	+ 43,5	+ 0,1	+ 47,8
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 97,5	- 0,6	+ 0,1	+ 2,9	+ 2,6	+102,5	+ 3,3	+ 1,1	...	+ 0,2	+ 0,3	- 0,7	+ 0,9	+ 6,7	+ 113,4
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 26,6	...	- 0,3	...	- 0,2	+ 26,1	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,3	+ 26,4
12. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 64,8	- 1,4	+ 6,9	+ 6,1	+ 0,3	+ 76,7	+ 23,8	- 3,5	+ 0,7	+ 7,5	+ 1,2	+ 1,9	+ 7,8	+ 8,7	+ 117,0
13. Total des intermédiaires financiers	+288,8	+ 0,8	+ 7,0	+ 12,7	+ 3,0	+312,3	+400,3	+ 76,9	+ 0,7	+ 10,8	+ 3,9	+ 1,4	+ 93,7	+118,4	+ 924,7
14. Secteurs indéterminés et ajuste- ments .....	.....	+ 0,1	...	...	- 4,4	- 4,3	+ 0,3	+110,5	+ 0,5	+ 2,5	+ 1,6	+ 5,2	+120,3	—	+ 116,3
15. Total des créances	+502,5	+ 7,2	+ 26,1	+ 12,4	- 1,2	+547,0	+458,4	+623,1	+ 47,8	+111,4	+ 23,7	+115,9	+921,9	+120,2	+2.047,5
Solde des créances et des dettes ...	+162,1	- 8,6	-185,6	- 49,7	- 20,7	-102,5	+101,4	+ 3,0	...	- 2,0	- 2,7	- 1,1	- 2,8	+ 3,9	—

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, tome II, nos 2-3, août-septembre 1962, XXXVIII^e année, tome I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, tome II, nos 1-2 juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976, LII^e année, tome I, no 1, janvier, tome II, no 6, décembre 1977, LIII^e année, tome II, no 4, octobre 1978, tome II, no 3, septembre 1979, tome II, no 3, septembre 1980. — Statistiek economisch bureau 1960-1970. — Statistiek financieel bureau van de O.C.D.E.

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire 1	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 2			Total (5) = (1) à (4) (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises 5 et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9			Divers 12 (15)
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus) (4)			Etat 3 (7)	Autres pouvoirs publics 4 (8)	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations 8 (11)	Fonds des Rentes		Autres intermédiaires financiers 11 (14)	
		A un an au plus (dépôts) (2)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations) (3)						Financés par les organismes principalement monétaires 6 (9)	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires 7 (10)		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie (12)	Autres 10 (13)		
		(1)	(2)	(3)			(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)		(12)	(13)	(14)	(15)
1972	484,5	247,8	62,6	9,2	804,1	148,7	291,0	39,6	305,0	318,4	24,5	2,5	6,0	38,6	— 51,8
1973	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9	329,8	56,6	364,8	374,4	25,7	...	9,6	32,4	— 53,8
1974	552,9	358,1	71,9	17,5	1.000,4	132,5	354,6	69,3	399,7	417,5	35,0	...	10,1	44,3	— 45,1
1975	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	2,9	6,3	57,1	— 47,4
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	— 53,9
1977 (anc. série) ...	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	— 71,9
1977 (nouv. sér.) 13	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	— 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	— 79,3
1979 Mars	779,5	622,9	161,6	30,8	1.594,8	104,5	575,0	109,8	734,6	743,6	59,3	29,3	4,2	99,8	—121,7
Juin	830,0	626,5	167,4	34,6	1.658,5	64,9	595,7	122,1	784,7	797,6	58,3	49,1	7,9	96,2	—120,4
Septembre ...	773,1	643,1	173,8	36,3	1.626,3	22,9	598,9	118,2	807,7	823,0	58,1	47,7	11,8	95,3	—134,3
Décembre	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	—33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	—127,5
1980 Mars	772,4	689,4	186,9	46,7	1.695,4	—54,7	p 654,3	p 129,3	876,6	885,4	p 56,5	72,6	20,5	93,0	—152,7
Juin	817,4	674,8	199,3	49,9	1.741,4	— 7,3	p 703,2	p 130,4	906,5	916,6	p 59,3	60,0	17,4	94,8	—222,9
Septembre ...	783,6	679,4	216,1	48,7	1.727,8	p—12,7	p 709,8	p 128,0	903,8	919,6	p 60,3	67,2	11,4	p100,0	p—239,0
Décembre	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	p—52,0	p 722,1	p 138,6	949,3	960,1	p 62,7	77,1	12,3	p103,9	p—235,7
1981 Mars	798,5	704,8	245,9	68,0	1.817,2	p—99,6	p 761,9	p 135,1	p 958,3	p 968,3	p 61,0	107,1	10,6	p115,0	p—232,2

1 Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

2 Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

3 Y compris le Fonds des Routes (voir l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements, et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique », publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, tome II, no 3, septembre 1969), sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

4 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

5 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

6 Voir tableau XIII-9, colonnes (11) + (12).

7 Voir tableau XIII-9, colonne (4).

8 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

10 Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

11 Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

12 Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

13 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, tome II, no 6, décembre 1949; XXX^e année, tome II, no 5, novembre 1955; XXXIII^e année, tome II, no 5, novembre 1958; XLII^e année, tome I, no 1, janvier 1967, tome II, no 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, no 1, janvier 1976; LII^e année, tome I, no 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4a.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS
a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80	30-6-80	30-9-80	31-12-80	31-3-81	30-6-81
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	72,3	72,5	58,0	58,0	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. — Participation	24,0	24,9	26,3	29,9	26,7	19,4	20,2	20,3	18,1	17,5	14,2	12,8	18,1	16,7	15,9
— Prêts	—	—	—	—	1,5	0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	30,5	28,4	30,0	19,3	19,8	20,1	23,1	23,1	23,2	27,8	29,3	29,5	24,2	28,6	30,1
— Autres	—	—	2,4	9,7	9,7	9,4	8,4	7,5	7,4	6,9	6,7	6,2	5,7	5,2	5,5
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	60,3	66,7	61,1	43,7	94,0	119,4	110,7	46,4	57,7
4. Accords internationaux .....	...	...	...	0,2	0,4	0,4	0,1	0,5	...	0,1	0,7	0,8	0,8	0,8	1,0
5. F.E.C.O.M.	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	6,5	6,5	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	16,9	12,0	11,9	13,7	20,0	25,8	23,3	23,6	22,1	17,7	14,2	7,4	6,9	13,9	p 18,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	75,9	88,6	107,2	84,1	101,2	106,1	83,8	85,5	75,5	54,2	109,1	111,6	114,8	137,6	136,0
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	222,6	232,2	256,1	235,2	258,1	254,4	277,2	285,2	265,7	226,1	326,4	345,9	339,4	307,4	p323,1
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,4	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	2,5	2,4	2,0	2,7	3,7	3,4	3,4	3,7	4,3	4,3	3,9	4,2
c) sur les banques de dépôts	2,1	0,2	...	0,1	...	2,1	...	5,3	0,2	0,4	4,6	3,1	...	...	0,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	0,5	5,1	4,2	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	2,2	2,7	3,0	3,2	3,8	4,2	4,9	5,0	4,9	5,6	5,5	5,5	5,5	6,3	6,3
— autres	40,2	38,3	38,3	38,1	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,9	5,2	...	5,4	7,6	12,1	9,2	12,4	12,0	13,3	8,8	5,6	5,7	11,3	10,8
b) effets commerciaux	15,2	14,9	10,3	26,2	32,1	41,2	36,5	39,2	46,4	43,4	39,1	23,3	34,4	38,5	p 39,5
c) avances	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,3	...	...	...	0,5	0,1	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie .....	...	...	2,9	3,6	2,8	16,0	49,1	47,7	52,5	72,6	60,0	67,2	77,1	107,1	122,1
b) autres .....	...	...	...	...	7,4	13,9	4,8	...	23,2	18,3	9,5	4,3	9,9	...	0,1
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	0,7	...	2,0	...	...	1,6	0,1	...	...	...
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	37,8	24,2	23,3	12,1	15,2	35,5	78,3	79,8	93,1	68,9	64,2	73,6	83,5	101,9	96,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	331,0	325,6	340,8	349,7	406,9	458,8	539,5	557,2	578,3	528,9	600,4	609,8	637,2	653,6	680,0

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX. Balance des Paiements et XIII. Organismes

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers organismes publics d'exploitation

	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80	30-6-80	30-9-80	31-12-80	31-3-81	30-6-81
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	23,4	26,7	7,7	39,9	27,4	...	...	...	...	5,5	...
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	2,3	3,0	3,6	3,3	3,7	5,9	4,9	4,1	6,0	5,3	6,9	7,4	7,0	5,8	6,7
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	3,5	3,4	3,7	3,4	27,2	32,7	12,7	44,1	33,5	5,4	7,0	7,5	7,1	11,4	6,9
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	7,0	7,2	7,2	7,7	8,0	10,2	10,0	9,2	12,8	11,4	12,5	10,7	11,9	10,6	p 11,0
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	21,3	14,7	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,6	0,9	0,7	0,7	0,5	0,4	0,1	...	0,3	0,1	0,2	0,1	0,4	...	p ...
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	231,5	248,9	281,2	299,5	327,4	349,7	370,1	349,8	359,0	346,2	365,1	350,3	364,2	353,8	p 378,9
— monnaie scripturale ⁵	0,5	0,3	0,9	1,2	0,5	0,8	1,0	0,7	0,7	0,8	1,2	1,2	0,4	0,8	p 0,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,1	p 0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	11,8	5,7	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	54,3	44,2	47,1	37,2	43,3	64,6	145,6	153,4	172,0	164,9	214,3	239,9	253,2	276,9	p 282,4
TOTAL DU PASSIF ...	331,0	325,6	340,8	349,7	406,9	458,8	539,5	557,2	578,3	528,9	600,4	609,8	637,2	653,6	680,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.
² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

⁶ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-80	31-8-80	30-9-80	31-10-80	30-11-80	31-12-80	31-1-81	28-2-81	31-3-81	30-4-81	31-5-81	30-6-81	31-7-81
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. — Participation	14,2	13,9	12,8	12,8	12,8	18,1	17,3	17,0	16,7	16,5	16,3	15,9	15,8
— Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	29,3	29,5	29,5	29,5	29,6	24,2	28,6	28,6	28,6	28,7	29,3	30,1	30,3
— Autres	6,5	6,3	6,2	6,1	5,9	5,7	5,6	5,4	5,2	5,1	4,9	5,5	5,4
3. Ecus	119,3	118,9	119,4	121,0	120,6	110,7	112,1	81,7	46,4	59,8	58,8	57,7	49,2
4. Accords internationaux	0,8	0,7	0,8	0,4	0,8	0,8	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,1
5. F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	10,5	12,9	7,4	7,6	9,2	6,9	7,5	9,2	13,9	14,7	17,0	p 18,7	p 19,4
9. Autres : a) en monnaies étrangères	118,7	117,0	111,6	100,1	112,7	114,8	126,6	151,2	137,6	152,0	162,6	136,0	132,6
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	357,5	357,4	345,9	335,7	349,8	339,4	356,5	352,0	307,4	335,9	348,0	p323,1	p312,0
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,8	0,8	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	3,8	3,9	4,3	4,4	4,3	4,3	4,2	4,1	3,9	4,0	4,1	4,2	4,2
c) sur les banques de dépôts	9,1	...	3,1	...	...	...	1,8	...	...	8,1	10,4	0,1	...
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— obligations accessibles à tout placeur	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	6,4	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— obligations accessibles à tout placeur	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
a) acceptations bancaires	5,9	5,8	5,6	4,8	5,2	5,7	3,7	7,0	11,3	12,2	10,6	10,8	12,7
b) effets commerciaux	34,1	32,0	23,3	21,6	24,1	34,4	24,0	30,6	38,5	45,9	48,3	p 39,5	p 48,4
c) avances	0,3	...	...	...	0,3	0,5	...	...	0,1	0,4	0,4	0,1	...
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
a) avances de la B.N.B. pour le financement de	41,0	57,7	67,2	76,4	69,7	77,1	79,1	82,3	107,1	93,4	89,8	122,1	105,2
b) autres	3,4	...	4,3	5,5	3,1	9,9	...	...	...	...	...	0,1	...
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
a) à un an au plus : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,8	...	0,1	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
b) à plus d'un an : .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— bons de c. et oblig. accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	72,1	74,5	73,6	77,7	79,6	83,5	83,7	84,5	101,9	85,4	86,7	96,6	92,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	610,5	613,8	609,8	608,9	618,5	637,2	635,6	644,0	653,6	668,7	681,7	680,0	657,9

¹ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » publié dans le Bulletin d'Information et de Documentation.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurances-vie et accidents du travail et fonds de pension.

	31-7-80	31-8-80	30-9-80	31-10-80	30-11-80	31-12-80	31-1-81	28-2-81	31-3-81	30-4-81	31-5-81	30-6-81	31-7-81
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	5,5	11,8	3,6	...	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	5,6	6,5	7,4	6,6	6,7	7,0	7,5	6,4	5,8	5,9	6,7	6,7	8,1
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des engagements envers l'étranger ...	5,7	6,6	7,5	6,7	6,8	7,1	7,6	6,5	11,4	17,8	10,5	6,9	8,3
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :													
1. Pièces et billets ²	10,2	10,1	10,7	10,3	10,2	11,9	10,5	9,9	10,6	10,2	11,2	p 11,0	p 10,0
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	...	...	0,4	...	...	...	0,1	0,1	p ...	p ...
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	350,8	349,6	350,3	350,3	352,8	364,2	352,1	353,7	353,8	358,1	374,3	p378,9	p364,9
— monnaie scripturale ⁵	0,7	1,2	1,2	0,4	0,4	0,4	0,8	0,6	0,8	0,7	0,4	p 0,7	p 0,5
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,1	0,1	p 0,1	p 0,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus													
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	242,9	246,1	239,9	241,1	248,2	253,2	264,6	273,3	276,9	281,7	285,1	p282,4	p274,1
TOTAL DU PASSIF ...	610,5	613,8	609,8	608,9	618,5	637,2	635,6	644,0	653,6	668,7	681,7	680,0	657,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c) ou sous D. selon les dates.

⁶ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. a).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80	30-6-80	30-9-80	31-12-80	31-3-81
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation ...	...	0,4	0,8	0,3	0,4	0,4	0,1	...	0,1	...	0,4	...	0,5	2,4	1,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	...	...	...	...	0,5	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,3	...
Total des créances sur l'étranger ...	...	0,4	0,8	0,3	0,9	0,4	0,1	...	0,1	...	0,4	...	0,6	2,7	1,2
B. Créances sur les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets	0,1	0,2	0,1	0,3	0,1	1,2	0,9	1,1	1,0	1,4	1,2	1,6	1,2	1,5	1,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. : .....	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire .....	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,5	1,2	1,0	1,1	1,4	2,3	0,8	0,6	0,4	2,5	2,0	0,2	1,0	2,9	1,6
c) sur les banques de dépôts	0,5	...	...	1,4	0,6	...	1,8	5,5	...	6,7	3,0	5,4	3,8	1,0	2,9
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	64,0	65,0	70,1	77,5	80,3	84,0	82,0	87,3	79,2	81,1	82,7	89,9	84,7	86,0	84,9
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	8,1	8,3	8,7	10,0	10,3	10,7	10,3	10,9	11,3	11,3	p 11,4	p 11,3	p 11,2	p 12,5	p 12,9
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	19,5	21,8	25,7	28,3	35,7	38,5	35,0	38,3	33,7	44,7	40,6	40,3	36,8	42,0	35,3
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	p 0,1	p 0,1	p 0,1	p 0,1	p 0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires .....	...	0,7	3,0	1,4	1,5	0,6	0,4	...	0,6	...	0,5	...	0,2	0,4	0,3
b) effets commerciaux .....	...	1,9	3,6	1,7	1,6	2,7	0,7	...	1,0	...	1,6	...	1,2	1,0	1,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	p 0,6	p 0,6	p 0,6	p 0,6	p 0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,4	...	0,1	0,1	...	0,1	...	...	4,4	...	...	0,1	...	0,1	0,1
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	...	...	0,1	...	0,2	...	0,6	0,4	...	...	0,5	...	1,5	...	1,7
b) à plus d'un an :	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout plac.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
D. Autres	11,1	14,0	18,1	23,1	12,2 ⁶	11,6	11,7	12,5	12,5	13,2	13,0	12,8	12,1	10,9	12,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	104,7	114,0	131,8	145,7	145,1 ⁶	152,7	144,9	157,3	144,9	161,6	157,6	162,3	155,0	161,7	156,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. Autres.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de crédit immobilier, sociétés de crédit financier public.

	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80	30-6-80	30-9-80	31-12-80	31-3-81
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,1	...	...
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,1	...	...
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :															
1. Pièces et billets ²	0,3	0,4	1,2	0,4	0,4	0,4	0,6	0,5	0,6	0,5	0,8	0,7	0,7	0,6	0,7
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	2,5	2,5	2,0	2,2	2,7	3,7	3,4	3,4	3,7	4,3	4,3	4,0
b) envers les organismes publics	0,5	1,2	1,0	1,1	1,3	2,3	0,8	0,6	0,3	2,5	2,1	0,2	1,0	2,8	1,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,3	3,9	6,5	6,2	6,4	4,9	5,6	6,4	7,4	7,6	8,6	7,4	8,1	6,2	7,2
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	9,1	9,5	10,1	11,3	11,7	12,2	12,1	12,4	12,5	12,7	12,7	13,9	14,7	14,7	14,7
— monnaie scripturale	65,7	67,5	75,0	81,1	86,0	91,3	88,6	97,3	87,0	91,3	91,5	98,9	90,1	91,8	92,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	27,6	31,5	35,9	43,1	36,8 ⁵	39,6	35,0	37,4	33,4	43,6	38,3	37,1	36,0	41,3	35,6
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes .....	...	...	2,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	104,7	114,0	131,8	145,7	145,1 ⁵	152,7	144,9	157,3	144,9	161,6	157,6	162,3	155,0	161,7	156,1

¹ O.C.P. Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80	30-6-80	30-9-80	31-12-80	31-3-81	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	434,3	525,9	633,9	680,6	842,0	1.063,1	1.133,9	1.241,7	1.305,0	1.346,7	1.571,6	1.634,6	1.724,2	1.945,9	2.263,0	
b) en francs belges ¹	118,6	169,6	162,5	179,9	207,2	218,9	240,3	240,7	247,1	297,9	293,1	346,7	344,3	353,8	329,2	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger ...	552,9	695,5	796,4	860,5	1.049,2	1.282,0	1.374,2	1.482,4	1.552,1	1.644,6	1.864,7	1.981,3	2.068,5	2.299,7	2.592,2	
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,1	0,2	...	0,1	...	2,1	...	...	5,2	0,2	0,4	4,6	3,1	...	...
b) envers les organismes publics	0,5	...	0,1	1,4	0,6	...	1,8	5,5	...	6,7	3,0	5,4	3,8	1,0	2,9	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations .....	...	...	0,1	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	91,1	105,5	105,9	135,4	164,2	172,1	186,3	179,2	194,2	195,2	230,2	230,2	225,5	243,5	275,4	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	185,9	195,1	236,3	248,1	278,6	291,7	298,5	312,0	290,2	296,8	281,7	300,8	290,6	293,7	300,5	
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,1	0,2	0,1	0,1	0,4	0,6	0,4	0,7	0,5	0,5	1,0	0,5	0,6	0,6	0,6	
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires ...	156,6	169,5	220,4	253,9	298,2	337,4	347,6	356,6	353,0	361,2	341,5	330,6	337,8	362,9	363,3	
— autres dépôts	159,8	188,5	182,3	236,0	231,2	256,9	275,3	269,9	290,1	295,9	347,9	344,2	341,6	328,3	341,5	
— à plus d'un an :																
— dépôts	27,2	23,3	31,5	28,9	31,0	29,0	29,4	30,2	28,9	27,4	26,9	25,0	25,4	25,3	24,3	
— bons de caisse et obligations	41,8	48,7	58,2	74,3	104,4	125,6	132,2	137,2	144,9	153,0	160,0	174,3	190,7	201,0	221,6	
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	11,7	17,5	23,0	31,4	35,8	29,8	30,8	34,6	36,3	37,7	46,7	49,9	48,7	54,1	68,0	
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes .....	...	0,7	0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres ⁴	0,3	3,1	3,4	2,5	0,7	2,5	0,4	0,9	...	1,1	...	1,0	0,7	1,2	1,3	
D. Autres	147,0	168,8	175,1	191,1	221,6	244,7	254,4	256,2	265,5	274,1	291,8	301,3	303,8	294,2	324,3	
TOTAL DU PASSIF ...	1.377,0	1.616,7	1.833,6	2.064,0	2.416,5	2.775,1	2.932,0	3.066,1	3.161,6	3.294,9	3.596,3	3.749,6	3.841,3	4.106,0	4.516,5	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note 3).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-73	31-12-74	31-12-75	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-3-79	30-6-79	30-9-79	31-12-79	31-3-80	30-6-80	30-9-80	31-12-80	31-3-81		
A. Engagements envers l'étranger :																	
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	23,4	26,7	14,8	7,7	39,9	27,4	...	...	...	...	...	5,5	
3. Autres :																	
a) en monnaies étrangères	434,3	525,9	637,5	680,6	842,0	1.063,1	1.133,9	1.241,7	1.305,0	1.346,7	1.571,6	1.634,6	1.724,2	1.945,9	2.263,0		
b) en francs belges ¹	121,1	172,6	162,5	183,2	210,9	224,8	244,1	245,6	251,2	303,9	298,6	353,8	351,8	360,8	335,0		
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des engagements envers l'étranger ...	556,6	698,9	800,1	863,9	1.076,4	1.314,7	1.392,9	1.495,1	1.596,2	1.678,1	1.870,3	1.988,5	2.076,1	2.306,8	2.603,6		
B. Engagements envers les organismes principalement monétaires nationaux :																	
1. Pièces et billets	7,3	7,6	8,4	8,1	8,4	10,6	9,0	10,5	9,8	13,3	12,2	13,2	11,4	12,5	11,3		(1)
2. Autres :																	
a) envers la B.N.B.	2,1	0,2	...	2,6	2,5	4,1	2,2	2,7	8,9	3,6	3,8	8,3	7,4	4,3	4,0		
b) envers les organismes publics	1,0	1,2	1,1	2,5	1,9	2,3	2,6	6,1	0,3	9,2	5,1	5,6	4,8	3,8	4,4		
c) envers les banques de dépôts :																	
— réserve monétaire	21,3	14,7	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— bons de caisse et obligations .....	...	...	0,1	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3		
— autres	93,0	110,3	113,1	142,3	171,1	177,4	191,9	185,7	201,6	203,1	238,9	237,8	233,7	250,1	282,6		
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																	
1. Stock monétaire :																	
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																	
— monnaie fiduciaire	240,6	258,4	291,3	310,8	339,1	361,9	357,2	382,5	362,3	371,7	358,9	379,0	365,0	378,9	368,5		(1)
— monnaie scripturale ³	252,1	262,9	312,2	330,4	365,1	383,8	387,6	410,3	377,9	388,8	374,0	400,9	381,9	385,9	393,7		(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁴	27,7	31,7	36,0	43,2	37,2	40,2	35,5	38,1	33,9	44,1	39,4	37,7	36,7	41,9	36,3		(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁵ :																	
a) en francs belges :																	
— à un an au plus :																	
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	156,6	169,5	220,4	253,9	298,2	337,4	347,6	356,6	353,0	361,2	341,5	330,6	337,8	362,9	363,3		(2)
— autres dépôts	159,8	188,5	182,3	236,0	231,2	256,9	275,3	269,9	290,1	295,9	347,9	344,2	341,6	328,3	341,5		(2)
— à plus d'un an :																	
— dépôts	27,0	23,3	31,5	28,9	31,0	29,0	29,4	30,2	28,9	27,4	26,9	25,0	25,4	25,3	24,3		(3)
— bons de caisse et obligations	41,8	48,7	58,2	74,3	104,4	125,6	132,2	137,2	144,9	153,0	160,0	174,3	190,7	201,0	221,6		(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ...	11,9	17,5	23,0	31,4	35,8	29,8	30,8	34,6	36,3	37,7	46,7	49,9	48,7	54,1	68,0		(4)
3. Autres engagements :																	
a) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...		(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme) .....	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3		(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																	
— le Fonds des Rentes .....	...	0,7	2,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...		(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	0,5	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		(15)
— les autres intermédiaires financiers :																	
— réserve monétaire	11,8	5,7	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—		(14)
— autres ⁶	0,3	3,1	3,4	2,5	0,7	2,5	0,4	0,9	...	1,1	...	1,2	0,7	1,2	1,3		(14)
D. Autres	201,3	213,0	222,2	228,3	264,9	309,3	394,3	401,8	418,9	446,1	456,7	515,6	543,7	547,4	601,2		(15)
TOTAL DU PASSIF ...	1.812,7	2.056,3	2.306,2	2.559,4	2.968,5	3.386,6	3.589,6	3.762,9	3.863,7	4.034,8	4.282,8	4.512,3	4.606,1	4.904,9	5.326,2		

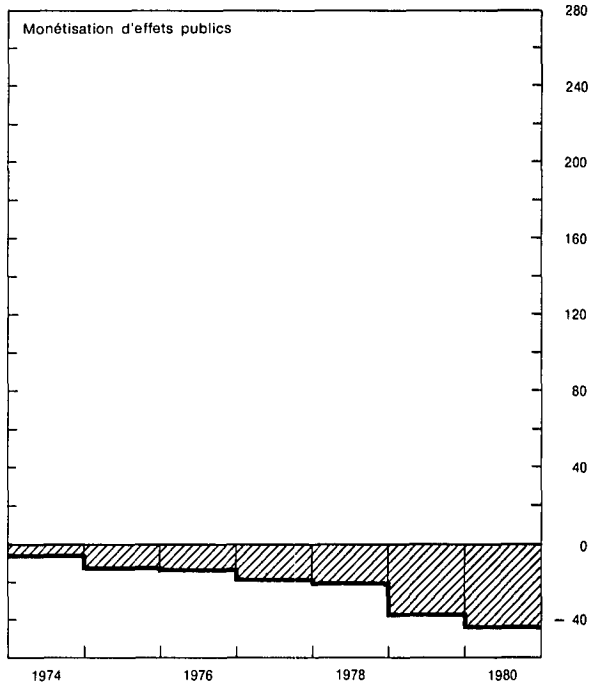
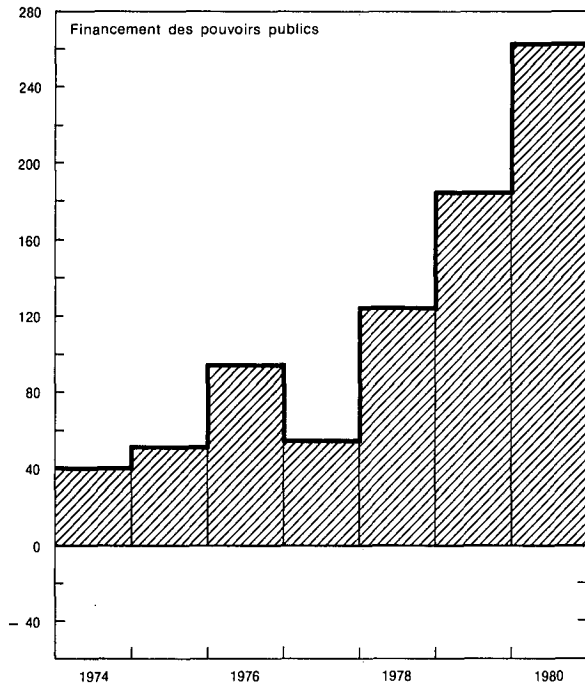
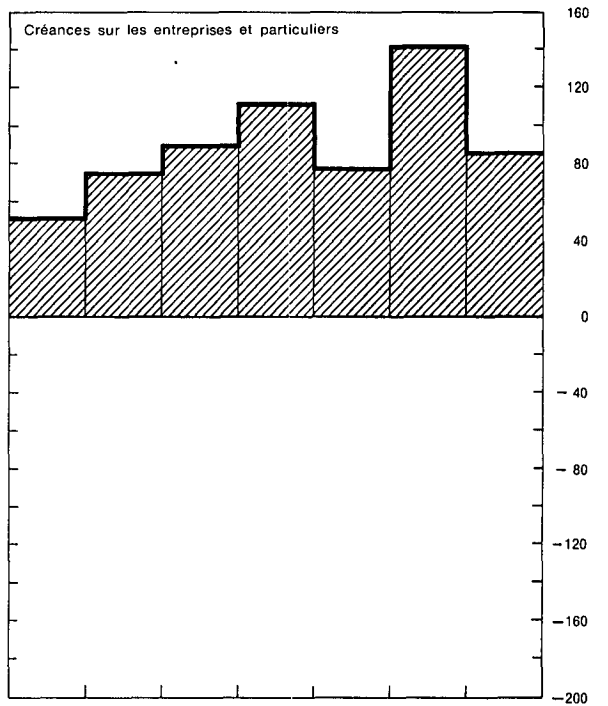
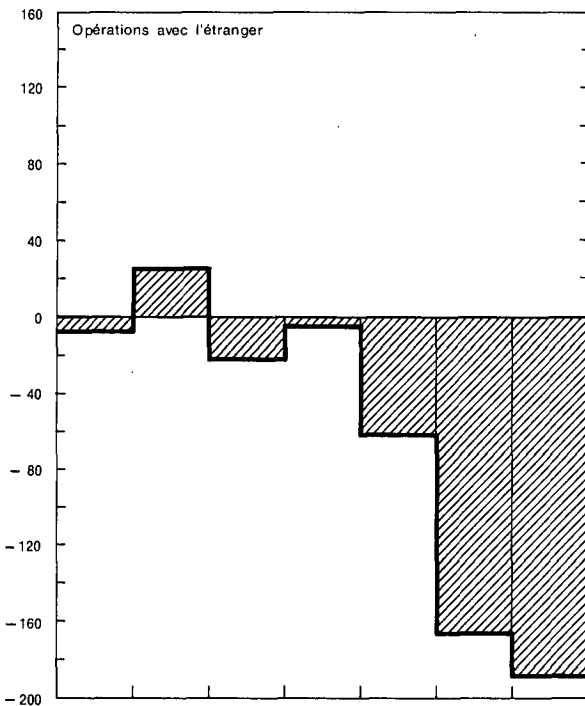
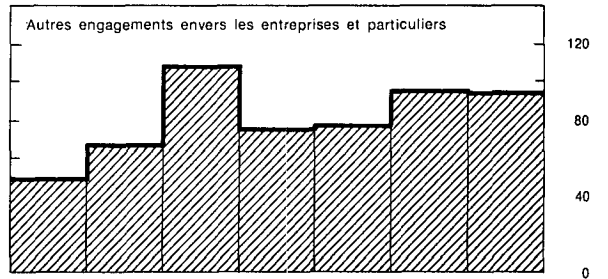
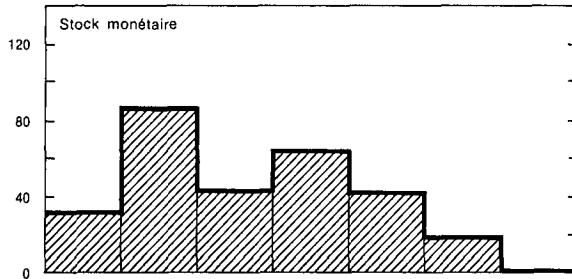
Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.F.B.L.
² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. c) ou sous D. selon les dates.

⁴ A l'exclusion du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B., lequel est repris sous C. 8. a).
⁵ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.
⁶ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note 5).
⁷ A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

**XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE
AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES**

(variations en milliards de francs)



1974

1976

1978

1980

1974

1976

1978

1980

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers 1			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises 2 et particuliers)	Créances sur les entreprises 3 et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) 6		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires 9	Divers
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation 4	Obligations 5	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat 7	Autres pouvoirs publics 8	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)		
1973	+35,9	+68,7	+ 6,1	+ 2,7	+113,4	+ 19,7 ¹⁰	+ 56,0	+ 1,5	- 1,0	+ 3,8	+ 34,9 ¹¹	+16,1	- 4,0	- 1,7	- 5,8	- 6,1 ¹²
1974	+32,5	+41,7	+ 3,2	+ 5,6	+ 83,0	- 8,7 ¹³	+ 42,1	+ 9,7	- 5,9	- 8,1	+ 28,0	+12,9	- 6,3	- 1,3	+12,4	+ 8,2 ¹⁴
1975	+87,4	+44,7	+17,7	+ 5,5	+155,3	+ 26,3	+ 66,3	+ 9,3	- 0,7	+ 0,2	+ 43,0	+ 9,0	-15,3	+ 1,6	+13,1	+ 2,5
1976	+43,8	+87,1	+13,6	+ 8,4	+152,9	- 23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+ 85,1	+10,2	-15,6	+ 0,9	+ 7,1	- 2,6
1977	+64,8	+39,5	+32,0	+ 4,4	+140,7	- 5,9	+101,9	+10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+14,7	-21,0	+ 0,8	+30,6	-19,6
1978	+43,4 ¹⁵	+64,9	+19,3	- 6,0	+121,6 ¹⁵	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+10,5	+111,0	+13,7	-26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹⁵
1979	+19,8	+62,8	+25,7	+ 8,0	+116,3	-168,3	+142,6	- 0,2	- 7,7	- 1,0	+153,7	+31,8	-44,5	+ 5,8	+ 0,9	+ 3,2
1980	+ 2,0	+34,1	+45,9	+16,4	+ 98,4	p-190,5	+ 75,4	p+ 6,8	-13,4	- 3,9	p+265,2	p+ 2,7	p-30,1	-14,8	p+12,5	p-11,5
1979 1 ^{er} trimestre	- 5,4	+28,6	+ 6,9	+ 1,1	+ 31,2	- 40,1	+ 1,5	- 1,5	- 1,4	- 3,1	+ 81,7	- 1,1	- 5,0	-11,7	+ 5,7	+ 6,2
2 ^e trimestre	+50,5	+ 3,6	+ 5,9	+ 3,8	+ 63,8	- 26,7	+ 54,0	...	- 4,0	- 3,9	+ 55,4	+13,6	-17,4	+ 2,3	- 2,3	- 7,2
3 ^e trimestre	-56,9	+16,6	+ 6,4	+ 1,7	- 32,2	- 51,2	+ 25,4	+ 0,7	- 0,2	- 2,4	+ 10,1	- 3,0	-10,0	+ 2,8	- 0,4	- 4,0
4 ^e trimestre	+31,6	+14,0	+ 6,5	+ 1,4	+ 53,5	- 50,3	+ 61,7	+ 0,6	- 2,1	+ 8,4	+ 6,5	+22,3	-12,1	+12,4	- 2,1	+ 8,2
1980 1 ^{er} trimestre	-32,2	+32,2	+ 6,5	+ 9,1	+ 15,6	- 59,6	+ 0,7	p- 1,1	- 2,9	- 1,8	p+113,0	p- 9,7	p- 9,0	- 4,9	+ 0,4	- 9,5
2 ^e trimestre	+44,9	-14,5	+12,4	+ 3,1	+ 45,9	- 41,6	+ 31,2	p+ 3,3	- 3,3	- 1,4	p+ 66,9	p+ 1,2	p- 3,6	- 4,0	+ 1,7	- 4,5
3 ^e trimestre	-33,8	+ 4,6	+16,8	- 1,2	- 13,6	p- 59,9	+ 3,0	p+ 2,0	- 2,8	- 5,8	p+ 59,5	p+ 0,3	p-10,6	- 6,1	p+ 5,9	p+ 0,9
4 ^e trimestre	+23,1	+11,8	+10,2	+ 5,4	+ 50,5	p- 29,4	+ 40,5	p+ 2,6	- 4,4	+ 5,1	p+ 25,8	p+10,9	p- 6,9	+ 0,2	p+ 4,5	p+ 1,6
1981 1 ^{er} trimestre	- 8,2	+13,6	+19,7	+13,9	+ 39,0	p- 80,4	p+ 8,2	p- 1,2	- 0,1	+ 0,8	p+122,3	p- 2,9	p- 6,9	- 2,8	p+11,3	p- 9,3

N. B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

2 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

3 Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

4 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

5 Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

6 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

7 Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la B.N.B.

8 Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

9 Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

10 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1978.

11 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actifs découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1978.

12 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge, et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 11 et 12 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

13 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

14 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

15 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics 6	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor 2 (1)	Billets de la Banque Nationale de Belgique (2)	Stock de monnaie fiduciaire 3 (3)	Auprès de la Banque Nationale de Belgique 4 (4)	Auprès des organismes publics 5 (5)	Auprès des banques (6)	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
1972	8,5	222,6	225,6	0,6	63,2	173,3	237,1	462,7	21,8	484,5
1973	9,1	238,5	240,6	0,5	65,6	185,9	252,0	492,6	27,8	520,4
1974	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) 7	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979 Mars	12,1	353,5	356,4	0,5	88,6	298,5	387,6	744,0	35,5	779,5
Juin	12,4	380,1	381,6	1,0	97,3	312,0	410,3	791,9	38,1	830,0
Septembre	12,5	358,9	361,3	0,7	87,0	290,2	377,9	739,2	33,9	773,1
Décembre	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980 Mars	12,7	357,6	359,0	0,8	91,5	281,7	374,0	733,0	39,4	772,4
Mai	13,1	367,2	369,1	0,5	95,0	288,4	383,9	753,0	39,0	792,0
Juin	13,9	377,6	378,8	1,2	98,9	300,8	400,9	779,7	37,7	817,4
Juillet	14,3	361,0	365,2	0,7	96,5	288,7	385,9	751,1	32,7	783,8
Août	14,5	359,7	364,0	1,2	95,8	278,9	375,9	739,9	35,1	775,0
Septembre	14,7	361,0	365,0	1,2	90,1	290,6	381,9	746,9	36,7	783,6
Octobre	14,2	360,6	364,6	0,4	86,9	280,1	367,4	732,0	34,3	766,3
Novembre	14,4	362,9	367,2	0,4	89,2	285,1	374,7	741,9	38,9	780,8
Décembre	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981 Janvier	14,6	362,6	366,6	0,8	102,0	297,1	399,9	766,5	34,2	800,7
Février	14,6	363,6	368,2	0,6	91,3	289,0	380,9	749,1	39,8	788,9
Mars	14,7	364,4	368,5	0,8	92,4	300,5	393,7	762,2	36,3	798,5
Avril	14,9	368,3	373,0	0,7	101,7	285,5	387,9	760,9	38,3	799,2
Mai	14,9	385,4	389,2	0,4	94,9	297,9	393,2	782,4	37,7	820,1

1 Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

2 Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

3 Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

4 Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

5 O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

6 Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

7 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises 1 et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
	Monnaie fiduciaire 2	Monnaie scripturale			Total	Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total	
		Après des organismes principa- lement monétaires	Après des autres intermé- diaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1972	222,4	234,1	17,2	251,3	473,7	21,8	3,0	24,8	498,5
1973	237,6	247,6	20,4	268,0	505,6	27,8	2,8	30,6	536,2
1974	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) 3	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979 Mars	351,5	383,8	59,7	443,5	795,0	35,5	7,3	42,8	837,8
Juin	374,4	405,8	65,4	471,2	845,6	38,1	12,7	50,8	896,4
Septembre	356,5	374,0	66,9	440,9	797,4	33,9	9,0	42,9	840,3
Décembre	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980 Mars	352,8	369,4	62,6	432,0	784,8	39,4	8,8	48,2	833,0
Juin	372,1	396,0	73,6	469,6	841,7	37,7	16,3	54,0	895,7
Septembre	358,9	377,1	76,5	453,6	812,5	36,7	11,7	48,4	860,9
Décembre	371,4	381,4	71,2	452,6	824,0	41,7	5,6	47,3	871,3
1981 Mars p	362,4	389,2	72,3	461,5	823,9	35,5	7,2	42,7	866,6

1 Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.
2 Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires finan-

ciers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

3 L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Variations						Variations	
	B.N.B. 2	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1)+(2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁴	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁵ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁶ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (8)] ⁷	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁸
				B.N.B. 3	Autres organismes principalement monétaires	Total						(7)	(8)	(9) = (8) - (7) - (8)	(10)	(11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1973	219,1	- 67,2	151,9	+35,5	- 21,4	+ 14,1	- 4,6	- 1,0	+ 19,7	+19,2	+ 33,8
1974 ⁹	228,8	- 96,3	132,5	+ 8,1	- 26,4	- 18,3	- 3,7	- 5,9	- 8,7	+42,9	+ 24,6
1975	252,4	- 92,9	159,5	+18,5	+ 3,5	+ 22,0	- 3,6	- 0,7	+ 26,3	+ 2,4	+ 24,4
1976	231,8	- 86,3	145,5	-22,7	+ 4,7	- 18,0	+ 8,2	- 2,7	- 23,5	+12,6	- 5,4
1977	230,9	-108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+13,2	- 7,9
1978	221,7	-145,9	75,8	-10,2	- 27,9	- 38,1	+23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 8,3	- 29,8
1979	232,2	-265,7	-33,5	-35,1	-125,6	-160,7	+15,3	- 7,7	-168,3	+35,1	-125,6
1980	332,3	p-384,3	p-52,0	+11,8	p-127,1	p-115,3	p+88,6	-13,4	p-190,5	p+27,9	p- 87,4
1979 1 ^{er} trimestre	271,8	-167,3	104,5	+10,6	-30,5	- 19,9	+21,6	- 1,4	- 40,1	- 6,9	- 26,8
2 ^e trimestre	264,5	-199,6	64,9	- 7,5	-23,7	- 31,2	- 0,5	- 4,0	- 26,7	+17,9	- 13,3
3 ^e trimestre	241,1	-218,2	22,9	-29,3	-22,6	- 51,9	- 0,5	- 0,2	- 51,2	+ 9,0	- 42,9
4 ^e trimestre	232,2	-265,7	-33,5	- 8,9	-48,8	- 57,7	- 5,3	- 2,1	- 50,3	+15,1	- 42,6
1980 1 ^{er} trimestre	220,7	-275,4	-54,7	-27,8	- 9,2	- 37,0	+25,5	- 2,9	- 59,6	+12,4	- 24,6
2 ^e trimestre	319,4	-326,7	- 7,3	+43,8	-62,1	- 18,3	+26,6	- 3,3	- 41,6	- 1,8	- 20,1
3 ^e trimestre	338,4	p-352,1	p-13,7	+ 2,3	p-25,7	p- 23,4	+39,3	- 2,8	p- 59,9	p- 1,9	p-25,3
4 ^e trimestre	332,3	p-384,3	p-52,0	- 6,5	p-30,1	p- 36,6	- 2,8	- 4,4	p- 29,4	p+19,2	p-17,4
1981 1 ^{er} trimestre	296,0	p-395,6	p-99,6	-39,8	p+ 5,1	p- 34,7	+45,8	- 0,1	p- 80,4	p+38,1	p+ 3,4

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

2 Cf. tableau XIII-5b, colonne (9), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

3 Cf. tableau XIII-5b, colonne (12), et notamment la note 5, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

4 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

5 Crédits mobilisés auprès des banques belges.

6 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-8.

7 Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engage-

ments nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

- moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (11)].

8 Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

9 Depuis 1974, les variations ont été calculées sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevoleur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

	Montants à fin de période								Variations après ajustement statistique ⁵			
	Réserves de change							Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	Avoirs extérieurs nets	Réserves de change	Acceptations en francs belges représentatives d'exportations	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements ⁶
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	Ecus	Avoirs ou engagements (-) nets vis-à-vis du F.E.C.O.M.	Monnaies étrangères au comptant ³	Francs belges au comptant ⁴	Total						(7) = (1) à (6)	(9) = (7) + (8)	(10)	(11)	(12) = (10) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1973	71,8	54,5	—	3,5	75,9	- 2,6	203,1	16,9	220,0	+36,0	+ 0,4	+36,4
1974	71,8	53,3	—	...	95,1	- 3,1	217,1	12,0	229,1	+12,4	- 4,9	+ 7,5
1975	71,8	58,7	—	...	113,7	- 3,7	240,5	11,9	252,4	+18,4	- 0,2	+18,2
1976	71,8	58,9	—	...	90,6	- 3,2	218,1	13,7	231,8	-24,6	+ 1,9	-22,7
1977	72,3	57,7	—	- 23,4	107,7	- 3,4	210,9	20,0	230,9	- 8,6	+ 6,3	- 2,3
1978	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	- 5,6	195,9	25,8	221,7	-15,9	+ 5,7	-10,2
1979	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	22,1	232,2	-31,5	- 3,6	-35,1
1980	58,2	48,0	110,7	...	114,8	- 6,3	325,4	6,9	332,3	+27,0	-15,2	+11,8
1979 2 ^e trimestre	58,0	51,7	60,8	- 7,7	83,8	- 4,9	241,2	23,3	264,5	- 9,8	+ 2,3	- 7,5
3 ^e trimestre	58,0	50,9	66,7	- 39,9	85,5	- 3,7	217,5	23,6	241,1	-29,6	+ 0,3	-29,3
4 ^e trimestre	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	22,1	232,2	- 7,4	- 1,5	- 8,9
1980 1 ^{er} trimestre	58,2	52,2	43,7	...	54,2	- 5,3	203,0	17,7	220,7	-23,3	- 4,5	-27,8
2 ^e trimestre	58,2	50,2	94,0	...	109,1	- 6,3	305,2	14,2	319,4	+47,2	- 3,4	+43,8
3 ^e trimestre	58,2	48,5	119,4	...	111,6	- 6,7	331,0	7,4	338,4	+ 9,2	- 6,9	+ 2,3
4 ^e trimestre	58,2	48,0	110,7	...	114,8	- 6,3	325,4	6,9	332,3	- 6,1	- 0,4	- 6,5
1981 1 ^{er} trimestre	58,2	50,5	46,4	- 5,5	137,6	- 5,1	282,1	13,9	296,0	-46,8	+ 7,0	-39,8
2 ^e trimestre	58,2	51,5	57,7	...	136,0	- 5,9	297,5	p 18,7	p 316,2	p+ 3,7	p+ 4,8	p+ 8,5
1980 Juillet	58,2	50,0	119,3	...	118,7	- 4,9	341,3	10,5	351,8	+17,5	- 3,8	+13,7
Août	58,2	49,7	118,9	...	117,0	- 5,9	337,9	12,9	350,8	- 2,6	+ 2,3	- 0,3
Septembre	58,2	48,5	119,4	...	111,6	- 6,7	331,0	7,4	338,4	- 5,7	- 5,4	-11,1
Octobre	58,2	48,4	121,0	...	100,1	- 6,3	321,4	7,6	329,0	- 6,7	+ 0,2	- 6,5
Novembre	58,2	48,3	120,6	...	112,7	- 6,0	333,8	9,2	343,0	+ 8,1	+ 1,6	+ 9,7
Décembre	58,2	48,0	110,7	...	114,8	- 6,3	325,4	6,9	332,3	- 7,5	- 2,2	- 9,7
1981 Janvier	58,2	51,5	112,1	...	126,6	- 7,0	341,4	7,5	348,9	+ 3,5	+ 0,6	+ 4,1
Février	58,2	51,0	81,7	...	151,2	- 5,8	336,3	9,2	345,5	-10,3	+ 1,8	- 8,5
Mars	58,2	50,5	46,4	- 5,5	137,6	- 5,1	282,1	13,9	296,0	-40,0	+ 4,6	-35,4
Avril	58,2	50,3	59,8	- 11,8	152,0	- 5,1	303,4	14,7	318,1	- 1,4	+ 0,8	- 0,6
Mai	58,2	50,5	58,8	- 3,6	162,6	- 6,0	320,5	17,0	337,5	+16,6	+ 2,3	+18,9
Juin	58,2	51,5	57,7	...	136,0	- 5,9	297,5	p 18,7	p 316,2	p-11,5	p+ 1,7	p- 9,8
Juillet	58,2	51,5	49,2	...	132,6	- 7,2	284,3	p 19,4	p 303,7	p- 7,7	p+ 0,7	p- 7,0

¹ Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969 à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

³ Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adopté le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. a assuré le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

⁴ Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportations) et les engagements envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales.

⁵ Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973, et b) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter, depuis janvier 1974, la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères c) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1979, 1980 et 1981 d) de l'entrée en vigueur au 13 mars 1979, du Système Monétaire Européen.

Compte tenu, de plus, depuis 1976, d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

⁶ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.23.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédites aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1 (1)	de la construction et de transactions immobilières 2 (2)	de ventes et prêts à tempérament 3 (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse 4 (8)	Autres (9)		
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	101,1	1,7	173,7	588,2
1975	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979 Mars ⁵	62,7	119,1	98,4	34,9	428,0	743,1	103,7	214,5	11,7	329,9	1.073,0
Juin ⁵	68,2	132,9	105,0	36,1	455,1	797,3	109,5	226,1	13,6	349,2	1.146,5
Septembre ⁵	74,7	141,5	106,3	38,8	461,5	822,8	110,2	239,4	14,6	364,2	1.187,0
Décembre	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	834,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
Décembre ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980 Mars	85,2	157,0	112,5	42,4	488,2	835,3	124,5	288,6	15,6	428,7	1.314,0
Juin	89,6	160,9	115,1	34,6	516,4	916,6	127,4	308,8	15,0	451,2	1.367,8
Septembre	90,1	164,6	111,7	30,5	522,7	919,6	118,9	336,4	20,4	475,7	1.395,3
Décembre	91,6	168,4	115,6	31,4	552,6	959,6	126,0	375,1	18,1	519,2	1.478,8
1981 Mars	94,6	167,1	109,9	34,7	563,2	969,5	130,7	443,2	16,3	590,2	1.559,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.
² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.
³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels

consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. A partir de 1978 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, no 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1972 3	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 3	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 3	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979 Mars 3	32,1	189,2	521,8	743,1	13,5	33,3	46,8	18,6	155,9	521,8	696,3	...
Juin 3	33,5	199,6	564,2	797,3	16,8	41,9	58,7	16,7	157,7	564,2	738,6	0,2
Septembre 3	36,0	196,7	590,1	822,8	25,8	42,6	68,4	10,2	154,1	590,1	754,4	...
Décembre	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980 Mars	34,8	217,6	632,9	885,3	19,3	48,4	67,7	15,5	169,2	632,9	817,6	0,2
Juin	30,1	216,1	670,4	916,6	13,9	44,2	58,1	16,2	171,9	670,4	858,5	0,1
Septembre	28,1	203,6	687,9	919,6	14,4	31,8	46,2	13,7	171,8	687,9	873,4	0,1
Décembre	29,1	211,4	719,1	959,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	719,1	907,3	...
1981 Mars	34,6	203,3	731,6	969,5	17,5	43,7	61,2	17,1	159,6	731,6	908,3	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1972 3	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	103,7	144,4	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 3	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 3	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979 Mars 3	32,5	87,3	210,1	329,9	14,1	36,7	50,8	18,4	50,6	210,1	279,1	2,2
Juin 3	35,6	90,0	223,6	349,2	17,9	38,9	56,8	17,7	51,1	223,6	292,4	2,2
Septembre 3	34,8	94,3	235,1	364,2	18,9	38,6	57,5	15,9	55,7	235,1	306,7	2,2
Décembre	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
Décembre 4	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980 Mars	39,0	99,9	289,8	428,7	17,7	39,1	56,8	21,3	60,8	289,8	371,9	13,3
Juin	35,1	110,3	305,8	451,2	15,2	41,0	56,2	19,9	69,3	305,8	395,0	3,9
Septembre	29,4	114,2	332,1	475,7	11,4	41,3	52,7	18,0	72,9	332,1	423,0	3,5
Décembre	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981 Mars	33,5	116,2	440,5	590,2	18,1	46,3	64,4	15,4	69,9	440,5	525,8	9,6
C. Total												
1972 3	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974	52,2	180,0	356,0	588,2	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	356,0	520,6	0,5
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 3	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 3	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979 Mars 3	64,6	276,5	731,9	1.073,0	27,6	70,0	97,6	37,0	206,5	731,9	975,4	2,2
Juin 3	69,1	289,6	787,8	1.146,5	34,7	80,8	115,5	34,4	208,8	787,8	1.031,0	2,4
Septembre 3	70,8	291,0	825,2	1.187,0	44,7	81,2	125,9	26,1	209,8	825,2	1.061,1	2,2
Décembre	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
Décembre 4	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980 Mars	73,8	317,5	922,7	1.314,0	37,0	87,5	124,5	36,8	230,0	922,7	1.189,5	13,5
Juin	65,2	326,4	976,2	1.367,8	29,1	85,2	114,3	36,1	241,2	976,2	1.253,5	4,0
Septembre	57,5	317,8	1.020,0	1.395,3	25,8	73,1	98,9	31,7	244,7	1.020,0	1.296,4	3,6
Décembre	59,6	327,5	1.091,7	1.478,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.091,7	1.367,9	9,2
1981 Mars	68,1	319,5	1.172,1	1.559,7	35,6	90,0	125,6	32,5	229,5	1.172,1	1.434,1	9,7

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

4 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2	
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)		Total (10) = (7) + (8) + (9)	(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979 Mars ¹	0,4	...	0,4	8,3	23,4	31,7	8,3	23,8	...	32,1	5,0
Juin ¹	0,2	0,1	0,3	9,2	32,3	41,5	9,2	32,5	0,1	41,8	4,1
Septembre ¹	0,1	0,1	0,2	12,4	36,1	48,5	12,4	36,2	0,1	48,7	3,1
Décembre	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980 Mars	0,1	...	0,1	12,8	37,5	50,3	12,8	37,6	...	50,4	6,3
Juin	...	...	...	8,3	33,0	41,3	8,3	33,0	...	41,3	6,6
Septembre	...	...	...	5,6	20,0	25,6	5,6	20,0	...	25,6	3,2
Décembre	...	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981 Mars	...	0,1	0,1	11,0	33,7	44,7	11,0	33,7	0,1	44,8	5,1
B. Crédits à l'étranger											
1972 ¹	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976	...	...	...	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	...	13,7	...
1977 ¹	...	...	...	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	...	20,0	...
1978 ¹	...	...	...	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	...	25,8	...
1979 Mars ¹	...	...	...	12,0	9,1	21,1	12,0	9,1	...	21,1	...
Juin ¹	...	...	...	13,5	9,8	23,3	13,5	9,8	...	23,3	...
Septembre ¹	...	...	...	14,7	8,9	23,6	14,7	8,9	...	23,6	...
Décembre	...	...	...	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	...	22,1	...
1980 Mars	...	...	...	12,2	5,5	17,7	12,2	5,5	...	17,7	...
Juin	...	...	...	10,6	3,6	14,2	10,6	3,6	...	14,2	...
Septembre	...	...	...	6,4	1,0	7,4	6,4	1,0	...	7,4	...
Décembre	...	...	...	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	...	6,9	...
1981 Mars	...	...	...	12,4	1,5	13,9	12,4	1,5	...	13,9	...
C. Total											
1972 ¹	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979 Mars ¹	0,4	...	0,4	20,3	32,5	52,8	20,3	32,9	...	53,2	5,0
Juin ¹	0,2	0,1	0,3	22,7	42,1	64,8	22,7	42,3	0,1	65,1	4,1
Septembre ¹	0,1	0,1	0,2	27,1	45,0	72,1	27,1	45,1	0,1	72,3	3,1
Décembre	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980 Mars	0,1	...	0,1	25,0	43,0	68,0	25,0	43,1	...	68,1	6,3
Juin	...	...	...	18,9	36,6	55,5	18,9	36,6	...	55,5	6,6
Septembre	...	...	...	12,0	21,0	33,0	12,0	21,0	...	33,0	3,2
Décembre	...	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981 Mars	...	0,1	0,1	23,4	35,2	58,6	23,4	35,2	0,1	58,7	5,1

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 8, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1970.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²	
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1972 ³	23,0	123,0	172,4	318,4	7,4	6,8	14,2	15,6	116,2	172,4	304,2	0,8
1973	19,0	135,7	219,7	374,4	5,2	5,0	10,2	13,8	130,7	219,7	364,2	0,6
1974	19,6	145,1	252,8	417,5	5,8	13,7	19,5	13,8	131,4	252,8	398,0	1,7
1975	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979 Mars ³	32,1	189,7	521,8	743,6	4,8	9,2	14,0	27,3	180,5	521,8	729,6	5,0
Juin ³	33,5	199,8	564,3	797,6	7,6	9,6	17,2	25,9	190,2	564,3	780,4	4,3
Septembre ³	36,0	196,8	590,2	823,0	12,9	5,5	18,4	23,1	191,3	590,2	804,6	3,1
Décembre	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980 Mars	34,8	217,7	632,9	885,4	5,9	9,4	15,3	28,9	208,3	632,9	870,1	6,5
Juin	30,1	216,1	670,4	916,6	5,6	11,2	16,8	24,5	204,9	670,4	899,8	6,7
Septembre	28,1	203,6	687,9	919,6	8,6	10,5	19,1	19,5	193,1	687,9	900,5	3,3
Décembre	29,1	211,4	719,6	960,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	719,6	946,8	2,6
1981 Mars	34,6	203,3	731,7	969,6	6,2	9,0	15,2	28,4	194,3	731,7	954,4	5,2

B. Crédits à l'étranger

1972 ³	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974	32,6	37,4	103,7	173,7	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	103,7	156,8	0,2
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979 Mars ³	32,5	87,2	210,1	329,8	2,0	27,5	29,5	30,5	59,7	210,1	300,3	2,2
Juin ³	35,6	90,0	223,6	349,2	4,4	29,1	33,5	31,2	60,9	223,6	315,7	2,2
Septembre ³	34,8	94,3	235,1	364,2	4,0	29,7	33,7	30,8	64,6	235,1	330,5	2,2
Décembre	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
Décembre ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980 Mars	39,0	99,9	289,8	428,7	5,3	33,4	38,7	33,7	66,5	289,8	390,0	13,3
Juin	35,1	110,3	305,8	451,2	4,6	37,4	42,0	30,5	72,9	305,8	409,2	3,9
Septembre	29,4	114,2	332,1	475,7	4,8	40,0	44,8	24,6	74,2	332,1	430,9	3,5
Décembre	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981 Mars	33,5	116,2	440,5	590,2	5,1	44,2	49,3	28,4	72,0	440,5	540,9	9,6

C. Total

1972 ³	48,3	151,8	233,4	433,5	9,3	15,0	24,3	39,0	136,8	233,4	409,2	3,7
1973	45,9	167,0	296,4	509,3	8,3	12,9	21,2	37,6	154,1	296,4	488,1	2,4
1974	52,2	182,5	356,5	591,2	11,3	25,1	36,4	40,9	157,4	356,5	554,8	1,9
1975	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979 Mars ³	64,6	276,9	731,9	1.073,4	6,8	36,7	43,5	57,8	240,2	731,9	1.029,9	7,2
Juin ³	69,1	289,8	787,9	1.146,8	12,0	38,7	50,7	57,1	251,1	787,9	1.096,1	6,5
Septembre ³	70,8	291,1	825,3	1.187,2	16,9	35,2	52,1	53,9	255,9	825,3	1.135,1	5,3
Décembre	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
Décembre ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980 Mars	73,8	317,6	922,7	1.314,1	11,2	42,8	54,0	62,6	274,8	922,7	1.260,1	19,8
Juin	65,2	326,4	976,2	1.367,8	10,2	48,6	58,8	55,0	277,8	976,2	1.309,0	10,6
Septembre	57,5	317,8	1.020,0	1.395,3	13,4	50,5	63,9	44,1	267,3	1.020,0	1.331,4	6,8
Décembre	59,6	327,5	1.092,2	1.479,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.092,2	1.416,7	11,8
1981 Mars	68,1	319,5	1.172,2	1.559,8	11,3	53,2	64,5	56,8	266,3	1.172,2	1.495,3	14,8

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, no 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1980 5 mai	1981 4 mai	1980 9 juin	1981 5 juin	1980 7 juillet	1981 6 juillet	1980 4 août	1981 10 août
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	15,6	16,5	14,9	16,2	14,2	15,8	14,2	15,7
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	27,8	28,7	29,4	30,1	29,3	30,1	29,5	30,3
Ecus	80,4	59,8	87,6	58,8	94,8	57,7	119,3	49,2
Monnaies étrangères	60,0	152,1	90,0	159,4	111,6	137,5	118,9	129,8
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopérat. Monétaire	28,5	46,6	28,5	46,6	28,5	46,6	37,6	47,1
Autres .....	...	1,0	...	1,0	...	...	...	...
Accords internationaux	0,7	0,9	0,8	0,9	0,8	1,0	0,8	1,0
Avances au F.M.I.	7,0	5,1	6,8	4,9	6,8	5,5	6,5	5,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	...	...	...	...	...	...	...
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2,3	0,1	5,2	0,1	3,5	0,1	2,4	...
Effets de commerce	81,4	73,7	55,4	75,3	64,7	74,9	53,7	76,4
Avances sur nantissement	26,8	7,2	8,4	1,3	12,1	1,4	11,8	...
Effets publics * :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Concours spécial au Fonds des Rentes **	57,0	97,9	84,5	103,2	60,5	127,1	44,1	112,8
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,6	0,6	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Compte B	3,4	4,0	3,5	4,0	3,8	4,1	3,8	4,1
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi								
du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	8,0	8,9	8,0	8,9	8,0	8,9	8,0	8,9
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel								
.....	12,9	14,4	12,9	14,0	12,9	14,0	12,9	14,0
Divers	15,5	21,7	15,7	23,1	16,1	25,8	16,3	27,0
	562,8	674,1	587,0	683,4	603,1	686,1	615,4	657,2
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux ¹	21,8	21,4	20,4	20,1	18,9	18,6	17,8	17,1
PASSIF								
Billets en circulation	361,1	372,1	368,9	387,1	380,5	394,3	364,8	373,8
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	1,1	1,0	1,9	1,8	1,4	1,2	1,3	1,1
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,8	5,6	2,4	4,0	1,9	6,5	2,6	4,1
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	3,4	4,0	3,5	4,0	3,8	4,1	3,8	4,1
Autres accords .....	...	...	...	...	...	...	0,1	...
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	19,2	23,6	19,2	23,6	19,2	23,6	19,2	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	11,8	...	3,6	...	...	...	...
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	136,7	181,0	136,6	181,0	136,6	181,0	158,7	173,5
Réserve monétaire :								
Belgique .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	2,3	1,3	4,3	1,3	3,1	0,1	2,4	...
Caisse de Pensions du Personnel	12,9	14,4	12,9	14,0	12,9	14,0	12,9	14,0
Divers	16,3	50,4	29,3	54,1	35,7	52,4	41,6	54,1
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	7,6	8,5	7,6	8,5	7,6	8,5	7,6	8,5
	562,8	674,1	587,0	683,4	603,1	686,1	615,4	657,2
Compte d'ordre :								
Ministres de l'Education Nationale ¹ ...	21,8	21,4	20,4	20,1	18,9	18,6	17,8	17,1
* Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque)								
** Montant cumulé maximum du concours ²	90,0	130,0	90,0	130,0	90,0	130,0	90,0	130,0

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.116	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1976	1.112	157,7	72,5	276,9	502,1	276,5	502,1	1.557,5	95
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.112	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1979 1 ^{er} trimestre	1.110	207,2	81,2	337,5	673,6	354,9	673,6	2.039,5	96
2 ^e trimestre	1.110	207,9	83,0	361,2	644,4	351,2	644,4	2.001,1	95
3 ^e trimestre	1.113	207,5	80,2	331,8	608,4	338,5	608,4	1.887,1	96
4 ^e trimestre	1.116	226,0	78,6	361,3	657,2	349,1	657,2	2.024,9	96
1980 1 ^{er} trimestre	1.116	216,3	80,4	363,4	709,0	378,0	709,0	2.159,5	97
2 ^e trimestre	1.115	216,3	83,7	393,6	706,1	385,5	706,1	2.191,3	96
3 ^e trimestre	1.118	213,7	82,1	358,2	664,3	363,4	664,3	2.050,2	96
4 ^e trimestre	1.120	212,7	79,1	380,7	681,0	365,3	681,0	2.107,9	96
1981 1 ^{er} trimestre	1.120	217,8	81,3	384,5	764,6	402,0	764,6	2.315,7	96
1980 Mai	1.115	213,4	87,0	393,7	705,0	395,3	705,0	2.198,9	96
Juin	1.115	221,9	83,8	391,2	676,8	387,7	676,8	2.132,5	95
Juillet	1.116	241,8	81,9	412,9	746,3	411,6	746,3	2.317,1	96
Août	1.117	208,2	83,2	322,4	613,1	347,0	613,1	1.895,6	96
Septembre	1.118	191,1	81,3	339,4	633,4	331,7	633,4	1.937,9	96
Octobre	1.119	226,3	78,6	390,8	710,9	410,5	710,9	2.223,1	96
Novembre	1.120	182,2	79,2	355,0	646,3	322,1	646,3	1.969,7	96
Décembre	1.120	229,7	79,4	396,4	685,7	363,3	685,7	2.131,0	96
1981 Janvier	1.120	241,8	81,7	382,5	760,9	418,0	760,9	2.322,3	96
Février	1.120	201,5	85,2	395,4	789,3	401,4	789,3	2.375,4	97
Mars	1.120	210,1	78,6	375,6	743,6	386,6	743,6	2.249,4	96
Avril	1.121	212,6	80,1	413,3	780,4	360,6	780,4	2.334,7	96
Mai	1.125	233,5	86,8	427,2	758,0	447,5	758,0	2.390,8	96

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1980 31 décembre	1980 30 avril	1981 30 avril	1980 31 mai	1981 31 mai
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	11,7	13,7	14,8	14,1	12,4	11,7	12,8	12,8
Prêts au jour le jour	32,4	42,3	42,4	38,9	45,5	44,6	44,9	45,0
Banquiers	592,9	745,0	875,3	1.133,5	1.012,3	1.293,5	1.007,8	1.311,0
Maison-mère, succursales et filiales	197,3	210,4	279,3	460,1	342,4	534,3	344,6	551,0
Autres valeurs à recevoir à court terme	36,0	35,0	40,2	39,9	49,1	44,6	50,2	46,0
Portefeuille-effets	216,7	244,3	314,4	428,8	372,7	489,4	397,8	512,0
a) Effets publics	20,8	37,4	74,5	161,0	117,0	239,4	133,4	248,0
b) Effets commerciaux *	195,9	206,9	239,9	267,8	255,7	250,0	264,4	264,0
Reports et avances sur titres	5,4	3,1	3,7	5,3	3,8	1,5	4,4	1,4
Débiteurs par acceptations	61,9	64,7	71,7	59,6	72,4	67,3	69,2	71,0
Débiteurs divers	645,5	731,2	909,4	1.141,9	978,2	1.298,0	996,6	1.311,0
Valeurs mobilières	521,7	570,5	604,1	626,5	609,6	651,7	620,1	652,0
a) Fonds publics belges	470,0	514,9	543,7	560,4	548,8	574,2	558,0	573,0
b) Autres titres d'emprunt	50,8	54,9	59,7	65,3	59,9	76,4	61,2	77,0
c) Actions et parts de sociétés	0,8	0,6	0,6	0,5	0,5	0,8	0,5	0,7
d) Autres valeurs mobilières	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5
Valeurs de la réserve légale	1,8	1,9	2,0	2,2	2,1	2,3	2,1	2,3
Participations	14,3	14,4	18,2	22,9	19,7	25,4	20,0	25,8
a) Filiales	5,4	5,2	7,0	11,9	8,8	14,8	9,0	15,0
b) Autres participations	8,9	9,2	11,2	11,0	10,9	10,6	11,0	10,7
Frais de constitution et de premier établissement	0,6	1,1	1,2	1,4	1,3	1,4	1,3	1,4
Immeubles	19,8	20,9	21,3	22,3	21,8	22,9	22,0	23,0
Participations dans les filiales immobilières	0,7	1,4	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	2,8	3,3	3,5	3,7	3,7	4,0	3,7	4,1
Divers	54,9	71,8	91,7	103,2	86,3	117,3	87,8	121,8
Total de l'actif ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	3.635,0	4.611,6	3.687,0	4.696,3
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	80,3	89,9	99,8	101,3	107,2	107,0	106,1	110,4
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	2,1	3,2	0,6	0,8	2,2	1,3	2,2	1,2

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

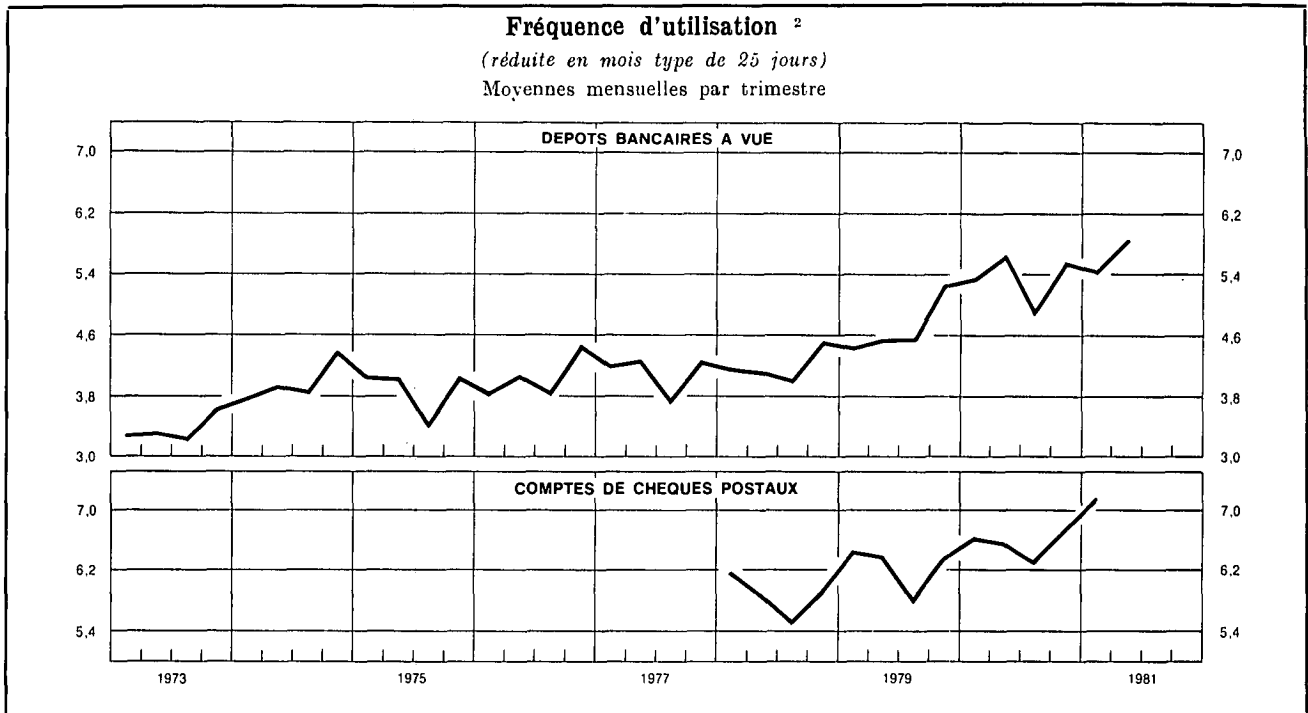
Passif

Rubriques	1977	1978	1979	1980	1980	1981	1980	1981
	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	30 avril	30 avril	31 mai	31 mai
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,9	5,9	5,1	4,9	13,6	13,5	20,0	14,6
a) Créanciers garantis par des privilèges	2,5	3,1	4,2	4,3	4,7	5,0	3,5	4,0
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,4	2,8	0,9	0,6	8,9	8,5	16,5	10,6
Emprunts au jour le jour	38,0	59,8	84,7	88,7	79,2	109,7	73,6	106,0
a) Couverts par des sûretés réelles	7,7	6,7	13,9	7,5	7,9	9,2	6,2	7,4
b) Non couverts par des sûretés réelles	30,3	53,1	70,8	81,2	71,3	100,5	67,4	98,6
Banquiers	910,1	1.103,2	1.365,2	1.903,5	1.577,2	2.236,9	1.635,6	2.284,3
Maison-mère, succursales et filiales	130,0	143,0	217,8	328,2	252,0	344,9	250,9	344,6
Acceptations	61,9	64,7	71,7	59,6	72,4	67,3	69,2	71,1
Autres valeurs à payer à court terme	20,6	26,5	21,9	27,5	38,4	37,7	26,7	23,7
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,8	4,6	4,5	3,7	3,7	4,1	3,6	5,5
Dépôts et comptes courants	1.004,0	1.083,3	1.192,0	1.281,4	1.242,8	1.335,3	1.244,6	1.379,7
a) A vue	330,3	348,3	357,3	356,1	342,9	357,7	359,4	377,0
b) A un mois au plus	111,7	113,8	136,1	198,2	188,4	220,3	185,2	225,0
c) A plus d'un mois	220,3	238,4	292,6	323,1	336,4	358,5	329,0	374,1
d) A plus d'un an	17,3	19,0	18,7	13,6	17,3	11,3	16,7	11,8
e) A plus de deux ans	20,7	20,0	21,2	23,3	20,6	23,0	20,5	23,6
f) Carnets de dépôts	300,2	339,8	363,9	365,6	335,5	363,2	332,1	366,9
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	3,5	4,0	2,2	1,5	1,7	1,3	1,7	1,3
Obligations et bons de caisse	100,6	120,0	145,7	193,7	152,9	215,5	159,8	218,9
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,5	1,7	1,7	1,7	1,5	1,5	1,5
Divers	70,6	84,0	99,3	114,6	112,1	140,3	112,1	141,3
Total de l'exigible ...	2.345,0	2.696,5	3.209,6	4.007,5	3.546,0	4.506,7	3.597,6	4.591,2
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	6,5	8,9	9,7	15,9	9,7	16,9	9,5	17,0
Non exigible :								
Capital	37,0	39,5	42,6	47,9	43,4	48,4	43,7	48,4
Fonds indisponible par prime d'émission	4,6	4,7	4,7	2,4	4,9	2,4	4,9	2,4
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,8	1,9	2,0	2,2	2,2	2,3	2,2	2,3
Réserve disponible	15,4	17,0	18,7	20,9	19,8	22,4	20,0	22,5
Autres réserves	5,1	5,5	6,5	6,5	6,4	6,6	6,5	6,6
Provisions	1,1	1,1	1,1	2,7	2,6	5,9	2,6	5,9
Total du non exigible ...	65,0	69,7	75,6	82,6	79,3	88,0	79,9	88,1
Total du passif ...	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	3.635,0	4.611,6	3.687,0	4.696,3

La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute		avoirs à l'O.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1976	828,6	449,2	1.277,8	4,13	4,08	4,94
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1979 2 ^e trimestre	1.172,5	595,0	1.767,5	4,55	4,62	6,39
3 ^e trimestre	1.118,4	524,3	1.642,7	4,56	4,50	5,80
4 ^e trimestre	1.265,3	568,1	1.833,4	5,28	5,21	6,37
1980 1 ^{er} trimestre	1.296,3	604,0	1.900,3	5,50	5,36	6,62
2 ^e trimestre	1.381,9	626,2	2.008,1	5,56	5,64	6,59
3 ^e trimestre	1.208,0	582,5	1.790,5	5,05	4,92	6,32
4 ^e trimestre	1.362,2	597,9	1.960,1	5,66	5,58	6,77
1981 1 ^{er} trimestre	1.342,3	656,0	1.998,3	5,53	5,46	7,15
2 ^e trimestre	1.474,8			5,80	5,87	
1980 Juin	1.382,4	625,9	2.008,3	5,46	5,46	6,62
Juillet	1.319,0	660,0	1.979,0	5,44	5,23	7,17
Août	1.105,7	528,6	1.634,3	4,57	4,57	5,67
Septembre	1.199,2	558,9	1.758,1	5,15	4,96	6,13
Octobre	1.324,0	549,1	1.873,1	5,97	5,53	6,25
Novembre	1.232,4	655,4	1.887,8	4,79	5,21	7,41
Décembre	1.530,2	589,2	2.119,4	6,21	5,97	6,64
1981 Janvier	1.270,6	596,2	1.866,8	5,30	5,10	6,56
Février	1.359,9	755,3	2.115,2	5,33	5,55	7,94
Mars	1.396,5	616,4	2.012,9	5,98	5,75	6,90
Avril	1.460,1	673,1	2.133,2	6,13	6,13	7,36
Mai	1.407,4	716,4	2.123,8	5,50	5,72	7,56
Juin	1.557,0			5,77	5,77	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesurés d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qui n'ont pas été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, tome II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XIe année, tome I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, tome I, no 1, janvier 1967, p. 19; tome II, no 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS
AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prête d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
				valeur nominale					
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5	
1973	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...	
1974	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9	
1976	14,9	6,0	1,4	...	...	15,7	...	3,6	
1977	17,5	—	2,8	...	...	7,0	...	7,4	2,8
1978 Septembre	19,6	—	28,7	...	...	11,2	...	4,3	28,7
Décembre	22,3	—	16,0	...	...	5,2	...	13,9	16,0
1979 Mars	23,2	—	29,3	...	...	17,2	...	1,7	29,3
Juin	27,8	—	49,1	...	...	17,6	...	6,0	49,1
Septembre	27,9	—	47,7	...	...	15,9	7,3	...	47,7
Décembre	33,1	—	52,5	...	...	7,1	...	23,2	52,5
1980 Janvier	33,4	—	40,2	...	...	11,4	...	18,0	40,2
Février	37,8	—	62,5	...	...	14,6	...	16,8	62,5
Mars	39,3	—	72,6	...	...	14,9	...	18,2	72,6
Avril	36,7	—	54,5	3,9	...	17,6	...	16,6	54,5
Mai	36,4	—	73,7	...	...	20,0	...	8,2	73,7
Juin	33,1	—	60,0	...	...	20,6	...	9,6	60,0
Juillet	30,7	—	41,0	...	...	23,4	...	3,4	41,0
Août	31,5	—	58,6	...	...	28,1	...	...	57,7
Septembre	32,0	—	67,2	...	...	23,0	...	4,3	67,2
Octobre	31,6	—	76,4	...	...	21,0	...	5,5	76,4
Novembre	29,9	—	69,7	...	...	21,6	...	3,1	69,7
Décembre	29,7	—	77,1	...	...	18,3	...	9,9	77,1

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

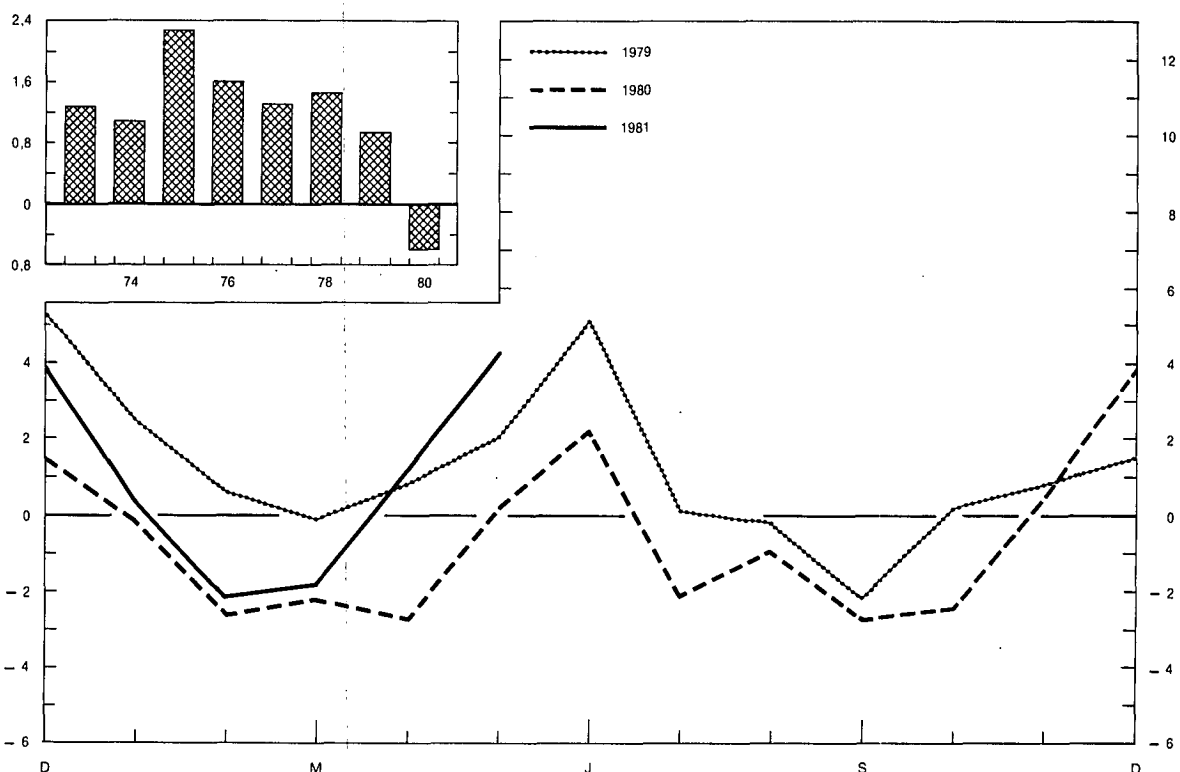
5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.

Dépôts ¹ : excédents ou déficits des versements sur les remboursements
(moyennes mensuelles ou mois)



Périodes	Dépôts ¹			Bons d'épargne ²	Total	
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits (8) = (1) - (2)	Solde ⁴		Montant en circulation
						à fin de période
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1979 1 ^{er} trimestre	148,3	145,3	3,0	383,3	83,4	466,7
2 ^e trimestre	160,0	152,1	7,9	391,2	86,9	478,1
3 ^e trimestre	149,2	151,4	- 2,2	389,0	91,4	480,4
4 ^e trimestre	181,3	178,5	2,8	408,6	95,4	504,0
1980 1 ^{er} trimestre	198,9	203,8	- 4,9	403,7	101,0	504,7
2 ^e trimestre	204,5	204,8	- 0,3	403,4	108,9	512,3
3 ^e trimestre	223,7	229,4	- 5,7	397,7	117,6	515,3
4 ^e trimestre	221,4	219,4	2,0	419,1	123,5	542,6
1981 1 ^{er} trimestre p	236,1	239,6	- 3,5	415,6	133,8	549,4
1980 Mai	70,1	69,9	0,2	401,2	105,9	507,1
Juin	60,0	57,8	2,2	403,4	108,9	512,3
Juillet	92,4	94,5	- 2,1	401,3	111,7	513,0
Août	63,1	64,0	- 0,9	400,4	115,7	516,1
Septembre	68,2	70,9	- 2,7	397,7	117,6	515,3
Octobre	52,6	55,0	- 2,4	395,3	119,9	515,2
Novembre	74,1	73,6	0,5	395,8	121,4	517,2
Décembre	94,7	90,8	3,9	419,1	123,5	542,6
1981 Janvier	84,8	84,4	0,4	419,5	126,3	545,8
Février	75,0	77,1	- 2,1	417,4	131,6	549,0
Mars p	76,3	78,1	- 1,8	415,6	133,8	549,4
Avril p	82,9	81,7	1,2	416,8	135,5	552,3
Mai p	82,4	78,1	4,3	421,1	137,4	558,5

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotations et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1980, les intérêts capitalisés s'élevaient à 10,4 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	1,2	1,8	3,0	2,1	2,5	3,3	4,6	5,2	6,1
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	41,3	42,8	48,4	50,8	53,6	60,9	65,9	69,3	78,4
Avances à l'industrie	13,9	11,9	11,3	10,5	12,1	7,0	0,7	—	—
Crédit agricole .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	2,1	2,9	3,6	4,9	4,2	6,5	4,9	7,0	9,5
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	0,3	0,6	1,1	1,0	1,2	2,0	4,4	6,8	8,8
Acceptations bancaires	9,5	5,5	1,9	0,3	3,6	2,1	5,2	0,9	4,8
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	22,3	19,1	16,5	15,0	36,7	23,2	26,8	21,3	15,8
Prêts au jour le jour	1,9	2,2	2,2	2,7	2,8	1,4	0,6	2,5	0,4
Total ...	91,3	85,0	85,0	85,2	114,2	103,1	108,5	107,8	117,7
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	24,5	31,2	37,5	47,2	55,2	64,6	71,7	80,9	87,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	33,3	39,3	40,0	55,8	61,2	77,9	92,6	110,7	116,1
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	5,8	7,3	8,9	9,2	11,3	12,7	13,1	13,5	13,3
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,6	5,4	6,0	6,2	9,6	10,8	11,6	12,1	12,0
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	1,1	1,0	1,1	1,2	1,2	2,2	2,3	2,3	1,4
Prêts hypothécaires	13,9	20,3	29,2	37,6	44,1	55,1	67,8	81,2	96,8
Crédit agricole	6,3	6,4	6,8	7,2	7,6	8,8	10,0	11,0	12,0
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	32,3	34,4	36,4	38,3	42,0	47,4	52,6	59,3	64,4
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	15,7	20,4	24,9	31,7	37,6	53,4	64,2	71,1	74,2
Total ...	134,5	165,7	190,8	234,4	269,8	332,9	385,9	442,1	477,4
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	5,2	5,8	7,9	9,4	11,0	13,1	15,7	15,1	16,5
Valeurs échues du portefeuille	7,0	11,1	13,0	3,8	3,9	7,4	5,7	1,8	3,2
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	1,8	5,1	2,2	—	—	—	—	—
Divers	6,7	11,0	15,1	19,7	24,9	4,7	5,1	5,3	10,2
Total de l'actif ...	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3	631,1
PASSIF									
<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	190,4	217,5	245,6	270,7	327,5	369,2	414,7	459,4	504,4
Etablissements publics et autres	17,8	24,0	27,0	29,8	31,0	36,7	43,1	48,4	43,9
Total ...	208,2	241,5	272,6	300,5	358,5	405,9	457,8	507,8	548,3
Dépôts en comptes courants ²	12,6	11,1	10,0	13,4	19,9	27,5	33,7	30,5	39,7
Fonds de développement des universités libres	0,8	1,6	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9	14,7	17,6
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	18,6	20,1	21,5	21,2	20,7	19,7	20,4	21,9	24,2
Divers	5,7	7,9	12,2	15,7	20,0	1,5	1,7	2,4	1,3
Total du passif ...	245,9	282,2	319,9	356,8	426,3	464,5	525,5	577,3	631,1

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.
ACTIF									
Portefeuille :									
Dette directe de l'Etat	7,9	9,6	8,5	8,8	8,5	8,4	8,2	9,4	7,9
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,9	12,4	13,7	13,2	14,1	13,3	13,5	12,6	13,8
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	0,8	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total ...	23,2	23,3	23,2	22,9	23,5	22,5	22,5	22,7	22,4

PASSIF									
Fonds des Rentes ¹ et réserves mathématiques ²	23,3	23,2	23,1	23,2	23,4	23,2	23,0	22,9	22,6
Fonds de réserve	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2
Total ...	24,2	24,2	24,1	24,3	24,5	24,3	24,2	24,1	23,8

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse

d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.
ACTIF									
Portefeuille :									
Dette directe de l'Etat	2,8	3,9	4,0	4,4	4,7	4,7	4,7	4,7	2,9
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	7,9	7,4	7,3	6,9	6,7	6,3	6,3	6,0	7,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,4	0,7
Prêts hypothécaires	0,4	1,0	1,9	3,0	4,5	6,9	9,1	11,5	14,2
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	1,8	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1	2,0
Total ...	13,2	14,5	15,4	16,5	18,2	20,2	22,4	24,7	27,7

PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	8,2	8,9	10,1	11,0	12,4	14,1	16,2	18,3	20,8
Fonds de réserve et de répartition	4,7	5,2	5,5	5,9	6,3	6,6	6,8	7,2	7,7
Total ...	12,9	14,1	15,6	16,9	18,7	20,7	23,0	25,5	28,5

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	19,8	16,8	18,0	22,1	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	30,8	33,6	36,9	40,8	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1
2. garantis par banques et organismes financiers	33,5	37,8	44,1	44,9	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9
3. dont le risque est à charge de l'Institution ...	54,0	55,5	60,2	63,2	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6
Crédits commerciaux	2,0	2,4	2,7	5,3	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	4,5	5,7	8,3	7,4	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	—	—	—	—	10,3	19,8
Autres ¹	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	4,5	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0
2. autres ²	1,7	1,6	1,5	1,4	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0
Débiteurs divers	1,4	2,2	2,2	2,2	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2
Fonds publics et participations	2,7	2,7	2,7	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9
Divers	2,1	2,6	1,5	1,8	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8
Total de l'actif ...	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4
EXIGIBLE :									
Obligations	100,5	105,4	115,1	119,7	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0
Bons de caisse	20,4	21,5	22,3	27,4	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7
Dépôts et emprunts divers	13,3	17,0	22,3	22,7	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6
Effets réescomptés	3,9	3,5	3,9	7,4	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6
Créditeurs divers	} 3,7	3,4	4,5	4,6	3,9	4,4	5,4	6,4	7,0
Provisions pour charge et risques divers					2,3	2,5	2,8	1,2	2,0
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	4,5	5,2	6,5	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0
2. Autres ³	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9
Divers	8,8	8,2	8,0	8,0	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0
Total du passif ...	157,9	167,0	185,5	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1980 30 avril	1981 30 avril	1980 31 mai	1981 31 mai
Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	2,3	2,5	3,4	3,4	1,9	2,8	2,3	3,3
Prêts au jour le jour	1,2	0,7	1,2	2,0	0,5	1,7	0,8	2,0
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	8,2	7,4	12,7	13,4	10,0	14,6	10,3	15,0
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	2,3	2,5	2,9	3,9	3,2	2,9	3,9	2,7
Effets de commerce et factures	4,0	4,3	6,0	6,0	6,2	7,5	5,8	6,5
Débiteurs par acceptations .....	...	...	0,3	0,1	0,6	0,4	0,7	0,4
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	38,3	44,6	50,3	51,9	53,8	56,0	53,5	56,8
Portefeuille-titres et participations	172,3	191,9	204,5	226,8	203,5	245,0	207,9	250,0
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(0,6)	(1,8)	(2,4)	(6,7)	(1,7)	(15,6)	(4,6)	(19,6)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^e , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(66,7)	(79,9)	(88,4)	(99,2)	(90,1)	(110,0)	(89,8)	(109,7)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(82,9)	(87,5)	(89,4)	(96,0)	(87,5)	(94,1)	(88,5)	(95,2)
c) Obligations de sociétés belges	(15,5)	(15,9)	(16,9)	(17,5)	(16,8)	(17,9)	(16,5)	(18,1)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(3,8)	(4,5)	(4,8)	(4,8)	(4,9)	(4,8)	(6,0)	(4,8)
e) Autres valeurs	(2,8)	(2,3)	(2,6)	(2,6)	(2,5)	(2,6)	(2,5)	(2,6)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	186,2	216,3	242,4	255,6	248,5	255,4	249,5	255,1
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,5
Débiteurs divers	2,9	3,5	4,2	3,2	4,4	3,0	4,6	3,0
Divers	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4
Total du disponible et réalisable ...	421,7	477,6	531,8	573,1	536,5	593,1	543,2	598,7
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles .....	...	...	...	0,1	...	0,2	0,1	0,2
Immeubles et terrains	4,0	4,7	5,4	6,1	5,7	6,4	5,7	6,5
Leasing immobilier	1,0	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9
Matériel et mobilier	0,3	0,4	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,6
Leasing mobilier	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total de l'immobilisé ...	5,6	6,3	7,0	8,0	7,3	8,4	7,4	8,5
Comptes transitoires ¹	12,0	12,4	13,5	15,3	13,6	16,0	14,5	17,9
Total de l'actif ...	439,3	496,3	552,3	596,4	557,4	617,5	565,1	625,1
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	405,9	460,6	511,3	553,8	515,1	573,2	520,1	577,5
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	399,7	451,5	501,5	542,4	504,2	559,7	509,6	565,8

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1980 30 avril	1981 30 avril	1980 31 mai	1981 31 mai
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	282,0	320,5	349,1	348,6	335,7	347,5	336,1	352,7
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans ...	28,3	31,1	32,3	44,2	32,5	51,3	34,6	52,7
c) de cinq ans ou plus	85,3	93,9	113,7	141,8	124,0	149,2	127,5	150,3
Réserves techniques	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,8	0,9
Fonds de reconstitution	3,4	3,8	4,2	4,8	4,4	4,9	4,4	5,0
Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,8	0,8	0,9	1,1	0,2	0,3	0,4	0,4
Emprunts :								
a) au jour le jour .....	...	...	0,1	0,1	...	0,6	...	0,3
b) auprès de la B.N.B. ....	...	0,6	...	0,1	0,3	0,2	0,8	...
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,1	2,0	1,5	2,8	3,4	2,6	4,1	2,1
Acceptations .....	...	...	...	...	...	...	...	0,3
Réescompteurs	0,4	0,5	2,7	2,2	2,5	3,6	1,9	2,8
Mobilisation d'Actifs	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,3
Autres engagements à un mois maximum	1,4	1,3	1,9	2,1	1,8	1,1	1,1	0,8
Créditeurs divers	1,3	1,3	1,5	1,8	2,2	2,6	2,7	2,4
Provisions pour charges	3,3	4,7	4,9	3,5	5,0	3,5	4,9	3,4
Divers	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,4
Total de l'exigible ...	409,1	462,2	514,6	554,7	513,8	569,1	520,3	574,8
Fonds propres :								
a) capital	8,0	8,5	8,8	8,9	8,9	8,9	8,9	8,9
b) réserve légale	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
c) autres réserves	7,8	9,1	10,4	10,7	11,0	11,1	11,2	11,3
Comptes de redressements d'actifs	1,9	2,8	3,8	4,1	3,8	4,1	3,8	4,1
Comptes transitoires ¹	11,8	13,0	14,0	17,2	19,1	23,5	20,1	25,2
Total du passif ...	439,3	496,3	552,3	596,4	557,4	617,5	565,1	625,1

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal									Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »									Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Total (2) + (3) + (4) = (5)	Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)			créditeurs (12)	débiteurs (13)	
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes (4)	Total (2) + (3) + (4) = (5)		Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)	Total (6) + (7) = (8)						
	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)												
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6
1976	18,4	42,2	6,0	11,8	60,0	1,5	56,7	58,2	20,2	272,0	25,1	8,5	31,1	228,3
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	235,1
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3
1977 2 ^e trimestre	20,3	7,2	2,0	4,0	13,2	0,2	12,7	12,9	20,6	290,6	25,7	7,2	28,8	72,2
3 ^e trimestre	20,6	6,4	2,0	3,6	12,0	0,3	12,7	13,0	19,6	297,1	27,6	7,4	32,0	71,8
4 ^e trimestre	19,6	10,7	1,8	5,4	17,9	2,4	14,7	17,1	20,4	303,0	26,1	11,0	28,4	68,3
1978 1 ^{er} trimestre	20,4	10,9	1,6	5,5	18,0	0,6	16,7	17,3	21,1	311,4	27,6	11,0	30,3	86,2
2 ^e trimestre	21,1	8,2	1,5	2,2	11,9	0,5	10,5	11,0	22,0	299,6	29,6	10,6	31,3	75,8
3 ^e trimestre	22,0	9,1	2,4	3,8	15,3	0,5	14,1	14,6	22,7	300,0	30,6	10,0	34,5	76,4
4 ^e trimestre	22,7	10,4	2,3	5,3	18,0	2,5	15,9	18,4	22,3	331,0	30,8	13,0	30,4	76,9
1979 1 ^{er} trimestre	22,3	9,7	2,3	3,9	15,9	1,2	13,3	14,5	23,7	339,6	36,0	12,3	37,7	89,3
2 ^e trimestre	23,7	10,4	2,0	3,3	15,7	0,8	12,2	13,0	26,4	348,9	35,2	12,9	36,6	72,1
1978 Juin	22,1	3,0	0,4	0,5	3,9	0,1	3,9	4,0	22,0	311,4	29,6	11,0	31,8	16,8
Juillet	22,0	3,5	1,1	1,6	6,2	0,2	6,0	6,2	22,0	318,7	28,3	10,0	38,8	37,9
Août	22,0	2,2	0,6	1,1	3,9	0,2	4,2	4,4	21,5	311,4	31,0	10,7	32,6	20,8
Septembre	21,5	3,4	0,7	1,1	5,2	0,1	3,9	4,0	22,7	311,4	30,6	9,2	32,0	17,7
Octobre	22,7	3,7	1,0	1,7	6,4	0,9	5,2	6,1	23,0	324,5	30,9	10,2	31,9	24,6
Novembre	23,0	3,5	0,7	1,5	5,7	0,8	5,0	5,8	22,9	327,9	29,6	15,3	29,0	28,1
Décembre	22,9	3,2	0,6	2,1	5,9	0,8	5,7	6,5	22,3	331,0	30,8	13,4	30,4	24,2
1979 Janvier	22,3	3,3	0,4	1,4	5,1	0,2	4,5	4,7	22,7	331,7	28,8	12,9	36,6	42,3
Février	22,7	2,7	0,5	1,1	4,3	0,3	4,4	4,7	22,3	334,7	31,9	11,3	39,4	21,8
Mars	22,3	3,7	1,4	1,4	6,5	0,7	4,4	5,1	23,7	339,6	36,0	12,7	37,1	25,2
Avril	23,7	3,6	0,8	1,0	5,4	0,2	3,0	3,2	25,9	340,8	35,1	13,8	33,8	26,5
Mai	25,9	3,0	0,3	1,0	4,3	0,2	4,1	4,3	25,9	344,5	36,4	12,7	36,4	24,9
Juin	25,9	3,8	0,9	1,3	6,0	0,4	5,1	5,5	26,4	348,9	35,2	12,2	39,6	20,7

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances.

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Sociétés belges									
ACTIF									
Immobilisations immobilières	12,1	13,4	15,9	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2
Prêts hypothécaires	25,0	26,4	30,2	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7
Prêts sur polices	3,0	3,1	3,3	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	23,3	24,5	26,7	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1
Valeurs étrangères	3,5	3,7	4,0	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1
Obligations de sociétés belges	14,5	15,6	17,9	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6
Actions de sociétés belges	4,9	6,2	6,5	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8
Total des valeurs mobilières ...	46,2	50,0	55,0	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6

PASSIF									
Provisions déposées	0,8	0,7	0,9	0,9	1,0	...	...	...	...
Reserves mathématiques ¹	87,1	94,8	104,0	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0

Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immobilisations immobilières	3,3	3,5	3,5	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8
Prêts hypothécaires	6,9	7,3	7,9	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assimilées	8,9	9,2	9,3	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0
Valeurs étrangères	1,0	1,0	0,9	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5
Obligations de sociétés belges	2,0	2,5	2,7	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0
Actions de sociétés belges	1,1	1,2	1,4	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1
Total des valeurs mobilières ...	13,0	13,9	14,3	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6

PASSIF									
Provisions déposées	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	...	...	...	...
Reserves mathématiques ¹	23,2	24,9	26,3	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7

Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de*

Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Détenus par les pouvoirs publics ²						Détenus par les entreprises et particuliers ⁶	Total général
	Monnaie scripturale ³	Autres actifs à un an au plus ⁴			Actifs à plus d'un an ⁴	Total		
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁵	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1973	+ 5,8	+ 7,7	...	+ 7,7	+ 2,6	+ 16,1	+ 277,2	+ 293,3
1974	+ 5,6	+ 3,3	- 0,2	+ 3,1	+ 2,3	+ 11,0	+ 285,0	+ 296,0
1975	+ 5,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 1,1	- 0,6	+ 5,9	+ 361,2	+ 367,1
1976	+ 8,8	- 2,4	- 0,3	- 2,7	+ 1,9	+ 8,0	p+ 440,9	p+ 448,9
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,5	+ 3,2	p+ 443,5	p+ 446,7
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	p+ 440,7	p+ 452,3
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	p+ 462,9	p+ 478,1
1980	- 5,4	- 6,8	+ 0,4	- 6,4	+ 1,1	- 10,7	p+ 455,2	p+ 444,5
1979 1 ^{er} trimestre	- 3,4	+ 11,5	+ 0,1	+ 11,6	+ 0,8	+ 9,0	p+ 154,3	p+ 163,3
2 ^e trimestre	+ 8,0	- 10,6	...	- 10,6	+ 1,8	- 0,8	p+ 130,0	p+ 129,2
3 ^e trimestre	- 7,9	- 3,8	+ 0,2	- 3,6	...	- 11,5	p+ 86,1	p+ 74,6
4 ^e trimestre	+ 9,8	+ 8,8	- 0,1	+ 8,7	...	+ 18,5	p+ 92,5	p+ 111,0
1980 1 ^{er} trimestre	- 4,5	+ 11,5	+ 0,2	+ 11,7	+ 1,3	+ 8,5	p+ 128,4	p+ 136,9
2 ^e trimestre	+ 5,8	- 7,2	+ 0,3	- 6,9	- 0,7	- 1,8	p+ 152,7	p+ 150,9
3 ^e trimestre	- 5,6	- 12,0	...	- 12,0	...	- 17,6	p+ 71,0	p+ 53,4
4 ^e trimestre	- 1,1	+ 0,9	- 0,1	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,2	p+ 103,1	p+ 103,3
1981 1 ^{er} trimestre	- 4,6	+ 14,0	+ 0,5	+ 14,5	...	+ 9,9	p+ 159,5	p+ 169,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII.4b.

⁴ Durée à l'origine.

⁵ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XV-2.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

(variations en milliards de francs)

Période	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs ⁸	Total général (9) = (4) + (7) + (8)
	Encaisses monétaires ²	Autres actifs à un an au plus ^{3 4}	Actifs à plus d'un an ^{3 5}	Total (4) = (1) à (3)	A un an au plus ³ (Dépôts) ⁶	A plus d'un an ³ (Valeurs mobilières) ⁷	Total (7) = (5) + (6)		
						(1)				(2)	(3)	(5)	(6)	(8)
1973	+ 31,9	+139,4	+ 81,9	+253,2	+ 5,4	+ 25,7	+ 31,1	- 7,1	+277,2
1974	+ 34,4	+140,2	+ 96,3	+270,9	+ 13,2	+ 13,8	+ 27,0	- 12,9	+285,0
1975	+ 91,9	+124,6	+112,9	+329,4	+ 7,5	+ 32,5	+ 40,0	- 8,2	+361,2
1976	+ 37,2	+200,3	p+151,0	p+388,5	+ 10,0	+ 14,2	+ 24,2	p+ 28,2	p+440,9
1977	+ 72,8	+112,8	p+222,9	p+408,5	+ 18,9	+ 16,7	+ 35,6	p- 0,6	p+443,5
1978	+ 48,3	+172,9	p+169,0	p+390,2	+ 1,3	+ 20,2	+ 21,5	p+ 29,0	p+440,7
1979	+ 25,8	+152,3	p+207,4	p+385,5	+ 20,3	+ 11,3	+ 31,6	p+ 45,8	p+462,9
1980	+ 8,0	+111,3	p+258,3	p+377,6	+ 54,2	+ 21,6	+ 75,8	p+ 1,8	p+455,2
1979 1 ^{er} trimestre	+ 4,8	+ 52,9	p+ 60,8	p+118,5	+ 0,6	+ 5,1	+ 5,7	p+ 30,1	p+154,3
2 ^e trimestre	+ 50,6	+ 10,8	p+ 47,9	p+109,3	+ 6,0	+ 3,0	+ 9,0	p+ 11,7	p+130,0
3 ^e trimestre	- 48,2	+ 24,1	p+ 66,5	p+ 42,4	+ 7,0	+ 2,9	+ 9,9	p+ 33,8	p+ 86,1
4 ^e trimestre	+ 18,6	+ 64,5	p+ 32,2	p+115,3	+ 6,7	+ 0,3	+ 7,0	p- 29,8	p+ 92,5
1980 1 ^{er} trimestre	- 31,2	+ 61,1	p+ 49,5	p+ 79,4	+ 25,7	+ 0,1	+ 25,8	p+ 23,2	p+128,4
2 ^e trimestre	+ 56,9	- 8,7	p+ 91,3	p+139,5	+ 5,5	+ 9,2	+ 14,7	p- 1,5	p+152,7
3 ^e trimestre	- 29,2	+ 1,9	p+ 55,0	p+ 27,7	+ 4,6	+ 8,8	+ 13,4	p+ 29,9	p+ 71,0
4 ^e trimestre	+ 11,5	+ 57,0	p+ 62,5	p+131,0	+ 18,4	+ 3,5	+ 21,9	p- 49,8	p+103,1
1981 1 ^{er} trimestre	- 0,1	+ 14,2	p+ 75,7	p+ 89,8	+ 41,2	+ 8,6	+ 49,8	p+ 19,9	p+159,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

³ Durée à l'origine.

⁴ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁵ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (7).

⁸ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

**XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges						En monnaies étrangères			Total général		
	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 4}						Après des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Après des intermédiaires financiers nationaux ^{3 6}		A l'étranger	Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Après des organismes principalement monétaires ⁵							(8) = (5) + (7)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1973	+ 70,2	+ 48,3	+ 7,6	+ 0,5	+126,6	+ 64,7	+ 12,8	+139,4	+ 2,6	+ 2,8	+ 5,4	+144,8
1974	+ 51,2	+ 41,1	+ 6,6	+ 0,4	+ 99,3	+ 44,6	+ 40,9	+140,2	+ 5,7	+ 7,5	+ 13,2	+153,4
1975	+136,7	- 4,9	+ 10,4	+ 1,8	+144,0	+ 40,4	- 19,4	+124,6	+ 5,6	+ 1,9	+ 7,5	+132,1
1976	+106,0	+ 69,7	+ 4,5	- 4,2	+176,0	+ 88,7	+ 24,3	+200,3	+ 8,4	+ 1,6	+ 10,0	+210,3
1977	+102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+107,8	+ 38,1	+ 5,0	+112,8	+ 4,4	+ 14,5	+ 18,9	+131,7
1978	+105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+156,5	+ 65,1	+ 16,4	+172,9	- 6,1	+ 7,4	+ 1,3	+174,2
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+107,5	+ 59,2	+ 44,8	+152,3	+ 8,0	+ 12,3	+ 20,3	+172,6
1980	+ 0,2	+ 52,8	- 10,9	- 1,0	+ 41,1	+ 34,4	+ 70,2	+111,3	+ 16,3	+ 37,9	+ 54,2	+165,5
1979 1 ^{er} trimestre	+ 17,9	+ 25,9	- 3,3	+ 5,1	+ 45,6	+ 27,7	+ 7,3	+ 52,9	+ 1,1	- 0,5	+ 0,6	+ 53,5
2 ^e trimestre	+ 17,6	- 12,0	- 2,9	+ 4,4	+ 7,1	+ 0,9	+ 3,7	+ 10,8	+ 3,8	+ 2,2	+ 6,0	+ 16,8
3 ^e trimestre	- 7,5	+ 22,0	- 1,4	- 1,8	+ 11,3	+ 17,1	+ 12,8	+ 24,1	+ 1,7	+ 5,3	+ 7,0	+ 31,1
4 ^e trimestre	+ 44,6	+ 2,5	+ 3,6	- 7,2	+ 43,5	+ 13,5	+ 21,0	+ 64,5	+ 1,4	+ 5,3	+ 6,7	+ 71,2
1980 1 ^{er} trimestre	- 45,7	+ 85,2	- 10,3	+ 7,9	+ 37,1	+ 32,4	+ 24,0	+ 61,1	+ 9,1	+ 16,6	+ 25,7	+ 86,8
2 ^e trimestre	- 36,6	+ 3,3	- 2,7	- 0,7	- 36,7	- 13,8	+ 28,0	- 8,7	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,5	- 3,2
3 ^e trimestre	+ 6,3	- 12,5	- 1,7	- 2,2	- 10,1	+ 5,7	+ 12,0	+ 1,9	- 1,2	+ 5,8	+ 4,6	+ 6,5
4 ^e trimestre	+ 76,2	- 23,2	+ 3,8	- 6,0	+ 50,8	+ 10,1	+ 6,2	+ 57,0	+ 5,3	+ 13,1	+ 18,4	+ 75,4
1981 1 ^{er} trimestre	- 5,1	+ 17,5	- 6,2	+ 5,9	+ 12,1	+ 9,5	+ 2,1	+ 14,2	+ 14,0	+ 27,2	+ 41,2	+ 55,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Pour les encours, voir tableau XV-8b, colonnes (1) à (6).

⁵ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-8b, colonne (7).

**XY - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS ²
AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires (1)	Dépôts à terme (2)	Bons de caisse et d'épargne (3)	Divers (4)	Total (5) = (1) à (4)	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴ (6)		
1972	420,5	152,1	45,2	5,1	622,9	240,1	9,1	632,0
1973	490,7	200,4	52,8	5,6	749,5	304,8	11,7	761,2
1974	541,9	241,5	59,4	6,0	848,8	349,4	17,4	866,2
1975	678,6	236,6	69,8	7,8	992,8	389,8	23,0	1.015,8
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979 Mars	1.011,3	365,5	90,8	11,1	1.478,7	609,4	30,8	1.509,5
Juin	1.028,9	353,5	87,9	15,5	1.485,8	610,3	34,6	1.520,4
Septembre	1.021,4	375,5	86,5	13,7	1.497,1	627,4	36,3	1.533,4
Décembre	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980 Mars	1.020,3	463,2	79,8	14,4	1.577,7	673,3	46,8	1.624,5
Juin	983,7	466,5	77,1	13,7	1.541,0	659,5	49,9	1.590,9
Septembre	990,0	454,0	75,4	11,5	1.530,9	665,2	48,7	1.579,6
Décembre	1.066,2	430,8	79,2	5,5	1.581,7	675,3	54,0	1.635,7
1981 Mars	1.061,1	448,3	73,0	11,4	1.593,8	684,8	68,0	1.661,8

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
² Duré à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Chiffres de la colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN ²**

(variations en milliards de francs)

Période	En francs belges				En monnaies étrangères ³			(8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Dépôts (2)	Actions (8)	Total (4) = (1) + (2) + (8)	Obligations (5)	Actions ⁴ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1973	+ 76,1	+ 3,5	+ 2,3	+ 81,9	+ 7,4	+18,3	+25,7	+107,6
1974	+ 90,9	- 1,2	+ 6,6	+ 96,3	+11,8	+ 2,0	+13,8	+110,1
1975	+ 95,6	+12,8	+ 4,5	+112,9	+23,1	+ 9,4	+32,5	+145,4
1976	p+145,8	+ 3,0	+ 2,2	p+151,0	+13,5	+ 0,7	+14,2	p+165,2
1977	p+205,8	+ 7,1	+10,0	p+222,9	+17,7	- 1,0	+16,7	p+239,6
1978	p+157,8	+ 0,9	+10,3	p+169,0	+18,6	+ 1,6	+20,2	p+189,2
1979	p+202,7	+ 0,9	+ 3,8	p+207,4	+15,2	- 3,9	+11,3	p+218,7
1980	p+255,5	+ 1,0	+ 1,8	p+258,3	+28,5	- 6,9	+21,6	p+279,9
1979 1 ^{er} trimestre	p+ 59,5	+ 1,3	...	p+ 60,8	+ 3,9	+ 1,2	+ 5,1	p+ 65,9
2 ^e trimestre	p+ 41,0	+ 1,4	+ 5,5	p+ 47,9	+ 4,2	- 1,2	+ 3,0	p+ 50,9
3 ^e trimestre	p+ 68,3	- 0,7	- 1,1	p+ 66,5	+ 4,7	- 1,8	+ 2,9	p+ 69,4
4 ^e trimestre	p+ 33,9	- 1,1	- 0,6	p+ 32,2	+ 2,4	- 2,1	+ 0,3	p+ 32,5
1980 1 ^{er} trimestre	p+ 50,2	- 0,6	- 0,1	p+ 49,5	+ 2,3	- 2,2	+ 0,1	p+ 49,6
2 ^e trimestre	p+ 91,2	- 0,6	+ 0,7	p+ 91,3	+10,4	- 1,2	+ 9,2	p+100,5
3 ^e trimestre	p+ 52,2	+ 2,2	+ 0,6	p+ 55,0	+10,0	- 1,2	+ 8,8	p+ 63,8
4 ^e trimestre	p+ 61,9	...	+ 0,6	p+ 62,5	+ 5,8	- 2,3	+ 3,5	p+ 66,0
1981 1 ^{er} trimestre	p+ 73,9	+ 1,5	+ 0,3	p+ 75,7	+10,3	- 1,7	+ 8,6	p+ 84,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L.; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.
⁴ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX :

(variations en milliards de francs)

Période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus (10) = (1)+(2)+(8) +(5)+(7)	Actifs à plus d'un an (11) = (4)+(6) +(8)+(9)	Total général (12) = (10)+(11)
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)			
1973	+ 14,3	+ 1,5	+ 80,1	+ 6,1	+ 40,2	+ 30,9	+ 24,9	+ 7,6	+ 1,1	+161,0	+ 45,7	+206,7
1974	+ 16,8	+ 2,8	+ 58,9	+ 3,2	+ 40,3	+ 38,0	+ 20,8	+ 10,0	+ 2,6	+139,6	+ 53,8	+193,4
1975	+ 33,1	+ 8,4	+ 86,1	+ 16,8	+ 76,7	+ 35,0	+ 37,1	+ 12,2	+ 1,9	+241,4	+ 65,9	+307,3
1976	+ 16,8	+ 7,2	+108,1	+ 14,1	+ 54,1	+ 46,9	+ 35,4	+ 13,7	+ 3,8	+221,6	+ 78,5	+300,1
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 76,0	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,3	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+185,0	+135,2	+320,2
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 72,2	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,6	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+198,7	+ 69,0	+267,7
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,1	+ 25,7	+ 33,9	+ 73,6	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+141,4	+125,2	+266,6
1980	+ 5,1	+ 2,0	+ 47,5	+ 44,9	+ 12,8	+102,0	- 2,1	+ 39,6	p+ 6,6	+ 65,3	p+193,1	p+258,4
1979 1 ^{er} trimestre	- 3,6	- 3,0	+ 35,4	+ 6,9	+ 19,1	+ 24,3	+ 3,6	+ 5,2	+ 2,1	+ 51,5	+ 38,5	+ 90,0
2 ^e trimestre	+ 23,1	+ 9,2	+ 17,4	+ 5,9	+ 3,8	+ 11,5	+ 8,1	+ 3,9	+ 0,8	+ 61,6	+ 22,1	+ 83,7
3 ^e trimestre	- 18,4	- 10,7	- 1,8	+ 6,4	- 3,9	+ 19,6	- 0,5	+ 6,0	+ 1,1	- 35,3	+ 33,1	- 2,2
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 4,7	+ 21,1	+ 6,5	+ 14,9	+ 18,2	+ 15,4	+ 5,6	+ 1,2	+ 63,6	+ 31,5	+ 95,1
1980 1 ^{er} trimestre	- 11,3	- 1,0	+ 27,1	+ 5,9	+ 9,7	+ 20,8	- 9,6	+ 8,9	p+ 2,0	+ 14,9	p+ 37,6	p+ 52,5
2 ^e trimestre	+ 18,6	+ 8,3	+ 8,2	+ 12,4	- 9,4	+ 25,4	- 2,5	+ 11,1	p+ 1,5	+ 23,2	p+ 50,4	p+ 73,6
3 ^e trimestre	- 14,0	- 7,6	- 5,9	+ 16,8	- 7,8	+ 34,5	- 5,0	+ 12,8	p+ 2,4	- 40,3	p+ 66,5	p+ 26,2
4 ^e trimestre	+ 11,8	+ 2,3	+ 18,1	+ 9,8	+ 20,3	+ 21,3	+ 15,0	+ 6,8	p+ 0,7	+ 67,5	p+ 38,6	p+106,1
1981 1 ^{er} trimestre	- 8,6	+ 0,2	+ 30,6	+ 19,9	+ 6,1	+ 30,4	- 2,3	+ 12,6	p+ 2,0	+ 26,0	p+ 64,9	p+ 90,9

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1972	214,6	70,6	420,6	62,5	276,8	249,7	123,1	62,6	9,8	1.105,7	384,6	1.490,3
1973	228,9	72,1	500,7	68,6	317,0	280,6	148,0	70,2	10,9	1.266,7	430,3	1.697,0
1974	245,7	74,9	559,6	71,8	357,3	318,6	168,8	80,2	13,5	1.406,3	484,1	1.890,4
1975	278,8	83,3	645,7	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.647,7	550,0	2.197,7
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	485,8	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,7	2.818,0
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,4	302,7	135,6	22,2	2.253,0	832,7	3.085,7
1979 Mars	339,9	98,1	937,4	160,4	622,8	545,7	306,3	140,8	24,3	2.304,5	871,2	3.175,7
Juin	363,0	107,3	954,8	166,3	626,6	557,2	314,4	144,7	25,1	2.366,1	893,3	3.259,4
Septembre	344,6	96,6	953,0	172,7	622,7	576,8	313,9	150,7	26,2	2.330,8	926,4	3.257,2
Décembre	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	595,0	329,3	156,3	27,4	2.394,4	957,9	3.352,3
1980 Mars	340,8	100,3	1.001,2	185,1	647,3	615,8	319,7	165,2	p 29,4	2.409,3	p 995,5	p 3.404,8
Juin	359,4	108,6	1.009,4	197,5	637,9	641,2	317,2	176,3	p 30,9	2.432,5	p1.045,9	p 3.478,4
Septembre	345,4	101,0	1.003,5	214,3	630,1	675,7	312,2	189,1	p 33,3	2.392,2	p1.112,4	p 3.504,6
Décembre	357,2	103,3	1.021,6	224,1	650,4	697,0	327,2	195,9	p 34,0	2.459,7	p1.151,0	p 3.610,7
1981 Mars	348,6	103,5	1.052,2	244,0	656,5	727,4	324,9	208,5	p 36,0	2.485,7	p1.215,9	p 3.701,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

**XV - 6. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS
DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS**

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions parastatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	— 8,0	— 9,2	— 23,9	— 10,3	— 19,3	— 23,0	— 44,2	— 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	7,1
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	4,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	2,5
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	13,8
Organismes d'assurance de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	5,6
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	33,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	24,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	— 3,3	— 0,5	4,0	9,2
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	33,3
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	90,2
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 2,0	— 5,0	— 4,4	— 0,1	— 2,5	— 9,9	— 11,3	— 14,0
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	204,2
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	29,9
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	234,1

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Références bibliographiques : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁵ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
1. Etat (dette directe uniquement)	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7	- 3,7
	1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0	3,5
	1975	133,1	63,7	69,4	—	69,4	...	3,6	- 3,6	65,8	16,9
	1976	129,0	57,3	71,7	—	71,7	...	5,4	- 5,4	66,3	53,0
	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	...	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	p 1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1973	...	3,8	- 3,8	—	- 3,8	8,6	7,3	1,3	- 2,5	1,7
	1974	...	5,0	- 5,0	—	- 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5	...
	1975	29,0	4,5	24,5	—	24,5	4,0	0,9	3,1	27,6	1,7
	1976	23,0	12,2	10,8	—	10,8	10,7	1,7	9,0	19,8	...
	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	3,9	5,1	35,7	...
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,3	12,2	48,8	...
	p 1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	5,6	7,4	- 1,8	16,1	...
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0	0,7
	1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5	0,6
	1975	...	1,1	- 1,1	20,5	19,4	16,7	4,5	12,2	31,6	6,5
	1976	...	2,1	- 2,1	33,2	31,1	11,4	5,1	6,3	37,4	- 4,4
	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	2,0
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	p 1980	15,0	12,3	2,7	45,9	48,6	7,7	9,0	- 1,3	47,3	- 0,9
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,9	...	0,9	38,1	3,7
	1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5	4,5
	1975	8,0	5,3	2,7	23,6	26,3	1,5	0,5	1,0	27,3	4,7
	1976	21,0	8,6	12,4	28,1	40,5	0,2	0,6	- 0,4	40,1	1,9
	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	...	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	p 1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	...	0,6	- 0,6	64,7	- 6,5
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,6	1,8	0,8	6,3	0,1
	1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	4,9	1,2	3,7	10,7	...
	1975	5,0	4,6	0,4	—	0,4	7,0	2,4	4,6	5,0	0,5
	1976	23,0	7,1	15,9	—	15,9	6,8	3,8	3,0	18,9	...
	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	...
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,6	7,7	23,9	...
	1979	—	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,7	4,6	- 1,7	...
	p 1980	—	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,4	3,7	3,7	- 5,0	...
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,5	15,1	4,4	124,6	
	1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	35,7	18,3	17,4	127,2	
	1975	175,1	79,2	95,9	44,1	140,0	29,2	11,9	17,3	157,3	
	1976	196,0	87,3	108,7	61,3	170,0	29,1	16,6	12,5	182,5	
	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
p 1980	223,8	152,8	71,0	101,3	172,3	25,1	21,9	3,2	175,5		

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (p.c.)	Cours d'émission (p.c.)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (p.c.)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
5	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23,0	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41,0	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16,0	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48,0	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5,0	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2,0	—	10,05
	Septembre ...	6	Etat belge 1976-85	10,00	100,00	8 ans 6 mois	40,0	—	10,02
	Octobre	13	S.N.C.B. 1976-84	10,00	99,50	8 ans	7,0	—	10,09
	Novembre ...	17	Intercom. Autoroutes E3 et E5 1976-84	10,00	98,75	8 ans	14,0	—	10,24
							196,0		
7	Janvier	17	Etat belge 1977-85	10,00	100,00	8 ans	56,0	—	10,00
	Février	17	S.N.C.I. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	5,0	—	9,96
	Février	17	S.N.L. 1977-85	10,00	100,20	8 ans	16,5	—	9,96
	Mars	16	Fonds des Routes 1977-86	9,75	100,00	9 ans	16,5 ⁵	—	9,75
	Avril	25	Ville d'Anvers 1977-84	9,75	99,25	7 ans	6,0	—	9,90
	Avril	25	Ville de Bruxelles 1977-84	9,75	99,25	7 ans	2,0	—	9,90
	Avril	25	Ville de Liège 1977-84	9,75	99,25	7 ans	4,0	—	9,90
	Mai	25	Etat belge 1977-84	9,75	99,75	7 ans	50,3	—	9,80
	Juin	27	S.N.C.B. 1977-86	9,75	100,25	9 ans	6,0	—	9,71
	Septembre ...	5	Etat belge 1977-87	9,50	100,25	9 ans 6 mois	61,5	—	9,48
	Octobre	13	Fonds des Routes 1977-85	9,00	100,00	7 ans 6 mois	28,5	—	9,02
	Décembre ...	8	S.N.L. 1977-86	8,75	98,75	8 ans 6 mois	18,0	—	8,98
							270,3		
8	Janvier	30	Etat belge 1978-86	9,50	101,25	8 ans	63,0	—	9,27
	Mars	2	Fonds des Routes 1978-86	9,00	100,00	8 ans	33,0 ⁶	—	9,00
	Mai	2	Etat belge 1978-85	8,50	100,00	7 ans	63,0	—	8,50
	Juin	15	R.T.T. 1978-86	8,50	99,25	8 ans	23,0	—	8,63
	Septembre ...	6	Etat belge 1978-86	8,75	99,00	8 ans	59,0	—	8,93
	Octobre	16	Ville d'Anvers 1978-86	8,75	98,75	8 ans	5,0	—	8,98
	Octobre	16	Ville de Liège 1978-86	8,75	98,75	8 ans	4,0	—	8,98
	Novembre ...	27	Fonds des Routes 1978-85	8,75	99,00	7 ans	30,0	—	8,95
							280,0		
9	Janvier	22	Etat belge 1979-87	9,00	99,25	8 ans	65,5	—	9,14
	Février	26	S.N.C.I. 1979-87	9,00	100,00	8 ans	10,0	—	9,00
	Mars	21	Fonds des Routes 1979-87-91	8,75 — 9,00 ⁴	99,25	8 ou 12 ans	40,6 ⁷	8,88	8,91
	Mai	17	Etat belge 1979-87	9,00	99,00	8 ans	61,0	—	9,18
	Septembre ...	3	Etat belge 1979-88	10,00	100,25	9 ans	69,5	—	9,96
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1979-87	10,00	99,00	8 ans	6,0	—	10,19
	Octobre	10	Ville de Liège 1979-87	10,00	99,00	8 ans	5,0	—	10,19
	Novembre ...	29	Fonds des Routes 1979-88	10,50	97,75	8 ans 6 mois	20,1	—	10,93
							277,7		
10	Janvier	24	Etat belge 1980-89	11,00	100,00	9 ans	60,0	—	11,00
	Avril	11	Fonds des Routes 1980-83-88	13,00 — 11,50 ⁴	99,50	3 ou 8 ans	40,5 ⁸	13,21	12,93
	Mai	27	Etat belge 1980-88	12,75	100,00	8 ans	44,2	—	12,75
	Septembre ...	1	Ville d'Anvers 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre ...	1	Ville de Liège 1980-87	12,75	100,00	7 ans	6,0	—	12,75
	Septembre ...	29	Etat belge 1980-84-89	12,50 — 13,00 ⁴	100,00	4 ou 9 ans	50,6	12,50	12,81
	Novembre ...	12	S.N.L. 1980-87	12,75	99,00	7 ans	15,0	—	12,98
							222,3		
11	Janvier	15	Etat belge 1981-85-89	13,00 — 13,25 ⁴	99,30	4 ou 8 ans	66,0	13,24	13,24
	Février	19	Fonds des Routes 1981-85-89	13,00	99,30	4 ou 8 ans	47,0 ⁹	13,24	13,15
	Juin	11	Emprunt special 1981 ¹⁰						
			Tranche 1 — 1981-1991	13,00	100,00	10 ans	55,3	—	13,00 ¹¹
			Tranche 2 — 1981-1988	13,00	97,00	7 ans	22,7	—	13,69

Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.
 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.
 Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.
⁵ Dont 16,0 milliards de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.
⁶ Dont 25,0 milliards de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.
⁷ Dont 11,0 milliards de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.
⁸ Dont 11,0 milliards de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.
⁹ Dont 12,0 milliards de francs rattachés aux Intercommunales Autoroutières.
¹⁰ Vu les avantages accordés à l'emprunt spécial 1981, les taux de rendement ne sont pas entièrement comparables à ceux des autres émissions.
¹¹ Calculé sur base d'un taux de remboursement de 100 p.c.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe								Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dette reprise de la République du Zaïre 2	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 1	
	en francs belges				en monnaies étrangères									
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 1	à moyen et court terme	totale 1						Total de la dette directe 1
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)						(9) = (5) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6	
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7	
1974	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4	
1975	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8	
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	...	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7	
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	...	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7	
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	—	1.426,9	
1979 Mars	997,3	5,9	315,8	80,8	1.399,8	2,1	12,0	14,1	1.413,9	149,0	1.562,9	—	1.562,9	
Juin	1.030,9	5,9	270,3	86,9	1.394,0	1,9	40,9	42,8	1.436,8	175,5	1.612,3	—	1.612,3	
Septembre	1.082,8	5,8	242,6	78,9	1.410,1	1,8	51,1	52,9	1.463,0	172,4	1.635,4	—	1.635,4	
Décembre	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,6	1.639,0	—	1.639,0	
1980 Mars	1.104,0	5,8	308,6	82,1	1.500,5	38,4	55,2	93,6	1.594,1	185,9	1.780,0	—	1.780,0	
Juin	1.106,7	5,8	335,3	88,7	1.536,5	63,9	64,7	128,6	1.665,1	213,4	1.878,5	—	1.878,5	
Juillet	1.103,4	5,8	329,4	87,0	1.525,6	76,8	60,0	136,8	1.662,4	212,1	1.874,5	—	1.874,5	
Août	1.093,3	5,8	353,2	87,4	1.544,7	77,2	59,8	137,0	1.681,7	211,3	1.893,0	—	1.893,0	
Septembre	1.084,7	5,7	400,4	82,7	1.573,5	78,4	59,0	137,4	1.710,9	210,1	1.921,0	—	1.921,0	
Octobre	1.127,9	5,7	360,2	80,6	1.574,4	80,3	59,2	139,5	1.713,9	208,9	1.922,8	—	1.922,8	
Novembre	1.123,6	5,7	374,1	81,3	1.584,7	81,1	69,1	150,2	1.734,9	208,1	1.943,0	—	1.943,0	
Décembre	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	207,3	1.956,8	—	1.956,8	
1981 Janvier	1.112,5	5,7	423,1	93,4	1.634,7	103,2	59,5	162,7	1.797,4	205,7	2.003,1	—	2.003,1	
Février	1.141,2	5,7	459,4	81,8	1.688,1	128,5	56,8	185,3	1.873,4	204,5	2.077,9	—	2.077,9	
Mars	1.107,9	5,7	505,0	83,2	1.701,8	145,5	55,6	201,1	1.902,9	238,4	2.141,3	—	2.141,3	
Avril	1.100,0	5,7	512,8	93,4	1.711,9	149,7	96,9	246,6	1.958,5	237,1	2.195,6	—	2.195,6	
Mai	1.095,2	5,7	566,8	85,1	1.752,8	154,7	102,6	257,3	2.010,1	233,2	2.243,3	—	2.243,3	
Juin	1.092,5	5,7	607,2	97,9	1.803,3	158,7	107,9	266,6	2.069,9	231,6	2.301,5	—	2.301,5	

1 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

2 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dette reprise de la République du Zaïre 2	Dette totale 3	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 5	Divers 6	Total	
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) - (7)	
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	- 2,1	+ 2,8 ⁸	+ 2,0	+ 51,1
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	—	...	- 0,7	+ 57,4
1975	+107,8	- 0,4	+107,4	- 1,9	—	...	- 1,9	+109,3
1976	+130,1	- 0,2	+129,9	- 3,2	—	...	- 3,2	+133,1
1977	+170,1	- 0,1	+170,0	+ 2,6	—	...	+ 2,6	+167,4
1978	+198,3	- 0,1	+198,2	+ 15,4	—	- 0,1	+ 15,3	+182,9
1979	+212,1	—	+212,1	+ 0,3	—	...	+ 0,3	+211,8
1980	+317,8	—	+317,8	+ 17,2	—	+ 3,9	+ 21,1	+296,7
1980 6 premiers mois	+239,5	—	+239,5	+ 2,7	—	- 0,1	+ 2,6	+236,9
1981 6 premiers mois	+344,7	—	+344,7	+ 6,4	—	+15,4	+ 21,8	+322,9

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale avaient pour exactes contreparties des

mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de la B.N.B. A partir d'octobre 1978, l'avoir précité n'est plus compris dans les chiffres de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

6 Y compris les différences de change.

7 Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (8) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

8 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S. le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat 1	Paratatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs 2		

Titres accessibles à tout placeur 3

1972	498,2	58,0	—	101,4	275,3	932,9
1973	560,5	63,7	—	120,9	308,4	1.053,5
1974	611,1	71,2	—	124,4	357,7	1.164,4
1975	705,3	72,1	—	126,9	400,2	1.304,5
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979 p	1.195,1	96,5	—	186,1	700,4	2.178,1

Titres non accessibles à tout placeur

1972	78,1	26,2	2,4	21,4	55,8	183,9
1973	76,1	27,1	1,6	23,4	59,8	183,0
1974	80,1	30,9	3,2	27,6	62,5	204,3
1975	77,8	35,4	4,1	29,6	74,7	221,6
1976	72,5	38,5	11,2	30,8	81,0	234,0
1977	65,4	54,1	15,3	47,9	93,7	276,4
1978	64,5	61,8	19,8	48,2	103,2	297,5
1979 p	63,4	66,4	31,7	48,9	111,6	322,0

Total

1972	576,3	84,2	2,4	122,8	331,1	1.116,8
1973	636,6	90,8	1,6	144,3	368,2	1.241,5
1974	691,2	102,1	3,2	152,0	420,2	1.368,7
1975	783,1	107,5	4,1	156,5	474,9	1.526,1
1976	861,2	126,5	11,2	169,8	539,9	1.708,6
1977	989,2	140,6	15,3	205,7	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	164,6	19,8	222,5	736,6	2.276,1
1979 p	1.258,5	162,9	31,7	235,0	812,0	2.500,1

1 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

2 Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

3 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont

émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Para-étatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caissees d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	

Titres accessibles à tout placeur ⁴

1972	434,2	6,2	2,7	12,7	210,2	15,2	110,7	102,9	38,1	932,9
1973	477,6	6,6	3,0	14,7	253,8	15,7	129,3	111,4	41,4	1.053,5
1974	529,3	6,6	3,7	15,4	283,9	12,1	146,4	123,4	43,6	1.164,4
1975	585,0	8,3	4,5	14,4	320,5	17,9	172,3	129,7	51,9	1.304,5
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	p 1.072,1	12,1	8,5	16,8	485,8	33,1	288,8	169,1	91,8	2.178,1

Titres non accessibles à tout placeur

1972	9,0	0,3	0,2	2,8	78,8	—	48,4	32,5	11,9	183,9
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	79,9	—	51,8	32,7	11,6	188,0
1974	8,7	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,6	32,9	15,0	204,3
1975	10,2	0,3	0,2	3,7	91,2	—	70,1	31,0	14,9	221,6
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	p 13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0

Total

1972	443,2	6,5	2,9	15,5	289,0	15,2	159,1	135,4	50,0	1.116,8
1973	486,0	6,8	3,2	17,9	333,7	15,7	181,1	144,1	53,0	1.241,5
1974	538,0	6,9	3,9	19,3	369,6	12,1	204,0	156,3	58,6	1.368,7
1975	595,2	8,6	4,7	18,1	411,7	17,9	242,4	160,7	66,8	1.526,1
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	p 1.085,1	12,3	8,7	18,8	608,6	33,1	399,1	200,5	133,9	2.500,1

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes parastatutaires qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

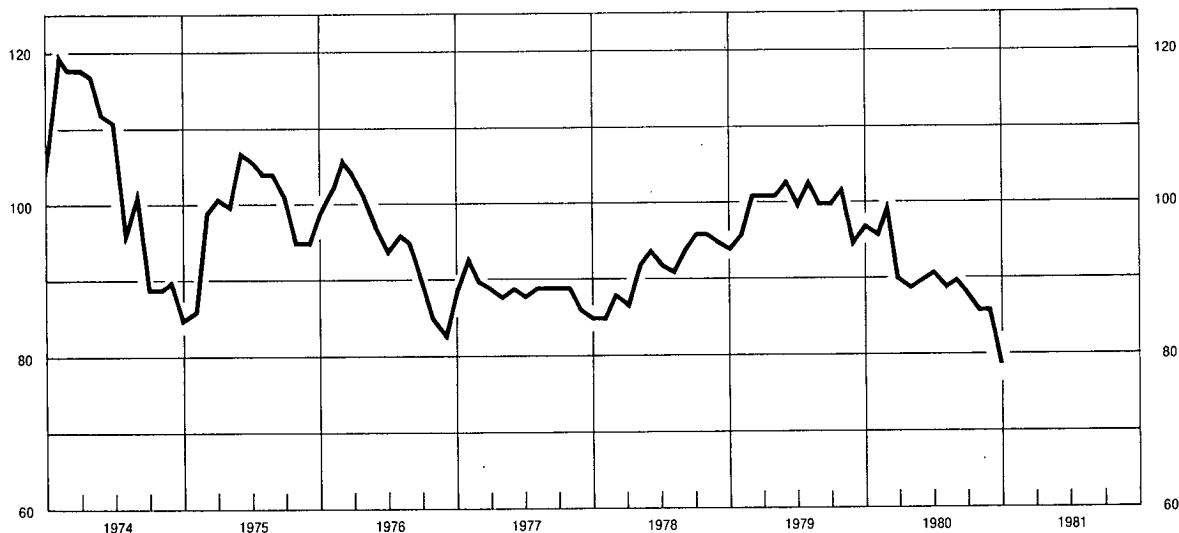
⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT

Cours des valeurs belges au comptant

(Indices 1975 = 100)



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères 5		
	Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1 2	Cours des actions au comptant 3		Taux de rendement des actions 4		Capitaux traités Moyennes par séance (millions de francs) 1	Cours des actions au comptant 3 (Indices 1975 = 100)
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
1973	-----	125	130	3,8 ⁶	3,7 ⁶	-----	117
1974	105	104	104	5,3 ⁶	5,4 ⁶	80	98
1975	100	100	100	5,8	5,8	105	100
1976	102	96	92	5,5	4,9	128	102
1977	89	89	85	5,9	5,4	77	92
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1979 2 ^e trimestre	148	101	96	5,7	5,2	108	113
3 ^e trimestre	127	100	96	6,0	5,3	93	117
4 ^e trimestre	131	97	95	6,3	5,7	104	116
1980 1 ^{er} trimestre	134	95	98	6,7	5,8	187	130
2 ^e trimestre	89	90	94	7,1	6,1	95	129
3 ^e trimestre	83	89	91	7,6	6,5	143	144
4 ^e trimestre	118	83	87	8,0	6,7	200	166
1981 1 ^{er} trimestre	97			8,3	7,1	171	
2 ^e trimestre	107			8,8	7,5	158	
1980 Juillet	81	89	92	7,1	6,1	102	134
Août	75	90	92	7,3	6,4	139	139
Septembre	93	88	89	7,6	6,5	188	150
Octobre	146	86	90	7,8	6,6	201	158
Novembre	110	86	89	8,1	6,6	237	163
Décembre	98	79	84	8,2	6,8	163	175
1981 Janvier	95			8,3	7,1	154	
Février	95			8,1	7,0	181	
Mars	102			8,4	7,1	178	
Avril	103			8,4	7,1	159	
Mai	91			8,9	7,7	147	
Juin	126			9,0	7,8	169	
Juillet	79			9,1	7,5	113	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

2 Obligations de sociétés et actions uniquement.

3 Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Chiffres annuels et trimestriels : moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois.

4 Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

5 Y compris les valeurs zairoises.

6 Ancienne série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	...	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	...	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,7	3,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,2	5,5

Industries des fabrications métalliques

1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,8	0,4

Métallurgie du fer

1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	...	2,5	0,1	1,3	0,1

Industrie textile

1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	...
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	...
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)						(8)	(9)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,2	0,1
Industrie chimique									
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,9	0,4
Electricité									
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	...	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	...	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	...	5,0	0,1	51,7	3,4
Industrie du charbon									
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...
1973	21	4,6	0,6	...	0,4	...	...	...	...
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	...	...	...	...
1975	16	4,0	...	0,3	0,2	0,1	...	...	...
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶									
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3

C. — Total général ^{6 7}

1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1970	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	3 premiers mois	2.174	55,7	38,9	12,5	1,3	2,4
	6 premiers mois	15.049	389,3	242,3	67,7	9,6	5,0
	9 premiers mois	16.701	413,4	258,6	72,1	10,9	7,3
	12 mois	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	11,3
1975	1 ^{er} mois	202	4,5	3,2	0,8	0,2	0,8
	2 premiers mois	515	19,4	17,7	3,7	1,9	1,7
	3 premiers mois	2.160	52,5	40,2	10,2	2,9	2,8
	4 premiers mois	5.574	129,2	88,7	23,2	6,6	3,8
	5 premiers mois	11.139	314,7	194,5	55,3	12,8	4,8
	6 premiers mois	15.957	409,9	271,0	73,0	17,1	5,8
	7 premiers mois	16.814	432,8	284,7	75,5	19,5	6,9
	8 premiers mois	17.139	436,2	287,3	76,4	20,1	7,5
	9 premiers mois	17.680	442,9	294,6	77,6	21,8	8,3
	10 premiers mois	18.225	451,9	303,7	79,9	22,1	9,6
	11 premiers mois	18.669	460,4	312,4	81,7	22,6	10,5
	12 mois	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	13,2

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)
(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1970	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974 3 premiers mois	18	1,0	1,6	...	0,7	...	0,2
6 premiers mois	142	36,5	28,8	7,3	1,1	4,2	0,3
9 premiers mois	167	39,9	30,9	7,5	1,2	4,3	0,3
12 mois	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975 1 ^{er} mois	2	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	6	0,8	0,3	...	0,1	...	0,1
3 premiers mois	18	1,0	0,4	...	0,2	...	0,1
4 premiers mois	33	1,3	0,7	...	0,2	...	0,1
5 premiers mois	75	21,0	13,6	4,9	0,3	3,3	0,2
6 premiers mois	142	37,9	30,5	10,7	0,5	5,0	0,2
7 premiers mois	156	39,5	32,1	10,8	0,6	5,1	0,3
8 premiers mois	158	39,9	32,5	10,8	0,6	5,1	0,3
9 premiers mois	161	40,0	32,6	10,8	0,6	5,1	0,3
10 premiers mois	172	41,2	33,1	10,9	0,6	5,2	0,3
11 premiers mois	177	41,8	33,7	11,0	0,6	5,3	0,3
12 mois	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3

C. — Total général ⁴

1970	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974 3 premiers mois	2.192	56,7	40,5	12,5	2,0	5,9	2,6
6 premiers mois	15.191	425,8	271,1	75,0	10,7	36,5	5,3
9 premiers mois	16.868	453,3	289,5	79,6	12,1	38,1	7,6
12 mois	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975 1 ^{er} mois	204	4,5	3,2	0,8	0,2	0,3	0,8
2 premiers mois	521	20,2	18,0	3,7	2,0	2,1	1,8
3 premiers mois	2.178	53,5	40,6	10,2	3,1	5,4	2,9
4 premiers mois	5.607	130,5	89,4	23,2	6,8	11,3	3,9
5 premiers mois	11.214	335,7	208,1	60,2	13,1	31,5	5,0
6 premiers mois	16.099	447,8	301,5	83,7	17,6	40,8	6,0
7 premiers mois	16.970	472,3	316,8	86,3	20,1	41,9	7,2
8 premiers mois	17.297	476,1	319,8	87,2	20,7	42,0	7,8
9 premiers mois	17.841	482,9	327,2	88,4	22,4	42,4	8,6
10 premiers mois	18.397	493,1	336,8	90,8	22,7	43,2	9,9
11 premiers mois	18.846	502,2	346,1	92,7	23,2	44,0	10,8
12 mois	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les

obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortissements	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(3)-(4)	(6)	(7)=(5)+(6)	(8)=(2)+(7)	(9)

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	<i>p</i> 21,5	27,0	<i>p</i> 4,5	<i>p</i> 22,5	<i>p</i> 9,0	<i>p</i> 31,3	<i>p</i> 52,8	<i>p</i> 58,1
1976	<i>p</i> 50,1	25,2	17,4	3,9	13,5	11,7	25,2	50,4	62,1

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	-0,4	-0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	1,2	1,2
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	...	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	...	0,1	-0,1	...	-0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	...	0,1	-0,1	...	-0,1	0,1	0,1
1975	0,2	<i>p</i> ...	1,9	0,1	1,8	...	1,8	<i>p</i> 1,8	1,8
1976	<i>p</i> 1,2	...	0,6	0,2	0,4	...	0,4	0,4	0,4

C. — Total général

1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	44,9
1975	39,6	21,5	28,9	<i>p</i> 4,6	24,3	9,0	33,1	<i>p</i> 54,6	<i>p</i> 59,9
1976	<i>p</i> 51,3	25,2	18,0	4,1	13,9	11,7	25,6	50,8	62,3

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)=(2)+(3)	(5)	(6)	(7)	(8)=(6)+(7)
1973	39,1	16,7	13,9	30,6	9,4	0,3	...	0,3
1974	49,5	19,3	13,4	32,7	0,6	<i>p</i> 0,2	...	<i>p</i> 0,2
1975	39,4	17,7	27,0	44,7	0,2	...	1,9	1,9
1976 <i>p</i>	50,1	21,2	17,4	38,6	1,2	...	0,6	0,6
1977 <i>p</i>	91,9	50,5	8,4	58,9	...	...	...	...
1978 <i>p</i>	64,3	37,2	6,6	43,8	0,3	0,3	...	0,3
1979 ⁴ <i>p</i>	66,7	30,4	33,6	64,0	...	...	...	...
1980 <i>p</i>	87,1	39,7	13,0	52,7	...	...	...	...
1979 1 ^{er} trimestre <i>p</i>	14,2	5,8	2,0	7,8	...	...	...	...
2 ^e trimestre ⁴ <i>p</i>	19,5	7,7	28,1	35,8	...	...	...	...
3 ^e trimestre <i>p</i>	9,0	5,8	1,6	7,4	...	...	...	...
4 ^e trimestre <i>p</i>	24,0	11,1	1,9	13,0	...	...	...	...
1980 1 ^{er} trimestre <i>p</i>	16,6	6,8	1,7	8,5	...	...	...	...
2 ^e trimestre <i>p</i>	23,3	12,4	7,0	19,4	...	...	...	...
3 ^e trimestre <i>p</i>	18,1	7,7	0,7	8,4	...	...	...	...
4 ^e trimestre <i>p</i>	29,1	12,8	3,6	16,4	...	...	...	...
1981 1 ^{er} trimestre <i>p</i>	8,5	4,9	2,0	6,9	...	...	...	...
1980 Avril <i>p</i>	7,4	4,4	...	4,4	...	...	...	...
Mai <i>p</i>	7,9	4,0	6,8	10,8	...	...	...	...
Juin <i>p</i>	8,0	4,0	0,2	4,2	...	...	...	...
Juillet <i>p</i>	5,3	3,8	0,6	4,4	...	...	...	...
Août <i>p</i>	3,0	1,7	...	1,7	...	...	...	...
Septembre <i>p</i>	9,8	2,2	0,1	2,3	...	...	...	...
Octobre <i>p</i>	4,4	2,4	1,6	4,0	...	...	...	...
Novembre <i>p</i>	3,7	2,5	1,0	3,5	...	...	...	...
Décembre <i>p</i>	21,0	7,9	1,0	8,9	...	...	...	...
1981 Janvier <i>p</i>	2,1	1,2	...	1,2	...	...	...	...
Février <i>p</i>	2,1	1,3	2,0	3,3	...	...	...	...
Mars <i>p</i>	4,3	2,4	...	2,4	...	...	...	...
Avril <i>p</i>	4,6	2,8	1,0	3,8	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

⁴ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS

ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine ²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³ (4) = (1) à (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total (10) = (5) à (9)		
					les crédits professionnels (5)	le crédit à l'habitation (6)						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1972 ⁵	3,9	0,4	338,5	342,8	194,2	79,0	138,8	116,2	1,8	530,0	872,8	47,1
1973	4,1	0,4	395,6	400,1	219,9	88,4	161,5	136,2	1,9	607,9	1.008,0	52,6
1974	3,5	0,4	448,6	452,5	248,5	98,0	180,1	158,1	1,6	686,3	1.138,8	58,4
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	201,0	183,9	1,8	775,0	1.301,9	73,1
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	232,8	220,0	1,8	897,2	1.513,8	69,6
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	346,4	153,9	261,0	247,3	1,6	1.010,2	1.737,8	85,3
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	387,5	180,8	294,6	284,8	2,2	1.149,9	1.953,6	102,5
1979 ⁵ p	1,0	0,5	941,0	942,5	425,2	205,3	327,0	317,6	2,8	1.277,9	2.220,4	103,2
1980 p	0,9	0,5	1.025,6	1.027,0	463,7	241,7	347,0	332,5	2,2	1.387,3	2.414,3	101,0
1978 Déc. ⁵ ...	1,0	0,5	802,2	803,7	387,5	180,8	294,6	284,8	2,2	1.149,9	1.953,6	102,5
1979 Mars ⁵ ... p	0,8	0,5	801,5	802,8	397,3	185,3	299,9	290,5	2,0	1.175,0	1.977,8	105,3
Juin ⁵ ... p	0,7	0,5	854,6	855,8	402,3	192,0	308,0	296,7	2,4	1.201,4	2.057,2	104,5
Sept. ... p	0,6	0,5	880,1	881,2	412,7	199,4	315,5	305,6	2,4	1.235,6	2.116,8	102,5
Déc. ... p	1,0	0,5	941,0	942,5	425,2	205,3	327,0	317,6	2,8	1.277,9	2.220,4	103,2
1980 Mars ... p	0,5	0,5	940,9	941,9	437,7	214,0	331,3	321,7	2,8	1.307,5	2.249,4	107,5
Juin ... p	0,5	0,5	975,0	976,0	446,1	224,5	339,9	327,3	2,6	1.340,4	2.316,4	105,5
Sept. ... p	0,4	0,5	979,1	980,0	451,8	234,1	342,0	330,0	2,3	1.360,2	2.340,2	103,5
Déc. ... p	0,9	0,5	1.025,6	1.027,0	463,7	241,7	347,0	332,5	2,2	1.387,3	2.414,3	101,0
1981 Mars ... p	0,5	0,5	1.027,6	1.028,6	471,2	254,0	346,7	334,3	2,2	1.408,4	2.437,0	101,4

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

	Milliards de francs ¹
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1976	14,7
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1979 2 ^e trimestre	21,0
3 ^e trimestre	22,0
4 ^e trimestre	23,2
1980 1 ^{er} trimestre	21,3
2 ^e trimestre	20,0
3 ^e trimestre	15,3
4 ^e trimestre	13,0
1981 1 ^{er} trimestre	11,8
2 ^e trimestre	14,8

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome 1, no 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, no 5, mai 1978. —

Indices et Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS ¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL ² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire ³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1977	1978	1979	1980	1977	1978	1979	1980
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	17,5	21,0	25,7	27,9	13,8	17,1	20,2	23,0
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	9,5	8,2	9,1	9,9	5,4	4,3	5,5	5,8
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	116,3	128,4	139,5	147,7	62,0	67,9	71,5	75,0
Textile, habillement et cuir	72,1	73,5	78,0	82,6	40,9	42,1	45,6	48,0
Industrie chimique ⁴	153,7	157,7	173,9	200,9	75,7	74,4	81,8	92,7
Métallurgie de base	149,6	163,1	176,8	203,3	101,0	118,3	128,2	140,1
Fabrications métalliques	254,0	283,9	312,1	325,3	132,5	143,0	162,6	161,3
Produits minéraux non métalliques et bois	71,9	81,6	91,5	95,2	46,1	51,0	59,6	57,7
Papier, carton et imprimerie	31,1	31,9	34,4	37,0	19,7	20,9	21,6	23,4
Pétrole	62,6	57,9	58,3	60,8	29,1	23,0	20,0	13,1
Diamant et orfèvrerie	26,0	36,2	44,9	53,7	18,1	25,8	32,4	35,9
Autres	1,5	1,8	1,7	1,8	1,1	1,2	1,2	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	84,9	104,4	117,6	117,6	49,1	63,8	74,9	78,0
Production et distribution d'énergie et d'eau	31,9	48,2	47,8	85,1	21,3	27,1	30,2	40,6
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	41,2	45,0	42,3	43,5	19,5	17,8	17,9	20,2
Commerce de détail	50,2	62,4	72,1	73,7	29,1	36,7	43,1	45,2
Transports, entrepôts et communications	65,9	72,6	91,1	104,9	43,5	46,1	57,3	68,5
Services financiers ⁵	77,9	91,3	114,3	123,5	36,0	34,7	51,0	50,7
Autres services aux entreprises ⁶	29,6	31,4	40,7	50,2	18,6	19,0	26,1	32,1
Autres services aux particuliers ⁷	69,9	99,1	129,5	140,6	50,1	74,2	105,2	118,5
Total ...	1.417,3	1.599,6	1.801,2	1.985,3	812,6	908,4	1.055,9	1.131,0

1 Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

2 Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

3 Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui octroyant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur; ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises

et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

4 Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

5 Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

6 Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

7 Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire ¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1977	1978	1979	1980	1977	1978	1979	1980
Communauté Economique Européenne ...	120,2	144,7	171,3	256,8	65,0	71,4	81,9	124,4
Royaume-Uni	32,4	36,3	43,4	53,1	19,7	16,8	21,7	23,6
République Fédérale d'Allemagne	30,5	36,0	39,1	101,8	15,7	18,3	19,9	46,8
France	21,2	31,0	31,6	40,3	7,9	12,7	12,8	20,6
Pays-Bas	18,3	19,2	23,6	21,3	8,3	9,7	8,1	8,0
Italie	6,6	7,4	13,5	18,2	5,3	6,3	9,7	13,5
Luxembourg	5,0	7,8	8,9	8,1	2,8	3,2	4,3	3,6
Danemark	4,8	6,5	8,4	11,8	3,9	4,1	5,0	6,5
Irlande	1,4	0,5	2,8	2,2	1,4	0,3	0,4	1,8
Autres pays d'Europe	64,3	64,3	76,7	95,2	48,1	45,4	53,0	70,1
dont : Espagne	14,2	16,9	26,2	36,6	13,0	15,1	22,5	32,6
Suisse	13,6	15,4	17,6	21,4	5,9	6,7	8,8	10,9
Norvège	9,5	7,8	6,8	7,0	7,5	6,1	5,4	5,3
Suède	15,3	12,2	9,5	11,1	12,6	8,5	6,5	7,9
Etats-Unis et Canada	22,1	30,2	39,7	60,6	6,9	10,7	13,4	21,6
Pays exportateurs de pétrole	26,3	51,0	63,6	78,8	17,3	25,0	35,7	51,7
Autres pays de l'Hémisphère occidental ...	53,2	64,2	86,4	137,7	41,7	51,3	68,9	114,6
dont : Brésil	26,2	33,3	37,2	41,0	22,8	28,7	34,4	38,0
Mexique	11,6	12,4	19,2	30,8	9,5	9,7	14,8	26,4
Autres pays d'Afrique	31,2	33,7	33,3	37,8	21,4	22,4	27,7	30,2
dont : Afrique du Sud	7,2	5,1	4,5	3,8	6,0	4,0	2,9	2,7
République du Zaïre	6,9	8,4	7,0	7,6	5,3	5,5	6,6	6,7
Australie et Nouvelle Zélande	7,7	7,8	8,0	15,9	3,7	2,9	3,9	5,4
Autres pays d'Asie	11,5	11,0	13,0	31,1	6,0	5,7	8,7	21,1
dont : Japon	2,3	2,1	5,7	10,9	2,1	1,8	4,9	10,3
Total ...	336,5	406,9	492,0	713,9	210,3	234,8	293,2	439,1

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur des non-résidents et remises à l'escompte par un

résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non dans le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHE MONETAIRE

1. — MARCHE DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ² (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ² (7)	
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1976	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0	11,2
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	...	4,4	1,5	11,0
1979 2 ^e trimestre	9,4	...	3,8	5,0	0,4	5,9	1,9	13,2
3 ^e trimestre	7,2	...	3,1	5,3	0,2	3,4	1,4	10,3
4 ^e trimestre	8,2	...	3,9	5,4	...	5,1	1,6	12,1
1980 1 ^{er} trimestre	7,7	...	3,7	5,3	...	4,9	1,2	11,4
2 ^e trimestre	6,1	0,2	3,9	4,8	...	3,8	1,6	10,2
3 ^e trimestre	6,6	0,1	3,9	4,9	...	4,0	1,7	10,6
4 ^e trimestre	7,8	...	4,1	5,5	...	4,8	1,6	11,9
1981 1 ^{er} trimestre	7,4	...	4,8	5,0	0,5	4,9	1,8	15,8
2 ^e trimestre	7,1	...	4,4	5,5	...	4,2	1,8	11,5
1980 Juillet	5,3	0,2	3,4	4,5	...	2,2	2,2	8,9
Août	6,6	...	4,3	5,2	...	4,4	1,3	10,9
Septembre	7,9	...	4,2	5,2	...	5,5	1,4	12,1
Octobre	7,9	...	3,6	4,6	...	5,4	1,5	11,5
Novembre	7,1	...	3,6	5,3	...	4,0	1,4	10,7
Décembre	8,2	...	5,2	6,4	...	5,0	2,0	13,4
1981 Janvier	5,9	...	4,4	5,5	...	3,4	1,4	10,3
Février	8,1	...	5,6	4,2	0,7	6,8	2,0	13,7
Mars	8,1	...	4,5	5,1	0,7	4,6	2,2	12,6
Avril	4,7	...	4,3	6,2	...	0,5	2,3	9,0
Mai	6,6	...	4,3	6,0	...	3,5	1,4	10,9
Juin	10,1	...	4,6	4,2	...	8,8	1,7	14,7
Juillet	7,2	...	4,7	5,5	...	5,1	1,3	11,9

* La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts	à l'I.R.G. ³	dans les autres organismes du marché hors banques et à l'étranger	à la B.N.B. ⁴	
	(1)	(2)	(3)	(4)	
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1976	184,9	4,3	33,8	35,8	258,8
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1979 1 ^{er} trimestre	213,7	3,7	39,8	58,1	315,3
2 ^e trimestre	214,9	6,8	44,0	58,7	324,4
3 ^e trimestre	222,4	3,4	44,2	62,2	332,2
4 ^e trimestre	224,5	7,6	44,6	67,7	344,4
1980 1 ^{er} trimestre	239,9	5,6	44,0	69,9	359,4
2 ^e trimestre	248,2	3,8	50,1	65,1	367,2
3 ^e trimestre	244,8	4,8	51,3	45,6	346,5
4 ^e trimestre	247,8	10,3	51,6	34,9	344,6
1981 1 ^{er} trimestre	246,8	10,0	52,8	42,5	352,1

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les participations d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3a. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur jusqu'au 1 ^{er} novembre 1977)										Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1 (1)	Ensemble des plafonds (2)			Encours imputés 2			Marges disponibles (6) = (2) - (5)			
					Effets visés (3)	Effets non visés rées- comptés (4)	Total (5) = (3)+(4)				
		(milliards de francs)									
1970	9,00	38,0			20,7	6,2	26,9	11,1			—
1971	9,00	43,9			19,0	9,4	28,4	15,5			—
1972	8,00	46,2			20,4	14,6	35,0	11,2			—
1973	5,50	37,8			14,4	18,0	32,4	5,4			—
1974 Juin	4,50	32,1			2,6	25,6	28,2	3,9			—
		Sous-plafond A 3 (2a)	Sous-plafond B 3 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 3 (3a)	Sous-plafond B 3 (3b)	Total (3) = (3a) + (3b)	Sous-plafond A 3 (4a) = (2a) - (3a)	Sous-plafond B 3 (4b) = (2b) - (3b)	Total (4) = (4a) + (4b) = (2) - (3)	
1974	4,00	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 Mars	4,25	24,1	10,3	34,4	14,8	6,3	21,1	9,3	4,0	13,3	21,2
Juin	4,75	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4	21,2
Septembre	5,25	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8	25,1
Décembre	5,25	—	—	49,5	—	—	29,1	—	—	20,4	25,7
1976 Mars	4,75	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Juin	4,75	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Septembre	4,25	23,0	23,0	46,0	19,8	19,6	39,4	3,2	3,4	6,6	27,2
Décembre	4,675	—	—	53,8	—	—	40,8	—	—	13,0	28,9
1977 Mars	5,25	—	—	59,9	—	—	29,5	—	—	30,4	29,8
Juin	5,25	—	—	59,8	—	—	35,7	—	—	24,1	30,3
Septembre	5,25	—	—	59,5	—	—	36,4	—	—	23,1	31,9
Octobre	5,25	—	—	59,5	—	—	43,3	—	—	16,2	31,9

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Les encours imputés comprennent les effets réescomptables effectivement mobilisés dans le cadre des plafonds auprès de la B.N.B. ou à l'entremise de l'I.R.G. Ils comprennent également, jusqu'au 7 juillet 1974, les effets visés, réescomptés ou non, ayant maximum deux ans à courir (y compris les effets visés ou certifiés Creditexport, dont les conditions d'imputation ont été modifiées à diverses reprises).

3 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin et du 23 juillet au 10 décembre 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A);

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1^{er} février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 80 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1^{er} avril 1975 au 11 février 1976, du 17 juin au 22 juillet 1976 et à partir du 20 décembre 1976, la répartition en sous-plafond A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement à la B.N.B., d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir;

— soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

XVIII - 3b. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur depuis le 2 novembre 1977 1)									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire
	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	
	(1a)	(1b)	(1) = (1a) + (1b)	(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(3a) = (1a) - (2a)	(3b) = (1b) - (2b)	(3) = (3a) + (3b) ou (1) - (2)	
1979 Mars	55,7	18,5	74,2	44,4	5,9	50,3	11,3	12,6	23,9	34,9
Juin	25,5	50,9	76,4	24,5	41,9	66,4	1,0	9,0	10,0	34,9
Septembre ...	26,1	52,1	78,2	24,8	45,1	69,9	1,3	7,0	8,3	34,8
Décembre	26,7	53,5	80,2	25,3	47,3	72,6	1,4	6,2	7,6	34,8
1980 Mars	27,6	54,8	82,4	24,3	41,7	66,0	3,3	13,1	16,4	130,0 ³
Juin	—	—	84,9	—	—	55,8	—	—	29,1	132,8
Juillet	—	—	84,9	—	—	46,1	—	—	38,8	132,8
Août	—	—	84,9	—	—	53,1	—	—	31,8	132,8
Septembre ...	—	—	86,5	—	—	39,6	—	—	46,9	135,7
Octobre	—	—	86,5	—	—	39,7	—	—	46,8	135,7
Novembre	—	—	86,6	—	—	53,9	—	—	32,7	135,7
Décembre	—	—	88,6	—	—	50,4	—	—	38,2	138,8
1981 Janvier	—	—	88,6	—	—	42,2	—	—	46,4	138,7
Février	—	—	88,6	—	—	60,8	—	—	27,8	138,7
Mars	—	—	90,2	—	—	65,9	—	—	24,3	142,1
Avril	—	—	90,2	—	—	66,2	—	—	24,0	142,1
Mai	—	—	90,1	—	—	71,3	—	—	18,8	142,1
Juin	—	—	91,8	—	—	66,7	—	—	25,1	144,7
Juillet	—	—	91,8	—	—	75,2	—	—	16,6	144,7

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se

terminant à la fin du trimestre civil précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération pour la détermination des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
				à court terme	à long terme
	données mensuelles			données trimestrielles	
2 novembre 1977 ...	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² a) du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979, le plafond de chaque intermédiaire financier était utilisable à concurrence de :
— 75 p.c. pour le réescompte, soit auprès de la B.N.B. au taux d'escompte officiel de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets certifiés, d'effets visés « Creditexport » ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et échéant dans les 120 jours (sous-plafond A);
— 25 p.c. pour le réescompte auprès de l'I.R.G., au taux fixé par cette institution, d'effets des mêmes catégories qui ne seraient plus imputables sur le sous-plafond A, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Credit-export » ayant plus de 120 jours à maximum 1 an à courir (sous-plafond B);
b) du 3 mai 1979 au 28 juin 1979, la subdivision du plafond des facilités de réescompte en deux tranches A et B a été supprimée.
c) du 29 juin 1979 au 25 juin 1980, le plafond de chaque intermédiaire financier était scindé en un sous-plafond A s'élevant à un tiers du plafond total et un sous-plafond B à concurrence du montant restant.
d) à partir du 26 juin 1980, la subdivision des facilités de réescompte en deux tranches A et B a été supprimée.

³ Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tel que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte. Depuis le 1^{er} mars 1980, le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond : voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).
En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

**XVIII - 3c. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES
EN COMPTE COURANT DES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT
ET DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période (plafonds) ou mois (quotas)	Plafonds de réescompte (système en vigueur depuis le 2 novembre 1977 1)									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptées au taux ordinaire (4)
	Ensemble des plafonds			Encours imputés			Marges disponibles			
	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	Sous-plafond A 2	Sous-plafond B 2	Total	
	(1a)	(1b)	(1) = (1a) + (1b)	(2a)	(2b)	(2) = (2a) + (2b)	(3a) = (1a) - (2a)	(3b) = (1b) - (2b)	(3) = (3a) + (3b) ou (1) - (2)	

I. INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT

1979 Mars	8,4	2,8	11,2	3,8	0,4	4,2	4,6	2,4	7,0	33,2
Juin	3,8	7,7	11,5	1,8	1,8	3,6	2,0	5,9	7,9	33,2
Septembre	3,9	7,9	11,8	1,0	0,9	1,9	2,9	7,0	9,9	33,2
Décembre	4,1	8,1	12,2	2,5	2,5	5,0	1,6	5,6	7,2	33,2
1980 Mars	4,1	8,3	12,4	2,1	2,5	4,6	2,0	5,8	7,8	32,3 ³
Juin	—	—	12,7	—	—	4,8	—	—	7,9	42,1
Juillet	—	—	12,7	—	—	4,1	—	—	8,6	42,1
Août	—	—	12,7	—	—	3,3	—	—	9,4	42,1
Septembre	—	—	13,2	—	—	2,9	—	—	10,3	43,3
Octobre	—	—	13,2	—	—	2,4	—	—	10,8	43,3
Novembre	—	—	13,2	—	—	1,9	—	—	11,3	43,3
Décembre	—	—	13,5	—	—	2,7	—	—	10,8	44,2
1981 Janvier	—	—	13,5	—	—	2,3	—	—	11,2	44,2
Février	—	—	13,5	—	—	2,9	—	—	10,6	44,2
Mars	—	—	13,6	—	—	2,6	—	—	11,0	44,8
Avril	—	—	13,6	—	—	4,1	—	—	9,5	44,8
Mai	—	—	13,6	—	—	4,1	—	—	9,5	44,8
Juin	—	—	13,7	—	—	4,4	—	—	9,3	45,4
Juillet	—	—	13,7	—	—	4,6	—	—	9,1	45,4

II. CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

1979 Mars	3,4	1,2	4,6	0,9	...	0,9	2,5	1,2	3,7	14,6
Juin	1,6	3,2	4,8	0,5	...	0,5	1,1	3,2	4,3	14,6
Septembre	1,6	3,3	4,9	1,0	0,2	1,2	0,6	3,1	3,7	14,6
Décembre	1,8	3,7	5,5	1,4	1,3	2,7	0,4	2,4	2,8	14,6
1980 Mars	1,9	3,7	5,6	1,6	0,9	2,5	0,3	2,8	3,1	13,2 ³
Juin	—	—	5,8	—	—	1,8	—	—	4,0	13,6
Juillet	—	—	5,8	—	—	0,9	—	—	4,9	13,6
Août	—	—	5,8	—	—	0,7	—	—	5,1	13,6
Septembre	—	—	6,0	—	—	1,1	—	—	4,9	13,9
Octobre	—	—	6,0	—	—	1,4	—	—	4,6	13,9
Novembre	—	—	6,0	—	—	2,6	—	—	3,4	13,9
Décembre	—	—	6,2	—	—	2,3	—	—	3,9	14,1
1981 Janvier	—	—	6,2	—	—	1,8	—	—	4,4	14,1
Février	—	—	6,2	—	—	2,3	—	—	3,9	14,1
Mars	—	—	6,2	—	—	3,1	—	—	3,1	14,2
Avril	—	—	6,2	—	—	3,6	—	—	2,6	14,2
Mai	—	—	6,2	—	—	3,2	—	—	3,0	14,2
Juin	—	—	6,4	—	—	3,6	—	—	2,8	14,6
Juillet	—	—	6,4	—	—	4,0	—	—	2,4	14,6

1 Voir note 1 du tableau XVIII-3b.

2 Voir note 2 du tableau XVIII-3b.

3 Voir note 3 du tableau XVIII-3b.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970.* — *Bulletin d'Information et de Documentation :* XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique :* XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de

visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n° 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n° 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». — L^e année, tome I, n° 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». LI^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n° 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹		Avances en compte courant et prêts ²
	Traites acceptées domiciliées en banque. warrants et acceptations certifiées représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	
1974 8 juillet	8,75	9,50	9,50
1975 30 janvier	8,25	9,00	9,00
13 mars	7,50	8,00	8,00
24 avril	7,00	7,50	7,50
29 mai		6,50	6,50
21 août		6,00	6,00
1976 18 mars		7,00	7,00
23 juillet		8,00	8,00
13 août		9,00	9,00
1 ^{er} octobre		9,00	12,50
20 octobre		9,00	12,00
18 novembre		9,00	11,00
9 décembre		9,00	10,00
1977 6 janvier		8,00	8,00
17 février		7,00	7,00
5 mai		6,50	6,50
23 juin		6,00	6,00
2 décembre		7,00	7,00
14 décembre		9,00	9,00
1978 5 janvier		8,50	8,50
19 janvier		7,50	7,50
2 février		6,50	6,50
16 mars		6,00	6,00
30 mars		5,50	5,50
27 juillet		6,00	6,00
12 octobre		6,00	8,50
1979 18 janvier		6,00	8,00
1 ^{er} février		6,00	7,50
8 mars		6,00	7,00
3 mai		7,00	7,00
31 mai		8,00	8,00
14 juin		9,00	9,00
29 juin		9,00	11,00
4 octobre		10,00	12,00
13 décembre		10,50	12,50
1980 28 février		12,00	13,50
20 mars		14,00	15,00
5 juin		14,00	14,50
26 juin		13,00	13,00
31 juillet		12,00	12,00
1981 5 mars		12,00	13,00
26 mars		13,00	15,00
31 mars		16,00	18,00
16 avril		15,00	17,00
30 avril		14,00	16,00
28 mai		13,00	15,00

¹ Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, du 23 juillet au 19 décembre 1976, du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-3).

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes : 95 p.c.; autres effets publics : 80 p.c. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE
NATIONALE DE BELGIQUE**

**XIX - 1c. — TAUX MOYEN PONDERE
DE LA BANQUE NATIONALE
DE BELGIQUE ¹**

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit	Fin de période	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1978 ...	8,50	9,50	1974	9,18
1979 18 janvier	8,00	8,50	1975	5,73
1 ^{er} février	7,50	8,00	1976	9,06
8 mars	7,00	7,00	1977	7,73
3 mai	—	7,00	1978	6,89
31 mai	—	8,00	1979	11,53
14 juin	—	9,00	1980	12,00
29 juin	11,00	12,00	1979 1 ^{er} trimestre	6,15
28 septembre	11,00	13,00	2 ^e trimestre	7,31
4 octobre	12,00	13,00	3 ^e trimestre	10,46
13 décembre	12,50	13,50	4 ^e trimestre	11,53
1980 28 février	13,50	14,50	1980 1 ^{er} trimestre	12,67
14 mars	13,50	18,00	2 ^e trimestre	13,01
20 mars	15,00	18,00	3 ^e trimestre	12,00
29 avril	15,00	17,00	4 ^e trimestre	12,00
21 mai	15,00	16,50	1981 1 ^{er} trimestre	12,15
30 mai	15,00	16,00	2 ^e trimestre	12,95
5 juin	14,50	15,50	1980 Juillet	12,04
26 juin	—	14,00	Août	12,00
31 juillet	—	13,00	Septembre	12,00
1981 5 mars	—	14,00	Octobre	12,00
25 mars	—	16,00	Novembre	12,00
31 mars	—	20,00	Décembre	12,00
16 avril	—	19,00	1981 Janvier	12,00
30 avril	—	18,00	Février	12,00
28 mai	—	17,00	Mars	12,15
12 juin	—	16,00	Avril	13,25
			Mai	13,01
			Juin	12,95
			Juillet	13,00

¹ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux

pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes 1	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable 2			Périodes 1	Taux de négociation d'effets non bancables 3 à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Crédit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		80 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1972 Mars 14	3,20 4	—	—	1972 Mars 27	2,95	3,20	3,40
1972	4,90 4	—	—	1972	5,10	5,40	5,40
1973 Mars 6	4,70 4	—	—	1973 Janvier 15	5,90	5,90	5,90
1973	7,65	—	—	Avril 9	4,90	5,20	5,40
1974	8,65	10,00	—	1973	9,50	9,50	9,50
1975	5,25	—	5,75	1974 Juillet 8	13,75	13,75	13,75
1976 Février 13	5,90	8,10	—	1974	10,00	10,50	10,90
Mars 5		6,75	—	1975	*	5,70	5,80
Octobre 4	8,90	13,50	8,75	1976 Février 12	*	8,10	8,10
1977 Octobre 12	5,55	—	5,55	Mars 4	7,00	7,00	7,00
1979 Juin	8,90	11,00	8,75	Octobre 15	15,55	*	15,00
Septembre	8,90	11,00	8,75	1977 Novembre 15	6,50	6,75	6,75
Décembre	10,40	12,50	10,25	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
1980 Mars	13,90	15,25	13,90	1979 Juin	9,00	9,40	9,40
Juin	12,90	—	12,90	Septembre	12,30	11,80	11,80
Juillet	12,50 4	—	12,50	Décembre	13,20	13,75	13,75
Août	11,60	—	11,40	1980 Mars	16,35	16,60	16,50
Septembre	11,60	—	11,40	Juin	13,35	13,25	13,90
Octobre	11,60	—	11,40	Juillet	11,95	*	*
Novembre	11,60	—	11,40	Août	11,60	11,70	11,85
Décembre	11,80	—	11,40	Septembre	11,35	11,65	11,85
1981 Janvier	11,80 5	—	11,40	Octobre	11,20	11,40	11,60
Février	11,80 5	—	11,40	Novembre	11,35	12,00	12,00
Mars	12,90	—	12,25	Décembre	11,55	12,00	12,20
Avril 1	15,90	—	—	1981 Janvier	11,25	11,40	11,60
Avril	14,90	—	—	Février	11,95	*	12,75
Mai	13,90	—	—	Mars	13,95	*	*
Juin	12,90	—	12,25	Avril	16,50	16,30	*
Juillet	12,90	—	12,25	Mai	15,70	*	*
				Juin	13,85	14,15	14,30
				Juillet	14,05	*	*

1 Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

2 Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

3 Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

4 Taux pour les opérations de 61 à 120 jours.

5 Taux pour les opérations de 31 à 120 jours

* Pas d'opérations.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT

AU JOUR LE JOUR

Période	Moyennes 1
1973	4,81
1974	9,25
1975	4,63
1976	8,38
1977	5,58
1978	5,17
1979	7,96
1980	11,11
1979 2 ^e trimestre	5,89
3 ^e trimestre	9,28
4 ^e trimestre	10,62
1980 1 ^{er} trimestre	11,31
2 ^e trimestre	13,37
3 ^e trimestre	10,34
4 ^e trimestre	9,73
1981 1 ^{er} trimestre	9,82
2 ^e trimestre	12,62
1980 Juillet	11,84
Août	9,80
Septembre	9,51
Octobre	9,50
Novembre	10,04
Décembre	9,73
1981 Janvier	10,20
Février	8,98
Mars	10,25
Avril	16,44
Mai	12,51
Juin	9,40
Juillet	10,56

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats du Fonds des Rentes 3 (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 6		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85
1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1973 11 déc.	*	*	8,10
1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1974 10 déc.	*	*	*
1975	5,55	5,80	6,05	6,20	7,14	1975 9 déc.	6,75	*	*
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 déc.	10,75	*	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55	1977 13 déc.	7,75	*	*
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 déc.	*	*	*
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 13 mars	8,00	*	*
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	12 juin	9,40	*	9,45
1979 1 ^{er} trim.	7,50	7,75	7,90	8,05	8,48	11 sept.	11,50	11,00	*
2 ^e trim.	10,75	11,00	11,25	9,75	8,72	11 déc.	14,10	13,75	*
3 ^e trim.	13,00	13,00	13,00	12,50	11,89	1980 11 mars	15,25	*	*
4 ^e trim.	14,20	14,30	14,40	14,45	14,09	10 juin	14,25	*	*
1980 1 ^{er} trim.	17,25	17,50	17,50	17,50	14,69	12 août	12,75	12,75	*
2 ^e trim.	14,25	14,00	13,75	14,00	16,37	9 sept.	12,75	*	*
3 ^e trim.	11,85	12,10	12,35	12,60	12,91	14 oct.	12,90	12,90	*
4 ^e trim.	12,25	12,50	12,75	13,10	12,82	13 nov.	13,00	12,85	*
1980 1 ^{er} trim.	16,00	16,50	17,00	17,00	13,30	9 déc.	*	*	*
2 ^e trim.	14,50	14,75	15,00	15,25	16,76	1981 13 janv.	12,80	*	*
1980 Juillet	12,50	12,50	12,75	13,00	13,39	10 févr.	12,75	*	*
Août	12,10	12,10	12,35	12,60	12,67	10 mars	13,85	*	*
Sept.	11,85	12,10	12,35	12,60	12,60	14 avril	16,50	*	*
Oct.	11,60	11,85	12,10	12,45	12,48	12 mai	16,50	*	*
Nov.	12,25	12,50	12,75	13,00	12,72	9 juin	16,25	*	*
Déc.	12,25	12,50	12,75	13,10	13,10	14 juill.	16,35	16,25	*
1980 1 ^{er} trim.	11,60	11,85	12,10	12,35	12,87	11 août	16,00	16,00	*
2 ^e trim.	12,50	13,00	13,25	13,00	12,69				
3 ^e trim.	16,00	16,50	17,00	17,00	14,23				
4 ^e trim.	17,00	17,00	17,00	17,00	17,22				
1981 1 ^{er} trim.	16,75	16,75	16,75	16,85	16,98				
2 ^e trim.	14,50	14,75	15,00	15,25	15,78				
3 ^e trim.	15,75	16,00	16,25	16,50	16,50				

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

2 Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

3 Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués

étaient également valables pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

5 Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1974	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur au 31-12-1974	4,75	1,50	3,75	1,50
1975 1 ^{er} janvier	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai	4,50	1,25	3,50	1,25
16 juin	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 p.c. l'an a été accordée aux accroissements d'avois réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils

restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramonée à 1 p.c. l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avois étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979. En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 p.c., est attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restent en dépôt jusqu'au 31 décembre.

XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE, COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Parastatiques et villes	Etat	Parastatiques et villes	Sociétés privées	
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
1979 Avril	8,54	8,48	8,90	8,91	9,38	8,67
Juillet	9,23	9,15	9,42	9,45	10,13	9,30
Octobre	9,63	9,67	9,90	9,95	10,92	9,75
1980 Janvier	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
Avril	11,98	12,17	12,45	12,36	—	12,17
Juillet	11,45	11,77	11,84	11,94	—	11,67
Août	11,20	11,47	11,77	11,60	²	11,46
Septembre	11,54	11,85	12,08	11,81	²	11,79
Octobre	11,86	12,20	12,43	12,22	²	12,14
Novembre	11,95	12,32	12,56	12,26	²	12,24
Décembre	11,78	12,26	12,61	12,21	—	12,17
1981 Janvier	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
Février	12,30	12,57	13,19	12,49	—	12,57
Mars	12,64	12,78	13,44	12,78	—	12,85
Avril	13,05	13,00	13,57	12,94	—	13,16
Mai	13,07	12,94	13,52	13,06	—	13,15
Juin	13,26	13,11	13,85	13,26	—	13,38
Juillet	13,89	13,59	14,18	13,52	—	13,84
Août	13,39	13,20	13,97	13,39	—	13,50

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour

majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.
² Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendements individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

**XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1972	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre .	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février ...	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre .	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février ...	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50	9,50	100,00	9,50
19 septembre .	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier ...	6,75	100,00	6,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41	9,25	99,00	9,36
10 septembre .	7,75	100,00	7,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
29 novembre .	8,00	100,00	8,00	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88	10,50	97,75	10,78
1980 28 janvier ...	8,00	100,00	8,00	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier ...	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXXI^e année, tome I, no 2, février 1958 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, no 5,

novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, no 4, avril 1960 : Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, tome I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni		Italie 3		Pays-Bas 4		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1980		7,50		13,00		9,50		14,00		19,50		8,00		17,26		3,00
1981 Janvier ...													8	17,00		
Janvier ...													15	16,97		
Janvier ...													22	17,00		
Janvier ...													29	17,11		
Février ...													12	17,15	3	3,50
Février ...													19	17,14	20	4,00
Février ...													26	17,08		
Mars							10	12,00				3	9,00 ⁵	5	17,16	
Mars													12	17,11		
Mars													19	16,59		
Mars									23	22,00			26	16,69		
Avril													2	16,74		
Avril													9	16,94		
Avril													16	17,16		
Avril													23	17,40		
Avril													30	17,60		
Mai			5	14,00									7	18,71	11	5,00
Mai													14	18,98		
Mai													21	19,06		
Mai													28	18,68		
Juin													4	19,10		
Juin													11	19,07		
Juin													25	19,08		
Juillet													2	19,06		
Juillet													9	19,09		
Juillet													16	19,04		
Juillet													23	19,89		
Juillet													30	20,54		
Août													6	21,27		
Août													13	21,07		

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

2 Federal Reserve Bank of New York.

3 Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

4 La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée.

5 Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 10,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1980 31 décembre	1980 5 juin	1981 4 juin	1980 10 juillet	1981 9 juillet
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	110,2	135,5	211,7	354,2	242,2	360,0	296,7	354,8
Or	78,8	93,7	138,3	226,9	138,2	226,9	186,0	212,7
Disponibilités à vue à l'étranger	20,6	33,0	29,9	42,8	33,4	39,7	35,8	49,6
Ecus	—	—	33,0	70,5	61,5	81,9	65,9	79,5
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	10,8	8,8	10,5	14,0	9,1	11,5	9,0	13,0
Créances sur le Trésor	12,2	14,7	16,7	18,9	19,8	18,4	19,4	16,2
Monnaies divisionnaires .....	...	...	0,1	0,2	0,3	0,6	0,3	0,6
Comptes courants postaux	0,5	0,6	0,5	0,3	0,6	0,2	0,1	0,2
Concours au Trésor Public ²	10,1	12,1	13,8	15,5	16,3	14,4	16,3	12,1
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	1,6	2,0	2,3	2,9	2,6	3,2	2,7	3,3
Créances provenant d'opérations de refi- nancement	84,1	114,2	112,6	121,4	83,1	122,0	90,3	108,6
Effets escomptés ⁴	34,1	41,3	48,8	59,8	53,5	64,9	54,6	64,8
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	29,6	50,5	38,0	35,0	13,1	40,8	23,7	32,0
Avances sur titres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Effets en cours de recouvrement	20,3	22,3	25,7	26,5	16,4	16,2	11,9	11,6
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM	—	—	41,5	65,8	42,1	66,4	54,3	64,0
Divers	4,0	4,6	5,4	5,7	6,0	6,4	4,6	5,2
Total ...	210,5	269,0	387,9	566,0	393,2	573,2	465,3	548,8

PASSIF								
Billets en circulation	121,0	130,3	137,9	144,0	137,3	150,6	143,5	156,8
Comptes créditeurs extérieurs	5,1	6,2	5,8	8,2	9,0	10,7	7,4	9,3
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	0,8	2,2	2,2	3,1	4,3	4,5	2,6	2,2
Compte spécial du Fonds de Stabilisa- tion des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spé- ciaux	2,8	2,7	3,6	5,1	4,7	6,2	4,8	7,1
Dépôts en devises des banques et insti- tutions étrangères	1,5	1,3	—	—	—	—	—	—
Compte courant du Trésor public	5,2	27,9	20,4	33,3	10,5	...	16,5	...
Comptes créditeurs des agents économi- ques et financiers	12,2	20,8	24,3	42,6	19,6	72,2	16,0	62,3
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	9,9	17,8	21,4	38,8	17,3	41,5	13,3	20,4
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	2,3	3,0	2,9	3,8	2,3	30,2	2,7	40,8
Ecus à livrer au FECOM	—	—	32,2	60,0	52,4	64,2	57,9	61,3
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	59,1	73,8	152,9	263,8	152,9	263,8	212,6	246,0
Capital et fonds de réserve	1,4	1,5	1,6	1,8	1,8	1,9	1,8	1,9
Divers	6,5	8,5	12,8	12,3	9,7	9,8	9,6	11,2
Total ...	210,5	269,0	387,9	566,0	393,2	573,2	465,3	548,8

¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

Concours au Fonds Monétaire	4,3	2,6	2,6	4,9	2,8	5,2	2,9	5,9
Acquisition de droits de tirage spéciaux ..	1,3	1,5	3,4	4,3	4,9	6,3	5,0	7,1
Autres opérations	5,2	4,7	4,5	4,8	1,4	...	14,1	...

² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

Montant maximum des concours au Trésor public	20,0	22,1	23,8	25,5	26,3	19,8	26,3	19,8
dont : non rémunérés	10,0	12,1	13,8	15,5	16,3	9,8	16,3	9,8

³ Loi du 27 décembre 1974.

⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	20,0	23,0	18,7	11,9	5,7	10,0	6,5	8,2
Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bons à moyen terme	1,8	0,1	2,1	0,5	0,4	...	0,4	...
Crédits à moyen terme	31,9	41,5	49,0	61,3	55,0	65,4	57,5	65,4
— Prêts spéciaux à la construction	0,1	...	...	...	...	...	...	...
— Crédits à l'exportation	31,0	41,4	48,9	59,8	53,5	64,9	54,6	64,8
— Autres crédits	0,8	0,1	0,1	1,5	2,1	0,5	2,9	0,6
Crédits à court terme	10,0	27,2	17,0	21,1	4,9	30,3	13,9	28,2
— Crédits à l'exportation	5,1	13,5	5,1	7,0	2,2	8,3	5,9	10,4
Autres crédits	4,9	13,7	11,9	14,1	2,7	22,0	8,0	17,8

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £) ¹

	1977 February 28	1978 February 28	1979 February 28	1980 February 29	1980 June 4	1981 June 10	1980 July 9	1981 July 8
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	-----------------	----------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Notes Issued :								
In Circulation	6.8	7.8	8.9	9.8	10.0	10.5	10.2	10.7
In Banking Department .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	6.8	7.8	8.9	9.8	10.0	10.5	10.2	10.7

Government Debt .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Other Government Securities	5.6	6.8	7.5	7.4	8.6	8.3	8.2	9.1
Other Securities	1.2	1.0	1.4	2.4	1.4	2.2	2.0	1.6
Total ...	6.8	7.8	8.9	9.8	10.0	10.5	10.2	10.7

BANKING DEPARTMENT

Capital .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Public Deposits	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	...
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.7	1.3	0.3	0.1	0.2	...	0.2	...
Bankers Deposits	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.4	0.5	0.6
Reserves and Other Accounts	0.5	0.7	0.6	0.7	0.6	1.6	0.6	1.6
Total ...	1.7	2.5	1.4	1.4	1.4	2.1	1.4	2.2

Government Securities	0.8	1.9	0.7	0.6	0.9	0.7	0.6	0.7
Advances and Other Accounts	0.6	0.2	0.4	0.5	0.3	0.9	0.3	1.0
Premises, Equipment and Other Securities	0.3	0.4	0.3	0.3	0.2	0.5	0.5	0.5
Notes .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	1.7	2.5	1.4	1.4	1.4	2.1	1.4	2.2

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX . 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(billions of \$) ²

	1977 December 31	1978 December 31	1979 December 31	1980 December 31	1980 May 7	1981 May 6	1980 June 4	1981 June 10
ASSETS								
Gold certificate account	11.7	11.7	11.1	11.2	11.2	11.2	11.2	11.2
Special Drawing Rights certificate account	1.3	1.3	1.8	2.5	2.9	2.8	3.0	2.8
Coin	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Loans and securities	112.5	120.4	128.3	133.2	128.1	131.5	131.5	129.0
<i>Loans</i>	0.3	1.2	1.4	1.8	0.9	2.0	0.2	3.6
<i>Acceptances</i>	0.9	0.6	0.7	0.8	...	...	0.5	...
<i>Federal agency obligations</i>	8.5	8.0	8.7	9.3	8.9	8.7	9.3	8.7
<i>U.S. Government securities</i>	102.8	110.6	117.5	121.3	118.3	120.8	121.5	116.7
Cash items in process of collection	9.6	12.9	15.7	15.5	10.9	10.1	11.8	9.3
Other assets	2.4	4.5	5.6	8.7	5.5	10.6	5.1	9.6
Total assets ...	137.8	151.1	162.9	171.5	159.0	166.6	163.0	162.3

LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS

Federal Reserve notes	93.2	103.3	113.3	124.2	112.4	123.0	113.9	124.7
Deposits	35.5	37.0	35.7	31.6	35.2	32.7	37.7	28.0
<i>Depository institutions</i>	26.8	31.1	29.8	27.5	30.9	28.9	32.6	25.0
<i>U.S. Treasury-general account</i>	7.1	4.2	4.1	3.1	3.4	3.2	3.3	2.4
<i>Foreign-official accounts</i>	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.5	0.2
<i>Other</i>	1.2	1.3	1.4	0.6	0.5	0.3	1.3	0.4
Deferred availability cash items	5.8	6.5	8.9	11.0	6.4	6.4	6.5	5.3
Other liabilities	1.2	2.1	2.7	2.3	2.4	1.9	2.3	1.6
Capital accounts	2.1	2.2	2.3	2.4	2.6	2.6	2.6	2.7
Total liabilities and capital accounts ...	137.8	151.1	162.9	171.5	159.0	166.6	163.0	162.3

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.
² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1977 31. Dez.	1978 31. Dez.	1979 31. Dez.	1980 31. Dez.	1980 7. Juni	1981 7. Juni	1980 7. Juli	1981 7. Juli
AKTIVA								
Währungsreserven	81,0	102,8	103,0	96,1	95,0	109,1	97,5	108,3
Gold	14,1	17,1	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	8,6	11,1	9,0	8,1	9,2	8,8	9,1	8,8
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenar- beit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	28,5	31,7	35,0	52,2	35,0	51,2
Devisen und Sorten	58,3	74,6	51,8	42,6	37,1	34,4	39,7	34,6
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	9,2	4,4	4,0	4,0	4,0	3,0	4,0	3,0
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	19,6	24,3	36,3	57,6	51,9	52,2	49,2	52,2
Inlandswechsel	12,4	16,4	30,0	39,3	35,3	43,9	36,0	43,8
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknah- mevereinbarung angekaufte Inlands- wechsel und Wertpapiere .....	...	...	...	6,2	3,9	...	...	...
Auslandswechsel	1,6	1,7	3,1	4,4	4,0	5,1	3,8	5,0
Lombardforderungen	5,6	6,2	3,2	7,7	8,7	3,2	9,4	3,4
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9,6	8,8	9,0	11,1	10,6	14,2	11,6	13,0
Kassenkredite (Buchkredite)	0,9	0,1	0,3	2,4	1,9	5,5	2,9	4,3
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Wertpapiere	0,7	4,2	2,1	3,9	1,6	4,0	1,5	4,0
Deutsche Schemidemünzen	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Postscheckguthaben	1,0	1,2	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2
Sonstige Aktiva	6,5	10,1	12,3	12,0	5,1	5,2	5,1	5,2
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Währungsreserven und sonstigen Fremd- währungspositionen	10,9	14,2	12,4	5,8	5,8	—	5,8	—
Ingesamt ...	139,3	170,7	180,2	191,5	175,4	189,1	175,7	186,6
PASSIVA								
Banknotenumlauf	65,5	74,8	79,4	83,7	79,5	82,2	80,8	82,8
Einlagen von Kreditinstituten	52,5	59,4	64,8	53,9	57,3	49,8	53,0	48,4
auf Girokonten	52,5	59,4	64,8	53,9	57,3	49,8	53,0	48,4
sonstige .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	2,1	4,6	2,9	1,0	1,9	1,6	3,5	2,1
Bund	0,3	2,4	1,8	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,3	0,1
Länder	1,6	2,0	0,7	0,5	1,7	1,4	3,1	1,8
Andere öffentliche Einleger .....	...	...	0,1	...	...	...	...	0,1
Einlagen von anderen inländischen Ein- legern	3,9	4,1	1,2	1,7	2,3	2,1	3,3	2,8
Bundesbahn .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	3,4	3,5	0,6	1,1	1,7	1,6	2,7	2,3
Sonstige Einleger	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,5
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinsti- tuten .....	—	—	...	...	...	0,8	...	...
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	5,4	13,2	6,7	4,2	3,8	7,0	3,9	5,9
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	0,5	4,5	3,3	7,7	3,2	10,6	3,0	8,7
Einlagen ausländischer Einleger	0,5	4,5	3,2	7,6	3,2	10,6	2,9	8,7
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	...	—	—	—	—	—	—
Sonstige .....	...	...	0,1	0,1	...	...	0,1	...
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Euro- päischen Währungssystems	—	—	—	—	—	...	—	...
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewertung des in den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusam- menarbeit vorläufig eingebrachten Gol- des	—	—	9,1	22,5	18,9	23,1	18,9	23,1
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	1,4	1,3	1,8	2,5	2,2	3,0	3,2	3,0
Sonstige Passiva	8,0	8,8	11,0	14,3	6,3	8,9	7,1	9,8
Ingesamt ...	139,3	170,7	180,2	191,5	175,4	189,1	175,7	186,6

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1977 31 décembre	1978 31 décembre	1979 31 décembre	1980 31 décembre	1980 10 juin	1981 10 juin	1980 10 juillet	1981 10 juillet
ACTIF								
Encaisse or	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	20,5	29,0	26,4	27,4	19,6	22,3	20,0	22,8
Droits de tirage spéciaux	—	—	—	...	—	...	—	...
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	3,9	2,0	—	—	—	—	—	—
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	1,2	0,2	1,6	2,3	0,4	0,7	0,4	0,6
bons du Trésor de la Confédération ...	0,3	...	...	0,2	...	...	...	...
Avances sur nantissement	0,2	0,1	0,9	0,9	0,1	0,2	0,1	0,1
Titres :								
pouvant servir de couverture .....	...	...	...	...	...	...	...	...
autres	0,6	0,3	0,9	1,2	1,0	1,2	1,1	1,2
Correspondants en Suisse	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1
Perte sur les réserves de devises au 31-12-1978, solde au 31-12-1979	—	2,6	1,1	—	1,1	—	1,1	—
Autres postes de l'actif	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Total ...	38,9	46,4	43,2	44,3	34,4	36,6	34,9	36,9

PASSIF

Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	20,4	22,5	23,8	24,1	21,5	21,3	21,6	21,8
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	13,6	15,6	13,2	13,7	6,4	6,4	6,5	6,9
autres engagements à vue	2,7	4,4	4,5	2,7	3,2	3,6	3,4	3,1
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse .....	...	...	...	...	...	...	...	...
les engagements envers l'étranger .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,8	2,9	0,6	...	...	—	...	—
bons émis par la Banque	—	—	...	0,2	1,0	...	1,0	0,2
Autres postes du passif	1,3	0,9	1,0	3,5	2,2	4,7	2,3	4,8
Total ...	38,9	46,4	43,2	44,3	34,4	36,6	34,9	36,9

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or *

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1979 31 décembre	1980 31 décembre	1980 30 juin	1981 30 juin	1980 31 juillet	1981 31 juillet
Or	5,1	5,4	5,4	5,4	5,4	5,4
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .....	...	...	...	...	...	...
Bons du Trésor	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Dépôts à terme et avances	14,4	15,4	15,9	12,0	15,6	11,6
Or :						
à 3 mois au maximum .....	...	...	...	...	...	...
à plus de 3 mois .....	...	...	...	...	...	...
Monnaies :						
à 3 mois au maximum	10,7	11,9	12,4	9,2	12,1	8,7
à plus de 3 mois	3,7	3,5	3,5	2,8	3,5	2,9
Titres à terme	4,3	1,5	4,0	1,3	1,1	1,3
à 3 mois au maximum	4,2	1,1	3,7	0,8	0,7	0,6
à plus de 3 mois	0,1	0,4	0,3	0,5	0,4	0,7
Divers	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1
<i>Total de l'actif ...</i>	24,3	22,7	25,7	19,0	22,5	18,6

* Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or *

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1979 31 décembre	1980 31 décembre	1980 30 juin	1981 30 juin	1980 31 juillet	1981 31 juillet
Capital ¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Fonds de réserve légale	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de réserve générale	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds spécial de réserve de dividendes .....	...	...	...	...	...	...
Fonds de réserve libre	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Dépôts (or)	4,2	4,6	4,6	4,7	4,6	4,7
Banques centrales :						
à vue	4,2	4,6	4,5	4,6	4,5	4,6
à 3 mois au maximum .....	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1
à plus de 3 mois .....	...	...	...	...	...	...
Autres déposants :						
à vue .....	...	...	...	...	...	...
Dépôts (monnaies)	19,0	16,9	19,9	13,1	16,8	12,7
Banques centrales :						
à vue	0,3	0,3	0,1	0,2	0,1	0,2
à 3 mois au maximum	16,4	14,8	17,5	11,6	14,2	11,0
à plus de 3 mois	1,7	1,5	1,5	1,2	1,9	1,4
Autres déposants :						
à vue .....	...	...	...	...	...	...
à 3 mois au maximum	0,3	0,3	0,6	0,1	0,4	0,1
à plus de 3 mois	0,3	...	0,2	...	0,2	...
Divers	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
<i>Total du passif ...</i>	24,3	22,7	25,7	19,0	22,5	18,6
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

* Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.).
— *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* :

« Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system*. — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture et pêche; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté ministériel du 22 juin 1981

*approuvant la modification apportée à l'article 9 du règlement fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds, pris en application des articles 18 et 19 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 21 juillet 1981, p. 9192).
(Voir aussi rubrique 2.)*

Arrêté royal du 23 juin 1981

d'exécution de l'article 26 de la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux dispositions fiscales et financières (Moniteur du 10 juillet 1981, p. 8863). (Voir aussi rubrique 3.)

Arrêté royal du 23 juin 1981

modifiant et complétant l'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 25 juillet 1981, p. 9345).

Arrêté royal du 24 juin 1981

portant approbation de la modification aux statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie (Moniteur du 14 juillet 1981, p. 8953). (Voir aussi rubrique 5.)

Arrêté royal du 26 juin 1981

modifiant, pour la Région wallonne, l'arrêté royal du 10 octobre 1978 portant exécution des articles 1, 2, 5, 7, 10 et 12 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 24 juillet 1981, p. 9310).

Arrêté royal du 29 juin 1981

visant la création d'une Compagnie pour le Financement de l'Industrie (Moniteur du 1^{er} juillet 1981, p. 8486). (Voir aussi rubrique 5.)

Article 1^{er}. — En application de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement, la Société nationale d'Investissement est chargée de constituer une société filiale spécialisée sous la dénomination « Compagnie belge pour le Financement de l'Industrie », en abrégé « Belfin », et ce conformément à la décision dont question à l'article 3 du présent arrêté.

Cette filiale spécialisée pourra être constituée, soit par voie de constitution d'une nouvelle société, soit par une prise de participation de la Société nationale d'Investissement dans le capital d'une société existante, étant entendu qu'il n'est pas requis que la Société nationale d'Investissement détienne la totalité des actions de cette filiale spécialisée.

Art. 2. — La Société Belfin a pour mission de contribuer, dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat, par des appels aux marchés des capitaux national et international, ou par toute autre technique appropriée et selon tous modes, sous toutes formes et aux conditions qu'elle avisera au financement des investissements à réaliser dans le cadre de la restructuration et du développement des divers secteurs industriels, commerciaux et des services de l'économie belge.

.....

Art. 4. — Sans préjudice de la couverture par l'Etat des charges de la Société nationale d'Investissement résultant de cette mission, l'Etat procurera à la Société nationale d'Investissement les moyens financiers nécessaires pour lui permettre de souscrire au capital ou d'acquérir des actions de la Société Belfin, à concurrence d'un montant de cinq cent millions de francs belges.

Art. 5. — § 1. En application de l'article 3, § 2, de la loi précitée, la garantie de l'Etat est accordée par le présent arrêté au montant intégral, en principal, intérêts et primes, des obligations à émettre et des emprunts à contracter par la Société Belfin dans le cadre de sa mission telle que définie à l'article 2 du présent arrêté.

§ 2. Le montant total en principal des obligations émises et des emprunts contractés qui bénéficient de la garantie de l'Etat ne peut à aucun moment dépasser la somme de 30 milliards de francs belges, étant entendu que :

a) pour le calcul de ce plafond, les montants des émissions et emprunts exprimés en monnaies étrangères seront convertis en francs belges au cours officiel des changes arrêté par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles le jour de l'émission ou de l'emprunt; et

b) la garantie de l'Etat pour les obligations ou emprunts exprimés en monnaies étrangères ne sera pas réduite par suite de variations du cours de change après le jour de l'émission ou de l'emprunt.

§ 3. Les dépenses résultant de la garantie de l'Etat en question seront imputées aux budgets nationaux.

Art. 6. — En application de l'article 3, § 1, de la loi précitée, le montant des obligations émises par la Société Belfin et des emprunts contractés par elle, peut être supérieur à la somme de son capital et de ses réserves.

.....

Arrêté royal du 29 juin 1981

visant à la création d'une Société nationale pour le financement des Charbonnages (Moniteur du 1^{er} juillet 1981, p. 8487). (Voir aussi rubrique 5.)

.....

Art. 2. — La « S.N.F.C. » a pour mission de contribuer dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat en matière des mines de houille, à un financement et des projets d'investissements des sociétés belges du secteur des mines de houille.

A cette fin, elle accordera par ses propres moyens ou en faisant appel aux marchés des capitaux national et international, et conformément aux directives du Ministre des Affaires économiques et du Ministre des Finances, des prêts et des avances aux entreprises du secteur sidérurgique, elle souscrira aux bons de caisse ou obligations, convertibles ou non en actions ou pourvues d'un droit de souscription, qui sont à émettre par ces entreprises, elle participera aux augmentations du capital de ces entreprises ou se procurera autrement des participations dans leur capital social ou elle accordera des garanties portant sur les emprunts ou émissions d'obligations de ces entreprises.

Elle gère et pourra reprendre toutes les participations actuelles et futures des pouvoirs publics dans les entreprises du secteur des mines de houille.

Dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat, la « S.N.F.C. » est chargée de veiller à la stricte observation des contrats de gestion que l'Etat conclura avec les sociétés belges du secteur des mines de houille et avec leurs autres actionnaires.

.....

Art. 4. — Sans préjudice de la couverture par l'Etat des charges de la Société nationale d'Investissement résultant de cette mission, l'Etat devra mettre à la disposition de la Société nationale d'Investissement des moyens de financement pour un montant de cinq cent millions de francs, afin que la Société nationale d'Investissement puisse en faire apport au capital initial de la « S.N.F.C. ».

Art. 5. — Avant le 30 avril de chaque année, et pour la première fois en 1982, la « S.N.F.C. » remettra au Ministre des Affaires économiques, au Ministre des Finances et aux Exécutifs régionaux, un rapport particulier commentant, pour l'exercice social précédent, les activités de la société, les opérations financières qu'elle a réalisées, à titre de créancier ou de débiteur, et sa mission de contrôle de l'exécution des contrats de gestion dont question à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 6. — § 1. En application de l'article 3, § 2, de la loi précitée, la garantie de l'Etat est accordée par le présent arrêté au montant intégral, en principal, intérêts et primes des obligations à émettre et des emprunts à contracter par la « S.N.F.C. » dans le cadre de sa mission telle que définie à l'article 2 du présent arrêté.

§ 2. Le montant total en principal des obligations à émettre et des emprunts à contracter qui bénéficient de la garantie de l'Etat ne peut à aucun moment dépasser le plafond qui sera fixé annuellement par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et après avis des Exécutifs régionaux, étant entendu que :

a) pour le calcul de ce plafond, les montants des émissions et emprunts exprimés en monnaies étrangères seront convertis en francs belges au cours officiel des changes arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles, le jour de l'émission ou de l'emprunt;

b) la garantie de l'Etat pour les obligations ou les emprunts exprimés en monnaies étrangères ne sera pas réduite par suite de variations du cours de change après le jour de l'émission ou de l'emprunt; et

c) pour la période se terminant le 31 décembre 1981, le plafond dont question ci-dessus est fixé à six milliards cinq cent millions de francs belges.

§ 3. Les dépenses résultant de la garantie de l'Etat en question seront imputées aux budgets nationaux.

Art. 7. — Par application de l'article 3, § 1, de la loi précitée, le montant des obligations émises par la « S.N.F.C. », et des emprunts contractés par elle peut être supérieur à la somme de son capital et de ses réserves.

Art. 8. — Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté royal du 30 mars 1981, confiant à la Société nationale d'Investissement une mission dans le sens de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962.

.....

Arrêté royal du 29 juin 1981

visant à la création d'une Société nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie (Moniteur du 1^{er} juillet 1981, p. 8490). (Voir aussi rubrique 5.)

Article 1^{er}. — En application de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement, la Société nationale d'Investissement est chargée de constituer une société filiale spécialisée sous la dénomination « Société nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie », en abrégé « S.N.S. », et ce conformément à l'article 3^{sexies}, § 1, de la loi précitée, et à la décision dont question à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 2. — La « S.N.S. » a pour mission de contribuer dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat en matière de sidérurgie, à un financement approprié du fonctionnement et des projets d'investissements des sociétés belges du secteur sidérurgique.

A cette fin, elle accordera par ses propres moyens ou en faisant appel aux marchés des capitaux national et international, et conformément aux directives du Ministre des Affaires économiques et du Ministre des Finances, des prêts et des avances aux entreprises du secteur sidérurgique, elle souscrira aux bons de caisse ou obligations convertibles ou non en

actions ou pourvues d'un droit de souscription, qui sont à émettre par ces entreprises, elle participera aux augmentations du capital de ces entreprises ou se procurera autrement des participations dans leur capital social ou elle accordera des garanties portant sur les emprunts ou émissions d'obligations de ces entreprises.

Elle gère et pourra reprendre toutes les participations actuelles et futures des pouvoirs publics dans les entreprises du secteur sidérurgique.

Dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat, la « S.N.S. » est chargée de veiller à la stricte observation des contrats de gestion que l'Etat conclura avec les sociétés belges du secteur sidérurgique et avec leurs autres actionnaires.

.....

Art. 4. — Sans préjudice de la couverture par l'Etat des charges de la Société nationale d'Investissement résultant de cette mission, l'Etat mettra à la disposition de la Société nationale d'Investissement des moyens de financement pour un montant de cinq cent millions de francs, afin que la Société nationale d'Investissement puisse en faire apport au capital de la « S.N.S. ».

Art. 5. — Avant le 30 avril de chaque année, et pour la première fois en 1982, la « S.N.S. » remettra au Ministre des Affaires économiques, au Ministre des Finances et aux Exécutifs régionaux, un rapport particulier commentant, pour l'exercice social précédent, les activités de la société, les opérations financières qu'elle a réalisées, à titre de créancier ou de débiteur, et mission de contrôle de l'exécution des contrats de gestion dont question à l'article 2 du présent arrêté.

Art. 6. — § 1^{er}. En application de l'article 3, § 2, de la loi précitée et sans préjudice au prescrit du § 2 du présent arrêté la garantie de l'Etat est accordée par le présent arrêté au montant intégral, en principal, intérêts et primes des obligations à émettre et des emprunts à contracter par la « S.N.S. » dans le cadre de sa mission telle que définie à l'article 2 du présent arrêté.

§ 2. Le montant total en principal des obligations à émettre et des emprunts à contracter, qui bénéficie de la garantie de l'Etat, ne peut à aucun moment dépasser le plafond qui sera fixé annuellement par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres et après avis des Exécutifs régionaux, étant entendu que :

a) pour le calcul de ce plafond, les montants des émissions et emprunts exprimés en monnaies étrangères seront convertis en francs belges au cours officiel des changes arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation, à Bruxelles, le jour de l'émission ou de l'emprunt;

b) la garantie de l'Etat pour les obligations ou les emprunts exprimés en monnaies étrangères ne sera pas réduite par suite de variations du cours de change après le jour de l'émission ou de l'emprunt; et

c) pour la période se terminant le 30 juin 1982, le plafond dont question ci-dessus, est fixé à quarante et un milliards de francs belges.

§ 3. Les dépenses résultant de la garantie de l'Etat en question seront imputées aux budgets nationaux.

Art. 7. — En application de l'article 3, § 1^{er}, de la loi précitée, le montant des obligations émises par la « S.N.S. », et des emprunts contractés par elle peut être supérieur à la somme de son capital et de ses réserves.

.....

Loi-programme 1981 du 2 juillet 1981

(Moniteur du 8 juillet 1981, p. 8759). (Voir aussi rubriques 2, 3 et 10.)

.....

Art. 22. — § 1. Le paiement des rémunérations aux membres du personnel dont les employeurs sont repris ci-après doit se faire à l'intervention de l'Office des chèques postaux et à un compte ouvert à leur nom :

- a)* l'Etat, y compris le pouvoir judiciaire, le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, la gendarmerie, les forces armées à l'exclusion des miliciens;
- b)* la Région bruxelloise;
- c)* les organismes d'intérêt public et les établissements publics, à l'exclusion des institutions financières ou de crédit;
- d)* les établissements d'enseignement provincial et communal subventionnés, pour autant que la rémunération des membres du personnel soit versée directement par l'Etat;
- e)* les établissements d'enseignement libre subventionnés, en ce compris les établissements universitaires;
- f)* la Commission française de la Culture, la Commission néerlandaise de la Culture et les commissions réunies de la Culture de l'agglomération bruxelloise;
- g)* les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux libres.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre l'application du § 1 aux membres du personnel dont les employeurs appartiennent aux catégories suivantes :

- a)* les provinces, les associations de provinces, les établissements subordonnés aux provinces;
- b)* les communes, les associations, les agglomérations et fédérations de communes, les établissements subordonnés aux communes, les organismes d'intérêt public qui dépendent des associations, agglomérations et fédérations de communes, les centres publics d'aide sociale, les centres publics intercommunaux d'aide sociale, ainsi que les associations de centres publics d'aide sociale;
- c)* les wateringues et les polders;
- d)* toute institution de droit belge qui répond à des besoins collectifs, d'intérêt général ou local et dans la création ou la direction particulière de laquelle se constate la prépondérance de l'autorité publique.

§ 3. Au sens du présent article, on entend par :

1^o rémunération : tous les avantages évaluables en argent que le membre du personnel a le droit de réclamer à l'employeur en raison des services qu'il est tenu de rendre à celui-ci, et notamment les traitements et salaires, allocations et indemnités, pécule de vacances et allocations pour charges de famille;

2^o membre du personnel : le membre du personnel définitif, stagiaire, temporaire ou auxiliaire, même engagé par contrat de travail.

§ 4. Sur demande écrite du membre du personnel, le paiement peut s'effectuer de la main à la main.

§ 5. Le paiement de la rémunération s'effectue d'office de la main à la main ou par assignation postale en cas de saisie ou de cession du compte de chèques postaux ouvert au nom du membre du personnel.

Art. 23. — Toute intervention financière à l'exception de celle destinée aux institutions visées à l'article 22, § 2, *a)* et *b)*, accordée par les autorités et services énumérés ci-après doit être versée à un compte ouvert auprès de l'Office des chèques postaux au nom du bénéficiaire :

- a)* l'Etat;
- b)* la Région bruxelloise;
- c)* les organismes d'intérêt public et les établissements publics à l'exclusion des institutions financières ou de crédit;
- d)* la Commission française de la Culture, la Commission néerlandaise de la Culture et les Commissions réunies de la Culture de l'agglomération bruxelloise.

Le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminera les cas dans lesquels il peut être dérogé à cette règle.

.....
Art. 26. — L'article 1 de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal est remplacé par la disposition suivante :

« § 1. Le chèque postal est le titre par lequel le titulaire d'un compte de chèques postaux donne ordre à l'Office des chèques postaux d'effectuer un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles.

La disponibilité de fonds peut résulter d'une facilité de caisse octroyée conformément à la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes.

§ 2. Le chèque postal doit être établi sur une formule délivrée par l'Office. Il doit indiquer la somme à payer, être daté et être signé par le titulaire du compte de chèques postaux ou par son mandataire.

Le titre dans lequel une des énonciations indiquées à l'alinéa 1^{er} fait défaut ou qui n'est pas établi sur une formule de l'office ne vaut pas comme chèque. »

Art. 27. — L'article 3 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Sur la proposition du Ministre qui a la poste dans ses attributions et du Ministre des Finances, le Roi peut néanmoins permettre, aux conditions qu'il fixe, que le chèque au porteur ou nominatif puisse être payé par des institutions financières ou de crédit appartenant aux catégories qu'il détermine. »

Art. 28. — L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant d'un ordre donné par chèque postal est illimité. »

Art. 29. — L'article 5 de la même loi, modifié par la loi du 13 mars 1963, est remplacé par la disposition suivante :

« *Art. 5.* — Le chèque postal doit être présenté au paiement dans les six mois de sa date d'émission. Le même délai s'applique à la transmission d'un chèque postal nominatif à l'Office des chèques postaux en vue de sa validation conformément à l'article 9.

Hormis les cas prévus aux alinéas 3 et 4 du présent article, il n'est payé que si la provision est suffisante.

Cette provision peut résulter d'une facilité de caisse octroyée conformément à la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes.

Sur proposition du Ministre qui a la poste dans ses attributions et du Ministre des Finances, le Roi peut, suivant les modalités qu'il détermine :

- 1^o autoriser le paiement de chèques postaux sans vérification préalable de la provision;
- 2^o garantir le paiement de chèques postaux au bénéficiaire ou au porteur quel que soit le montant de la provision existante au moment de la présentation.

L'autorisation de tirer des chèques garantis est donnée sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 509^{bis} du code pénal. »

Art. 30. — L'article 12 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« *Art. 12.* — Le virement postal est le titre par lequel le titulaire d'un compte courant postal donne ordre à l'Office des chèques postaux de transférer tout ou partie de son avoir disponible à un autre compte.

Il est individuel ou collectif, selon que le montant doit être transféré au compte d'un ou de plusieurs bénéficiaires.

Il doit indiquer la somme à payer, être daté et signé par le titulaire du compte de chèques postaux ou par son mandataire. Ces mentions sont prescrites à peine de nullité.

L'avoir en compte disponible peut résulter d'une facilité de caisse octroyée conformément à la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes. »

Art. 31. — L'article 3 de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, modifié par la loi du 6 juillet 1971, est complété par la disposition suivante :

« Sur la proposition du Ministre qui a la poste dans ses attributions et du Ministre des Finances, le Roi peut, dans les limites et aux conditions qu'Il détermine :

1° autoriser la Régie des postes à accorder des facilités de caisse aux titulaires de comptes de chèques postaux;

2° prévoir que le solde créditeur et le solde débiteur d'un compte de chèques postaux peuvent être productifs d'intérêts;

3° autoriser moyennant réciprocité le paiement de chèques tirés sur les institutions financières ou de crédit appartenant aux catégories qu'Il détermine. »

.....

Art. 76. — Les institutions d'intérêt public assujetties à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les autres institutions désignées par le Roi en exécution de l'article 244 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 sont tenues d'appliquer sur leur budget de 1981 une diminution du même montant que celle appliquée sur le budget de 1980 en vertu de l'article 242 de ladite loi du 8 août 1980.

.....

Arrêté royal du 6 juillet 1981

modifiant l'arrêté ministériel du 3 mars 1981 fixant les dispositions d'exécution du chapitre I de l'arrêté royal du 26 février 1981 portant des mesures d'encouragement de l'économie de combustibles dans les secteurs de l'horticulture et de la pêche maritime (Moniteur du 9 juillet 1981, p. 8822). (Voir aussi rubrique 4.)

Arrêté ministériel du 6 juillet 1981

fixant les statuts coordonnés de la Compagnie belge pour le Financement de l'Industrie (Moniteur du 10 juillet 1981, p. 8855). (Voir aussi rubrique 5.)

Article 1^{er}. — La société est de droit belge, adopte la forme de la société anonyme et a pour dénomination « Compagnie belge pour le Financement de l'Industrie S.A. », en français, et « N.V. Belgische Maatschappij voor de Financiering van de Nijverheid », en néerlandais, en abrégé, « Belfin ». Les dénominations complètes et abrégées, française et néerlandaise, peuvent être utilisées ensemble ou séparément.

.....

Art. 3. — La société a pour objet de contribuer, dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat, par des appels au marché des capitaux, national et international, ou par toute autre technique appropriée et selon tous modes, sous toutes formes et aux conditions qu'elle avisera, au financement des investissements à réaliser dans le cadre de la restructuration et du développement des divers secteurs industriels, commerciaux et des services de l'économie belge.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations financières et commerciales, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social et qui seraient de nature à en faciliter ou à en promouvoir la réalisation.

La société pourra également s'intéresser, par voie d'apports, de fusions, de souscriptions ou de toute autre manière, dans toutes entreprises, associations ou sociétés ayant un objet similaire, analogue ou connexe ou qui seraient de nature à favoriser son propre objet.

Elle pourra réaliser son objet social en tout lieu, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Art. 4. — La société a été constituée le trois avril mil neuf cent quatre-vingt, pour la plus longue durée que la loi autorise. Elle peut prendre des engagements ou stipuler à son profit pour un terme excédant sa durée.

TITRE II. — Capital social, actions

Art. 5. — Le capital est fixé à un milliard de francs; il est divisé en un million d'actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un millionième de l'avoir social. Toutes les actions sont nominatives et le resteront.

.....

Art. 9. — Toute action est indivisible; la société ne reconnaît quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre. Si le titre fait l'objet d'une copropriété, d'un usufruit ou d'un gage, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire du titre.

.....

TITRE V. — Bilan, répartition

Art. 27. — Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois au trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-un, il est dressé par les soins du conseil d'administration un inventaire complet des avoirs et droits de toute nature de la société, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature relatifs à son activité et des moyens propres qui y sont affectés.

Les comptes sont, après mise en concordance avec les données de l'inventaire, synthétisés dans un état descriptif constituant les comptes annuels.

Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats ainsi que l'annexe; ils forment un tout.

Ces documents sont établis conformément à la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

En application de la même législation et de l'article soixante-dix-sept des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide, sur proposition du conseil d'administration, des prélèvements et affectations, notamment des dotations aux réserves, du bénéfice à reporter et de la rémunération du capital d'une manière égale entre les actions.

Art. 28. — Les dividendes sont payés aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra décider le paiement d'acomptes sur le dividende de l'exercice échu ou en cours, à prélever sur les bénéfices ou les réserves disponibles. Il fixe le montant de ces acomptes et la date de leur paiement.

.....

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Loi du 11 juin 1980

modifiant l'article 54 de la loi du 1^{er} mars 1961, concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur (Moniteur du 11 juillet 1981, p. 8895).

Article unique. — L'article 54, alinéa 2 de la loi du 1^{er} mars 1961 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application de la présente loi doivent être considérés comme banquiers ou leur être assimilés :

1^o les entreprises qui sont inscrites sur la liste des banques arrêtée en application de l'article 2 de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs;

2^o les institutions de crédits régies par la loi spéciale, pour autant que le paiement des chèques tirés sur celles-ci constitue une opération qui leur est permise par la loi;

3^o les caisses d'épargne privées soumises à l'arrêté royal du 23 juin 1967 portant coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées ainsi que les caisses soumises à ces dispositions coordonnées;

4^o les associations de crédit agréées par la Caisse nationale de crédit professionnel et les caisses de crédit agréées par l'Institut national de crédit agricole;

5^o les organismes désignés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après consultation de la Commission bancaire. ».

.....

Arrêté ministériel du 22 juin 1981

*approuvant la modification apportée à l'article 9 du règlement fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds, pris en application des articles 18 et 19 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (Moniteur du 21 juillet 1981, p. 9192).
(Voir aussi rubrique 1.)*

Loi-programme 1981 du 2 juillet 1981

(Moniteur du 8 juillet 1981, p. 8759). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubriques 3 et 10.)

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 13 mars 1981

ajustant le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année 1979 (Moniteur du 8 juillet 1981, p. 8789).

Loi du 23 mars 1981

ajustant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1981 (Moniteur du 3 juillet 1981, p. 8618).

Loi du 25 mars 1981

ajustant le budget des Affaires régionales bruxelloises de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 15 juillet 1981, p. 8991).

Arrêté royal du 6 avril 1981

fixant la situation des crédits reportés de l'année 1978 (dépenses courantes) (Moniteur du 28 juillet 1981, p. 9397).

Loi du 15 mai 1981

ajustant le budget du Ministère des Finances de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 16 juillet 1981, p. 9038).

Loi du 15 mai 1981

contenant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1981 (Moniteur du 16 juillet 1981, p. 9051).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses du Ministère des Finances afférentes à l'année budgétaire 1981, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	28.773,3	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	7.937,7	20,0	20,0
Total ...	36.711,0	20,0	20,0

Arrêté royal du 21 mai 1981

portant répartition partielle des crédits provisionnels reportés à l'article 01.03, section 32, titre I, du budget du Ministère des Finances de l'année budgétaire 1980 et destinés à couvrir des dépenses de toute nature liées à la situation économique et sociale, ou découlant de dispositions entraînant des dépenses dépassant les autorisations couvertes par les crédits des dépenses dépassant les autorisations ouvertes par les crédits budgétaires (Moniteur du 31 juillet 1981, p. 9547).

Arrêté royal du 5 juin 1981

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 1^{er} juillet 1981, p. 8501).

Loi du 9 juin 1981

ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 14 juillet 1981, p. 8927).

Loi du 9 juin 1981

contenant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1981 (Moniteur du 14 juillet 1981, p. 8933).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses courantes de l'année budgétaire 1981 afférentes au budget des Pensions (...) des crédits s'élevant à la somme de 129.886,2 millions de francs.

Loi du 10 juin 1981

ajustant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 11 juillet 1981, p. 8896).

Loi du 22 juin 1981

ajustant le budget des Services du Premier Ministre de l'année budgétaire 1980 (Moniteur du 2 juillet 1981, p. 8538).

Loi du 22 juin 1981

contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'année budgétaire 1981 (Moniteur du 2 juillet 1981, p. 8549).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses des Services du Premier Ministre afférentes à l'année budgétaire 1981 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	2.906,2	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	1.918,1	774,3	750,0
Total ...	4.824,3	774,3	750,0

Arrêté royal du 22 juin 1981

autorisant la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française à conclure des emprunts (Moniteur du 9 juillet 1981, p. 8833).

Article 1^{er}. — La Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française est autorisée à conclure un ou plusieurs emprunts sous la garantie de la Communauté française, pour un montant ne dépassant pas deux cent vingt-cinq millions de francs.

Les modalités et conditions de ces emprunts sont soumises à l'approbation préalable du Président de l'Exécutif de la Communauté française et du Ministre exerçant la tutelle de la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française.

Arrêté royal du 23 juin 1981

d'exécution de l'article 26 de la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux dispositions fiscales et financières (Moniteur du 10 juillet 1981, p. 8863). (Voir aussi rubrique 1.)

Arrêté réglementaire du 23 juin 1981

relatif aux crédits provisoires à charge du budget des Affaires culturelles de la Communauté germanophone et du budget de l'Education nationale pour l'année budgétaire 1981 (Moniteur du 18 juillet 1981, p. 9154).

Arrêté royal du 29 juin 1981

relatif à la souscription obligatoire à des emprunts de l'Etat, à des obligations industrielles, à des parts ou à des actions (Moniteur du 9 juillet 1981, p. 8834).

Article 1^{er}. — Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par la loi de redressement, la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux dispositions fiscales et financières.

Art. 2. — Au vu des renseignements fournis par l'administration des contributions directes, l'administration de la trésorerie adresse aux personnes visées à l'article 29 de la loi de redressement, un avis mentionnant le montant qu'elles sont tenues de souscrire soit en emprunts de l'Etat émis après le 1^{er} janvier 1981, soit en obligations industrielles, parts ou actions émises après cette date par des sociétés belges.

Les personnes visées à l'alinéa qui précède qui n'auraient pas reçu un tel avis ne sont pas dispensées de leur obligation de souscrire.

.....
Art. 4. — Sont considérées comme obligations industrielles au sens de la loi de redressement, les obligations qui sont émises par des sociétés qui se livrent à une activité industrielle.

Ne sont dès lors pas considérées comme obligations industrielles, les obligations qui sont émises notamment par les établissements de crédit, les compagnies d'assurances, les entreprises de prêts hypothécaires, les sociétés de capitalisation, les sociétés de portefeuille, les sociétés de placements immobiliers et les entreprises de transport.

Loi-programme du 2 juillet 1981

(Moniteur du 8 juillet 1981, p. 8759). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubriques 2 et 10.)

Arrêté royal du 2 juillet 1981

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 25 juillet 1981, p. 9352).

Loi du 6 juillet 1981

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1981 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de juillet, août, septembre et octobre 1981 (Moniteur du 18 juillet 1981, p. 9151).

Arrêté royal du 6 juillet 1981

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 28 juillet 1981, p. 9399).

Loi du 23 juillet 1981

instaurant une accise sur le café (Moniteur du 31 juillet 1981, p. 9537).

Loi du 23 juillet 1981

modifiant des impôts indirects (Moniteur du 31 juillet 1981, p. 9538).

4. — AGRICULTURE ET PECHE

Arrêté royal du 15 mai 1981

réglant l'octroi d'une prime de premier établissement dans le secteur de l'agriculture, l'horticulture et l'élevage (Moniteur du 30 juillet 1981, p. 9504).

Arrêté ministériel du 6 juillet 1981

modifiant l'arrêté ministériel du 3 mars 1981 fixant les dispositions d'exécution du chapitre I de l'arrêté royal du 26 février 1981 portant des mesures d'encouragement de l'économie de combustibles dans les secteurs de l'horticulture et de la pêche maritime (Moniteur du 9 juillet 1981, p. 8822). (Voir aussi rubrique 1.)

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 24 juin 1981

portant approbation de la modification aux statuts de la Société régionale d'Investissement de Wallonie (Moniteur du 14 juillet 1981, p. 8953). (Voir aussi rubrique 1.)

Arrêté royal du 29 juin 1981

visant la création d'une Compagnie belge pour le Financement de l'Industrie (Moniteur du 1^{er} juillet 1981, p. 8486). (Voir texte rubrique 1.)

Arrêté royal du 29 juin 1981

visant à la création d'une Société nationale pour le Financement des Charbonnages (Moniteur du 1^{er} juillet 1981, p. 8487). (Voir texte rubrique 1.)

Arrêté royal du 29 juin 1981

visant à la création d'une Société nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie (Moniteur du 1^{er} juillet 1981, p. 8490). (Voir texte rubrique 1.)

Arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1981

fixant les premiers statuts de la Société nationale pour le Financement des Charbonnages (Moniteur du 3 juillet 1981, p. 8642).

Arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1981

fixant les premiers statuts de la Société nationale de Participation et de Financement de la Sidérurgie (Moniteur du 3 juillet 1981, p. 8649).

Arrêté ministériel du 6 juillet 1981

fixant les statuts coordonnés de la Compagnie belge pour le Financement de l'Industrie (Moniteur du 10 juillet 1981, p. 8855). (Voir texte rubrique 1.)

7. — COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 9 juin 1981

accueillant une requête relative aux contrats conclus entre fournisseurs et détaillants en carburants, déposée en application de l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935, permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution (Moniteur du 3 juillet 1981, p. 8636).

10. — PRIX ET REVENUS

Loi du 17 juin 1981

relative à la modération des revenus et instaurant une cotisation de solidarité à charge des membres de la Cour des Comptes (Moniteur du 7 juillet 1981, p. 8735).

Arrêté ministériel du 30 juin 1981

portant modification de l'arrêté ministériel du 8 septembre 1961 réglementant les prix du gaz fourni par la distribution publique, tel que modifié à ce jour (Moniteur du 4 juillet 1981, p. 8688).

Loi-programme 1981 du 2 juillet 1981

(Moniteur du 8 juillet 1981, p. 8759). (Voir texte rubrique 1 et voir aussi rubriques 2 et 3.)

Arrêté ministériel du 14 juillet 1981

fixant les prix maximums des tarifs de prestations d'entretien et de réparation de véhicules automoteurs (Moniteur du 16 juillet 1981, p. 9079).

Arrêté ministériel du 16 juillet 1981

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 29 juillet 1981, p. 9442).

Arrêté ministériel du 24 juillet 1981

modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1981 bloquant les prix (Moniteur du 29 juillet 1981, p. 9442).

Article 1^{er}. — Dans l'article 3 de l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1981 bloquant les prix, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 22 mai 1981, la date du 31 juillet 1981 est remplacée par celle du 30 septembre 1981.

.....

**11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES
ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS**

Arrêté royal du 1^{er} juillet 1981

portant exécution de l'article 21 de la loi de redressement du 10 février 1981 relative aux pensions du secteur social (Moniteur du 3 juillet 1981, p. 8658).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Décision de la Commission du 24 juin 1981 (81/1831/CECA)

instaurant un régime de surveillance et un nouveau régime de quotas de production de certains produits pour les entreprises de l'industrie sidérurgique (Journal officiel du 1^{er} juillet 1981, n° L 180, p. 1).

Règlement du Conseil du 30 juin 1981 (81/1785/CEE)

portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (Journal officiel du 1^{er} juillet 1981, n° L 177, p. 4).

Règlement de la Commission du 16 juillet 1981 (81/2105/CEE)

portant neuvième modification du règlement 77/223/CEE portant dispositions d'application ainsi que mesures de simplification du régime du transit communautaire (Journal officiel du 27 juillet 1981, n° L 207, p. 1).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

◦

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de mai-juin-juillet 1981. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaumont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

323.3

331.30

ELPEREE, F.

rise sur crise.

(In : *Journal des Tribunaux, Bruxelles, n° 5168, 9 mai 1981, pp. 297-303.*)

La conjoncture belge : une récession qui aggrave les déséquilibres.

(In : *Bulletin financier — Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 10, 15 mai 1981, pp. 2-5.*)

BELG. 34 A

327.1

331.30 - 333.432.8

MOTHOMB, C.F.

Une politique étrangère pour les années 80.

(In : *Studia diplomatica, Bruxelles, n° 6, 1980, pp. 625-36.*)

BELG. 50

DE LAROSIERE, J.

Les défis que pose au monde une conjoncture économique « sombre ».

(In : *Bulletin du Fonds Monétaire International, Washington, n° 10 + Supplément, 25 mai 1981, pp. 149-153.*)

F.M.I. 2

330.543. - 338.047. - 338.317.0

331.30

Les entreprises publiques, sociales et coopératives : autonomie, contrôle, participation. (Compte rendu du XIII^e Congrès international du CIRIEC, Lissonne, 2-4 juin 1980.)

(In : *Annales de l'Economie publique, sociale et coopérative, Liège, n° 1-2, janvier-juin 1981, pp. 1-242.*)

GEN. 1 A

MABILLE, X.

La Belgique en 1980.

(In : *Notes et Etudes documentaires, Paris, n°s 4621-4622, 25 mai 1981, pp. 69-84.*)

FR. 51 F

330.581.

331.30

MAGASSE, C.E.

Valeurs et efficacité juridiques de la norme de planification en Belgique.

(In : *Annales de Droit de Louvain, Bruxelles, n° 1, 1981, pp. 61-74.*)

VERWILST, H.

België : een economie op zoek naar evenwicht.

(In : *Economisch Statistische Berichten, Rotterdam, n° 3311, 1 juli 1981, blz. 628-634.*)

NED. 10

ALALUF, M.

Rigidités du travail, mobilité du chômage et négociations collectives.

(In : *Contradictions*, Bruxelles, n° 27-28, juin 1981, pp. 13-23.)

BELG. 56

PIERRE, M.

Nouvelles perspectives pour l'humanisation des conditions de travail en Belgique.

(In : *Revue Internationale du Travail*, Genève, n° 3, mai-juin 1981, pp. 303-314.)

B.I.T. 10

332.26 - 338.042. - 332.221.
339.312.5

333.103. - 333.154. - 333.731.

DEFEYT, P. & HOUARD, J.

Redressement industriel et coût salarial.

(In : *Service de Conjoncture — IRES*, Louvain-la-Neuve, avril 1981, pp. 1-21.)

BELG. 87

CAMMU, H.

Evolutie van de automatisering ten behoeve van het betalingsverkeer in België.

(In : *Beleidsinformatica Tijdschrift*, Leuven, n° 1, 1981, blz. 1-51.)

332.630. - 332.691.

333.106.

PETIT, Z.

Politique de l'emploi et marché du travail.

(In : *Contradictions*, Bruxelles, n° 27-28, juin 1981, pp. 3-12.)

BELG. 56

TULASNE, D.

Indices de performance des banques : un modèle européen.

(In : *Le Monde des Caisses d'Épargne*, Genève, n° 1, mars 1981, pp. 9-15.)

I.I.C.E. 1

332.630.

333.111.0

TINBERGEN, J.

Proposition d'action mondiale concertée en faveur de l'emploi.

(In : *Revue Economique*, Paris, n° 3, mai 1981, pp. 437-447.)

FR. 57

MUHLEN, E.

A Central Bank which is not Quite a Central Bank.

(In : *The Banker*, London, No. 663, May 1981, pp. 71-72.)

G.B. 3

333.138.1

333.432.8

ORTHOMME, D.

Relancer le capital à risque via les fonds communs
de placement?

*In : Agefi — Supplément, Bruxelles, n° 3, mars-avril
1981, pp. 11-14.)*

BELG. 3

GORMAN, D.

A New Role for the IMF?

(In : Barclays Review, London, May 1981, pp. 31-35.)

G.B. 6

333.404. - 333.820.

333.432.8

SMITH, P.

Velocity, Cash Management and Monetary Policy.

*In : The World Economy, London, No. 2, June 1981,
pp. 187-198.)*

GEN. 23 A

LELART, M.

Les comptes du Fonds Monétaire International.

*(In : Eurépargne — Revue économique européenne,
Luxembourg, n° 6, juin 1981, pp. 9-16.)*

LUX. 4

333.432.8

333.432.8

CASARI, M.

La moneta come strumento di cooperazione inter-
nazionale.

*(In : Rivista Internazionale di Scienze Economiche e
Commerciali, Padova, N. 3, Marzo 1981, pp. 226-240.)*

ITAL. 22 B

The Private SDR and its Implications.

*(In : World Financial Markets, New York, April 1981,
pp. 6-11.)*

U.S.A. 30 E

333.432.8

333.451.1

DE LAROSIERE, J.

Les fonds monétaire et les grands problèmes de
l'économie mondiale.

(In : Banque, Paris, n° 408, juillet 1981, pp. 807-812.)

FR. 6

OSSOLA, R.

Les étapes d'un retour aux parités fixes.

*(In : Politique étrangère, Paris, n° 2, juin 1981,
pp. 403-407.)*

FR. 50 A

333.451.2 - 380.25

Les opérations à terme sur taux d'intérêt, devises étrangères et matières premières.

(In : *Agefi — Supplément, Bruxelles, n° 3, mars-avril 1981, pp. 27-30.*)

BELG. 3

333.830. - 333.831.0 - 333.831.1
333.831.3

Omgekeerde rentestructuur; oorzaken en gevolgen.
(NIBE Publikatie, 40.)

Amsterdam, Nederlands Instituut voor het Bank- en Effectenbedrijf, 1981, 80 blz.

333.451.6

WOOD, G.E.

Do Exchange Rates Overshoot?

(In : *The Banker, London, No. 663, May 1981, pp. 53-58.*)

G.B. 3

333.833.

VUCHELEN, J.

The Determination of the Belgian Time Deposit Rates, 1963-1977.

(In : *Recherches économiques de Louvain, Louvain-la-Neuve, n° 2, 1980, pp. 91-112.*)

BELG. 34

333.453.

DEISS, J.

Le rôle des corbeilles monétaires.

(In : *Revue économique et sociale, Lausanne, n° 2, mai 1981, pp. 123-133.*)

SUISSE 10 B

333.844.

TURNOVSKY, S.J.

The Effects of Devaluation and Foreign Price Disturbances Under Rational Expectations.

(In : *Journal of International Economics, Amsterdam, No. 1, February 1981, pp. 33-60.*)

GEN. 10 A

333.741. - 336.206. - 382.254.

LE GALL, J.P.

La détaxe des intérêts dans les prêts bancaires internationaux.

(In : *Droit et pratique du commerce international, Paris, n° 1, mars 1981, pp. 101-129.*)

333.846.2 - 333.841.

LAMFALUSSY, A.

Observation de règles ou politique discrétionnaire?
Essai sur la politique monétaire dans un milieu inflationniste.

(In : *Banque des Règlements Internationaux — Etudes économiques de la BRI, Bâle, n° 3, avril 1981, pp. 1-54.*)

B.R.I. 1

DE GRAUWE, P.

OECD versus the GATT on the Source of Inflation.

(In : The World Economy, London, No. 2, June 1981, pp. 175-186.)

GEN. 23 A

RYBA, B.-C.

Le traité de Paris (C.E.C.A.) en 1980.

*(In : Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, n° 1, janvier-mars 1981, pp. 58-67.)*334.150.0 - 334.150.1 - 334.150.2
334.150.3

334.151.20 - 334.151.27

HENIG, S.

Power and Decision in Europe; the Political Institutions of the European Community.

London, Europotentials Press, 1980, 156 p.

MASERA, R.S.

L'unificazione monetaria e lo SME.

*(Studie e ricerche, CIX.)**Bologna, Il Mulino, 1980, 220 p.*

334.150.1

334.151.24

RADOUX, L. & GIRAUD, J.G.

Quels pouvoirs pour le Parlement Européen?

(In : Institut Emile Vandervelde — Note de documentation, Bruxelles, n° 14, 1981, pp. 1-54.)

BELG. 96

COUSTE, P.B.

Rapport fait au nom de la commission de contrôle budgétaire sur l'intensification du contrôle politique des activités d'emprunts et de prêts des Communautés.

(In : Parlement Européen — Documents de séance, Luxembourg, 5 mai 1981, pp. 1-12.)

C.E. 4

334.150.3

334.151.27

La Cour de Justice des Communautés Européennes et les états membres.

*(Journée d'études organisée à Bruxelles, le 25 janvier 1980.)**Bruxelles, Edit. de l'Université de Bruxelles, 1981, 128 p.*

SALIN, P.

Quel bilan pour le Système Monétaire Européen?

(In : Eurépargne — Revue économique européenne, Luxembourg, n° 6, juin 1981, pp. 5-8.)

LUX. 4

334.151.27

334.151.7

VAN ERVE, P.

Het Europese monetaire stelsel.
(Leiden, Stenfert Kroese, 1980, 12 blz.)

DELOROZOY, R.

Rapport fait au nom de la commission économique et monétaire sur la coopération industrielle entre les Etats membres.

(In : Parlement Européen - Documents de séance, Luxembourg, 27 avril 1981, pp. 1-26.)

C.E. 4

334.151.27

334.151.7

WERNER, P.

L'avenir de nos monnaies.
(In : Bulletin de documentation, Luxembourg, n° 6, novembre-décembre 1980, pp. 6-14.)

LUX. 1

DENTON, G.

How Can the EEC Help to Solve the Energy Problem?

(In : The Three Banks Review, Edinburgh, No. 129, March 1981, pp. 35-48.)

G.B. 58 A

334.151.3

334.151.8

Les systèmes fiscaux européens : un effort de convergence.
(In : Fiscalité européenne, Nice, n° 2, juin 1981, pp. 3-9.)

FR. 34 A

La politique des transports de la Communauté européenne.

(In : Documentation européenne, Luxembourg, n° 2, 1981, pp. 1-39.)

C.E. 5 D

334.151.6

334.153.0

MEGRET, C.

L'organisation commune des marchés de la viande ovine et caprine : solution apportée aux problèmes que pose à la C.E.E. ce secteur agricole.
(In : Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, n° 1, janvier-mars 1981, pp. 82-96.)

JENKINS, R.

The Community's Role in the World.

(In : Studia diplomatica, Bruxelles, n° 6, 1980, pp. 663-670.)

BELG. 50

334.153.0

334.154.34

PELKMANS, J.

The European Community and the Newly Industrializing Countries.

(In : *Journal of European Integration*, Montréal, No. 2, January 1981, pp. 135-166.)

CAN. 7

BONET, G.

Propriétés intellectuelles.

(In : *Revue trimestrielle de Droit européen*, Paris, n° 1, janvier-mars 1981, pp. 97-155.)

334.153.1

336.01 - 331.31 - 336.61
336.401.

DE BUSS, M.Cl.

La C.E.E. et le code sur les subventions et les droits compensateurs.

(In : *Revue trimestrielle de Droit européen*, Paris, n° 1, janvier-mars 1981, pp. 33-57.)

PARISIS, A.

Les lois-programmes en Belgique : tendances et contenu.

(In : *Revue internationale des Sciences administratives*, Bruxelles, n° 2, juin 1981, pp. 95-104.)

BELG. 148 A

334.153.2

336.201.

RAUX, J.

Les accords externes de la C.E.E. Originalités de Lomé II.

(In : *Revue trimestrielle de Droit européen*, Paris, n° 4, octobre-décembre 1980, pp. 694-716.)

BERLIN, D.

Portée des dispositions fiscales du Traité de Rome et harmonisation des fiscalités indirectes.

(In : *Revue trimestrielle de Droit européen*, Paris, n° 4, octobre-décembre 1980, pp. 635-661.)

334.154.0 - 341.00

336.204.

L'influence des Communautés européennes sur le droit international privé des Etats membres.

Bruxelles, Larcier, 1981, 266 p.

GHYSELS, R.

Totaal van belasting vrijgestelde meerwaarden op voorwaarde dat ze wederbelegd worden in « probleemgebieden ».

(In : *Algemeen Fiscaal Tijdschrift*, Brussel, n° 4, april 1981, blz. 99-105.)

WAREGNE, J.-M.

Evolution de la dette publique (1970-1979).

(In : *Bulletin de Documentation — Ministère des Finances, Bruxelles, n° 5-6, mai-juin 1981, pp. 5-70.*)

BELG. 99

ROELANTS, L.

Le contrôle budgétaire interne, 1960-1980.

(In : *Courrier hebdomadaire du C.R.I.S.P., Bruxelles, n° 929, 10 juillet 1981, pp. 1-18.*)

BELG. 28 E

336.401. - 336.020 - 336.01

336.834. - 339.312.3

ROELANTS, L.

Le maniement des dépenses publiques comme instrument de politique budgétaire conjoncturelle.

(In : *Bulletin de Documentation — Ministère des Finances, Bruxelles, n° 5-6, mai-juin 1981, pp. 87-228.*)

BELG. 99

ANTONISSEN, R.

Overheidssteun aan bedrijfsinvesteringen.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 5, mei 1981, blz. 279-282.*)

BELG. 48

336.41 - 336.401.

338.012.

STIENLET, G.

Het Overheidsbegrotingsproces, economisch bekeken.

(In : *Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 2, juni 1981, blz. 167-188.*)

BELG. 171

DIRVEN, P. & WOUTERS, G.

Rationeel energieverbruik in de nijverheid.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 5, mei 1981, blz. 284-291.*)

BELG. 48

336.453.

338.040.

ERAUW, F.

Het Belgische Rekenhof.

(In : *Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiekrecht, Brussel, n° 3, mei-juni 1981, blz. 195-210.*)

VLERICK, A.

Ne pas cesser d'entreprendre.

(In : *Bulletin hebdomadaire — Kredietbank, Bruxelles, n° 26, 26 juin 1981, pp. 1-4.*)

BELG. 33

GEORIS, P.

Le Hainaut occidental dans la crise.

(In : La Revue Nouvelle, Bruxelles, n° 5-6, mai-juin 1981, pp. 471-486.)

BELG. 149 D

GUILMOT-LENNERTZ, M.

Le point sur le comportement des ménages.

(In : Service de Conjoncture — IRES, Louvain-la-Neuve, mai 1981, pp. 1-23.)

BELG. 87

338.751.1

342.4

CAPRON, M.

La crise sidérurgique en Belgique et en France.
La dégradation de l'emploi.*(In : Contradictions, Bruxelles, n° 27-28, juin 1981, pp. 65-83.)*

BELG. 56

DELPEREE, F.

Droit constitutionnel. 1. Les données constitutionnelles.

Bruxelles, Larcier, 1980, V+495 p.

338.751.1

343.2 - 347.70 - 334.154.0

CAPRON, M.

La crise sidérurgique en Belgique et en France.
Les stratégies patronales.*(In : Contradictions, Bruxelles, n° 27-28, juin 1981, pp. 85-103.)*

BELG. 56

Belgique-Pologne; tendances du droit pénal.

Marché Commun-Comecon; aspects du droit économique.

*(Bruxelles, 10 et 11 mai 1979.)**Bruxelles, Edit. de l'Université de Bruxelles, 1981, 203 p.*

339.324.

347.63

BOURGOIGNIE, Th. & DOMONT-NAERT, F.

Clauses abusives et protection du consommateur.

(In : Annales de Droit de Louvain, Bruxelles, n° 1, 1981, pp. 3-59.)

DE PAGE, P.

La réforme des droits successoraux du conjoint survivant et des libéralités entre époux.

(In : Revue trimestrielle de Droit familial, Bruxelles, n° 2, juin 1981, pp. 115-159.)

La co-traitance internationale.
(Journées d'étude de Paris, 30-31 mars 1979.)
Paris, Edit. du Moniteur, 1980, II+326 p.

Les systèmes de recrutement dans la fonction publique en Belgique.

(In : *Administration publique — Revue du Droit Public et des Sciences administratives*, Bruxelles, n° 1, mars 1981, pp. 1-94.)

347.751.0

368.40

BONELL, M.J.

DUFOUR, I.

La nouvelle Convention des Nations-Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises.
(In : *Droit et pratique du commerce international*, Paris, n° 1, mars 1981, pp. 7-35.)

Entailler la sécurité sociale : la méthode De Wulf.
(In : *La Revue Nouvelle*, Bruxelles, n° 5-6, mai-juin 1981, pp. 487-496.)
BELG. 149 D

347.751.0

382.241.

Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises.
(In : *Droit et pratique du commerce international*, Paris, n° 1, mars 1981, pp. 143-167.)

STANYER, P.W. & WHITLEY, J.A.

Financing World Payments Balances.
(In : *Bank of England Quarterly Bulletin*, London, No. 2, June 1981, pp. 187-199.)
G.B. 1 A

347.998.7

382.242.0 - 333.846.7 - 333.451.1

BERNS-LION, N.

MAROIS, W.

Les juridictions du travail.
(In : *Courrier hebdomadaire du C.R.I.S.P.*, Bruxelles, n° 920-921, 22 mai 1981, pp. 1-43.)
BELG. 61 A

Les interactions entre les mouvements de capitaux et la politique monétaire en système de changes quasi fixes.
(In : *Revue économique*, Paris, n° 2, mars 1981, pp. 374-404.)
FR. 57

CARLOZZI, N.

Regulating the Eurocurrency Market : What are the prospects?

In : Federal Reserve Bank of Philadelphia — Business Review, Philadelphia, March-April 1981, pp. 15-23.

U.S.A. 10 A

KELLENS, J.-P.

A Fresh Look at Inflation Accounting.

(In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 89, 1^{er} trimestre 1981, pp. 109-122.)

BELG. 44 E

382.254. - 339.115. - 336.311.2

657.33

Les relations entre les pays du CAEM et les marchés occidentaux des capitaux.

In : Tendances des marchés des capitaux, Paris, n° 18, mars 1981, pp. 1-30.

O.C.D.E. 16

MAYER, R.

Réévaluation des bilans.

(In : La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 5, mai 1981, pp. 3-10.)

BELG. 183 A

382.51 - 338.43

657.42

VAN DEN BULCKE, D. & LAMBIE, C.

Exportervaring en exportdynamisme van de Limburgse industriële ondernemingen.

Economie in Limburg, Hasselt, n° 1, maart 1981, blz. 3-18.

BELG. 93

BECKER, W.D. & HASENKAMP, K.-P.

Bewertungs- und Gliederungsfragen für Bankbilanzen nach dem Vorschlag einer EG-Richtlinie über den Jahresabschluss von Banken.

(In : Kredit und Kapital, Berlin, Nr 4, Dezember 1980, S. 506-529.)

DEUTSCHL. 16 F

382.51

657.5

VAN RAEPENBUSCH, S.

Le commerce Est-Ouest — Essai de synthèse.

In : Revue des Pays de l'Est, Bruxelles, n° 1, 1981, pp. 1-41.

BELG. 141 B

FABRY, J.

Financiële Ratio's en Marktefficiëntie.

(In : Tijdschrift voor Economie en Management, Leuven, n° 1, maart 1981, blz. 73-86.)

BELG. 171

368.42

Une thérapeutique FEB pour une assurance maladie
n mal d'argent.

(In : *Bulletin de la Fédération des Entreprises de Belgique*, Bruxelles, n° 18, 20 juin 1981, pp. 2325-2347.)

BELG. 32

382.30 - 382.36 - 333.712.3

336.834. - 339.312.6

La relance des investissements et de l'exportation :
les deux axes d'une nouvelle stratégie économique.

(In : *Cahiers-CEPESS*, Bruxelles, n° 4, décembre 1980,
pp. 1-79.)

BELG. 149 A

382.21

PERILLEUX, V.

La méthodologie de la balance des paiements de
l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

(In : *Revue de la Banque*, Bruxelles, n° 2, 1981,
pp. 221-239.)

BELG. 134

382.51

VAN SEBROECK, H.

De BLEU-uitvoer van fabrikaten naar de nieuwe
industrielanden; penetratie en specialisatie.

Brussel, Planbureau, 1980, 33 blz.

382.242.4 - 333.402.

JOHNSTON, R.B.

Theories of the Growth of the Euro-Currency
Market : A Review of the Euro-Currency Deposit
Multiplier.

(In : *Bank for International Settlements — BIS Economic
Papers*, Basle, No. 4, May 1981, pp. 1-52.)

B.I.S. 1

380.20 - 380.22 - 380.23

PAUWELS, H. & VAN POECK, A.

Determinanten van de Belgische exportprijzen : on-
derzoek naar het belang van binnenlandse kosten-
elementen en buitenlandse concurrentieprijzen in de
prijzsvorming van de Belgische exportgoederen.
(Rapport 81/115.)

Antwerpen, Studiecentrum voor Economisch en Sociaal
Onderzoek van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius,
1981, 27 blz.

382.254. - 382.242.4 - 333.662.

Les crédits internationaux.

(Journée d'étude organisée par la Chambre de
Commerce de Bruxelles et la section de Bruxelles de
l'Association belge des Banques, le 11 juin 1980.)

Haasrode, J. Van Nuland, 1980, 104 p.

658.306.

DEGROOF, J.J.

Jeux et enjeux des bilans sociaux. Etude de cas.

(In : *Annales de Sciences économiques appliquées*,
Louvain-la-Neuve, n° 1, mars 1981, pp. 99-117.)

BELG. 10

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
BOULEVARD DE BERLAIMONT 56 - 1000 BRUXELLES
LE CHEF DU DEPARTEMENT
J. VAN DROOGENBROECK

